

ALMANACH



OUVRIER ET

PAYSAN

Almanach

OUVRIER
ET
PAYSAN



1926

En vente à la Librairie de l'Humanité
120, Rue Lafayette, PARIS (x^e)

Prix : 5 Francs

l'Humanité

EST LE JOURNAL
DES
CLASSES LABORIEUSES



LISEZ, RÉPANDEZ
FAITES CONNAITRE

l'Humanité

A NOS AMIS

Le Parti communiste, sur la demande de beaucoup de ses militants, revient à l'ancienne coutume du Parti socialiste. Il édite un Almanach, l'ALMANACH OUVRIER ET PAYSAN. Nos adhérents, nos sympathisants, à l'occasion du Jour de l'An, pourront ajouter aux présents habituels de fin d'année, un exemplaire de cette publication familiale et soustraire ainsi leur foyer à l'entreprise idéologique de l'Almanach bourgeois, habile bourreur de crânes et défenseur, à sa façon, de l'ordre capitaliste.

Son nom, ALMANACH OUVRIER ET PAYSAN, est tout un programme. Il s'efforce, en effet, d'intéresser le prolétariat manuel et intellectuel des villes, mais aussi les masses rurales (ouvriers agricoles, petits paysans) qui, devant l'avenir de plus en plus sombre, fait de misère accrue et peuplé de spectres sanglants, se tournent toujours plus nombreuses vers le Parti, appelant pour son œuvre de libération sociale et de paix fraternelle tous les exploités, tous les menacés du régime actuel.

La réalisation de ce premier Almanach laisse encore à désirer. Il se ressent du fait qu'il a été exécuté dans un moment où les efforts du Parti étaient tournés entièrement

vers des tâches d'une urgence et d'une importance extrêmes :
 1° réorganisation du Parti sur la base des Cellules ; 2° campagne vigoureuse en faveur de l'unité syndicale ouvrière ; 3° lutte contre les guerres du Maroc et de Syrie.

Mais tel qu'il est, avec toutes ses insuffisances, c'est un livre dont les enfants, la femme du camarade, tourneront volontiers les feuillets pour y chercher avec plaisir gravures et récits, et que le militant consultera fréquemment pour y puiser toutes sortes de renseignements utiles. Il va sans dire que nous entendons bien perfectionner, dans les années qui suivront, cette œuvre initiale, si, comme nous en sommes sûrs, tous ceux qui suivent avec sympathie les efforts multiformes de propagande et d'agitation du Parti parmi les masses nous aident à diffuser largement ce premier ALMANACH OUVRIER ET PAYSAN.

Les Éditions du Parti communiste.
 (S. F. I. C.)



Lever du soleil :		Coucher du soleil :		D. Q. le 7, à 7 h. 22	
1 ^{er} janvier :	7 h. 46	1 ^{er} janvier :	16 h. 02	N. L. le 14, à 6 h. 35	
15 » :	7 h. 41	15 » :	16 h. 19	P. Q. le 20, à 22 h. 31	
30 » :	7 h. 26	30 » :	16 h. 42	P. L. le 28, à 21 h. 35	

NOTES

1 Vendredi	
2 Samedi	
3 DIMANCHE	
4 Lundi	

La femme demeure, malgré tout, l'esclave de la maison. Les lois émancipatrices n'y font rien, puisqu'elle reste assujettie à tous les petits travaux du ménage, qui l'enchaînent à la cuisinière, à la chambre des enfants et font de son activité, rude et improductive, une chaîne de minuscules tourments, oppressifs et abêtissants.

N. LÉNINE.

JANVIER

5 Mardi	
6 Mercredi	
7 Jeudi	
8 Vendredi	
9 Samedi	
10 DIMANCHE	
11 Lundi	

Quand une classe nouvelle apparaît sur la scène de l'histoire comme chef et guide de la société, ce n'est jamais sans une période de « secousses » extrêmement violentes, de luttes, d'orages ; ce n'est jamais sans une période d'expériences, d'hésitations, d'oscillations dans le choix des méthodes nouvelles correspondant aux nouvelles situations.

N. LÉNINE.

JANVIER

12 Mardi	
13 Mercredi	
14 Jeudi	
15 Vendredi	
16 Samedi	
17 DIMANCHE	
18 Lundi	

Hostile à toute formule abstraite, à toutes recettes doctrinaires, le marxisme exige une attention sérieuse à la lutte de masse qui, avec le développement du mouvement, la croissance des masses, l'aggravation des crises économiques et politiques, donne le jour à des moyens de plus en plus nombreux et variés de défense et d'attaque.

N. LÉNINE.

JANVIER

19 Mardi	
20 Mercredi	
21 Jeudi	
22 Vendredi	
23 Samedi	
24 DIMANCHE	
25 Lundi	

En outre, j'estime qu'un artiste peut puiser beaucoup d'éléments utiles dans toute philosophie. Enfin, je suis tout à fait et absolument d'accord sur ceci, que dans les questions de création artistique, en tirant des conceptions de ce genre aussi bien de votre expérience artistique que d'une philosophie même idéaliste, vous pouvez arriver à des conclusions qui seront pour le Parti ouvrier d'une énorme utilité.

N. LÉNINE.

(Lettre à Gorki, 25 février 1908.)

JANVIER

26 Mardi	
27 Mercredi	
28 Jeudi	
29 Vendredi	
30 Samedi	
31 DIMANCHE	

RÉCAPITULATION

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

CALENDRIER HISTORIQUE

1. 1881 : Mort de Blanqui.
1923 : Proclamation de l'Union des Républiques Soviétiques (U. R. S. S.).
2. 1906 : Exécution de nombreux révolutionnaires à Moscou.
3. 1865 : Les Etats-Unis abolissent l'esclavage.
5. 1801 : Bonaparte, qui vient d'échapper à la machine infernale, condamne à la déportation 133 innocents.
1919 : Insurrection des Spartakistes à Berlin.
1925 : Fin de la grève de Douarnenez. Le patronat, vaincu, est obligé de faire droit aux revendications des marins et des sardinières.
7. 1785 : L'aéronaute F. Blanchard traverse la Manche en ballon.
8. 1642 : Mort de Galilée.
9. 1905 : Mort de Louise Michel.
1907 : Pavlov, chef de la Sûreté à Saint-Petersbourg, est tué.
10. 1894 : Vaillant est condamné à mort.
1920 : Mise en vigueur du traité de Versailles.
11. 1923 : Occupation de la Ruhr. Démonstration du P. C. F. contre l'occupation.
1924 : Meeting tragique rue Grange-aux-Belles : deux morts, plusieurs blessés.
12. 1925 : Début de la guerre civile en Chine.
13. 1871 : Naissance de Karl Liebknecht.
1920 : Les troupes de Noske tirent sur les ouvriers manifestant devant le Reichstag.
15. 1919 : Assassinat de Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg.
17. 1706 : Naissance de Benjamin Franklin, inventeur du paratonnerre.
18. 1772 : Révolution à Copenhague.
1918 : Dispersion de l'Assemblée constituante par les bolchéviks.
19. 1736 : Naissance de James de Watt, inventeur de la machine à vapeur.
20. 1924 : Ouverture du Congrès du Parti communiste à Lyon.
21. 1793 : Exécution de Louis XVI.
1924 : Pétrograd s'appelle Léninegrad.
Mort de Lénine.
22. 1905 : « Dimanche Sanglant » à Saint-Petersbourg. Le tsar fait massacrer sur la place du Palais d'Iviter la foule des ouvriers qui étaient venus lui présenter leurs revendications.
25. 1882 : Chute du ministère Gambetta.
26. 1886 : Soulèvement des mineurs de Decazeville.
1913 : Congrès des mineurs français.
27. 1924 : Funérailles de Lénine à Moscou et, à cette occasion, démonstration du P. C. F. à Saint-Denis.
28. 1878 : Congrès ouvrier à Lyon.
29. 1905 : Manifestation mondiale contre l'emprisonnement de Maxime Gorki.



Lever du soleil :		Coucher du soleil :		D. Q. le 5, à 23 h. 25	
1 ^{er} février :	7 h. 24	1 ^{er} février :	16 h. 46	N. L. le 12, à 17 h. 20	
15	» 7 h. 02	15	» 17 h. 09	P. Q. le 19, à 12 h. 36	
28	» 6 h. 43	28	» 17 h. 25	P. L. le 27, à 16 h. 51	

NOTES

1 Lundi	
2 Mardi	
3 Mercredi	
4 Jeudi	

Le rôle actuel de l'avant-garde consciente du mouvement ouvrier international, c'est-à-dire des partis, groupes et tendances communistes, consiste à savoir mener les masses (maintenant encore la plupart du temps somnolentes, apathiques, routinières, inertes, endormies) ou plutôt à savoir conduire non pas seulement son parti, mais aussi les masses.

N. LÉNINE.

FÉVRIER

5 Vendredi	
6 Samedi	
7 DIMANCHE	
8 Lundi	
9 Mardi	
10 Mercredi	
11 Jeudi	

La démocratie bourgeoise a été un progrès par rapport au moyen âge et il fallait en faire usage. Mais actuellement elle est insuffisante pour la classe ouvrière. Ce n'est pas en arrière qu'il faut regarder, mais en avant, et la démocratie bourgeoise doit faire place à la démocratie prolétarienne.

N. LÉNINE.

FÉVRIER

12 Vendredi	
13 Samedi	
14 DIMANCHE	
15 Lundi	
16 Mardi	
17 Mercredi	
18 Jeudi	

Dans tout pays capitaliste, les forces du prolétariat sont incomparablement plus grandes que sa puissance numérique par rapport à l'ensemble de la population. Le prolétariat domine économiquement le centre et les nerfs du système économique capitaliste tout entier. Et il représente en même temps, économiquement et politiquement, les intérêts véritables de l'immense majorité des travailleurs.

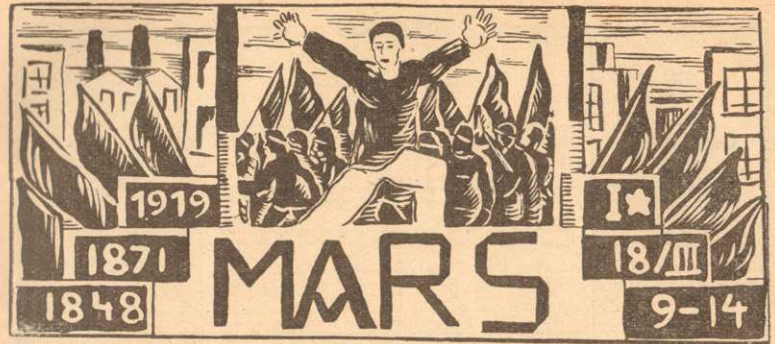
N. LÉNINE.

CALENDRIER HISTORIQUE

1. 1789 : Washington est élu président des Etats-Unis.
1805 : Naissance de Blanqui.
3. 1919 : Conférence de Berne de la II^e Internationale.
5. 1894 : Vaillant, anarchiste, est exécuté.
6. 1904 : Commencement de la guerre russo-japonaise.
1923 : Grève générale des mineurs français.
7. 1649 : La Chambre des Communes proclame la République en Angleterre et Cromwell lord Protecteur.
8. 1921 : Mort de Pierre Kropotkine, anarchiste russe.
9. 1881 : Mort de Dostoïewski, écrivain russe.
1909 : Signature de l'accord d'Algésiras entre la France et l'Allemagne.
10. 1889 : Grande manifestation à Paris et dans une soixantaine de villes de France pour les 8 heures.
11. 1809 : Naissance de Darwin.
1925 : Démonstration fasciste à Marseille.
12. 1907 : Grande grève de Fougères.
13. 1871 : L'Assemblée nationale se réunit à Bordeaux.
1883 : Mort de Richard Wagner.
14. 1909 : Triomphe des Jeunes-Turcs.
15. 1564 : Naissance de Galilée.
1919 : L'Entente invite tous les gouvernements russes à la conférence de Prinkipo.
16. 1923 : Procès du « complot de la Ruhr » contre les communistes français.
17. 1919 : Grève générale des mineurs de la Ruhr.
18. 1905 : Assassinat du grand-duc Serge à Moscou.
19. 1473 : Mort de Copernic, astronome.
20. 1922 : Grève de la faim des 270 communistes emprisonnés à Bucarest.
21. 1919 : Assassinat de Kurt Eisner, président socialiste de la République bavaroise.
22. 1840 : Naissance de Auguste Bebel, le grand sociologue allemand.
23. 1848 : Révolution à Paris. Marx et Engels font paraître le *Manifeste Communiste*.
24. 1848 : Proclamation de la II^e République française.
25. 1875 : L'Assemblée nationale vote la Constitution.
28. 1848 : Création des « ateliers nationaux » pour employer 100.000 ouvriers chômeurs à Paris.



PETER ALMA. — Au travail.
(Gravure sur bois).



Lever du soleil :

1^{er} mars : 6 h. 36
 15 » 6 h. 07
 30 » 5 h. 36

Coucher du soleil :

1^{er} mars : 17 h. 32
 15 » 17 h. 53
 30 » 18 h. 16

D. Q. le 7, à 11 h. 49

N. L. le 14, à 3 h. 20

P. Q. le 21, à 5 h. 12

P. L. le 29, à 10 heures

NOTES

1 Lundi	
2 Mardi	
3 Mercredi	
4 Jeudi	

Dans toute révolution socialiste, lorsque la conquête du pouvoir par le prolétariat est un fait accompli, tandis que le problème essentiel de l'expropriation des expropriateurs se résout, la nécessité s'impose de plus en plus d'établir un ordre social supérieur à l'ordre capitaliste. d'élever la productivité du travail et, en connexion avec elle, son degré d'organisation.

N. LÉNINE.

MARS

5 Vendredi	
6 Samedi	
7 DIMANCHE	
8 Lundi	
9 Mardi	
10 Mercredi	
11 Jeudi	

Notre Parti doit éduquer et préparer ses organisations pour entrer en action comme parti belligérant et ne pas laisser passer une seule occasion de porter un coup aux forces de l'ennemi.

N. LÉNINE.

MARS

12 Vendredi	
13 Samedi	
14 DIMANCHE	
15 Lundi	
16 Mardi	
17 Mercredi	
18 Jeudi	

Les syndicats marquent, au début du développement capitaliste, un progrès énorme de la classe ouvrière, car ils représentent les embryons des groupements de classe.

N. LÉNINE.

MARS

19 Vendredi	
20 Samedi	
21 DIMANCHE	
22 Lundi	
23 Mardi	
24 Mercredi	
25 Jeudi	

La dictature du prolétariat est une lutte acharnée, avec et sans effusion de sang, une lutte violente et pacifique, militaire et économique, pédagogique et administrative, une lutte contre les forces et les traditions de l'ancienne société.

N. LÉNINE.

MARS

26 Vendredi	
27 Samedi	
28 DIMANCHE	
29 Lundi	
30 Mardi	
31 Mercredi	

RÉCAPITULATION

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

CALENDRIER HISTORIQUE

2. 1919 : Congrès constituant de l'Internationale Communiste.
1861 : La Russie abolit le servage.
3. 1919 : Grève générale à Berlin et révolte à Munich.
5. 1848 : Un décret du gouvernement provisoire établit le suffrage universel.
1871 : Naissance de Rosa Luxembourg.
6. 1922 : La III^e Internationale propose un congrès des trois Internationales.
7. 1849 : Procès de Bourges où comparait Blanqui aux côtés de Raspail et Barbès. Blanqui : 10 ans de réclusion.
8. 1917 : Début de la révolution à Pétrograd. Premières échauffourées entre les ouvriers et la police.
1921 : Proclamation de la République Soviétiste de Géorgie.
9. 1848 : Révolution à Vienne (Autriche).
1871 : Blanqui est condamné à mort par contumace pour l'insurrection du 31 août 1870.
10. 1906 : Catastrophe de Courrières : 120 morts.
11. 1912 : Proclamation de la République en Chine.
12. 1917 : Chute du tsarisme.
13. 1907 : Explosion à Toulon du cuirassé « Iéna », 200 disparus.
1920 : Coup d'Etat de Berlin. Le gouvernement Ebert s'enfuit à Stuttgart.
14. 1883 : Mort de Karl Marx, fondateur du socialisme scientifique.
15. 1848 : Révolution hongroise.
1917 : Abdication du tsar Nicolas II.
16. 1912 : Manifeste de la Fédération du Sous-Sol contre les mouvements partiels.
17. 1912 : Congrès de la Fédération de la Voie ferrée.
1776 : A Boston (Amérique du Nord), révolte contre l'Angleterre.
18. 1848 : Révolution à Berlin.
1871 : Proclamation de la Commune de Paris.
1919 : Révolte en Egypte pour un gouvernement autonome.
1921 : Signature du traité de paix entre la Russie et la Pologne.
19. 1906 : Le lieutenant Schmidt, chef des révolutionnaires de la flotte d'Odessa, est fusillé.
20. 1920 : Fin de la grève générale en Allemagne, après l'échec du coup de force de Kapp.
21. 1919 : Proclamation des Soviets en Hongrie. Bela Kun est commissaire du peuple aux Affaires étrangères.
22. 1832 : Apparition en France du choléra, qui fera 20.000 victimes en trois mois.
23. 1913 : A Brest, X^e Congrès national du Parti socialiste.
26. 1871 : Elections à la Commune de Paris.
28. 1907 : Loi réglementant en France les réunions publiques.
29. 1808 : Révolution en Suède.
1896 : Mort de Leo Frankel, membre hongrois de la Commune de Paris.
1920 : Ouverture du IX^e Congrès du Parti communiste russe à Moscou.
30. 1925 : Hindenburg est élu président.
31. 1923 : Les officiers français font tirer sur les ouvriers allemands à Essen : 11 tués, 32 blessés.



Lever du soleil :

1^{er} avril : 5 h. 32
15 » 5 h. 03
30 » 4 h. 35

Coucher du soleil :

1^{er} avril : 18 h. 19
15 » 18 h. 40
30 » 19 h. 02

D. Q. le 5, à 20 h. 50
N. L. le 12, à 12 h. 56
P. Q. le 19, à 23 h. 23
P. L. le 28, à 0 h. 17

NOTES

1 Jeudi	
2 Vendredi	
3 Samedi	
4 PAQUES	

L'éthique nouvelle découle des conceptions marxistes; elle est complètement subordonnée à l'intérêt de la lutte de tous ceux qui travaillent.

N. LÉNINE.

AVRIL

5 Lundi	
6 Mardi	
7 Mercredi	
8 Jeudi	
9 Vendredi	
10 Samedi	
11 DIMANCHE	

Sur les bases économiques actuelles, c'est-à-dire en régime capitaliste les Etats-Unis d'Europe signifieraient une organisation de la réaction dans le but d'entraver le développement trop rapide de l'Amérique.

N. LÉNINE.

AVRIL

12 Lundi	
13 Mardi	
14 Mercredi	
15 Jeudi	
16 Vendredi	
17 Samedi	
18 DIMANCHE	

La grande majorité de la population de la planète est, en fin de compte, préparée et poussée à la lutte par le capitalisme lui-même. Et l'issue de la lutte dépend finalement de ce que la Russie, l'Inde, la Chine et les autres pays opprimés constituent la grande majorité de la population du globe.

N. LÉNINE.

CALENDRIER HISTORIQUE

1. 1921 : Grève générale en Angleterre (un million de mineurs y participent).
1922 : Grève d'un demi-million de mineurs aux Etats-Unis.
2. 1840 : Naissance d'Emile Zola.
1849 : Condamnation de Barbès, Blanqui et Raspail.
3. 1913 : XXIV^e Congrès des Cheminots français.
5. 1794 : Danton et C. Desmoulins sont exécutés.
6. 1871 : Deuxième attaque contre la Commune de Paris.
1917 : Fondation du Parti Socialiste Indépendant en Allemagne.
7. 1919 : Proclamation de la République soviétiste bavaroise à Munich.
9. 1834 : Insurrection à Lyon, noyée dans le sang.
11. 1921 : Les syndicats réformistes anglais trahissent la grève des mineurs.
1825 : Naissance de Ferdinand Lassalle.
13. 1913 : Grève générale en Belgique, 800.000 grévistes.
1925 : Début de l'agression française contre le Rif.
1834 : Barricades à Paris dans le quartier Saint-Merri.
14. 1916 : Conférence de la gauche zimmerwaldienne à Kienthal.
1919 : La contre-révolution attaque la République soviétiste bavaroise.
1925 : Attentat contre le roi de Bulgarie.
15. 1888 : Mort de Dietzgen, sociologue allemand.
16. 1848 : Grande manifestation ouvrière au Champ-de-Mars.
1917 : Lénine arrive de Suisse en Russie.
17. 1922 : Signature du traité russo-allemand à Rapallo.
1925 : Une bombe éclate dans l'église de Sveti Kral, à Sofia. La terreur blanche s'aggrave. Tsankof fait massacrer 4.000 ouvriers et paysans.
18. 1888 : Le journal le *Sozialdemokrat* est interdit en Suisse.
19. 1919 : Les Roumains entreprennent l'offensive contre la République soviétiste hongroise.
1906 : Mort du savant chimiste Pierre Curie.
20. 1922 : Congrès de l'Internationale syndicale d'Amsterdam à Rome.
22. 1870 : Naissance de Lénine à Simbirsk.
23. 1919 : Vote de la loi de Huit heures par la Chambre des députés en France.
24. 1916 : Révolte des Sinn-Feiners à Dublin (Irlande).
1925 : Sanglante bagarre entre communistes et fascistes à Paris, rue Damrémont.
25. 1871 : L'armée de Versailles bombarde les forts de Vanves et d'Issy.
1921 : Grève générale en Italie contre le fascisme déjà menaçant.
26. 1920 : La Pologne déclare la guerre à la Russie soviétiste.
27. 1791 : Naissance de Samuel Morse, inventeur d'un appareil de télégraphie électrique.
28. 1914 : Bataille entre les mineurs et la milice à Colorado (Etats-Unis).
29. 1920 : Le 1^{er} mai est déclaré jour férié en Tchécoslovaquie.
30. 1848 : Fondation de la première Union des ouvriers autrichiens.
1925 : Combats de rues à Sofia.



Lever du soleil :

1^{er} mai : 4 h. 33
15 » 4 h. 12
30 » 3 h. 55

Coucher du soleil :

1^{er} mai : 19 h. 03
15 » 19 h. 23
30 » 19 h. 41

D. Q. le 5, à 3 h. 13
N. L. le 11, à 22 h. 55
P. Q. le 19, à 17 h. 48
P. L. le 27, à 11 h. 49

NOTES

1 Samedi	
2 DIMANCHE	
3 Lundi	
4 Mardi	

Proletaires de tous les pays, unissez-vous !

MAI

5 Mercredi	
6 Jeudi	
7 Vendredi	
8 Samedi	
9 DIMANCHE	
10 Lundi	
11 Mardi	

Le socialisme n'est pas autre chose qu'un pas en avant après le monopole d'Etat capitaliste. Ou encore : le socialisme n'est pas autre chose que le monopole de l'Etat capitaliste employé dans l'intérêt du peuple entier et ne cessant que dans cette mesure d'être un monopole capitaliste.

N. LÉNINE.

MAI

12 Mercredi	
13 ASCENSION	
14 Vendredi	
15 Samedi	
16 DIMANCHE	
17 Lundi	
18 Mardi	

L'union des ouvriers et des intellectuels ? Oui, ce n'est certes pas mauvais. Dites aux intellectuels de venir à nous. Selon vous, ils servent sincèrement les intérêts de la justice ? Alors qu'est-ce qui les arrête ?

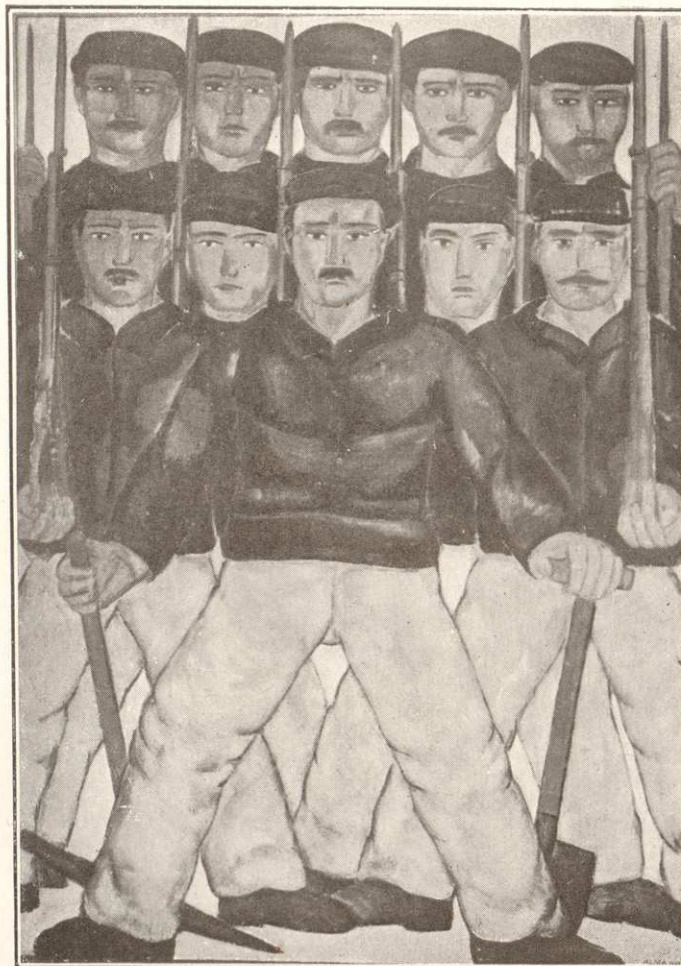
LÉNINE à GORKI.

MAI

19 Mercredi	
20 Jeudi	
21 Vendredi	
22 Samedi	
23 PENTECOTE	
24 Lundi	
25 Mardi	

Le pouvoir politique peut et doit devenir entre les mains d'une classe — du prolétariat — le moyen d'attirer de son côté les masses laborieuses non prolétariennes, le moyen de conquérir ces masses sur la bourgeoisie et sur les partis petits-bourgeois.

N. LÉNINE.



PETER ALMA. — La garde.

MAI

26 Mercredi	
27 Jeudi	
28 Vendredi	
29 Samedi	
30 DIMANCHE	
31 Lundi	

RÉCAPITULATION

.....

.....

.....

.....

.....

.....

CALENDRIER HISTORIQUE

1. 1890 : Congrès international ouvrier à Paris. Premier jour de chômage pour la revendication des 8 heures. C'est la fête internationale du travail.
2. 1765 : Naissance de Robert Fulton, inventeur du bateau à vapeur.
1849 : Révolte à Dresde.
3. 1814 : Entrée solennelle de Louis XVIII à Paris : acclamations des royalistes, silence du peuple, disent les calendriers bourgeois.
4. 1919 : Renversement de la dictature du prolétariat à Munich.
1924 : Le P. C. A. obtient 4 millions de voix aux élections en Allemagne.
5. 1818 : Naissance de Karl Marx à Trèves.
7. 1793 : On décrète la fabrication de 1.200 millions d'assignats. C'était la première inflation, la deuxième est en cours.
10. 1923 : Assassinat de Vorovsky, délégué des Soviets à la Conférence de Lausanne.
11. 1924 : Le P. C. F. obtient 900.000 voix aux élections.
12. 1916 : James Connolly, chef révolutionnaire, est fusillé à Dublin.
13. 1905 : III^e Congrès du parti social-démocrate russe (bolchéviks) à Londres.
15. 1525 : Exécution de Thomas Münzer, chef des paysans révoltés en Allemagne.
16. 1871 : La Commune de Paris lance un appel aux travailleurs des campagnes.
17. 1925 : Catastrophe minière de Dortmund.
18. 1917 : Wilson signe le décret du service militaire obligatoire.
20. 1920 : Fin de la grève de mai 1920. La C. G. T. décide la reprise du travail.
21. 1871 : Les Versaillais, avec le général Douay, entrent dans Paris.
22. 1863 : Fondation de l'Union générale des Ouvriers Allemands.
23. 1871 : Les Versaillais s'emparent de Montmartre.
1906 : Mort de Henrik Ibsen.
24. 1743 : Naissance de J.-P. Marat, grand révolutionnaire français, rédacteur de *l'Ami du Peuple*.
25. 1871 : Delescluze tombe sur les barricades pour la Commune de Paris.
1913 : Au Pré-Saint-Gervais, manifestation contre la loi de trois ans : 150.000 manifestants.
27. 4778 : Mort de Voltaire.
1797 : Mort de Babeuf, un des précurseurs du communisme.
1876 : Mort de Bakounine, révolutionnaire russe.
28. 1871 : Chute de la Commune de Paris.
1925 : A la Chambre des Députés, la fraction du P. C. vote seule contre la guerre du Maroc.
29. 1921 : Fondation du parti communiste belge.
30. 1918 : Mort de G. Plékhanov, sociologue, marxiste russe.
1925 : Les chefs socialistes votent pour la guerre du Maroc.
31. 1793 : Le régime de la Terreur commence; il durera jusqu'au 27 juillet 1794 (9 thermidor).



Lever du soleil :		Coucher du soleil :		D. Q. le 3, à 18 h. 33	
1 ^{er} juin :	3 h. 54	1 ^{er} juin :	19 h. 43	N. L. le 10, à 10 h. 8	
15 » :	3 h. 48	15 » :	19 h. 54	P. Q. le 18, à 11 h. 14	
30 » :	3 h. 52	30 » :	19 h. 56	P. L. le 25, à 21 h. 13	

NOTES

1 Mardi	
2 Mercredi	
3 Jeudi	
4 Vendredi	

L'Etat est le produit de la manifestation de l'antagonisme inconciliable des classes. L'Etat apparaît là et dans la mesure où les contradictions de classes ne peuvent objectivement être conciliées.

N. LÉNINE.

JUIN

5 Samedi	
6 DIMANCHE	
7 Lundi	
8 Mardi	
9 Mercredi	
10 Jeudi	
11 Vendredi	

Qui n'est pas avec nous est contre nous. Dans l'histoire, les hommes indépendants sont une fantaisie. En admettant même que de tels hommes aient pu exister jadis, aujourd'hui il n'y en a plus et il ne peut plus y en avoir !

LÉNINE à GORKY.

JUIN

12 Samedi	
13 DIMANCHE	
14 Lundi	
15 Mardi	
16 Mercredi	
17 Jeudi	
18 Vendredi	

Le régime soviétiste offre aux ouvriers et aux paysans le maximum de démocratie. Il rompt avec la démocratie bourgeoise, il proclame la naissance d'un nouveau type historique de démocratie : la démocratie prolétarienne ou, en d'autres termes, la dictature prolétarienne.

N. LÉNINE.

CALENDRIER HISTORIQUE

1. 1925 : Grève générale à Changhaï.
2. 1793 : Chute des Girondins.
1921 : Le Congrès des Cheminots français vote l'adhésion à l'Internationale Syndicale Rouge.
3. 1917 : Les Soviets russes lancent un appel à tous les peuples du monde pour proposer une paix « sans annexions ni contribution ».
4. 1920 : Signature de la paix de Trianon entre la Hongrie et les alliés.
5. 1924 : Le Conseil de guerre de Mayence condamne à des peines diverses les militants de la fraternisation de la Ruhr.
7. 1871 : On massacre les communards à Paris.
9. 1923 : Coup de force de Tsankof en Bulgarie : le gouvernement paysan Stambouliiski est renversé.
10. 1914 : Grève générale en Italie.
1918 : Le V^e Congrès des Soviets adopte la constitution des républiques soviétiques.
1920 : Fondation du P. C. des Etats-Unis.
1924 : Assassinat de Matteotti, député socialiste italien.
11. 1903 : Assassinat d'Alexandre I^{er} de Serbie et de sa femme Draga par une conjuration militaire.
12. 1848 : Révolution à Prague.
13. 1919 : Funérailles solennelles de Rosa Luxembourg dont, quelques jours auparavant, on a retrouvé le corps dans la Sprée.
14. 1924 : Formation du gouvernement du Bloc des Gauches.
15. 1923 : Assassinat de Stambouliiski.
16. 1865 : Mort de Proudhon.
1913 : A la Chambre, Jaurès prononce un nouveau et important discours contre la loi de trois ans.
17. 1793 : Abolition du féodalisme en France.
1924 : V^e Congrès mondial de l'I. C.
18. 1918 : Assassinat du bolchévik Volodarsky par les s.-r.
19. 1920 : Guerre civile à Londonderry (Irlande).
20. 1920 : Boycottage des syndicats internationaux de transport contre la terreur blanche en Hongrie.
21. 1917 : III^e Congrès panrusse des syndicats de Pétrograd.
22. 1919 : Le Reichstag accepte le traité de paix de Versailles.
23. 1848 : Commencement des massacres de révolutionnaires, connus sous le nom « journées de juin ».
1925 : Révolte en Mandchourie.
24. 1922 : Assassinat de Walther Rathenau, ministre des Affaires étrangères d'Allemagne.
25. 1793 : Les Enragés réclament de la Convention des mesures contre les accapareurs.
1867 : Parution du 1^{er} tome du *Capital* de Marx.
26. 1848 : A Paris, Cavaignac mitraille les ouvriers du faubourg Saint-Antoine.
1856 : Mort de Max Stirner, sociologue allemand.
27. 1905 : Soulèvement de l'équipage du cuirassé russe, le *Potemkine*.
28. 1712 : Naissance de J.-J. Rousseau.
1914 : L'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand et de sa femme à Sarajevo provoque la guerre mondiale.
1916 : Karl Liebknecht est condamné à 30 mois de prison pour sa courageuse campagne contre la guerre.
29. 1920 : Manifestations et combats de rues à Hambourg.



Lever du soleil :		Coucher du soleil :		D. Q. le 2, à 13 h. 02	
1 ^{er} juillet :	3 h. 52	1 ^{er} juillet :	19 h. 56	N. L. le 9, à 23 h. 06	
15 » :	4 h. 04	15 » :	19 h. 48	P. Q. le 18, à 2 h. 55	
30 » :	4 h. 22	30 » :	19 h. 30	P. L. le 25, à 5 h. 13	

NOTES

1 Jeudi	
2 Vendredi	
3 Samedi	
4 DIMANCHE	

L'histoire de France nous montre que la contre-révolution bonapartiste grandit à la fin du XVIII^e siècle (puis une seconde fois en 1848-1852) sur le terrain de la bourgeoisie contre-révolutionnaire, et prépara, à son tour, la restauration de la monarchie légitime.

N. LÉNINE.

JUILLET

5 Lundi	
6 Mardi	
7 Mercredi	
8 Jeudi	
9 Vendredi	
10 Samedi	
11 DIMANCHE	

C'est pourquoi les chauvins repoussent le mot d'ordre défaitiste, qui seul équivaut à un appel conséquent à l'action contre son gouvernement en temps de guerre. Sans cette action, des millions de phrases du plus grand révolutionnarisme sur la guerre à la guerre et à ses causes ne valent pas un sou.

N. LÉNINE.

JUILLET

12 Lundi	
13 Mardi	
14 Mercredi	
15 Jeudi	
16 Vendredi	
17 Samedi	
18 DIMANCHE	

Que les paysans le sachent, seul le Parti ouvrier, seuls les bolchéviques demeureront, jusqu'au bout, inébranlables contre les capitalistes, contre les propriétaires, et défendront les intérêts des paysans les plus pauvres comme ceux de tous les travailleurs.

N. LÉNINE.

JUILLET

19 Lundi	
20 Mardi	
21 Mercredi	
22 Jeudi	
23 Vendredi	
24 Samedi	
25 DIMANCHE	

On appelle, en politique, compromis, la concession, l'abandon d'une des revendications soutenues par un parti, en vue de réaliser un accord avec un autre parti.

N. LÉNINE.

JUILLET

26 Lundi	
27 Mardi	
28 Mercredi	
29 Jeudi	
30 Vendredi	
31 Samedi	

RÉCAPITULATION

.....

.....

.....

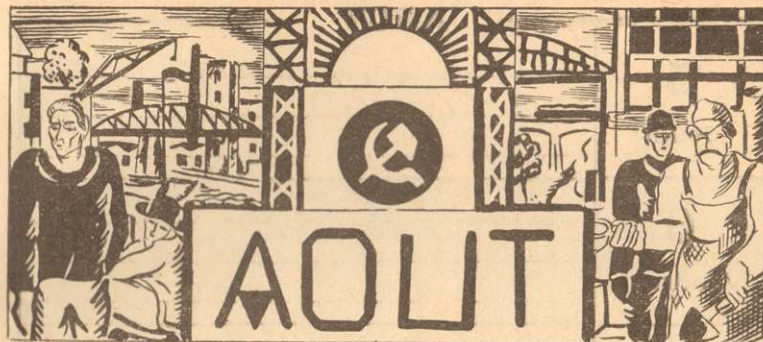
.....

.....

.....

CALENDRIER HISTORIQUE

1. 1876 : Mort de Bakounine à Berne.
1913 : Arrestation de plusieurs fonctionnaires syndicaux à propos des mutineries militaires.
2. 1905 : Révolte de la flotte de la mer Noire.
1920 : L'Inde décide de boycotter les produits anglais.
3. 1920 : Le Parti socialiste adhère à l'I. C.
1922 : Le Congrès des Syndicats français vote l'adhésion à l'I. S. R.
1923 : Congrès du Farmer Labour Parti à Chicago.
1925 : Bataille acharnée sur tout le front ruffain.
4. 1776 : Le Congrès de Philadelphie proclame l'indépendance des Etats-Unis.
1921 : Premier Congrès mondial de l'Internationale Syndicale Rouge à Moscou.
5. 1905 : Mort d'Elisée Reclus.
1925 : Congrès des ouvriers de la région parisienne.
6. 1415 : Jean Huss, réformateur tchèque, précurseur du protestantisme, est brûlé comme hérétique.
1535 : Thomas Morus, philosophe utopiste anglais, est décapité.
1913 : Congrès de l'Union fédérative des Travailleurs de l'Etat.
8. 1919 : Florence, Bologne, Ravenne, Gênes et d'autres villes italiennes créent des Soviets.
9. 1925 : Débats à la Chambre sur les crédits du Maroc.
10. 1509 : Naissance de Calvin, propagateur de la Réforme en France et en Suisse.
12. 1910 : Déportation de 1.200 grévistes dans les déserts de l'Arizona (Etats-Unis).
13. 1793 : Charlotte Corday poignarde Marat.
1683 : Révolution en Angleterre.
14. 1789 : Prise de la Bastille par le peuple de Paris.
15. 1809 : Naissance de P. Proudhon, théoricien du socialisme anarchiste.
16. 1924 : Ratification du Plan Dawes à Londres.
622 : Mahomet s'enfuit de la Mecque. Début de l'ère musulmane (hégire).
17. 1793 : Charlotte Corday est guillotinée.
19. 1920 : II^e Congrès de l'I. C. à Péetrograd.
20. 1925 : Manifestations sanglantes à Damas (Syrie).
21. 1913 : A Carlsbad, Congrès international des mineurs.
1925 : Les Anglais tirent à coups de canon sur les ouvriers chinois.
22. 1877 : Révolte des cheminots à Pittsburg (Etats-Unis).
23. 1914 : Ultimatum de l'Autriche-Hongrie à la Serbie.
24. 1848 : Sanglante répression de la révolte des ouvriers parisiens par le général Cavaignac.
1923 : Paix de Lausanne entre la Turquie et les Alliés.
25. 1925 : Les employés de banque entrent en grève.
26. 1896 : Congrès international d'ouvriers à Londres.
27. 1830 : Début de la révolution qui renversa Charles X.
28. 1794 : Chute de Robespierre.
1804 : Mort de L. Feuerbach, philosophe allemand.
1914 : Déclaration de guerre de l'Autriche-Hongrie à la Serbie.
30. 1908 : Massacres de Villeneuve-Saint-Georges et de Draveil.
31. 1914 : Assassinat de Jean Jaurès.



Lever du soleil :		Coucher du soleil :		D. Q. le 8, à 13 h. 49	
1 ^{er} août	4 h. 24	1 ^{er} août	19 h. 29	N. L. le 16, à 16 h. 39	
15	4 h. 43	15	19 h. 06	P. Q. le 23, à 12 h. 38	
30	5 h. 04	30	18 h. 37	P. L. le 30, à 4 h. 40	

NOTES

1 DIMANCHE	
2 Lundi	
3 Mardi	
4 Mercredi	

La guerre impérialiste deviendra guerre civile.

N. LÉNINE.

AOUT

5 Jeudi	
6 Vendredi	
7 Samedi	
8 DIMANCHE	
9 Lundi	
10 Mardi	
11 Mercredi	

Les masses laborieuses des campagnes ne pourront être libérées qu'à condition de prendre fait et cause pour le prolétariat communiste et de l'aider sans réserve dans sa lutte révolutionnaire pour le renversement du régime d'oppression des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie.

N. LÉNINE.



B. U. MARTEL. — Illustration de la célèbre chanson révolutionnaire russe.

AOUT

12 Jeudi	
13 Vendredi	
14 Samedi	
15 ASSOMPTION	
16 Lundi	
17 Mardi	
18 Mercredi	

La cause de la Commune est celle de la révolution sociale, celle de l'affranchissement politique et économique absolu des travailleurs, celle du prolétariat universel. En ce sens, elle est immortelle.

N. LÉNINE,
à la mémoire de la Commune, 28 avril 1911.

AOUT

19 Jeudi	
20 Vendredi	
21 Samedi	
22 DIMANCHE	
23 Lundi	
24 Mardi	
25 Mercredi	

Si l'on met une balle dans le revolver, cela équivaut à la préparation technique de l'insurrection, car il faut trouver la balle et charger le revolver; d'ailleurs, une balle ne suffira pas.

N. LÉNINE.

AOUT

26 Jeudi	
27 Vendredi	
28 Samedi	
29 DIMANCHE	
30 Lundi	
31 Mardi	

RÉCAPITULATION

CALENDRIER HISTORIQUE

1. 1914 : Déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie.
- 1919 : Chute des Soviets en Hongrie.
2. 1914 : Les troupes allemandes pénètrent en Belgique.
3. 1492 : Christophe Colomb s'embarque à Palos (Andalousie).
4. 1704 : Les Anglais s'emparent de Gibraltar.
- 1789 : L'Assemblée constituante abolit les privilèges féodaux.
- 1914 : L'Angleterre et la Belgique déclarent la guerre à l'Allemagne.
- 1919 : Les troupes roumaines et françaises occupent Budapest pour combattre le « péril bolchéviste » hongrois.
5. 1920 : Fondation de l'Internationale Syndicale Rouge à Moscou.
- 1895 : Mort de Frédéric Engels à Londres.
6. 1893 : Congrès international ouvrier à Zurich.
7. 1869 : Fondation du Parti socialiste allemand au Congrès d'Eisenach.
- 1900 : Assassinat de Wilhelm Liebknecht.
8. 1924 : Signature du traité commercial anglo-russe.
9. 1920 : L'armée soviétique est sous les murs de Varsovie.
- 1925 : Commencement des opérations militaires en Syrie.
10. 1792 : Le prolétariat de Paris envahit les Tuileries, résidence de Louis XVI.
11. 1923 : Emeutes de famine en Allemagne. (« Qui ose avoir faim, sera fusillé »). — 26 morts, 100 blessés.
12. 1871 : Congrès socialiste à Dresde.
13. 1849 : Fin de la Révolution hongroise, vaincue par les tsaristes.
- 1925 : Grand meeting à Luna-Park pour l'Unité prolétarienne.
- 1913 : Mort de Auguste Bebel, socialiste allemand.
14. 1904 : Congrès de la II^e Internationale à Amsterdam.
15. 1769 : Naissance de Napoléon I^{er}.
16. 1743 : Naissance de Lavoisier, le créateur de la chimie.
17. 1913 : Funérailles de Bebel à Zurich : 160.000 personnes.
- 1925 : Mort de Gustave Delory.
18. 1907 : Congrès international socialiste à Stuttgart.
19. 1850 : Mort de Honoré de Balzac, célèbre romancier français.
20. 1789 : Discussion et vote de la Déclaration des droits de l'homme par l'Assemblée constituante (20-26 août).
- 1925 : A Marseille, grève générale de sympathie en faveur des employés de banque.
21. 1887 : Fondation du Parti socialiste norvégien.
22. 1922 : Michael Collins, leader de l'indépendance irlandaise est fusillé.
23. 1925 : Congrès de II^e Internationale à Marseille.
- 1925 : Congrès ouvrier-paysan de la région méditerranéenne.
24. 1572 : Nuit de la Saint-Barthélemy. Massacre des protestants à Paris et en province.
25. 1830 : Révolution en Belgique.
26. 1913 : A Marseille, après 108 jours de grève, les menuisiers obtiennent satisfaction.
- 1925 : Congrès de la C. G. T. et de la C. G. T. U. à Paris.
27. 1770 : Naissance de Hegel, philosophe allemand.
28. 1914 : Les socialistes Sembat et Guesde entrent au ministère de défense nationale.
29. 1921 : Grève générale à Madras (Inde) : 36 tués.
30. 1864 : Mort de Lassalle.
- 1918 : Attentat de Dora Kaplan contre Lénine.
31. 71 : (avant Jésus-Christ). Mort de Spartacus, chez des esclaves romains insurgés.
- 1909 : Conférence internationale à Paris.



Lever du soleil :		Coucher du soleil :		D. Q. le 7, à 5 h. 45	
1 ^{er} septembre :	5 h. 07	1 ^{er} septembre :	18 h. 33	N. L. le 15, à 4 h. 27	
15	» 5 h. 27	15	» 18 h. 04	P. Q. le 21, à 20 h. 10	
30	» 5 h. 48	30	» 17 h. 32	P. L. le 28, à 17 h. 48	

NOTES

1 Mercredi	
2 Jeudi	
3 Vendredi	
4 Samedi	

L'idée de la liberté et de l'égalité des propriétaires des produits est morte comme est mort le capitalisme. Ce ne sont pas les Kautsky et les Mac Donald qui la ressusciteront.

N. LÉNINE.

SEPTEMBRE

5 DIMANCHE	
6 Lundi	
7 Mardi	
8 Mercredi	
9 Jeudi	
10 Vendredi	
11 Samedi	

Etre pour la « défense de la patrie », c'est trahir le prolétariat et légitimer la guerre. Et comme la guerre, indépendamment du territoire où se trouvent les armées ennemies, reste impérialiste, aussi bien sous la république que sous la monarchie, le principe de la défense de la patrie c'est en fait une complicité avec la bourgeoisie impérialiste et conquérante, une trahison envers le socialisme.

N. LÉNINE.

SEPTEMBRE

12 DIMANCHE	
13 Lundi	
14 Mardi	
15 Mercredi	
16 Jeudi	
17 Vendredi	
18 Samedi	

Si les démocrates révolutionnaires étaient véritablement révolutionnaires et démocrates, ils édicteraient immédiatement une loi supprimant le secret commercial, obligeant les fournisseurs et les commerçants à rendre des comptes, leur interdisant d'abandonner leur genre d'occupation sans l'autorisation du pouvoir, les punissant de la confiscation de leurs biens pour dissimulation de leurs profits et tromperie du peuple, organisant la vérification par en bas, démocratiquement, par le peuple lui-même, par les associations d'employés, de consommateurs, etc.

N. LÉNINE.

CALENDRIER HISTORIQUE

1. 1920 : Grève de 100.000 mineurs dans l'Etat de Virginie.
1925 : Grève de 200.000 mineurs américains.
2. 1792 : Massacre de septembre : 1.500 bourgeois et aristocrates sont tués dans les prisons de Paris.
1925 : Assemblée de la Société des Nations à Genève.
3. 1866 : Le premier Congrès de l'Union internationale des ouvriers, à Genève.
1866 : Ouverture du 1^{er} congrès de l'Internationale à Genève.
1859 : Naissance de Jaurès à Castres.
1919 : Commencement de l'organisation du P. C. américain à Chicago.
4. 1870 : Proclamation de la III^e République après Sedan.
1910 : Proclamation de la république au Portugal.
5. 1915 : Première Conférence de Zimmerwald.
1925 : Congrès d'Unité d'Industrie (Alimentation, Sous-sol, Bâ-timent).
6. 1848 : Révolte à Vienne.
7. 1920 : Grève révolutionnaire des ouvriers métallurgistes ita-liens.
8. 1925 : Congrès de Scarborough. — 11^e semaine internationale des Jeunesses communistes françaises.
9. 1818 : Abolition du servage en Prusse.
1919 : Grève des agents de police à Boston.
10. 1837 : Mort de Fourier, socialiste utopique français, chef de l'école phalanstérienne.
11. 1793 : La Convention taxe les grains et les objets de première nécessité.
12. 1923 : Tsankof fait arrêter plus de 2.000 militants bulgares.
13. 1924 : Le tribunal de Leipzig condamne 7 communistes à 67 ans de prison.
14. 1923 : Dictature de Primo de Rivera en Espagne.
15. 1900 : Grève monstre des mineurs en Pensylvanie (Etats-Unis).
17. 1919 : Révolte en Egypte contre l'impérialisme anglais.
1876 : Mort de Saint-Simon, le grand utopiste, apôtre du socia-lisme scientifique.
1871 : Congrès de l'Association des Travailleurs à Londres.
18. 1904 : Grève générale en Italie.
19. 1900 : Insurrection des Boxers en Chine.
1925 : Conférence nationale du P. C. F. à Ivry.
20. 1792 : La Convention succède à l'Assemblée constituante.
21. 1916 : Les bolchéviks obtiennent la majorité au Soviet de Pétro-grad.
22. 1792 : Etablissement de la République.
23. 1865 : 1^{er} Congrès de l'Association Internationale des Travail-leurs à Londres.
26. 1919 : A Moscou, des s.-r. et des anarchistes lancent une bombe qui tue 12 communistes et en blesse 50.
27. 1825 : Inauguration du premier chemin de fer en Angleterre.
1914 : Lénine présente ses thèses sur la guerre au congrès des partis socialistes italien et suisse.
1919 : Grève d'un million de cheminots en Angleterre.
1923 : Dictature du général von Seeckt en Allemagne.
28. 1864 : Meeting de Londres, où sont jetées les bases de la I^{re} In-ternationale.
29. 1811 : Naissance de Louis Blanc.
1819 : Parution du 1^{er} numéro du journal *Sozialdemokrat* à Zurich.
1902 : Mort de Emile Zola.
30. 1811 : Nouveau soulèvement des *luddites* (briseurs de machines) à Nottingham.



Lever du soleil :		Coucher du soleil :		D. Q. le 6, à 22 h. 13	
1 ^{er} octobre : 5 h. 50	15 ^{er} octobre : 17 h. 30	N. L. le 14, à 14 h. 28			
15 " 6 h. 11	15 " 17 h. 01	P. Q. le 21, à 5 h. 15			
30 " 6 h. 35	30 " 16 h. 34	P. L. le 28, à 10 h. 57			

NOTES

1 Vendredi	
2 Samedi	
3 DIMANCHE	
4 Lundi	

La crise est mûre. Tout l'avenir de la révolution est en jeu. Tout l'avenir de la révolution prolétarienne socialiste internationale est en jeu.

N. LÉNINE.

OCTOBRE

5 Mardi	
6 Mercredi	
7 Jeudi	
8 Vendredi	
9 Samedi	
10 DIMANCHE	
11 Lundi	

La France espère toucher ses anciennes dettes alors qu'elle-même doit à l'Amérique et est incapable de se libérer parce qu'elle n'a rien et que la propriété privée chez elle est sacrée.

N. LÉNINE.

OCTOBRE

12 Mardi	
13 Mercredi	
14 Jeudi	
15 Vendredi	
16 Samedi	
17 DIMANCHE	
18 Lundi	

*Notre mot d'ordre : Pouvoir aux Soviets, terre aux paysans, paix aux peuples, pain aux affamés...
Attendre est un crime envers la Révolution.*

N. LÉNINE.

OCTOBRE

19 Mardi	
20 Mercredi	
21 Jeudi	
22 Vendredi	
23 Samedi	
24 DIMANCHE	
25 Lundi	

Le prolétariat ne pourra jamais être une force révolutionnaire active, une classe agissante dans l'intérêt du socialisme s'il ne se fait pas l'avant-garde des travailleurs et des exploités, afin de les conduire à la bataille contre les exploiteurs; or, pour cela, il faut que les campagnes participent à la lutte de classe, que les masses rurales laborieuses se joignent au Parti communiste prolétarien des villes et que ce dernier les instruisse.

N. LÉNINE.

OCTOBRE

26 Mardi	
27 Mercredi	
28 Jeudi	
29 Vendredi	
30 Samedi	
31 DIMANCHE	

RÉCAPITULATION

.....

.....

.....

.....

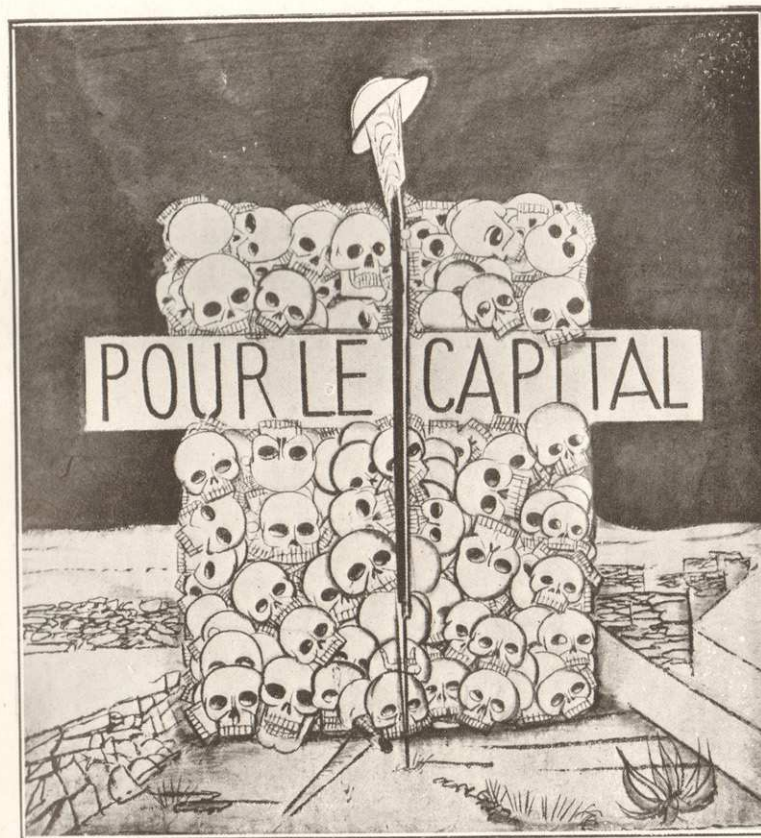
.....

.....

.....

CALENDRIER HISTORIQUE

1. 1807 : Fulton met en marche le premier bateau à vapeur.
2. 1833 : Inauguration du premier chemin de fer aux États-Unis.
4. 1918 : Offre de paix des puissances centrales par le Chancelier Max, Prince de Hohenzollern.
5. 1789 : Le peuple se rend à Versailles et oblige le roi et sa famille à le suivre à Paris.
6. 1920 : Traité de paix russo-finlandais.
8. 1912 : Commencement de la guerre des Balkans.
9. 1547 : Naissance de Michel Cervantès, grand écrivain espagnol.
10. 1880 : Le microphone de Graham Bell (devenu le téléphone) est présenté à l'Académie des Sciences.
11. 1920 : Traité de paix entre les Soviets et la Pologne.
12. 1492 : Christophe Colomb aborde dans une des îles Bahama.
1925 : A l'appel du Comité d'Action, les ouvriers français entrent en grève contre la guerre du Maroc et les impôts. Le camarade Sabatier est assassiné à Suresnes ; Doriot, blessé par la police est arrêté.
13. 1909 : Francesco Ferrer, révolutionnaire espagnol, est fusillé.
14. 1839 : Arrestation de Blanqui.
16. 1793 : Marie-Antoinette est décapitée place de la Révolution.
17. 1929 : John Reed, révolutionnaire américain meurt à Moscou.
1925 : Funérailles du communiste Sabatier auxquelles assistent 100.000 prolétaires.
18. 1918 : Proclamation de la République tchécoslovaque.
1923 : Désarmement des centuries communistes saxonnes par la Reichswehr.
19. 1921 : Traité de paix entre les États-Unis et l'Allemagne.
20. 1919 : Congrès du P. C. allemand à Heidelberg.
21. 1918 : Les Allemands acceptent les conditions d'armistice proposées par Wilson. — Liebknecht est libéré.
1925 : Pacte de Locarno.
22. 1923 : Commencement du soulèvement de Hambourg.
24. 1795 : Troisième partage de la Pologne.
1925 : Renversement du Cabinet Caillaux.
25. 1920 : Mc. Swiney, maire révolutionnaire de Cork, meurt après avoir fait la grève de la faim pendant 73 jours.
1922 : L'Armée rouge entre à Vladivostok.
1922 : Marche sur Rome de Mussolini.
26. 1879 : Naissance de Trotsky.
27. 1919 : Youdenitch est repoussé de Pétrograd.
28. 1918 : Ecrasement de la révolte des marins allemands de la flotte de la Mer du Nord, contre la guerre mondiale.
29. 1925 : Formation du Cabinet Painlevé.
30. 1920 : Wrangel est écrasé en Crimée.
31. 1793 : Exécution des Girondins.
1918 : Prise du pouvoir par l'Assemblée nationale à Budapest.
1919 : L'Entente commence le blocus des Soviets.
1922 : Constitution du gouvernement Mussolini.
1925 : Mort de Frunze, commissaire soviétique à la Guerre.



B. U. MARTEL. — Extrait de l'album : *Contre la guerre impérialiste.*



Lever du soleil :		Coucher du soleil :		D. Q. le 5, à 14 h. 34	
1 ^{er} novembre :	6 h. 38	1 ^{er} novembre :	16 h. 30	N. L. le 12, à 23 h. 02	
15	7 h. 00	15	16 h. 10	P. Q. le 19, à 16 h. 21	
30	7 h. 22	30	15 h. 56	P. L. le 27, à 7 h. 15	

NOTES

1 TOUSSAINT	
2 Mardi	
3 Mercredi	
4 Jeudi	

Pour garder la victoire, pour rendre impossible la restauration, la révolution russe a besoin de réserves étrangères. Ces réserves, c'est le prolétariat socialiste d'Occident.

N. LÉNINE.

NOVEMBRE

5 Vendredi	
6 Samedi	
7 DIMANCHE	
8 Lundi	
9 Mardi	
10 Mercredi	
11 Jeudi	

Au moment où l'opportunisme et le chauvinisme ont temporairement triomphé dans les plus grands partis européens, la II^e Internationale a cessé de vivre. Une autre Internationale la remplacera.

N. LÉNINE.

NOVEMBRE

12 Vendredi	
13 Samedi	
14 DIMANCHE	
15 Lundi	
16 Mardi	
17 Mercredi	
18 Jeudi	

Ce qu'il y a de plus pénible dans la crise actuelle, c'est la victoire du nationalisme bourgeois, du chauvinisme sur la plupart des représentants officiels du socialisme européen.

N. LÉNINE.

CALENDRIER HISTORIQUE

1. 1917 : Le sovjet de Moscou décide la prise du pouvoir par les bolchéviks.
1925 : Congrès national de la Jeunesse ouvrière à Paris.
2. 1789 : La Constituant confisque les biens de l'Eglise au profit de l'Etat.
3. 1918 : Armistice entre l'Autriche-Hongrie et l'Entente.
4. 1918 : Début de la révolte des marins allemands à Kiel.
5. 1922 : Ouverture du 4^e congrès de l'I. C. à Pétrograd.
6. 1792 : Bataille de Jemmapes.
7. 1917 : Les bolchévistes s'emparent du pouvoir à Pétrograd.
8. 1918 : Formation de soviets d'ouvriers et de soldats à Dresde.
Proclamation de la république en Bavière.
9. 1799 : Dix-huit Brumaire. Renversement du Directoire.
1918 : La révolte éclate en Allemagne. Guillaume II s'enfuit en Hollande.
10. 1917 : Bataille de rues à Moscou.
1483 : Naissance de Luther à Eisleben.
11. 1918 : Signature de l'armistice.
12. 1921 : Ouverture de la Conférence de désarmement à Washington.
1514 : George Dózsa, chef de l'insurrection paysanne en Hongrie, est brûlé vif.
13. 1917 : Le gouvernement bolchéviste décrète la journée de huit heures.
14. 1831 : Mort de Hegel, philosophe allemand.
15. 1905 : Grève générale à Saint-Petersbourg.
1917 : Les troupes rouges se rendent définitivement maîtres de Moscou.
16. 1869 : Ouverture du canal de Suez.
17. 1918 : Proclamation de la république en Hongrie.
1858 : Mort de Robert Owen, grand utopiste, un des précurseurs du socialisme scientifique.
19. 1922 : 2^e Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge à Moscou.
20. 1910 : Mort de Léon Tolstoï, célèbre écrivain russe.
21. 1831 : Emeute des canuts de Lyon.
1924 : A Douarnenez, les sardinières quittent le travail.
24. 1870 : Bebel et Liebknecht se prononcent contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine.
25. 1911 : Suicides de Paul et Laura Lafargue.
27. 1701 : Naissance de Celsius, astronome suédois.
28. 1820 : Naissance de Frédéric Engels.
1925 : Constitution du Cabinet Briand.
29. 1915 : Démonstration en faveur de la paix à Berlin.
30. 1924 : Transfert des cendres de Jaurès au Panthéon. Plus de 100.000 travailleurs suivent les drapeaux communistes. Les bourgeois situent le « péril communiste » à cette date.



Lever du soleil :		Coucher du soleil :		D. Q. le 5, à 6 h. 1	
1 ^{er} décembre :	7 h. 23	1 ^{er} décembre :	15 h. 55	N. L. le 12, à 6 h. 47	
15	» 7 h. 39	15	» 15 h. 52	P. Q. le 19, à 6 h. 09	
31	» 7 h. 46	31	» 16 h. 01	P. L. le 27, à 4 h. 59	

NOTES

1 Mercredi	
2 Jeudi	
3 Vendredi	
4 Samedi	

Dans la loi, en Russie soviétiste, il ne reste pas trace de l'inégalité de la femme, par rapport à l'homme.

N. LÉNINE.

DÉCEMBRE

5 DIMANCHE	
6 Lundi	
7 Mardi	
8 Mercredi	
9 Jeudi	
10 Vendredi	
11 Samedi	

Il n'est pas, pour le prolétariat, d'erreur plus funeste que de bâtir sa tactique sur les désirs subjectifs là où il faut de l'organisation.

N. LÉNINE.

DÉCEMBRE

12 DIMANCHE	
13 Lundi	
14 Mardi	
15 Mercredi	
16 Jeudi	
17 Vendredi	
18 Samedi	

Nous savons que seule l'entente avec les paysans peut sauver la révolution sociale en Russie, tant que la révolution n'a pas encore eu lieu dans d'autres pays.

N. LÉNINE.

DÉCEMBRE

19 DIMANCHE	
20 Lundi	
21 Mardi	
22 Mercredi	
23 Jeudi	
24 Vendredi	
25 NOEL	

Quand les représentants avancés de la classe ouvrière se seront assimilés le socialisme scientifique, l'idée du rôle historique de l'ouvrier russe, quand ces idées auront obtenu une large diffusion et qu'il se sera créé parmi les ouvriers des organisations solides, transformant leur lutte économique actuelle dispersée en une lutte de classe consciente, l'ouvrier russe, se mettant à la tête de tous les éléments démocratiques, renversera l'absolutisme et mènera le prolétariat russe (aux côtés du prolétariat de tous les pays) par la large voie de la lutte politique ouverte à la révolution communiste victorieuse.

N. LÉNINE.

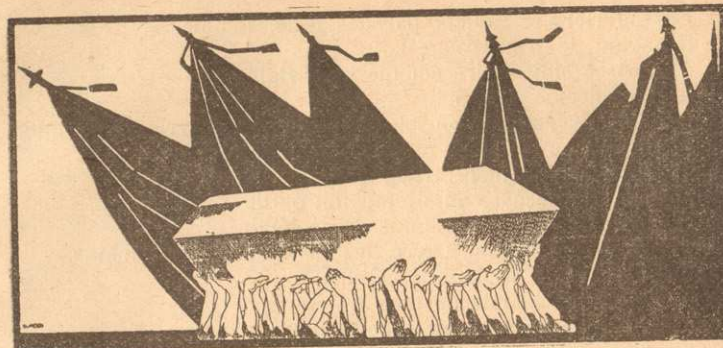
DÉCEMBRE

26 DIMANCHE	
27 Lundi	
28 Mardi	
29 Mercredi	
30 Jeudi	
31 Vendredi	

RÉCAPITULATION

CALENDRIER HISTORIQUE

1. 1879 : Attentat contre le tsar Alexandre II.
1913 : Armistice mettant fin à la deuxième guerre balkanique.
2. 1851 : Coup d'Etat de Louis-Napoléon.
1914 : Karl Liebknecht vote contre les crédits de guerre.
4. 1920 : Proclamation de la République soviétique arménienne.
5. 1917 : Armistice entre l'Allemagne et les Soviets.
6. 1882 : Mort de Louis Blanc.
1905 : Le soviet de Moscou déclenche la grève, signal de l'insurrection de décembre.
1921 : L'Angleterre reconnaît la République irlandaise.
7. 1923 : Mac Donald forme son gouvernement.
8. 1918 : Fondation du P. C. hongrois.
9. 1893 : Vaillant lance une bombe à la Chambre des Députés.
10. 1917 : La propriété privée du sol est abolie en Russie.
12. 1923 : Interdiction de la presse communiste et socialiste en Italie.
13. 1799 : Naissance de Henri Heine, poète révolutionnaire allemand.
14. 1911 : Amundsen découvre le pôle Sud.
15. 1830 : Procès des ministres de Charles X.
16. 1918 : Premier Congrès des Soviets d'ouvriers et de soldats allemands.
17. 1903 : Premier vol de Wilbur Wright en aéroplane.
18. 1773 : Début de la guerre d'Indépendance aux Etats-Unis.
21. 1908 : Conférence des bolchéviks à Paris.
22. 1895 : Lénine est arrêté à Saint-Pétersbourg pour participation à l'organisation de P. « Union de lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière ».
24. 1918 : Combats de rues à Berlin.
25. 1920 : Le Congrès de Tours se prononce pour l'adhésion à l'I. C.
26. 1825 : Soulèvement des dékabristes à Saint-Pétersbourg.
27. 1919 : Traité de paix entre l'Esthonie et les Soviets.
28. 1908 : Tremblement de terre en Sicile : 200.000 morts.
29. 1918 : Fondation du P. C. allemand.
1919 : Quatorze révolutionnaires hongrois sont pendus par les bourreaux de Horthy.
30. 1916 : Meurtre de Raspoutine.
31. 1877 : Mort de G. Courbet, peintre français, membre de la Commune.



AU TOMBEAU DE LÉNINE

par Joh. R. BECHER

Auprès de ton tombeau, Lénine mort,
Nous n'oublions pas de veiller.
A ton nom, Lénine,
Aux veines des peuples, le sang d'ouvrier bat souvent,
Le sang des ouvriers bat plus fort.
En Europe, en Amérique, en Asie, en Afrique ;
Au Nord, au Sud, à l'Ouest et à l'Est ;
En tous sens, aux quatre vents,
En tous sens, aux quatre parties du monde,
Lénine :
Partout, où il y a encore des oppresseurs et des opprimés,
Partout, où il y a des miséreux, des exploités,
Des sans-droits, des torturés sans défense,
Partout, où des hommes doivent se vendre,
Doivent se trahir lâchement,
Doivent crever de faim,
Doivent tirer l'un sur l'autre,
Partout,
Où ?
Partout !
Partout, où les masses laborieuses n'ont pas encore le pouvoir.
Chaque peuple envoie un soldat rouge
Sur ton tombeau, Lénine.
De chaque soldat rouge,
Naitra bientôt l'Armée Rouge, Lénine.
Les ouvriers ne pensent pas à toi avec des mots,
Les ouvriers sont fatigués des mots,

Les ouvriers te saluent par des faits, Lénine.
En avant, le front rouge !
Ta pensée était claire comme le cristal,
Rude, réfléchie et simple.
Ainsi, tu devenais la conscience des masses ouvrières en lutte,
L'ami des ouvriers du monde, camarade Lénine !
Ta pensée nous montrait la voie,
Parce que la pensée aussi était ton outil.
Depuis ce temps, les millions de prolétaires
Marchent sur ta trace avec des fusils dans leurs mains.
Lénine est couché dans le cercueil
En son habit simple de tous les jours,
Et il nous envoie ce message, à nous vivants :

« Vous, peuples de la terre,
Détruisez vos chaînes ! En avant ! Alerte !
La France, debout !
Réveille-toi de ton rêve d'esclavage, réveille-toi !
Que le tambour rouge batte, batte la marche !
Que la trompette rouge sonne !
Que les troupes d'assaut prolétariennes s'assemblent !
Alerte aux pieds des palais des gros industriels !
A l'assaut des bâtiments gouvernementaux !
Prenez votre terre !
Prenez vos machines !
Prenez vos fabriques !
Prenez votre patrie !
Prenez le monde entier ! »
Ton silence, Lénine mort,
N'est pas le silence d'un mort.
C'est celui du commandement et de la parole de guerre :
« Masses ouvrières du monde !
Debout en rangs serrés !
Alerte ! Alerte, tous ! »

(Traduit de l'allemand.)



L'OPINION DU PARTI COMMUNISTE

sur les graves problèmes de l'année

Les députés communistes, qui sont les représentants, à la Chambre, du B. O. P. (Bloc ouvrier et paysan), ne parlent pas en leur nom personnel au Palais-Bourbon. Ils expriment le point de vue de leur Parti, discuté préalablement dans le Comité central.

Nous donnons ici, afin que nos lecteurs puissent en juger loyalement — car la presse bourgeoise déforme toujours, étouffe souvent même les interventions communistes au Parlement — les mesures que réclame le Parti par la bouche de Cachin, Garchery et Renaud Jean, pour assainir la situation financière, assurer la prospérité et la paix de notre pays.

L'HÉGÉMONIE DES BANQUES

Intervention de Marcel CACHIN, député du B. O. P.

M. Marcel CACHIN. Messieurs, M. Bokanowski a dit qu'il n'avait aucun goût pour les recherches rétrospectives et qu'il ne s'intéressait en aucune manière aux incidents qui ont amené la chute du précédent Gouvernement.

Nous sommes tout à fait de ce sentiment, peut-être plus que personne ici, puisque nous ne sommes mêlés, ni de près, ni de loin, aux intrigues d'ordre gouvernemental.

Toutefois, il est des faits qui se sont passés lors de la disparition de l'ancien ministère sur lesquels nous sollicitons des éclaircissements.

M. Painlevé revient au pouvoir amputé de son ministre des finances. Lorsque M. Caillaux est parti, il a élevé une protestation qui m'apparaît comme très importante, que je veux retenir, et au sujet de laquelle je désire des explications.

M. Caillaux, dans son discours de Château-du-Loir, a déclaré, en termes propres :

« Vous voyez mener contre le ministre des finances des attaques passionnées. C'est parce qu'on sent que, de tout son pouvoir, il barre, il barrera la route aux féodaux qui prétendent dominer la démocratie. »

Je retiens cette affirmation de M. Caillaux, parce que ce n'est pas la première fois que nous l'entendons formuler par des hommes considérables, par les chefs mêmes de la démocratie bourgeoise.

Ces paroles de M. Caillaux sont à peu près identiques à celles que M. Herriot a prononcées lorsqu'il est tombé au Sénat sous les coups de M. François-Marsal, banquier et sénateur. Lui aussi nous a dit, à ce moment-là, que les grandes puissances d'argent de ce pays y avaient acquis un pouvoir tellement souverain que l'exercice normal et libre du Gouvernement s'en trouvait rendu impossible. Il a déclaré qu'un Etat pauvre, en face de puissances financières de cet ordre — je ne reproduis pas ses expressions exactes, mais sa pensée — était un Etat sans liberté.

Voilà de graves accusations portées par des hommes ayant appartenu aux deux derniers gouvernements. Ils disent, au moment de leur chute : Si je tombe, c'est parce que j'ai voulu empêcher la mainmise sur le pouvoir et sur l'ensemble de la politique des financiers, des banquiers de ce pays.

M. Caillaux estime qu'il a été frappé par les intrigues d'une certaine banque. Ce n'est pas la même qui avait délégué au Sénat, pour abattre M. Herriot, M. François-Marsal. Ce sont même, nous dit-on, des entreprises adverses.

M. Louis DUBOIS. M. François-Marsal n'a été délégué par aucune banque.

M. Marcel CACHIN. Il est banquier, tout de même...

M. Louis DUBOIS. Permettez à un de ses amis de dire que M. François-Marsal ne subit aucune sorte d'influence quand il s'agit des intérêts généraux de son pays. (*Applaudissements à droite et au centre. — Interruptions à l'extrême gauche communiste.*)

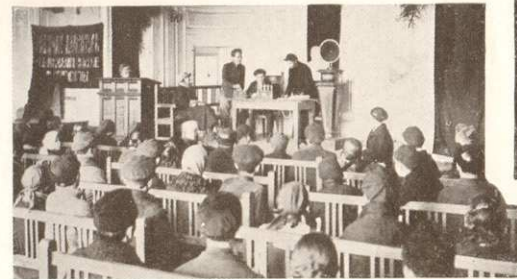
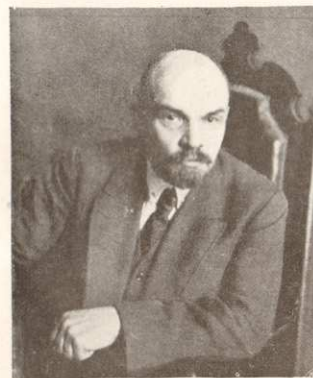
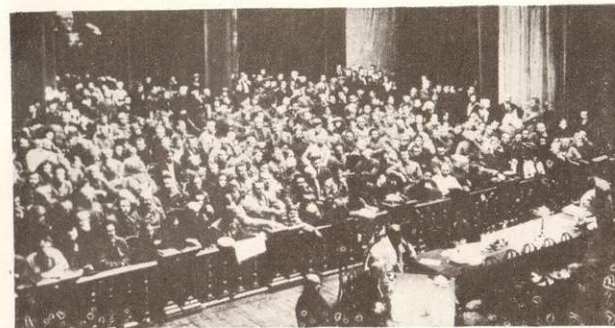
M. Marcel CACHIN. M. François-Marsal est une personnalité que je ne connais pas. Mais quand un financier, administrateur d'une grande banque, est en même temps sénateur, il ne peut dédoubler sa personnalité. Ce que défend ce sénateur, quand il siège à l'Assemblée, ce sont les intérêts de sa banque. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste. — Interruptions à droite et au centre.*)

M. Louis DUBOIS. Ce n'est pas sérieux.

M. Ernest LAFONT. Quand il a été ministre, il était déjà banquier.

M. GARCHERY. C'est un scandale.

M. Marcel CACHIN. D'ailleurs, si vous le voulez, ne mêlons à ce débat aucun nom de personne. Notre rôle est ici de dénoncer les vices d'un régime.



En haut et de gauche à droite : V^e Congrès de l'I. C. à Moscou. — Lénine. — A Moscou. Excursion des enfants. — La T. S. F. au service de l'instruction populaire. — Défilé des soldats rouges à Moscou.

Nous pensons, l'homme de la rue sent d'une manière obscure que ce pays est entre les mains des financiers. Il en aperçoit des preuves évidentes. Il sait qu'il y a des rivalités entre les banques, il en ignore les détails, il ne connaît pas les intérêts divergents que représentent les unes et les autres ; mais il sait bien que ces intérêts se conjuguent, quand il le faut, contre lui. Et c'est sur ce fait que je me permets, tout d'abord, dans mon commentaire de la déclaration ministérielle, d'appeler l'attention de la Chambre.

Oui, le rôle des banques est trop grand dans ce pays. Elles sont devenues trop puissantes. (*Très bien! très bien! à l'extrême gauche communiste et sur divers bancs.*)

Les banques sont devenues trop puissantes

En partant, M. Caillaux a dénoncé l'une d'entre elles comme s'étant livrée à des opérations malhonnêtes pour faire baisser le franc. Il a demandé qu'une enquête judiciaire soit ouverte.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. Elle se poursuit. (*Rires à l'extrême gauche.*)

M. Marcel CACHIN. Elle se poursuit, dites-vous. Je vais me permettre, M. le président du Conseil, de demander qu'elle ne se poursuive pas simplement sur le terrain judiciaire et je vais essayer de fournir quelques arguments pour prouver qu'il importe que les représentants du peuple, eux-mêmes, s'emparent de cette question et fassent une enquête sur le rôle présent des banques. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste et sur divers bancs.*)

L'Etat est pauvre. Votre trésorerie est périodiquement dans une situation que certains de vos prédécesseurs ont appelée ici catastrophique.

Lorsque vous vous trouvez en face d'échéances immédiates, pour assurer la vie normale et quotidienne du régime, vous avez besoin des banques. Ce sont elles qui vous font des avances. C'est aujourd'hui telle d'entre elles ; ce sera demain tel autre groupe, selon le gouvernement qui sera au pouvoir, car elles misent sur des équipes gouvernementales différentes. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*)

Mais en réalité, quelles qu'elles soient, les banques sont nécessaires aux gouvernements présents. Pourquoi ? Parce qu'elles ont accaparé l'argent de ce pays.

Encore une fois, on ne saurait trop le répéter, un gouvernement qui n'a plus d'argent, qui ne peut plus assurer par le jeu de sa trésorerie le fonctionnement normal de ses services, qui est sous la coupe directe des banques, est dans une situation qui devrait être trouvée intolérable par un gouvernement qui se dit démocratique et républicain. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*)

Quelle est donc la situation des banques ? On voit, fût-on aussi peu renseigné que possible sur leur activité, quelle est leur énorme puissance matérielle. Elle se traduit même par un déve-

loppement anormal de leurs immeubles, développement en quelque sorte maladif.

On n'a pas d'argent pour construire des maisons ouvrières, on loge à Paris les pauvres gens dans des maisons qui s'effondrent sur eux et les écrasent par dizaines (*applaudissements à l'extrême gauche communiste*) ; mais les banques trouvent toujours de l'argent pour édifier partout, dans toute la France, des constructions inutiles, d'un luxe insolent, où elles placent les réserves et les amortissements qu'elles prélèvent sur l'ensemble de leurs bénéfices colossaux. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*)

Les banques ont des fortunes scandaleuses

N'est-ce point en 1923, je l'ai déjà dit à cette tribune, qu'elles ont avoué — et nous savons comment elles établissent leurs bilans — avoir donné plus de 500 millions de francs de dividendes à leurs actionnaires et avoir pu mettre de côté, en amortissements et réserves, 3 milliards et demi ? C'est dire qu'elles avaient fait, dans cette année-là, 4 milliards de bénéfices, autant que la totalité de leur capital initial.

Et ces chiffres indiquent seulement une fraction de leur puissance. En réalité, elles ont en dépôt chez elles la plus grande part de la fortune publique.

A combien de milliards s'élèvent ces dépôts ? 25, 50, 80 milliards ? Je voudrais que la Chambre s'en enquit. Dans un moment de détresse financière comme celui-ci, quand l'Etat est incapable d'assurer sa vie normale et sa liberté, que des bénéfices aussi colossaux et des dépôts aussi immenses soient à la disposition d'individualités qui s'en servent exclusivement dans leur intérêt, c'est anormal et intolérable. (*Applaudissement à l'extrême gauche communiste.*)

Avec des dépôts qui se chiffrent par dizaines de milliards, la puissance des banques est illimitée, et vous concevez ce que peut être la politique d'un Gouvernement qui, au contraire, est complètement privé de ressources.

Le pouvoir des banques est un danger public

Ce pouvoir actuel des banques est un danger public, l'un des plus grands de ce temps. Tant que vous aurez en face de vous une puissance financière aussi colossale, une puissance telle que l'humanité n'en a jamais connu de semblable, car c'est depuis la guerre que les banques se sont ainsi hypertrophiées, toute votre politique en sera viciée. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*)

Ne venez point, dans ces conditions, me parler d'assainissement financier, de projets gouvernementaux décisifs. Ils ne seront acceptés qu'autant que la banque n'y mettra pas obstacle. Si vos projets financiers vont contre ses intérêts, vous pouvez être sûrs qu'ils ne passeront point ou que, s'ils passent ici et deviennent la loi, elle sera assez forte pour passer à travers les

mailles de votre loi et pour vous braver. (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*)

La banque exploite l'Etat. Elle détient les bons du Trésor, les bons de la Défense. Elle fait, avec ses réserves, des opérations dont l'Etat est la victime. Elle dispose du crédit du commerce et de l'industrie qu'elle domine entièrement. Elle a un personnel considérable, et vous savez comment elle le traite.

Il y eut récemment une grève des employés des banques et j'ose dire que jamais la puissance et l'insolence des banquiers n'ont apparu avec plus de force. Tout le monde était sentimentalement du côté de ces employés à 350 fr. et 400 fr. par mois, qui réclamaient une légère amélioration de leur sort, tout le monde : les évêques et les ministres, les révolutionnaires et les modérés. Il n'y avait pas un Français qui ne fût avec les prolétaires de la banque. On savait que, maniant des millions, avec leur probité proverbiale, ils recevaient des salaires de famine. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste et sur divers bancs.*)

Les banquiers ont assisté à cette explosion de protestation unanime. Ils ont vu toute la presse, à un moment donné, déclarer qu'ils devaient accomplir au moins un effort, faire un geste. Vous savez comment ils se sont conduits. Ils ont bafoué le Gouvernement, ils ont bafoué l'ensemble des puissances morales qui avaient eu la prétention d'intervenir pour les inviter à donner à ceux qui contribuent à les enrichir un petit salaire supplémentaire. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*)

Et puis, c'est fini. Les banques ont chassé quelques centaines de leurs travailleurs les plus énergiques, et maintenant, de ces victimes malheureuses, de ces quelques militants, personne, en dehors de nous, ne parle plus.

Les banques contre la Nation

Encore une fois, l'insolence des banques s'est manifestée. Elle se manifeste, elle se manifestera demain, contre l'Etat, contre le commerce, contre l'industrie, contre leurs employés, contre l'ensemble du pays.

Avant de vous proposer des réformes d'ordre financier, dont nous dirons tout à l'heure quelques mots, il s'agit de savoir quelle est l'attitude du Gouvernement vis-à-vis de ces banques. Nous lui demandons d'ouvrir une large enquête publique, pour établir quelle est actuellement leur puissance en France, quelles sont leurs relations internationales et comment ces relations internationales pèsent directement sur la politique de notre pays.

L'une de ces banques — l'Union parisienne, pour ne pas la nommer — est liée à une puissance pétrolière mondiale, la Royal Dutch. Une autre, la Banque de Paris et des Pays-Bas, celle de M. Finaly, est liée ostensiblement à l'autre puissance de pétrole, la Standard Oil.

On connaît les rivalités de ces deux énormes mammoth, on sait quelles peuvent en être les conséquences au point de vue

de la paix et de la guerre. Que nos banques soient liées à ces grandes puissances internationales, c'est aussi un fait qu'il importe d'établir publiquement.

C'est pourquoi nous demanderons que l'on ouvre une enquête sur la situation actuelle des banques, sur leur puissance financière en France, sur leurs relations internationales, sur la manière dont elles ont conduit, depuis plusieurs années, les finances de ce pays. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste et sur divers bancs à gauche.*)

Il faut nationaliser les banques

Quant à nous, nous apportons notre solution. Les partis qui appartiennent aujourd'hui à la majorité, le parti radical comme le parti socialiste, ont inscrit dans leurs programmes antérieurs la nationalisation de la banque. Nous pensons que cette solution s'impose plus que jamais : il faut que l'Etat, que la nation redevenue maîtresse de son crédit, de sa force d'argent qui est aujourd'hui souveraine et qui se trouve placée en des mains qui s'en servent contre la nation elle-même. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*)

L'inflation ruine les paysans et les ouvriers.

Chacun ici, sur quelque banc qu'il siège, écrivant ou prononçant un discours, proclame qu'il est contre l'inflation. Mais, dans la réalité, il en va tout autrement.

Tout d'abord, nous avons connu la livre à 60 fr., il y a deux ans et demi. Elle est maintenant à 115.

Le pire, dans cette dégradation constante du franc, dont M. Caillaux disait ces jours-ci qu'elle avait été causée par une spéculation de banque, c'est qu'elle a été lente. Je vous demande par quelle raison précise vous pourriez m'assurer qu'elle va s'arrêter.

En réalité, toute votre politique et les exigences de la grande industrie française commandent cette dépréciation continue. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*) Demandez à un seul grand industriel qui exporte largement, s'il est contre l'inflation, s'il souhaite le retour à une monnaie saine. Vous verrez quelle sera sa réponse.

...On pourra invoquer des arguments de tribune, mais les industriels bénéficient de l'inflation dans des proportions inouïes. Les grandes sociétés anonymes du capital français y trouvent un enrichissement qu'elles n'avaient jamais connu.

Et tel politique peut, lui aussi, parler contre l'inflation : dans son for intérieur, il la souhaite ; il la favorise. Si elle s'arrêtait, s'il y avait aujourd'hui une régression de la livre, il en résulterait un trouble extrême dans l'ensemble de l'industrie de ce pays, ce serait le chômage immédiat.

Vous êtes placés en face de cette contradiction interne de votre régime : ou l'inflation avec la perte du franc, et toute l'in-

quiétude qu'elle apporte, ou le chômage et l'arrêt des bénéfices du capital. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*)

Nous assistons à une hypertrophie des dépenses de l'Etat, dont nous n'apercevons nullement le terme. Nous constatons en même temps un développement de l'inflation de plus en plus considérable, auquel toutes les raisons d'ordre politique et d'ordre économique poussent les gouvernants.

Cette année, le nombre des billets de banque a été augmenté de plusieurs milliards. On va l'augmenter encore. Il n'y a aucun moyen d'échapper à cette nécessité.

M. LOUIS NICOLLE. Si, si, il y en a !

M. MARCEL CACHIN. Vous les apporterez.

Le Gouvernement actuel ne s'en est pas, jusqu'à présent, expliqué, mais il prétend que ces solutions sont celles du Gouvernement antérieur. Dans ce cas, il y aura, de sa part, une demande d'augmentation du nombre de billets de banque. La conséquence — vous pouvez en discuter à perte de vue — est qu'il y aura encore une inflation aggravée.

L'inflation ruine les petits rentiers

Il est inutile de montrer ici quelles ont été jusqu'à maintenant les conséquences de l'inflation et ce qu'y a perdu la classe moyenne. Je me borne à citer un simple fait. Le rentier qui, en 1916, avait prêté 100 fr. à l'Etat, voit aujourd'hui son billet de 100 fr., valeur or, coté 48 fr. papier, c'est-à-dire environ une dizaine de francs or. Si vous estimez à 100 milliards les pertes qu'une telle politique a infligées à la classe moyenne de ce pays, vous n'êtes pas au-dessus de la vérité.

M. DELESALLE. Et le rouble russe ?

M. MARCEL CACHIN. Je vous souhaite une monnaie aussi saine que le tchervonets.

M. BIRÉ. Mais personne n'en a dans sa poche !

M. BARILLET. Il n'y a que vous qui puissiez savoir quelque chose à ce sujet !

M. MARCEL CACHIN. Je ne me laisserai point entraîner par cette diversion.

Je constate simplement que la classe moyenne de ce pays a perdu, depuis sept à huit années, une centaine de milliards...

M. GEORGES BONNEFOUS. Le voilà, l'impôt sur le capital !

M. MARCEL CACHIN. ... et elle n'est pas au bout de ses peines.

M. YBARNÉGARAY. Ajoutez-y les 20 milliards prêtés à la Russie.

M. MARCEL CACHIN. Un pays voisin du nôtre a opéré d'une manière plus brutale : la grande industrie et le grand capital allemand ont sciemment, éternellement, brutalement, opéré une inflation qui a ruiné complètement la classe moyenne de l'Allemagne.

En ce qui concerne la France, je n'attache aucune importance à la succession des blocs qui ont détenu le pouvoir, car la dégradation du franc a été constante avec l'un comme avec l'autre. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche communiste.*) — *Interruptions à droite.*)

Ce sont les classes laborieuses qui sont victimes de l'inflation

Laissez-moi poursuivre.

L'inflation est à nos yeux le pire des maux, non pas parce qu'elle mine le régime, mais parce que, durant qu'elle sévit, ce sont les pauvres gens, c'est la classe ouvrière, c'est la classe moyenne qui en sont victimes, la grande classe capitaliste trouvant toujours moyen de se débrouiller à travers toutes les difficultés financières, toutes les détresses nationales. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*)

L'inflation, vous n'indiquez dans votre programme aucune mesure susceptible de l'arrêter. Toute votre politique tend, au contraire, à la développer de façon permanente. (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Avant de tomber, le précédent ministre des finances avait formulé un certain nombre de propositions financières concrètes. Il avait dit, en particulier, qu'il était très difficile de ne point charger la rente d'un certain impôt. Il avait établi que la rente ne pouvait pas échapper toujours à l'impôt.

Le Gouvernement présent a déclaré qu'il partageait cette idée générale. Nous verrons quelles sont ses propositions; mais nous estimons que frapper le maigre revenu des petits rentiers, de ceux auxquels on a déjà dérobé 90 p. 100 de leur capital, ce serait profondément injuste. Nous ne suivrons pas le Gouvernement dans ces propositions. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste. — Mouvements divers.*)

Qu'il établisse un impôt sur la rente au delà d'un certain taux, soit ! Mais qu'il ne frappe pas les petits rentiers ! Nous ne sommes pas de ceux qui dirigent la classe moyenne vers la prolétarisation : c'est le régime capitaliste lui-même qui fait cette besogne quotidienne.

*Journal Officiel, séance de la Chambre des députés
du 3 novembre 1925.*

LE PROJET COMMUNISTE d'assainissement financier

GARCHERY, député du B. O. P., défend le projet

M. GARCHERY. Puisque la Chambre a décidé de poursuivre le débat, je vais, au nom de mes amis communistes et au mien, exposer les raisons pour lesquelles notre parti présente un contre-projet en opposition au projet du gouvernement.

Dans les débats qui se sont déroulés depuis trois jours, nous avons assisté à un spectacle sur lequel j'ai à dire notre sentiment.

Les partis de droite et de gauche se sont efforcés de justifier leur politique et ont essayé de rejeter réciproquement les uns sur les autres la responsabilité de la situation actuelle.

En ce qui nous touche, nous n'avons pas l'intention de nous attarder à faire une répartition de ces responsabilités. Le fait que nous voulons signaler, c'est que, de 1919 à 1925, la même fiscalité, les mêmes méthodes financières se sont traduites par les mêmes résultats : une accumulation d'emprunts, d'impôts, l'inflation et, comme conséquence, la vie de plus en plus chère et les salaires de plus en plus avilis. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*)

Si ceux qui faisaient partie de l'ancienne législature veulent bien faire l'effort de se reporter à cette époque, ils constateront que ce débat ressemble trait pour trait dans son fond à tous ceux qui ont eu lieu depuis la fin de la guerre et, en particulier, aux débats qui se sont déroulés ici en janvier et février 1924, lorsque le gouvernement du bloc national demandait sept milliards d'impôts nouveaux. (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*)

L'Etat est dans une situation de faillite

Le problème de l'assainissement financier, dont il a été question tout au long de ces débats, c'est le problème de la liquidation des frais de la guerre. Vous êtes dans l'impossibilité de remplir vos engagements, d'assurer vos échéances, d'effectuer vos remboursements, d'assurer le paiement légal des dommages de guerre, de tenir les promesses faites aux vieux retraités et aux fonctionnaires. Vous êtes, en un mot, que vous le vouliez ou non, dans une situation de faillite. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*)

M. LOUIS GUICHARD. Vous parlez comme les gens du bloc national.

M. VAILLANT-COUTURIER. Et vous, vous agissez comme eux.

M. GARCHERY. La crise de trésorerie est permanente.

Il peut se faire que certains d'entre vous estiment qu'il est des choses qu'il n'est peut-être pas bon de dire. Ce n'est pas notre sentiment.

On a assez souvent dit à cette tribune et les gouvernements qui se sont succédés ont assez souvent déclaré qu'il fallait dire la vérité au pays. Tour à tour, ils l'ont répété. Et, plus ils le répétaient, mieux on se rendait compte que, cette vérité, on ne l'avait jamais dite. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*)

Enfin, l'Etat débiteur solde sa dette par de nouvelles promesses. Au papier, titre ou bon, il substitue un billet de banque ou autre papier.

On peut se livrer à toutes les controverses techniques en matière financière; on peut discuter sans fin; on peut, de façon interminable, engager ici des discussions sur l'inflation, la consolidation, la crise monétaire, la crise budgétaire, parler même de l'équilibre et du superéquilibre; la question qui domine tous ces débats est celle-ci : pour ne parler que de la dette extérieure, c'est 300 milliards qu'il faut trouver ! La question à laquelle il faut répondre est la suivante :

Qui doit payer ? Qui paiera ?

C'est cela qui préoccupe, qui inquiète le pays par-dessus tout.

Nous voici en face du projet du gouvernement, devenu celui du cartel, établi avec l'appui et le soutien renforcé des socialistes.

Si nous avons, messieurs, à dégager l'esprit fiscal qui a présidé à l'établissement du projet gouvernemental, il nous suffirait d'abord de dire un simple mot de rappel en ce qui touche la contribution personnelle, c'est-à-dire l'impôt de capitation pour l'établissement duquel on se référerait à cette loi de 1832 qui aurait abouti à des résultats tels que la commission des finances, presque sans discussion, l'a écarté.

Nous ne sommes pas d'accord avec M. Lamoureux qui en a parlé à cette tribune.

M. le rapporteur général a dit :

« Si nous avons écarté la contribution personnelle, c'est parce que sa perception donnait lieu à un travail tellement développé, tellement important, tellement compliqué, que vraiment, pour trouver 200 millions, cela n'en valait pas la peine. »

En réalité, avec cette contribution personnelle, on aboutissait à des résultats fantastiques, à celui, par exemple, que le plus modeste salarié de la ville ou de la campagne aurait été appelé à payer la même contribution que le millionnaire ou le milliardaire, autrement dit que M. de Rothschild ou M. Finaly.

Mais ce n'est pas simplement en ce qui touche cette contribution personnelle que l'on peut faire à l'égard du projet du gouvernement cette critique de l'esprit fiscal qui l'a inspiré; on trouve dans les deux bases essentielles ce que tout à l'heure, dans les quelques paroles que j'ai rapidement prononcées pour

indiquer que nous ne voterions pas la prise en considération du projet du gouvernement, j'ai appelé deux tares deux vices : l'absence d'exonération à la base de votre projet et le défaut de toute progressivité.

Mais — et je veux y revenir, parce que c'est là un point tout à fait important — vous avez été amenés et vous êtes amenés successivement à exonérer tous ceux auxquels vous n'aviez pas pensé, tous ceux auxquels vous entendiez imposer la contribution, c'est-à-dire les petits propriétaires exploitants, c'est-à-dire le petit commerçant, l'artisan, le petit industriel et le petit rentier, dont il a été question tout au long de ce débat. J'ai indiqué, il y a quelques minutes, que dans les conditions où vous aviez établi votre projet, étant donné que vous vous engagez maintenant dans la voie des exonérations — et c'était fatal, vous ne pouviez point y échapper — vous ne savez pas, vous ne savez plus à quelle privation de recettes pour votre caisse d'amortissement cela va vous conduire.

Et comme vous n'avez point prévu la progressivité en exonérant, comme vous l'avez fait — et, je le répète, c'était fatal, juste, équitable; nous le demandions dans notre projet et nous la signalons ici comme une critique essentielle du projet gouvernemental — votre caisse d'amortissement se trouve déjà en partie détruite; quand vous aurez fait le décompte, vous arriverez à des résultats auxquels vous ne vous attendez certainement pas.

Messieurs les radicaux, si c'est là votre fiscalité démocratique, permettez-nous de vous dire qu'il ne semble pas qu'elle soit conforme aux décisions que vous avez prises, en octobre dernier, à votre Congrès de Nice, où vous avez défini les trois principes directeurs de la fiscalité à laquelle vous deviez vous attacher, à savoir : la prédominance de l'impôt direct, la progressivité et la contribution sur le capital. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*)

Pourquoi les radicaux n'appliquent-ils pas la progressivité de l'impôt ?

Messieurs, il est clair — et c'est une chose curieuse que nous avons le droit de signaler aux radicaux, qui, à leur Congrès, ont voté, en parfait accord, du reste, avec tout ce qu'ils votent depuis vingt, vingt-cinq ou trente années — vous trouvez la progressivité excellente en matière d'impôt; l'impôt progressif figure dans tous vos programmes, mais lorsqu'il s'agit d'une contribution, que vous appelez contribution nationale, destinée à liquider vos dettes de guerre, vous n'appliquez pas la progressivité. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*) Vous traitez le petit commerçant comme le moyen et le grand commerçant, l'artisan, le petit industriel comme le grand industriel, vous vouliez traiter le petit propriétaire exploitant son petit domaine, sa terre, lui-même ou en famille, la plupart du temps sans salarié, exactement de la même façon que vous vouliez traiter le grand propriétaire qui ne travaille pas la terre, mais qui vit des revenus que lui pro-

curent ceux qui, à sa place, font tout ce travail pénible. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*)

J'ai bien entendu, hier, que M. Malvy, président de la commission des finances, disait : « J'aurais préféré l'impôt personnel et progressif. »

C'est bien ! Mais qui a donc empêché M. Malvy ou ses amis, qui a donc empêché le cartel de faire l'impôt progressif et d'exonérer à la base et très largement tous ceux qui ne vivent pas de l'exploitation du travail d'autrui ?

Vous ne pouviez pas le faire, vous ne l'avez pas voulu. Vous auriez été entraînés à procéder à l'inventaire général des fortunes mobilières et immobilières. Dans notre contre-projet, nous avons inscrit en tête cette conscription des fortunes.

Il est naturel que vous n'avez point voulu aller jusque-là. Mais dès maintenant vous êtes gênés et, demain, vous serez dans l'impossibilité d'appliquer même votre projet, parce que vous n'avez point prévu que pour compenser les exonérations indispensables, celles que vous allez être contraints de prévoir, il fallait frapper en haut, à la tête, c'est-à-dire établir la progressivité de la contribution, atteindre vraiment la fortune, la richesse acquise, le capital. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*)

Les socialistes se sont déclarés d'accord avec les formules arrêtées au Congrès de Nice. Mais comme vous n'avez pas fait l'impôt personnel — et il en a été question ici au cours des séances précédentes — comme vous nous proposez de faire porter l'impôt sur les biens mobiliers et immobiliers, personne ne contestera que cette fiscalité entraîne, favorise l'incidence, la répercussion sur les prix de toutes choses nécessaires à la vie.

Du reste, est-ce que dans la situation où nous sommes, on peut dire que vraiment vous ayez voulu faire ce qu'on pourrait appeler ou la contribution sur la richesse acquise, ou l'impôt sur le capital, ou le prélèvement sur la fortune ?

Il ne peut pas en être question dans le projet que vous avez établi. Inutile, d'ailleurs, de discuter sur ce point, puisque le fait a été reconnu par tous les orateurs qui ont défendu le projet du gouvernement.

L'incidence est certaine. Il n'est point douteux que l'ensemble de vos prévisions de recettes, qu'elles portent sur la propriété immobilière ou sur les valeurs mobilières mêmes, sauf peut-être la contribution sur les valeurs d'Etat, retombera sur les consommateurs, sur les locataires. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*)

Pour être logiques, messieurs, avec vous-mêmes, pour tenir vos promesses et appliquer votre programme, vous deviez réaliser le prélèvement personnel, global et progressif sur le capital avec exonération à la base en faveur des classes moyennes. Vous ne l'avez pas fait, vous ne le faites pas, vous ne le ferez pas.

Ce ne sont pas les formules de reconnaissance de dettes ou de créances foncières qui peuvent dissimuler les vices et les tares de votre projet que nous venons de signaler.

Classes laborieuses et moyennes feront les frais de l'assainissement financier

Ce sont les classes laborieuses et les classes moyennes qui feront les frais de l'application de votre projet. Vous ne réalisez, nous l'avons déjà dit et nous tenons à le rappeler en le précisant, ni le prélèvement, ni la contribution réelle, ni même l'impôt sur le capital. Contrairement à votre promesse, vous ne prenez pas l'argent là où il est. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*)

C'est, en réalité, à commencer pour 1926, 40 milliards au moins, chaque année, qui vont charger les épaules des travailleurs de l'ensemble du pays.

Ainsi, le Parlement bourgeois prouve une fois de plus qu'il est hors d'état de résoudre la formidable crise que nous subissons sans achever la ruine des classes moyennes et aggraver chaque jour davantage les conditions de vie du prolétariat.

Enfin, dans votre projet, aucune mesure n'est prévue contre la fraude fiscale, l'évasion des capitaux et la spéculation des banques. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*)

On a parlé longuement, au cours de ce débat, de fraudes fiscales, d'évasion des capitaux. Chacun, ici, a reconnu que c'était un fait incontestable. On a dit, on a répété que ces fraudes, cette évasion étaient sans obstacle comme sans limite. Vous déclarez être désarmés. Il serait vraiment intéressant que le gouvernement pût nous dire à quel chiffre il estime le montant des évasions de capitaux, le montant des capitaux qui ont déserté librement, sans qu'on puisse leur opposer, de l'aveu même du gouvernement, le moindre obstacle.

Que proposez-vous donc, messieurs, pour remédier à cet état de choses ?

Contre l'évasion des capitaux

Nous proposons, dans notre contre-projet, deux mesures que nous considérons comme essentielles et qui sont parfaitement réalisables : d'abord l'institution du monopole d'Etat du commerce extérieur, ensuite, la nationalisation des banques et de tous les monopoles de fait.

Vous direz, messieurs, vous en aurez l'occasion, — et je vous donnerai sur ces deux points d'autres explications — si vous voulez continuer la politique des petits moyens, des demi-mesures et des expédients.

Il y a un an, un socialiste a posé la question. Il a montré certains soucis, certaines préoccupations, à la fin de septembre de l'année dernière, au moment où l'on établissait le budget de 1925. Je me réfère à ses déclarations pour montrer l'importance de la question et aussi pour demander aux socialistes s'ils sont toujours d'accord avec ce qu'écrivait l'un des leurs à cette époque.

C'était sous le premier gouvernement de cette législature, sous

le gouvernement qui a pris du pouvoir au mois de juin 1924. M. Paul Faure — car c'est de lui que je veux parler — se montrait déjà inquiet des projets financiers du gouvernement. Le budget ne se présentait pas dans des conditions très faciles, bien entendu, et surtout il ne comprenait pas certaines dispositions qui préoccupaient les socialistes.

Voici ce qu'écrivait M. Paul Faure, parlant du gouvernement :

« Où sont ses projets financiers ? Qu'il ne s'y trompe pas, c'est ici la clef de voûte de toute la politique à laquelle les résultats du 11 mai ont entraîné les partis de gauche et qui a déterminé chez nous, socialistes, l'opinion dite de soutien.

« Il faut bouleverser le système financier actuel. Ce sont les riches qui doivent payer, par un prélèvement proportionnel sur la fortune acquise et par un resserrement de l'impôt sur le revenu. Dans le cas où les capitalistes réussiraient, par mille ruses, à empêcher ces mesures de donner leur plein, il est évident qu'il faudrait alors envisager les grands moyens, c'est-à-dire la reprise par la nation des principaux services publics : banques, chemins de fer, assurances, charbonnages, etc. »

L'offensive du grand capitalisme financier

Il y a plus d'un an que cet écrit a été rendu public, et, à cette heure, en face d'un gouvernement qui hésite, qui veut ruser avec les difficultés, qui recule devant les solutions énergiques et décisives, qui recule, peut-on dire, pour mieux sauter, voici que se dessine, dans la détresse profonde où nous sommes, l'offensive du grand capitalisme d'affaires et de banque.

On en a peu parlé, ici surtout. C'est cependant d'importance. Nous devons signaler ce fait à la Chambre et surtout au gouvernement.

Le capitalisme commercial, industriel et bancaire a envoyé une sommation, par-dessus le Parlement et par-dessus le gouvernement, au Président de la République. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*)

Personne n'ignore ce document, pas plus que les conditions dans lesquelles il a été envoyé à la présidence.

Savez-vous quelle impression produit cette démarche ? On dirait le Conseil judiciaire qui se présente pour prendre la suite du Parlement défaillant et du gouvernement incapable de prendre des décisions et de diriger les affaires qui lui sont confiées. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*)

C'est un fait que la lettre au Président de la République envoyée par la Confédération générale de la Production française vaut la peine d'être commentée.

Je ne veux pas vous la lire tout entière.

M. LE RAPPORTEUR GÉNÉRAL. Nous la connaissons.

M. GARCHERY. Mais il y a des passages essentiels, monsieur le Président du Conseil, qu'il est bon que vous connaissiez.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. Je la connais.

M. GARCHERY. Eh bien ! je vous demanderai tout à l'heure ce

que vous en pensez et si vous avez l'intention d'y répondre en quelque manière.

En tout cas, je tiens à commenter cette lettre devant la Chambre.

La Confédération générale de la Production française s'inquiète de la situation. Elle dit :

« Il faut redouter que cela dégénère en une crise politique et sociale. Cette crise ne saurait être surmontée qu'en demandant aux ressources et au travail de tous, du plus fortuné ou plus modeste... » — on sait ce que cela veut dire — « ...la contribution que tous les citoyens doivent à la patrie lorsqu'elle est en danger.

« Cette garantie ne sera valable et efficace que si les pouvoirs publics, et en particulier le Parlement, limitent d'eux-mêmes, par un acte solennel, leur initiative en matière financière. »

C'est clair, pour qui sait comprendre. Ce qui est demandé, c'est le dessaisissement de la Chambre, c'est la remise de ses pouvoirs entre les mains de ces puissances commerciales, industrielles et bancaires.

Du reste, plus loin, en ce qui touche les mesures à prendre, les dirigeants de cette Confédération ne se donnent même pas la peine de dissimuler. Ils disent nettement les choses.

M. Camille BLAISOT. Ils ont bien raison.

M. GARCHERY. J'enregistre votre réponse. Elle n'est pas inutile. Nous verrons s'ils ont raison.

« Les mesures à prendre — disent-ils dans cette lettre — il faut qu'elles soient soustraites aux vicissitudes des majorités parlementaires et aux luttes des partis, par une disposition légale donnant au pays les mêmes garanties que les lois constitutionnelles. »

Vous vous proposez de créer une caisse d'amortissement. Ils y songent et ils disent :

« Si la création d'une caisse autonome de la dette est décidée, nous demandons que sa gestion soit remise à des représentants des grandes forces morales et économiques du pays. »

C'est-à-dire aux signataires de la belle sommation que j'ai entre les mains.

Les profiteurs, les enrichis de la guerre, ceux qui ont édifié des fortunes immorales, scandaleuses, tentent, par ailleurs, et audacieusement, de s'emparer des dépouilles de l'Etat.

On a parlé ici des monopoles, des services publics. Hier, M. Loucheur, que nous avons écouté avec beaucoup d'attention, a montré que le monopole des tabacs, qu'il a été plusieurs fois question de céder à certains consortiums, à certains financiers, était exploité dans des conditions avantageuses pour l'Etat.

Ces mêmes personnages qui adressent leur sommation au Président de la République en passant au-dessus du Parlement et du gouvernement, les enrichis de la guerre, disent à l'Etat : Tu es obéré, tu as des dettes, tu ne peux pas rembourser tes créan-

ciers, livre-nous tes monopoles, ton domaine industriel, les chemins de fer, les tabacs, les allumettes, les téléphones.

Ce n'est pas simplement une organisation de financiers et d'hommes d'affaires qui, se plaçant au-dessus du Parlement et du gouvernement intervient pour prendre la direction des affaires publiques. Il n'est point douteux que la Confédération générale de production française, qui comprend les représentants du Comité des Forges, du Comité des Houillères et des gros commerçants, n'est pas seule en cette affaire. Il y a une liaison directe entre elle et les hommes qui organisent les légions, les ligues, le fascisme, dont nous avons depuis des mois et des mois, souvent dénoncé la menace. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*)

Nous sommes très heureux de constater que ceux qui considéraient ce mouvement comme insignifiant, sans intérêt, sans danger, se rendent compte aujourd'hui de la réalité et songent à porter cette question devant la Chambre. Nous en discuterons le moment venu. Qu'il nous suffise, en passant, de signaler ces faits.

Comment le gouvernement répond à cette offensive

Comment le gouvernement, puisqu'il connaît tout cela, entend-il répondre à la brutale et audacieuse offensive de ce capitalisme d'affaires et de banque ? Quelles mesures compte-t-il prendre ?

Il lui attribue des postes dans la gestion et l'administration de la caisse d'amortissement !

C'est un fait aisé à contrôler. Examinez les signatures apposées au bas de cette sommation à la présidence de la République. Vous verrez qu'un certain nombre des représentants de ce capitalisme vont être appelés à participer à la gérance, à l'administration de la caisse d'amortissement.

Pour répondre à la sommation insolente du capitalisme d'affaires et de banque, pourquoi ne réalisez-vous pas immédiatement votre programme de toujours : faire entrer dans le domaine de l'Etat les banques, les exploitations minières, les assurances, tous les monopoles de fait ? (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*)

Les mesures fiscales du Parti communiste

Cette proposition est inscrite dans le contre-projet du parti communiste, qui a été imprimé, que vous avez en mains et que vous avez pu lire.

Je vais fournir quelques précisions sur les points essentiels de ce contre-projet.

Il suffit d'examiner les éléments du problème financier pour comprendre qu'il ne peut être résolu à l'avantage des travailleurs de la ville et de la campagne, comme à l'avantage des classes moyennes, que par une application des mesures fiscales préconisées depuis longtemps par le parti communiste et en faveur desquelles près d'un million d'électeurs du bloc ouvrier et paysan

se sont prononcés en mai 1924 : répudiation de la dette extérieure, amortissement de la dette publique intérieure par l'institution de la conscription des fortunes, c'est-à-dire par le produit d'un prélèvement progressif sur les grandes fortunes acquises, incorporation au domaine national de toutes les grandes entreprises : banques, chemins de fer, mines, assurances, etc., sans oublier ce dont on ne parle plus, la revision des gros dommages de guerre et la punition sévère de la fraude fiscale, par l'emprisonnement et la confiscation totale des biens des fraudeurs. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*)

M. BIRÉ. Vous avez oublié la guillotine.

M. GARCHERY. Autant de mesures qui se justifient par la nécessité, supérieure aux plus puissants intérêts privés, de sauver la masse du pays des dangers les plus graves.

Ces objectifs et ses vues restent ceux du parti communiste. Nous sommes sûrs que la classe ouvrière s'y ralliera dans son immense majorité et qu'ayant compris, elle finira par les imposer.

Le prélèvement sur le grand capital

L'idée du prélèvement sur le capital est considérée comme une solution nécessaire pour l'assainissement de la situation financière. La conscription des fortunes, en permettant la progressivité et en instituant une contribution personnelle et non réelle, c'est-à-dire une contribution sur la fortune des personnes et non sur les biens, comme tous les autres projets de prélèvement sur le capital, est le seul système qui soit conforme aux principes d'une fiscalité juste et démocratique, fonctionnant dans l'intérêt des masses laborieuses. (*Très bien! très bien! à l'extrême gauche communiste.*)

Ce prélèvement doit frapper la grande richesse, demander les sacrifices indispensables à ceux qui peuvent vraiment les consentir. Il faut donc qu'il soit aménagé de telle sorte que les ouvriers, les paysans pauvres et modestes, les petits commerçants, les hommes des classes moyennes, expropriés presque totalement de leur modique avoir par l'inflation, en soient complètement exonérés. Il faut exonérer, en somme, tous ceux qui ne vivent pas de l'exploitation du travail d'autrui.

S'il est vrai que, d'un point de vue général, la crise se développe au sein d'un Etat pauvre commandant un pays riche ; s'il est vrai que la presque totalité des grands possédants de ce pays se soient enrichis des dépouilles de l'Etat et que, pour souligner davantage cet étrange contraste, l'enrichissement des uns soit presque mathématiquement proportionnel à l'appauvrissement de l'autre, on ne peut s'étonner que d'une chose : c'est que le virement nécessaire à la fois pour rétablir un équilibre indispensable et pour assurer la vie du pays n'ait pas été opéré plus tôt et coûte que coûte.

La conscription des hommes, messieurs, elle a été possible pour fournir à une guerre de 54 mois 1.500.000 morts et 1 million 700.000 blessés.

La conscription des capitaux, pour acquitter les frais financiers de cette guerre, se heurte à une opposition irréductible de la classe bourgeoise. Dès l'instant où il faut payer, son sentiment patriotique, religieux ou civique devient inerte...

M. DUBOYS FRESNEY. La classe bourgeoise s'est fait tuer ! Et vous, vous n'avez rien fait !

M. GARCHERY. ...son égoïsme s'étale en pleine lumière et les hommes qui ont été, par des travailleurs de bonne foi, envoyés en majorité à la Chambre pour faire fléchir cet égoïsme de classe, de gré ou de force, s'avèrent aujourd'hui, par leurs réticences, les défenseurs de fait de la ploutocratie et de sa partie la plus répugnante, les profiteurs de la guerre. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*)

Notre contre-projet va les mettre une fois de plus en demeure de faire face à leurs engagements.

Messieurs, le prélèvement sur le capital est impossible s'il n'est préparé, assuré, protégé, garanti par un ensemble de mesures destinées à manœuvrer, sur le terrain fiscal, le rapport des forces en présence, et à confier la position dominante et de contrôle à la masse des producteurs, après en avoir délogé l'oligarchie ploutocratique. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*)

Le monopole du commerce extérieur pour l'Etat

Dans la situation actuelle, tout projet d'assainissement financier sera illusoire s'il ne s'accompagne de l'établissement du monopole du commerce extérieur pour l'Etat.

La baisse du franc offre aux exportations une prime énorme et qui ira grandissant à mesure que s'accélérera la chute de la devise nationale.

L'inflation, qui abaisse les conditions de vie des ouvriers et exproprie progressivement les petits possédants des classes moyennes, est une source toujours plus abondante de bénéfices pour le haut commerce et la grande industrie.

L'institution du monopole extérieur a pour but de faire revenir à l'Etat les bénéfices réalisés par tous les commerçants et industriels travaillant avec l'étranger, en période d'inflation, par suite de la différence des prix du marché intérieur et du marché mondial.

Elle permet, en outre, et elle permet seule de réprimer l'exportation des capitaux et de la fraude fiscale.

De même que le monopole du commerce extérieur défendra l'économie nationale, la nationalisation des banques doit permettre à la collectivité de supprimer à l'intérieur même du pays les principales causes de troubles et de conflits.

EN FRANCE



En haut et de gauche à droite : Démonstration contre la guerre du Maroc à Saint-Denis. — Meeting organisé par le Comité d'action à la salle de la Grange-aux-Belles. — Grève des employés de Banque.

La nationalisation des banques

La nationalisation des banques doit faire subir, à ceux qu'un homme politique du cartel appelait récemment des « féodaux », le traitement que la Révolution française infligea aux magnats de l'ancien régime : elle doit abattre leurs privilèges. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*)

M. DUBOYS FRESNEY. Finally !

M. GARCHERY. Il ne s'agit plus aujourd'hui d'instituer un simple contrôle sur les banques. Nous sommes à un moment décisif. Le fait d'une banque aussi puissante, libre, dans un Etat moderne, est un anachronisme insupportable.

Aujourd'hui, la banque ne régent pas seulement l'escompte et le crédit aux particuliers. Elle impose sa volonté souveraine aux villes, aux départements et à l'Etat lui-même. Elle hisse et abat à son gré les gouvernements. Elle commande la diplomatie. (*Très bien! très bien! à l'extrême gauche communiste.*) Elle a ses hommes dans les postes de confiance des administrations de la justice et de la police. (*Très bien! très bien! sur les mêmes bancs.*) Elle oriente la presse, fait et défait les réputations. Elle n'est pas seulement un Etat dans l'Etat, elle est un Etat supérieur à l'Etat. (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Temple de la fraude fiscale, inaccessible aux recherches, elle donne elle-même l'exemple de la dissimulation la plus éhontée. Il est de notoriété publique qu'elle a caché au fisc plusieurs milliards de profits.

Le truquage de ses bilans est courant. Plutôt que payer ce qu'elle doit à l'Etat, elle rase ses succursales presque neuves. Elle les remplace, dans telle petite sous-préfecture, ou même dans tel chef-lieu de canton, par des bâtiments dont le coût, pour le plus modeste, dépasse plusieurs millions. D'un bout à l'autre de la France, tout le monde s'en étonne, sauf le fisc, sauf l'Etat, sauf le Parlement, sauf le gouvernement. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*)

Les banques détruisent l'Etat et les particuliers

L'impunité dont jouit la banque est un scandale général, qui accuse de la façon la plus terrible tous ceux qui, pouvant réagir, laissent faire.

Les bilans de 67 établissements de crédit français, de 1919 à 1924, révèlent que ces banques ont avoué un bénéfice de 4.358 millions pour un capital actions versé ne dépassant pas 3.500 millions.

Quelque altérés qu'ils fussent, les bilans de dix grandes banques dégagent, en 1923, des réserves, c'est-à-dire des bénéfices accumulés, s'élevant à près de 80 milliards.

Les banques privées, les Rothschild, les Mallet, les Haguenuer, les Lehideux, etc., détiennent de leur côté une fortune sans doute équivalente et que l'Etat républicain et démocratique ne s'est même pas donné le droit d'évaluer.

La nationalisation de la banque n'est pas seulement désirable, indispensable et urgente, elle est aujourd'hui devenue facile.

Tous les conseils d'administration sont entre les mains de moins de cent personnes. (*Très bien! très bien! à l'extrême gauche communiste.*) L'appareil qu'ils commandent peut fonctionner sans eux, presque sans délai.

La nationalisation de la banque serait reçue avec soulagement et sympathie par la presque totalité de l'opinion publique. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*)

Par ses excès, par ses exigences, par son insolence à l'égard des collectivités publiques et de l'Etat lui-même, la banque a transformé en véritable cancer le réseau tenu de succursales dont elle a couvert le pays. Au sens propre des termes, elle ne sert plus, elle rançonne le commerce, l'industrie et l'agriculture (*Très bien! très bien! à l'extrême gauche communiste*), sans parler de ses crimes contre l'épargne, voire contre le franc et contre ce que la logomachie conventionnelle appelle l'« intérêt national ». (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*)

J'ai à peine besoin de rappeler que la nationalisation des banques a figuré depuis de longues années au programme du parti radical et aux programmes du parti socialiste.

Mais, messieurs, tout cet ensemble de mesures, malgré sa logique, risquerait de recevoir une application insuffisamment efficace si une force nouvelle n'était mise à la disposition de l'Etat pour toute l'œuvre d'impulsion et de surveillance.

Le contrôle ouvrier et paysan

Le contrôle des travailleurs ouvriers et paysans doit suivre l'établissement du monopole du commerce extérieur et la marche de ses opérations, collaborer au travail de reprise et de gestion des monopoles de fait, coopérer à la grande transformation du régime bancaire, participer aux investigations pour l'inventaire des fortunes, intervenir dans l'application même de la conscription des fortunes.

Cette participation directe de la classe des travailleurs à l'entreprise de redressement financier et de libération économique du pays sera la meilleure garantie du succès.

Le parti communiste ne cache pas que, par voie de conséquence, les travailleurs ainsi appelés à prendre en main, du haut en bas, le contrôle de la production et de la répartition, seront conduits, en même temps qu'ils assureront, pour le bien public, une meilleure gestion des choses, à intervenir plus directement dans le gouvernement des personnes.

Il ne cache pas davantage qu'on ne peut trouver de solution complète à la crise présente sans que, dans le domaine politique, une transformation s'accomplisse, aussi complète que celle réclamée par le présent projet dans le domaine économique. Il affirme, au contraire, qu'au gouvernement des banquiers chassés de leur privilège de propriété, doit être substitué le gouvernement ouvrier et paysan. (*Interruptions. — Aux voix!*)

Messieurs, ce n'est pas nous qui vous aurons obligés à siéger cette nuit. Je tiens à terminer mon exposé.

M. LE PRÉSIDENT. C'est votre droit.

M. GARCHERY. Toute la question qui se pose à cette heure est de savoir si les projets d'assainissement financier qui seront appliqués le seront par la bourgeoisie à la masse laborieuse ou si, au contraire, la représentation cartelliste, fidèle à son programme du 11 mai 1924, va contraindre la bourgeoisie capitaliste à payer les frais de la guerre.

A elle seule, la suite des événements se chargerait de dessiller les yeux de ceux qui ont imprudemment placé leur confiance dans les politiciens de droite et de gauche. Mais nous voulons aider à ce résultat avant que la misère ne s'appesantisse sur les salariés, avant que le travailleur n'ait vu son domaine complètement hypothéqué par l'Etat bourgeois, gaspilleur et endetté.

En déposant la présente proposition de loi dont toutes les dispositions sont issues de la doctrine et des déclarations des partis radicaux et socialistes, nous entendons limiter notre objectif dans ce débat financier à établir une preuve : la preuve est faite que, mis en présence d'un projet final conforme à leurs promesses, les élus du cartel ne le voteront pas. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste. — Aux voix!*)

M. LE PRÉSIDENT. La parole est à M. le Rapporteur général.

M. LE RAPPORTEUR GÉNÉRAL. Messieurs le contre-projet développé par M. Garchery a au moins le mérite d'être loyal. Il a été courageusement exposé à la tribune. C'est le monopole du commerce, la nationalisation des banques, des assurances, des télégraphes, téléphones, chemins de fer, mines, raffinage, c'est la conscription des fortunes et le contrôle ouvrier.

C'est proprement, le programme communiste qui a été appliqué en Russie. Les résultats obtenus dans ce pays ne sont pas de nature à nous encourager à l'adopter.

La commission des finances demande à la Chambre de repousser le contre-projet. (*Très bien! très bien! — Interruptions à l'extrême gauche communiste.*)

M. LE MINISTRE DU BUDGET. Le gouvernement le repousse également.

M. LE PRÉSIDENT. Je consulte la Chambre sur la prise en considération du contre-projet de M. Garchery, repoussé par la commission et par le gouvernement.

Il y a une demande de scrutin. Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.)

M. LE PRÉSIDENT. Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre des votants..	555	Majorité absolue.....	278
Pour l'adoption.....	56	Contre	499

La Chambre des députés n'a pas adopté.

Journal Officiel, séance de la Chambre des députés
du 20 novembre 1925.

Texte du projet communiste

déposé à la Chambre des Députés

Article premier. — A dater du 1^{er} janvier 1926, est institué le monopole d'Etat du commerce extérieur.

Toutes ventes et transferts de valeurs de France à l'étranger et de l'étranger en France, ne pourront se faire que par l'intermédiaire d'un Office national spécialement institué dans ce but.

Une loi qui devra être soumise à la ratification du Parlement avant le 1^{er} décembre 1925 fixera la composition et le statut de cet Office national.

Art. 2. — A dater du 1^{er} janvier 1926, toutes les entreprises dont les opérations bancaires, de tous ordres, sont l'objet principal, deviennent propriété nationale.

Un Office national de la banque dont une loi qui devra être soumise à la ratification du Parlement avant le 1^{er} décembre 1925, spécifiera la constitution, le statut et le fonctionnement, assurera la gestion et la direction des entreprises bancaires nationalisées.

Art. 3. — A dater du 1^{er} janvier 1926, toutes entreprises dont l'objet principal est :

- 1° L'assurance sous quelque forme que ce soit ;
- 2° L'exploitation de la télégraphie et de la téléphonie sans fil ;
- 3° L'extraction de tous les produits du sous-sol (houilles, huiles minérales et minerais divers) ;
- 4° Le transport par voie ferrée des voyageurs et des marchandises ;
- 5° Le raffinage et la distillation du sucre de canne et de betterave et des huiles minérales deviennent propriété nationale.

Une loi qui devra être soumise à la ratification du Parlement avant le 1^{er} décembre 1925, déterminera la composition, le statut et le fonctionnement :

- 1° D'un Office national des assurances ;
- 2° D'un Office national de la télégraphie et de la téléphonie sans fil ;
- 3° D'un Office national des mines ;
- 4° D'un Office national des chemins de fer ;
- 5° D'un Office national des raffineries de sucre et de pétrole.

Art. 4. — Toutes industries ayant pris le caractère de monopole de fait deviendront comme les précédentes propriété nationale.

Art. 5. — La conscription générale des fortunes est instituée en France.

Art. 6. — Un inventaire général des fortunes mobilières et immobilières détenues par des Français, et des immeubles et

entreprises sis en France détenus par des étrangers sera établi d'ici le 1^{er} janvier 1926 et l'ensemble des capitaux recensés mis à la disposition de la Nation pour être utilisés dans l'intérêt de la collectivité.

Art. 7. — Pour l'année 1926, la conscription des fortunes ne s'appliquera qu'aux personnes dont la fortune dépasse 200.000 francs. Des exonérations partielles ou totales pourront être accordées aux familles exploitant en commun un fond d'une valeur supérieure à ce chiffre, par les organismes prévus à l'art. 10, à condition qu'elles n'emploient pas habituellement des salariés.

Art. 8. — Chaque année, le contingent annuel soumis à la conscription sera fixé par une loi qui devra être votée avant le 1^{er} mars, en tenant compte des circonstances économiques générales.

Art. 9. — Pour l'année 1926, le contingent des fortunes requis sera le suivant :

Pour les fortunes inférieures à 300.000 francs, 5 p. cent ; de 300.000 à 500.000 francs, 10 p. cent ; de 500.000 à un million, 12,50 p. cent ; de 1 million à 5 millions, 15 p. cent ; de 5 millions à 100 millions, 17,50 p. cent ; de 100 à 500 millions, 20 p. cent ; de 500 millions à 1 milliard, 25 p. cent ; au-dessus de 1 milliard, 30 p. cent.

Art. 10. — L'inventaire général des fortunes et la mobilisation des contingents seront établis localement, sous le contrôle des comités d'ouvriers et d'employés d'entreprise commerciale et industrielle et des comités paysans d'entreprise agricole dont une loi, qui devra être votée avant le 1^{er} décembre 1925, fixera le statut définitif.

Un comité national et des comités départementaux, composés de représentants des comités d'entreprise, des coopératives et des syndicats ouvriers statuera en appel pour toutes affaires contentieuses relatives à l'inventaire et à la conscription des fortunes.

Art. 11. — Le contrôle ouvrier, tel qu'il est institué à l'art. 2, ne sera pas limité dans son objet au contrôle de l'inventaire général des fortunes.

Le contrôle des comités d'ouvriers et d'employés d'entreprises industrielles et commerciales et des comités de paysans des entreprises agricoles s'exercera également sur tout ce qui concerne la gestion des entreprises et les rapports entre les employeurs et les salariés.

Art. 12. — Les bénéfices et produits du monopole du commerce extérieur, de la banque nationalisée, de toutes les industries dont la nationalisation est prévue à l'art. 3 et de la conscription des fortunes seront affectés à débarrasser l'ensemble des contribuables du fardeau des arrrages de la dette publique.

Art. 13. — La présente loi est applicable aux colonies françaises.

Le sens et la portée de la révolution russe

Intervention de RENAUD JEAN, député du B. O. P.

M. Renaud JEAN. Il y avait en Russie 100 millions de paysans qui ne possédaient que des quantités insuffisantes de terre et qui voulaient toute la terre ; il y avait en Russie une classe ouvrière forgée à la dure école de la défaite de la révolution de 1905 ; il y avait en Russie un parti communiste composé, les faits l'ont démontré, d'hommes de premier plan, dirigé par Lénine, qui est peut-être le plus grand révolutionnaire de tous les temps ; Lénine, à la fois doctrine et action, à la fois audace et connaissance des hommes et des choses (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste*) ; Lénine plus que n'importe qui capable de comprendre, étant données certaines conditions économiques, quel point la révolution peut atteindre, mais qu'il serait pour elle dangereux de dépasser. (*Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs.*)

La révolution russe est une révolution sociale

Paysans qui voulaient la terre, classe ouvrière consciente de ses intérêts, de ses droits et de ses devoirs, parti communiste forgé par la prison et l'exil, il y avait donc en Russie les éléments principaux d'une révolution sociale. Mais les socialistes ne voulaient pas les voir et quand la révolution d'octobre vint, ils essayèrent de la transformer en une aventure éphémère. Ensuite, quand il leur fallut constater que les bolchéviks qui avaient su prendre le pouvoir savaient le garder, que la révolution franchissait les barrières que dans leur vanité puérile ils avaient prétendu lui imposer, alors ils se tournèrent contre la révolution. La révolution n'avait pas fait exactement ce qu'ils voulaient ; c'était bien simple, c'était la révolution qui avait tort.

Une révolution — j'irai très vite, et en employant le minimum de mots et je parle de choses sérieuses — une révolution a devant elle des tâches immenses ; elle doit exproprier les grands capitalistes expropriateurs ; elle doit remettre aux producteurs les moyens de production et d'échange ; il lui faut assurer la continuité et l'augmentation de la production ; enfin, il lui faut travailler à établir l'équivalence des travaux dans chaque profession et entre les professions.

Cette simple énumération suffit à démontrer que ces tâches exigent non seulement des années, mais des dizaines d'années

et qu'à chaque instant la révolution se heurte à de multiples possibilités d'erreurs.

Les bolchéviks ont fait aussi une révolution agraire

Monsieur Compère-Morel, dans la partie agraire de la révolution russe, vous avez reproché au parti communiste deux fautes essentielles.

M. LE RAPPORTEUR. J'ai constaté simplement.

M. Renaud JEAN. Vous avez dit : « Les communistes ont voulu réaliser le socialisme ; ils n'y ont pas réussi. » Vous avez ajouté : « Leur échec, leurs fautes ont déterminé la perturbation non seulement de l'économie russe, mais de l'économie mondiale. » Sur ce dernier point, d'ailleurs — car je tiens à être juste — vous avez daigné accorder des circonstances atténuantes à la révolution russe.

Eh bien ! monsieur Compère-Morel, quand je revois, quand je relis, quand j'entends de nouveau, par la pensée, votre discours, je comprends de plus en plus pourquoi il a recueilli à certains passages les applaudissements de M. de Saint-Just et de nos collègues de droite.

Votre argumentation, je la connais depuis longtemps : c'est celle que, durant les dernières années, m'ont partout opposée les adversaires du socialisme, et ils la dirigeaient, eux, non pas seulement contre la révolution russe, mais contre la doctrine socialiste elle-même. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche communiste.*)

Oh ! je sais que vous n'allez pas si loin, que vous affirmez ne combattre que les méthodes employées en Russie, que vous prétendez ne marquer que les erreurs commises par les bolchéviks.

Mais ici — et mon camarade Henriët déjà vous en a parlé — je pourrais vous demander si vous êtes bien persuadé que la première législation agraire de la révolution soviétique est d'essence bolchéviste !

M. LE RAPPORTEUR. Pas du tout !

M. Renaud JEAN. Vous me dites non ! Je le sais bien ; mais je pense, moi, que le débat n'est pas là... (*Interruptions. — Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*)

M. TRÉMOULIÈRE. Il est sur l'agriculture française !

M. Renaud JEAN. Si vous ne comprenez pas, messieurs, à quelque parti que vous apparteniez, qu'il y a maintenant des questions qui se posent pour nous tous, vraiment je vous plains.

Si vous persistez à vous enfermer dans la terre-à-terre des questions quotidiennes, cela prouve que vous n'êtes pas à la hauteur de la mission qu'on vous a confiée. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*)

Je disais que le débat n'est pas de savoir d'où est sortie la législation agraire des communistes, en 1917. Ce qui compte, monsieur Compère-Morel, pour les millions de travailleurs qui, dans le désarroi du système capitaliste, cherchent à tâtons la voie de leur salut, c'est d'abord de savoir si, comme vous l'avez dit, cette législation agraire de la Russie a déterminé la perturba-

tion de l'économie mondiale dont vous avez parlé, si même elle y a contribué.

Ce qui compte, c'est de savoir pourquoi la Russie n'a pas pu brusquement passer à l'économie socialiste, et de dégager les leçons qu'un pareil fait comporte.

Ce qui compte enfin, c'est de savoir si, désormais, en Russie la route est fermée au socialisme.

Les vrais responsables de la famine russe de 1921

S'il y a eu, en Russie, une crise économique, pensez-vous vraiment que la responsabilité en incombe à la législation agraire de 1917 ?

Allons donc ! Henriot tout à l'heure vous signalait les causes véritables. Il vous a dit : « Masse paysanne décimée par la guerre. » Il vous a dit : « Outillage, cheptel détruits. » Il vous a dit : « Réquisitions commandées par la guerre civile, qui poussait le paysan à restreindre sa production. » Il aurait pu ajouter les conditions climatériques de 1921. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*)

Guerre impérialiste : le responsable, c'est le tsarisme, pour ce qui concerne la Russie, comme il est responsable de la déplorable situation économique d'avant-guerre.

Guerre civile et ses nécessités : ici, responsables les gouvernants de l'entente, en particulier les gouvernants de la France, de 1919 à 1920 ; c'est votre République bourgeoise qui, renversant les rôles, prit, en ces années, la place de Pitt, contre la révolution prolétarienne. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*)

Par conséquent ce n'est pas la législation de 1917 qui a pu déterminer la perturbation dont vous parlez. Les perturbateurs de l'économie russe, monsieur Compère-Morel, sont également les perturbateurs de l'économie française, les perturbateurs de l'économie de tous les pays. Ce sont ceux qui ont déclenché la guerre en 1914, ceux qui l'ont menée jusqu'au bout...

M. LAMAZOU-BETBEDER. Ces paroles sont intolérables.

M. Renaud JEAN. ...ceux qui, en 1919, sans déclaration, commencèrent une guerre nouvelle contre les soviets ; ce sont ceux qui n'ont su faire qu'une mauvaise paix. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*)

Une deuxième question se pose : pourquoi la Russie n'est-elle pas passée brusquement au socialisme ? (*Interruptions à gauche, au centre et à droite.*)

M. le duc D'AUDIFFRET-PASQUIER. Cela n'a rien à voir avec le budget de l'agriculture.

M. QUEUILLE. Parlons de l'agriculture française et non du régime des soviets.

M. BIRÉ. Combien y a-t-il de communistes en Russie ? Il n'y en a pas 600.000 sur 160 millions d'habitants. Vous êtes les exploités des Russes.

M. Renaud JEAN. Monsieur Biré, quand je pense à vous, non

pas personnellement, mais politiquement, je ne peux m'empêcher de songer aux momies d'Égypte.

M. LE PRÉSIDENT. Je ne puis vous laisser dire que la France a eu la moindre responsabilité dans la guerre de 1914 (*Applaudissements.*)

Pourquoi la Russie n'est-elle pas encore en régime socialiste intégral

M. Renaud JEAN. Je continue et je vous demande encore quelques minutes d'attention. Je posais ma seconde question : Pourquoi la Russie n'est-elle pas allée brusquement au socialisme ?

Tout simplement — et vous le savez monsieur Compère-Morel — parce que les conditions matérielles et humaines du socialisme n'existaient pas.

La guerre impérialiste, la guerre civile, le tsarisme avaient laissé à la Russie une succession particulièrement lourde. Partout des ruines et des friches, des paysans qui, quoique moins individualistes que les paysans français, n'avaient cependant pas l'habitude du travail en commun.

La question se posait donc de savoir ce qu'il convenait de faire.

C'est la question qui se pose de même à tous les révolutionnaires sincères dans tous les pays, car sans doute, jamais dans aucun pays, au moment d'une révolution, les conditions du socialisme ne seront pleinement réalisées.

Que faut-il donc faire ? Faut-il, quand on est socialiste, attendre que l'évolution économique soit poussée toujours plus loin ? Faut-il attendre que les classes soient plus nettement divisées ? Faut-il espérer pouvoir donner au producteur, en régime capitaliste, un état d'esprit socialiste, de sorte qu'il comprenne que le meilleur moyen de travailler pour soi est de travailler pour les autres ? Allons donc !

D'abord, vous savez combien, au point de vue agraire en particulier, la concentration est lente, je dirai même douteuse. Et comment faire en régime bourgeois une âme nouvelle aux travailleurs, qui ne sont bien souvent que des bourgeois sans argent, qui ont bien souvent l'égoïsme des bourgeois ? Par quel moyen, s'il vous plaît ?

La presse ? Mais, trop souvent, le journal n'est qu'une « boutique ».

L'école ? Mais l'école est, en fait, pour le système capitaliste contre le système socialiste. L'école est conservatrice en ce moment ; elle n'est pas neutre politiquement.

Et puis, oubliez-vous qu'accepter encore le régime, c'est vous résigner du même coup aux dangers de guerres nouvelles ? Oubliez-vous que la guerre de 1914-1918 a fait plus de morts que toutes les révolutions du passé ? (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche communiste.*)

Le régime capitaliste est blessé à mort

Nous, — et je vous assure que je vais au fond de ma pensée, comme toujours, quand je parle, quand je fais de la propagande — nous ne saurions pas éternellement nous résigner. Nous pensons que le régime capitaliste est profondément atteint. Vous qui cependant prétendez encore être un parti de lutte de classes et de révolution, vous vous penchez vers son lit pour collaborer avec lui, pour le soigner, pour le guérir. Nous, nous essayons de faire comprendre aux travailleurs la nécessité de l'abattre quand il est encore temps.

Ah! je sais, monsieur Compère-Morel, vous m'avez lancé l'argument du sang versé. J'aurais préféré l'entendre d'une autre bouche. Le sang! Je pourrais, sur ce point, si j'en avais le temps, chercher de belles pages de Guesde et de Jaurès, que vous avez connus mieux que moi. Mais à quoi bon? Je préfère simplement vous faire observer que, dans certains cas, l'emploi de la violence aboutit précisément à une économie de sang versé. (*Interruptions à gauche, au centre et à droite. — Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*)

Jamais aucun homme, sauf peut-être les conquérants maniaques de la guerre, n'a, de gaieté de cœur, souhaité la violence.

Mais les faits sont là. Si, en 1914, dans tous les pays, les combattants s'étaient dressés contre la classe capitaliste, il n'y aurait pas maintenant 10 millions de tombes des Dardanelles à la Mer du Nord. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*)

Et puis, ne voyez-vous pas que, dans les budgets de votre régime, toutes les ressources ou presque toutes, vont au paiement des guerres du passé et à la préparation des guerres de l'avenir?

En vérité, monsieur Compère-Morel, vous n'êtes pas contre la violence. Vous êtes contre ou pour la violence, selon le sens dans lequel elle s'exerce. Vous êtes pour la violence des privilégiés quand ce sont les petits qui sont les victimes. Vous êtes contre la violence des victimes quand elle menace les privilégiés. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*)

Je vous poserai encore une question. Pensez-vous vraiment que, lorsque le régime capitaliste sera guéri, il sera disposé à livrer sans résistance ses privilèges? (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*)

Nous, — et ce sera en quelques mots ma conclusion — nous pensons qu'il faut faire la révolution quand les circonstances le permettent, qu'il faut dire aux masses: Préparez-vous à prendre le pouvoir politique.

Nous pensons sincèrement aussi que, le pouvoir politique pris, il faudra, dans la transformation économique, ne pas dépasser les limites qui permettent les possibilités humaines et matérielles du moment. (*Mouvements divers à gauche, au centre et à droite.*)

A gauche. Mais c'est de l'opportunisme!

Le programme communiste social et agraire

M. Renaud JEAN. C'est pourquoi nous disons: coexistence, longtemps après la révolution, de la petite et de la grande exploitation agricole; survivance de la petite propriété.

Pour le reste, nous faisons confiance à la science. Quand le paysan, actuellement individualiste, verra que des méthodes de travail différentes lui permettent d'obtenir des rendements supérieurs avec moins d'efforts, son individualisme disparaîtra.

C'est exactement ce que les communistes ont fait en Russie. Ils ont pris le pouvoir en 1917. Dédaignant une révolution uniquement politique, ils ont attaqué directement, non seulement le trône, mais le grand capital.

Certes, la révolution russe n'a pas marché en ligne droite. Elle s'est trompée, elle a reculé, elle a louvoyé. Mais maintenant, huit ans après la prise du pouvoir par le parti communiste, elle peut se réjouir avec fierté de la tâche qu'elle a accomplie (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste*): monopole du commerce extérieur, les chemins de fer, les mines, les grandes entreprises de l'Etat, une législation sociale que vous feriez bien d'imiter, la terre aux paysans, tandis qu'en France ils n'en ont que la moitié; des efforts magnifiques pour l'instruction des hommes.

Monsieur Compère-Morel, comparez, je vous en prie, la situation de la Révolution française en 1797, huit ans après la prise du pouvoir par la bourgeoisie, avec celle de la Russie en ce moment. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*)

Et non seulement la révolution russe a donné aux travailleurs les moyens de production et d'échange, mais voici que maintenant l'agriculture et l'industrie russes marchent à pas de géant. Vous même, dans votre rapport, vous avez déclaré que l'agriculture russe est bien près de retrouver sa production d'avant-guerre. Par conséquence, l'aisance revient, c'est-à-dire la possibilité de franchir demain de nouvelles étapes vers le socialisme.

Pour me résumer, messieurs, je vous dirai simplement que, dans tous les domaines, la révolution russe monte, tandis que vous, vous descendez. (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche communiste.*)

Journal Officiel, séance de la Chambre des députés
12 novembre 1925.

LA DETTE DE L'ÉTAT

en 1913 et en 1925

Il suffit de comparer les chiffres de la dette de l'Etat telle qu'elle apparaissait en 1913 et telle qu'elle est maintenant pour se rendre compte que de grands changements se sont produits dans la situation financière de la France au cours des douze dernières années.

En 1913, on pouvait présenter ainsi le détail de la dette publique, qui était uniquement une dette intérieure :

Dette consolidée	25.310 millions
Dette à terme	5.852 —
Dette flottante	1.432 —

Total de la dette publique..... 32.594 millions

* Au 30 avril 1925, la dette publique de la France pouvait se décomposer ainsi :

DETTE INTÉRIEURE

Dette perpétuelle et à long terme.....	144.152.494.000 francs
Dette à court terme.....	44.274.769.000 —
Dette flottante	86.646.656.000 —

Total de la dette intérieure..... 275.073.919.000 francs

DETTE EXTÉRIEURE POLITIQUE

Avances de la Trésorerie américaine au Trésor français. \$ (1)	2.933.171.516
Intérêts simples au taux de 5 0/0 au 15 novembre 1923.....	650.051.228
	<u>3.583.222.744</u>
Soit en francs, en prenant le dollar à (cours moyen en novembre 1925), 25 francs.....	89.580.568.600 fr.
Bons du Trésor remis à la trésorerie britannique, y compris les intérêts capitalisés..... £ (2)	637.828.000
Cours moyen en novembre 1925, 125 francs.....	79.728.500.000 fr.

(1) Dollar.

(2) Livre sterling.

DETTE EXTÉRIEURE, DITE COMMERCIALE

Aux Etats-Unis.

Emprunt 1920, 8 p. 100..... \$	100.000.000	
Emprunt 1921, 7,50 p. 100.....	100.000.000	
Emprunt des Villes de Lyon, Bordeaux, Marseille, 1916, 6 p. 100.	40.586.000	
Emprunt Morgan 1924, 7,50 p. 100	98.449.500	
Obligations remises en paiement des stocks américains, 5 p. 100.	407.341.145	
	<u>746.376.645</u>	18.659.416.125 fr.

En Angleterre.

Bons du Trésor remis à la Banque d'Angleterre..... £	35.000.000	
Cession des stocks anglais.....	6.000.000	
	<u>41.000.000</u>	5.125.000.000 fr.

En Hollande.

Emprunt au Consortium des banques hollandaises 6 p. 100, remboursable en 1927 (en florins), le fl. 7.50.....	30.000.000	
Emprunt au gouvernement néerlandais pour la reconstruction des régions dévastées, remboursable en 1929.....	25.000.000	
	<u>55.000.000</u>	412.500.000 fr.

En République Argentine.

Crédits en banque (piastre-or, 10 francs)	19.425.795	194.257.950 fr.
---	------------	-----------------

Au Canada.

Crédits en banque, à payer en 1926	\$ 236.000	5.900.000 fr.
--	------------	---------------

Egypte.

Crédits en banque à payer en 1926 (livres égyptiennes).....	1.000.000	
---	-----------	--

La dette extérieure politique comprend les versements faits par le Trésor américain et le Trésor britannique au Trésor français, en fait les sommes ainsi avancées — contre lesquelles le gouvernement français remettait en échange des Bons du Trésor, dont le paiement des intérêts ni le remboursement n'ont jamais été opérés — servaient à régler les achats de matériel, de

denrées, de chevaux, etc. faits aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne.

Quant à la dette dite commerciale envers l'Amérique, elle se compose des emprunts placés aux Etats-Unis sur le marché financier de New York, grâce au concours principal de la maison de banque *J. Pierpont Morgan*, agissant comme agent financier des gouvernements de Londres et de Paris. La maison Morgan intervenait non seulement pour l'émission des emprunts inter-alliés parmi les capitalistes américains, mais aussi comme principal agent pour la centralisation des achats de matériel de guerre, ravitaillement, etc. de la France et de la Grande-Bretagne. Toutes ces opérations ont rapporté à la banque *J. P. Morgan* des bénéfices considérables; on comprend que *M. John Pierpont Morgan* soit un « grand ami de la France » et des Alliés, pour qui il draina une énorme masse de capitaux américains. L'entrée en guerre des Etats-Unis s'explique du fait que les principales banques de New York ayant misé des capitaux considérables sur la cause des Alliés, il était fatal que cette cause, devenant celle du dollar et de *Wall Street*, l'intervention militaire américaine contre les Empires centraux devienne inévitable; la victoire de l'Allemagne aurait pu rendre difficile la récupération des créances que les capitalistes américains possédaient sur la France et la Grande-Bretagne. Les financiers yankee ont misé des capitaux sur le cheval « Entente » au lieu de jouer sur le cheval « Empire Centraux »; et voilà pourquoi les tommies sont venus se faire tuer sur le front français, pour la défense du droit du dollar menacé.

Dans le chapitre de la dette commerciale envers les Etats-Unis, on remarque que le chiffre des obligations 5 p. 100, remises au Trésor américain par le gouvernement français en paiement des stocks laissés en France, s'élève à plus de 407 millions de dollars, dont l'intérêt, soit environ 20 millions de dollars, est payé chaque année depuis 1919, soit 120 millions de dollars payés pour les six dernières années.

Il n'est pas douteux que ces 407 millions de dollars devront être remboursés, les négociations de Washington en ont fait apparaître la certitude. Or, sait-on que la liquidation de ces stocks, par les soins du gouvernement français, a rapporté la somme de 220 millions de dollars, ce qui laisse un déficit avoué de plus de 187 millions de dollars; en fait, jusqu'à présent, si l'on tient compte des 120 millions de dollars d'intérêts payés à ce jour, le chiffre réel du déficit s'élève actuellement à plus de 300 millions de dollars.

D'après les chiffres que nous avons donné ci-dessus, on peut se rendre compte de l'augmentation formidable de la dette publique à laquelle est venue s'ajouter une dette en dollars et en livres dont le règlement pèsera lourdement sur les travailleurs de ce pays au cours des années à venir.

J. DUPLEIX.

L'ACTIVITÉ DU PARTI COMMUNISTE

PARMI LES MASSES FÉMININES

Notre Parti a déployé dans le courant de l'année 1925 une plus grande activité que par le passé, pour conquérir les femmes à son programme. Il a fait de grands efforts pour mener à bien cette conquête, et si les résultats n'ont pas été ce qu'on pourrait désirer, c'est parce que beaucoup de nos camarades n'ont pas encore compris toute l'importance qu'il y a pour le mouvement révolutionnaire à gagner les millions de travailleuses de notre pays.

Si notre Parti n'a pas gagné beaucoup d'adhérentes — et ceci tient surtout aux vieux préjugés qui sont contre la participation des femmes au travail des partis politiques — on peut dire que son influence s'est beaucoup accrue dans le cours de cette année. Cela provient du fait que le Parti Communiste s'est toujours trouvé sur la brèche pour présenter et défendre les revendications de la classe ouvrière et des femmes en particulier.

Son action dans les grèves

Dès qu'une grève éclate, le Parti Communiste est aux côtés de ceux qui luttent pour de meilleures conditions de travail. La grève de Douarnenez, encore présente à toutes les mémoires, fut une grande grève de femmes. Ces dernières furent d'une endurance remarquable, mais nous pouvons dire aujourd'hui que si la victoire fut éclatante, c'est grâce à l'appui que la C. G. T. U. et le Parti Communiste portèrent, dès le premier jour, à cet intéressant mouvement.

Notre Parti, admirablement aidé par la municipalité communiste, soutint effectivement les grévistes. *L'Humanité* engagea, dès le premier jour, une énergique campagne et canalisa l'admirable élan de solidarité de toute la classe ouvrière. Les députés du Bloc Ouvrier et Paysan intervinrent à la Chambre, sommant le gouvernement de mettre fin au conflit par l'arbitrage, demandant aux Chambres des secours pour les grévistes en lutte et dont la misère devenait plus grande chaque jour.

On sait comment se termina cette fameuse grève, par la tentative d'assassinat ourdie par les patrons sardiniens et dont furent victimes plusieurs de nos camarades. On sait aussi quelle démagogie firent certains journaux de gauche, comme le *Quoti-*

dien, l'Œuvre, etc., qui voulaient à tout prix remporter le bénéfice de la victoire.

La population de Douarnenez, les trois mille femmes grévistes ne furent pas les dupes de ce piège grossier. Elles ont conservé intacts leur dévouement, leur confiance dans le Parti Communiste. Il suffit pour s'en convaincre de faire une tournée dans ce coin de Bretagne et des environs pour voir que, malgré les efforts des patrons et des prêtres, ces précieuses auxiliaires des forts, les femmes aiment le Parti Communiste.

La grève de Douarnenez est l'exemple le plus vif, le plus concret de l'aide apportée par le Parti à une grève.

La grève des T. C. R. P., en mai, la grande grève des banques, si sympathique à la classe ouvrière et pourtant vaincue, ont trouvé près du Parti la même sympathie, la même aide. *L'Humanité*, *l'Ouvrière*, *l'Avant-Garde* ont ouvert largement leurs colonnes à ces exploités. Comme pour Douarnenez, ces journaux ont fait appel aux gros sous des travailleurs. Aussi nous pouvons dire que malgré toutes les manœuvres de nos adversaires, notre influence a grandi. De jeunes militantes se sont formées à la suite de ces grèves, parce qu'elles ont compris que seul le Parti communiste défend leurs intérêts. Elles se vouent à la tâche difficile parfois d'éclairer leurs camarades pour les amener définitivement à leur parti de classe.

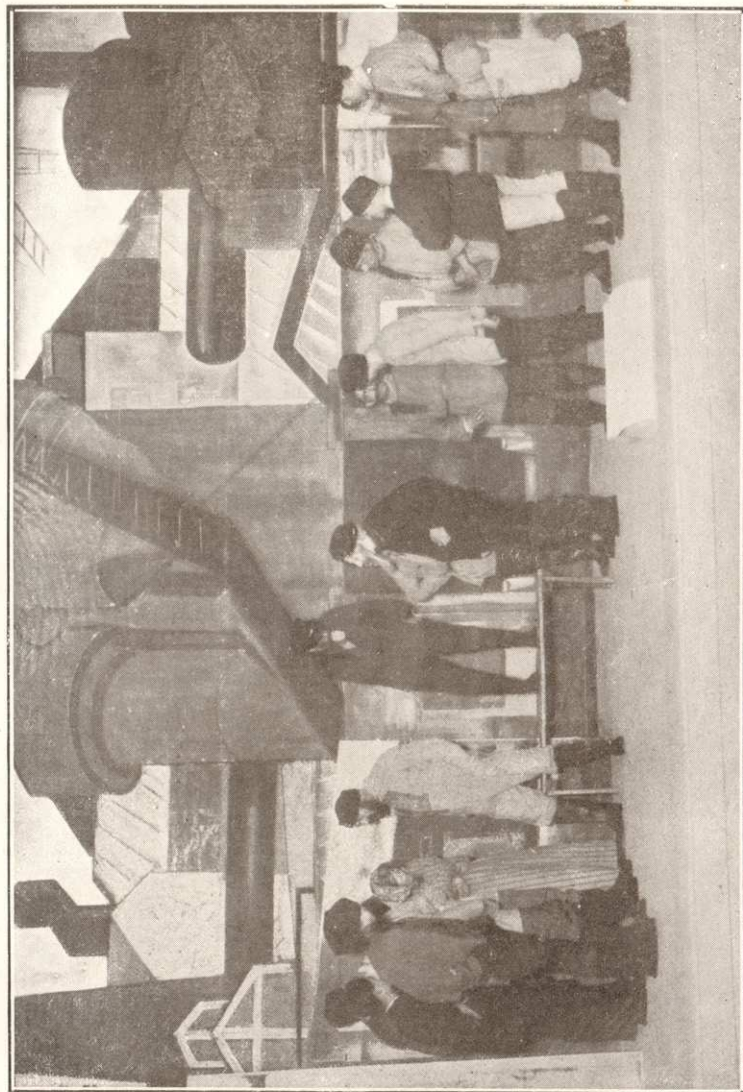
Pour l'égalité politique des deux sexes

Les élections municipales de mai 1925 devaient permettre au Parti de lutter efficacement pour l'obtention du droit de vote aux femmes. Devant la faillite des partis de gauche, qui retardaient jusqu'à la dernière minute le vote de la loi accordant aux femmes leurs droits politiques, et la rendaient par suite inapplicable, il entra résolument dans la bataille.

Il ne se contenta pas de déclarations et vœux platoniques, mais profita de la consultation électorale pour présenter des candidates dans de nombreux quartiers de Paris, dans bien des communes de France.

Pendant cette campagne, qui trouva dans les milieux ouvriers le meilleur accueil, il put montrer qu'il est pour l'émancipation de la femme économiquement et politiquement. En passant pardessus les lois bourgeoises, en se riant des difficultés, par sa propagande directe, par ses militantes jetées dans la bataille électorale, le Parti Communiste a fait plus pour le droit de vote que les féministes avec leurs timides réclamations.

En effet, toutes les réunions électorales faites par les candidates communistes attirèrent de nombreuses femmes. C'est avec la plus grande attention qu'elles suivirent cette campagne et elles ne se cachèrent pas pour manifester leur sympathie au seul parti qui osait présenter des femmes et mettait tout en œuvre pour les faire élire. Plusieurs ont été élues d'ailleurs et siègent encore dans les Conseils municipaux. A Bobigny, à Saint-Denis, à



THÉÂTRE FÉDÉRAL. — *La Mère*, de Gorki (Scène du 2^e acte).

Essonnes, Saint-Pierre-des-Corps, Douarnenez nos camarades font leur travail de représentantes du peuple. La légalité bourgeoise veille cependant et le Conseil d'Etat, saisi de la question, ne manquera pas d'annuler ces élections. Le Parti Communiste saisira l'occasion et nous verrons bien alors quelle position prendront les partisans du vote des femmes.

Mais d'ores et déjà nous pouvons dire que tout le bénéfice de cette agitation restera à notre Parti, parce qu'il est toujours logique avec lui-même, qu'il défend son programme en toutes circonstances et contre tous, et travaille toujours à l'émancipation des travailleurs.

Son action contre la guerre du Maroc et de Syrie

Dès le commencement des hostilités avec le Maroc, le Parti a entrepris une action vigoureuse contre l'aventure marocaine, entreprise de brigandage et de rapines. A la Chambre, dans des meetings, par toutes ses campagnes il a élargi son cercle de sympathies et conquis les femmes qui se souviennent encore des horreurs de la grande dernière.

Les militants ont été emprisonnés pour leur action contre la guerre, mais le sacrifice de leur liberté n'a pas été vain. En effet, par milliers, les femmes se sont organisées dans les Comités de Mères, de Veuves, apportant au Comité d'Action leur volonté de voir cesser ces monstrueuses aventures coloniales qui n'apportent que ruines et deuils aux petits, laissant aux riches banquiers tous les bénéfices sans aucun risque.

La guerre de Syrie, suivie du désastre qu'on connaît, est la meilleure illustration de la justesse des mots d'ordre pour lesquels les nôtres sont emprisonnés. Les femmes, avec leur clair bon sens, voient nettement de quel côté elles doivent aller pour défendre les leurs.

Ce que nous devons faire

Voici brièvement résumés les principaux points de l'activité du Parti Communiste dans ce domaine plus particulier. Il va sans dire qu'il a continué son action de propagande par la presse, les éditions. C'est ainsi que le journal *l'Ouvrière*, spécialement consacré aux travailleuses, a vu son tirage tripler dans le courant de cette année. Mais cela n'est pas suffisant. Si les résultats sont encourageants, ils ne sont pas ce qu'il faudrait. Nous devons, dès maintenant, mettre tout en œuvre pour tirer de notre influence le maximum. Il s'agit d'amener à nous toutes ces femmes qui hésitent encore.

La tâche nous sera facilitée par la politique actuelle d'un gouvernement aux abois. L'inflation va aggraver la misère des ouvriers et des paysans, qui déjà est grande. La femme, qui est le ministre des finances de son ménage, va connaître des difficultés inconnues jusqu'ici. Le salaire de son travail à l'usine ou

au bureau ne sera plus suffisant pour assurer aux siens une vie décente. Les enfants connaîtront la sous-alimentation, les privations. Les ouvriers devront obliger leurs enfants à travailler dès le plus jeune âge pour pouvoir vivre... Ces perspectives ne sont pas outrées, elles sont la vision exacte de la réalité dans quelques mois.

Le Parti Communiste aura pour devoir, pour tâche essentielle d'éclairer ceux et celles qui croient encore en la stabilité du régime bourgeois, qui ont peur de la Révolution. Les causes de la situation désastreuse qui accule les travailleurs à la famine, qui détruit la famille ouvrière, dont elle éparpille les membres dans tous les rouages de la production, devront être clairement expliquées à la classe ouvrière, aux femmes en particulier.

Plus que les hommes, elles ont à se plaindre de la société. En tant que mères, parce que le pays ne fait rien pour protéger la maternité et l'enfance, en tant que productrices parce que leurs salaires sont insuffisants et inférieurs à ceux de leurs camarades, en tant que citoyennes puisqu'elles ne jouissent d'aucun droit politique. C'est pourquoi tous nos efforts, tous ceux des militants doivent être employés à la conquête des millions de travailleuses, ouvrières et paysannes, de notre pays, si nous voulons renverser la bourgeoisie et instaurer définitivement le gouvernement des ouvriers et paysans.

Marguerite FAUSSECAVE.



L'ANNÉE COLONIALE

1925 aura été une année significative. Celle où l'impérialisme a commencé à ressentir les effets d'une indigestion.

Le capitalisme lui-même, pendant la curée, s'était gavé, il avait englouti d'immenses territoires, il en avait arraché d'autres à l'Allemagne vaincue et les avait avalés malgré la débilité de son organisme. Aujourd'hui il étouffe. Insatiable, il ne veut même pas en vomir une partie, de crainte de rendre tout ce qui lui pèse sur l'estomac et de mourir d'inanition.

1925 aura été l'année caractéristique des contradictions de la production capitaliste et de son étape suprême: l'impérialisme.

L'impérialisme: c'est l'expansion capitaliste dans les pays d'Asie ou d'Afrique; expansion appuyée sur la force, qui se maintient par la force et contre laquelle se soulèvent des millions d'esclaves avides d'indépendance.

Cette conquête des colonies se fait au nom de la « civilisation », formule hypocrite approuvée par les social-démocrates et qui tend à absoudre le capitalisme de ses crimes colonialistes.

Et cette phraséologie menteuse était ancrée jusque dans le cerveau du prolétaire européen qui, tout en courbant l'échine sous le faix de l'exploitation de son capitalisme national, sacrifiait son argent et son sang pour cette œuvre de vol et de meurtre: la colonisation.

* *

Quand vint la guerre mondiale, la France capitaliste trouva dans ses colonies un auxiliaire précieux qui lui fournit matières premières et matériel humain de travail et de combat.

La grande guerre terminée, elle se retourna encore vers ses colonies pour rétablir l'équilibre effondré de son économie. A la formule irréalisable: « l'Allemagne paiera » elle en substitua une autre: « les colonies paieront ».

* *

Les colonies paieront. Pour cela il faut intensifier l'exploitation des pays déjà conquis, il faut opprimer plus que jamais les peuples qui les habitent. Il faut aussi se lancer à la conquête d'autres territoires et d'autres peuples; il faut imposer sa tutelle impérialiste en la baptisant du nom de « mandat ».

Ce fut au commencement de 1925 que se déclancha l'agression préméditée de Lyautey contre le petit peuple riffain. 7 années après l'horrible boucherie de 1914-18 le militarisme français à la solde de la Banque de Paris et des Pays-Bas, jetait dans une nouvelle tuerie des milliers d'ouvriers et de paysans. Et cette guerre du Maroc est à peine commencée que l'impérialisme en entreprend une autre, celle de Syrie. Et dire que de tels crimes se passent sous un gouvernement de gauche ! Avaient-ils assez berné leur clientèle électorale de formules pacifistes, tous ces bourgeois soi-disant radicaux ou socialistes ! Et combien de travailleurs se sont laissé leurrer par cette démagogie !

Les politiciens libéraux du Bloc des Gauches, valets du Capital, ne pouvaient qu'exécuter ses ordres. Comme un seul homme ils votèrent les crédits de guerre, envoyèrent au carnage les jeunes ouvriers et refusèrent aux Riffains le droit de disposer d'eux-mêmes.

Seul, au-dessus de ces actes de meurtre et de brigandage, le Parti communiste garda une attitude intransigeante.

Dès le début de l'attaque française dans le Rif il établit la culpabilité du hobereau Lyautey et celle des banquiers qui convoitaient les richesses naturelles des Riffains.

Il s'éleva contre cette nouvelle tuerie et se rangea aux côtés d'une petite république en lutte pour son indépendance.

Les communistes n'invoquèrent pas la Paix en présentant un rameau d'olivier d'une main et brandissant un sabre de l'autre, ils organisèrent effectivement la résistance contre la guerre.

Cette action qui se poursuit a valu à de vaillants militants, la répression la plus féroce. Plus d'une centaine sont dans les geôles de la République et lors de la grève générale du 12 octobre, grève de protestation contre les guerres coloniales, la bourgeoisie, pour étouffer la voix de protestation du prolétariat, alla jusqu'au meurtre : l'ouvrier André Sabatier fut froidement abattu par une balle patronale, comme le fut Jaurès, en 1914.

*
* *

Les mots d'ordre lancés par le Parti communiste, et qui ameutèrent la bourgeoisie contre lui furent ceux de « Fraternisation » et d'« Evacuation du Maroc ».

Au mot d'ordre de fraternisation, les socialistes répondirent qu'appeler les soldats à fraterniser avec les Riffains c'était les pousser à la désobéissance et à la peine du poteau.

Hypocrite sensiblerie bourgeoise, qui ne sait quel prétexte invoquer pour prolonger sa boucherie.

« Fraternisation ! disent les humanitaires à la Guernut, Painlevé et consorts. Allons donc ! on ne fraternise pas avec des « rebelles » marocains. Ce ne sont pas des hommes comme nous ! »

Quant à l'évacuation du Maroc, c'est pour le capital, une chose impossible. Il ne conçoit pas la restitution de son vol,

même s'il doit y engloutir d'autres millions ou assassiner d'autres milliers de vies humaines. Les socialistes eux-mêmes ne considèrent-ils pas la question de l'occupation comme un « fait accompli » et sur laquelle il n'y a pas à revenir ? Toujours au nom de cette catin de « civilisation » ils prétendent que « l'évacuation » d'une colonie provoquerait des querelles entre indigènes et serait un retour à la barbarie. Quelle grossière fumisterie ! Ils savent pourtant bien, eux qui frôlent les officines ministérielles, que toutes ces collusions de tribus ou de minorités nationales sont provoquées par les impérialistes, qui soudoient et arment les chefs indigènes, pour profiter de la division.

*
* *

Le Parti communiste demande l'évacuation des colonies, non seulement parce que la colonisation est une forme d'esclavage, un déni à la formule démocratique de la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes, mais parce qu'elle est surtout une question vitale pour le prolétariat européen.

Le capitalisme s'implante aux colonies, non point pour un but de civilisation, comme il le crie par-dessus les toits, mais pour y puiser ses matières premières et y écouler sa production.

Les colonies constituent pour lui un réservoir immense de chair à travail et à canon.

Pour mieux mater sa main-d'œuvre nationale et augmenter la valeur de son cheptel, le capitalisme tient les peuples qu'il opprime dans un état d'horrible esclavage.

Voyons d'abord comment on colonise :

Les 60 millions d'être dominés par l'impérialisme français sont maintenus depuis des années dans l'obscurantisme, menés à la trique et réduits à des salaires de famine :

En Algérie, après un siècle de colonisation l'odieuse régime de l'« indigénat » sévit avec plus de rigueur ; l'année 1925 a connu des actes d'ignoble arbitraire : l'Emir Khaled, le héros national algérien fut emprisonné et ne dut sa libération qu'à l'action énergique des masses algériennes et du Parti communiste.

Pour avoir protesté contre l'assassinat de leurs frères riffains, des centaines d'indigènes furent perquisitionnés ou jetés dans les oubliettes de la colonie.

En Tunisie on a étouffé dans le sang le mouvement d'émancipation des masses : assassinat de grévistes à Bizerte, déni du droit syndical, monstrueuse condamnation du Comité exécutif de la C. G. T. tunisienne, sous l'immonde prétexte du traditionnel « complot contre la sûreté de l'Etat ». Aucune liberté de presse, de parole ou de réunion.

En Afrique noire, on a rétabli l'esclavage, pour mettre en valeur les exploitations capitalistes, tandis que pour poursuivre la guerre du Maroc ou de Syrie on « recrute » les indigènes

avec les mêmes procédés inhumains usités pendant la guerre de 1914-1918.

La population de certaines colonies, décimée par la misère, les mauvais traitements, ou obligée de fuir pour échapper au militarisme est réduite, comme au Cameroun, de 50 p. 100.

A Madagascar, c'est l'expropriation systématique des terres indigènes. On ne tolère aucune organisation syndicale ou politique, on interdit la lecture des journaux métropolitains.

Aux Antilles, on fusille de paisibles électeurs pour leur opposition au candidat officiel, tandis qu'en Indo-Chine, on empoisonne officiellement les indigènes au moyen de l'opium et de l'alcool. Malheur aux Indo-Chinois qui osent s'élever contre les exactions colonialistes : on ira comme pour Pham-boi-Chau, jusqu'à les extradier pour les jeter au bagne de Poulo-Condore, où ils connaîtront les souffrances de la mort.

Cette oppression s'accompagne d'une exploitation éhontée. Dans toutes les colonies, on voit des enfants de 8 ans, des femmes et des vieillards travailler dans les mines, les ports et les domaines à des salaires variant de 0 fr. 50 à 3 francs par jour et pour des journées de 12 à 14 heures.

Cet aperçu de la situation misérable des masses coloniales dominées par l'Impérialisme français, explique l'effervescence qui règne parmi elles et les soulève contre le joug étranger.

Pourquoi cette ébullition, si longtemps contenue, commence-t-elle à se manifester ? D'abord les effets de la guerre ont précipité cette évolution. Des centaines de milliers de soldats coloniaux furent massacrés. En retour, aucune réforme promise ne fut accordée aux indigènes, tandis que leur bourgeoisie développée à la faveur de la guerre, s'est désillusionnée sur la sincérité du conquérant, et, devant le chaos de son organisation, elle s'organise et entraîne les masses vers l'indépendance. Est-ce à dire que ces mouvements nationalistes sont réactionnaires ? Non ! Ils marquent une évolution que les communistes défendront de tout cœur. Ces révolutions bourgeoises qui arracheront les pays coloniaux ou semi-coloniaux à l'influence impérialiste auront leur répercussion sur le mouvement libérateur du prolétariat européen.

C'est pourquoi, malgré les hurlements de la bourgeoisie, le Parti communiste français s'est rangé aux côtés d'Abd el Krim, de Sun Yat Sen et des Syriens.

Non seulement il a flétri le bombardement des villes ouvertes où des femmes et des enfants furent massacrés avec tous les raffinements de la civilisation occidentale, mais il a salué leur victoire qui affaiblissait le capital européen et assurait celle du prolétariat de la métropole.

L'indépendance politique des peuples coloniaux privera l'impérialisme des richesses naturelles des colonies et du marché colonial ; elle l'empêchera surtout de disposer des masses indigènes qu'il enrégimente dans ses usines et armées.

Parlant de l'utilisation des coloniaux dans l'armée, M. Painlevé, du haut de la tribune de la Chambre, a avoué cyniquement que l'armée d'occupation marocaine contenait les trois cinquièmes de soldats de couleur.

En effet, le Maroc lui-même, moins de dix années après l'entrée des Français, fournissait déjà à la métropole des contingents de travailleurs et de combattants.

Sur ceci les ouvriers et paysans français doivent sérieusement méditer, car ce recrutement présente pour eux le danger le plus grave.

Le capitalisme, qui se sert des soldats coloniaux pour ses guerres impérialistes, n'hésitera pas un instant à s'en servir pour noyer dans le sang le mouvement révolutionnaire de ses propres nationaux.

Pour maintenir ou améliorer ses conditions de vie, pour s'assurer un allié en cas de révolution, le prolétariat de la métropole doit s'unir aux peuples coloniaux et soutenir leur mouvement anti-impérialiste, même si ce mouvement n'est pas entièrement prolétarien.

La colonisation, sous n'importe quelle forme (sujétion, protectorat ou mandat) ne peut être admise par aucun révolutionnaire.

Partout, dans les colonies françaises, en Indo-Chine, en Tunisie, en Algérie, le mécontentement grandit.

On a beau envoyer des libéraux, radicaux ou socialistes comme Varenne, Viollette, Steeg et consorts, représenter les grands distillateurs ou les consortiums bancaires, on n'apaisera pas la révolte qui gronde, car la politique d'exploitation et d'oppression ne peut changer : les lois économiques de la production capitaliste l'exigent.

Et ce phénomène social ne se localise pas aux colonies françaises, tous les peuples opprimés par les divers impérialismes se dressent contre les oppresseurs.

L'année 1925 aura connu les soulèvements de Chine et de Syrie ; elle aura vu l'effervescence en Egypte et aux Indes.

La révolte qui couvait depuis des siècles dans le monde colonial, éclate avec la puissance d'une bombe, tant cette masse longtemps comprimée englobe de millions d'hommes.

L'impérialisme européen entrevoit avec frayeur sa chute prochaine, certaine.

Alors, de désespoir, il frappe comme un insensé et réprime sauvagement le mouvement révolutionnaire des peuples coloniaux.

Cependant, ni tanks, ni gaz asphyxiants, ni bombes n'arrêteront la marche de cette évolution..

Il peut aussi alléguer que ces troubles dont souffre son régime sont provoqués par le bolchévisme, la vérité est, que devant les agissements des états impérialistes coalisés, seule la Russie ouvrière et paysanne reste solidaire des millions de parias coloniaux en lutte pour leur affranchissement.

Il est naturel que ces derniers se tournent vers elle et vers le prolétariat international.

Celui-ci doit prêter tout son concours fraternel aux peuples de races jaune, noire ou brune. Il doit lier son mouvement révolutionnaire à celui des esclaves d'Asie et d'Afrique.

Le mouvement de libération des coloniaux se précipite. Il précède la révolution en Europe. L'année 1925 témoigne des manifestations de ce mouvement. Il ne peut que se développer.

1926 verra donc d'autres événements qui viendront ébranler la base de l'édifice capitaliste : son empire colonial.

EL DJAZAIRI.



SECOURS ROUGE



INTERNATIONAL

LA TERREUR BLANCHE

SECOURS ROUGE (Section Française)

Le Secours Rouge attire de plus en plus l'attention de la classe ouvrière. Dans l'espace de trois mois, le nombre d'adhérents de la Section française a monté, de 14.000 au mois de juillet, à 47.000 actuellement.

C'est que la répression qui s'est abattue sur la classe ouvrière française depuis sa campagne vigoureuse contre la guerre du Maroc et qui frappe ses meilleurs éléments, a obligé nos camarades à penser à une institution dont la tâche essentielle consiste en l'organisation de la défense des victimes de la lutte de classe dans tous les pays.

Malgré la campagne quotidienne du Secours Rouge, riche des expériences des autres pays, mettant en garde le prolétariat français, attirant son attention sur la nécessité immédiate, urgente de cette organisation, il a fallu l'expérience probable de la répression pour que, effectivement, l'on se mit au travail. Actuellement, dans presque tous les départements de France, un travail sérieux se fait pour former partout des Comités du S.R.I., pour organiser la défense de tout camarade frappé, pour constituer une organisation solide.

Ceci est d'autant plus indispensable que la répression est loin de se ralentir, mais, au contraire, des condamnations bien lourdes sont prononcées chaque jour, les « six mois » et les « huit mois » sont distribués à droite et à gauche.

Pour que tous nos camarades comprennent tout à fait nettement la nécessité directe de cette organisation, il sera utile de donner une revue ramassée, mais combien suggestive, de la répression mondiale qui s'abat sur les prolétariats des différents pays.

Reprenons les pays les plus éprouvés. Lesquels ? Est-ce l'Allemagne qui a toujours 5.000 camarades en prison ? Est-ce la Pologne où la répression bestiale sévit contre les travailleurs ? Est-ce la Roumanie où un procès monstrueux de masse, machiné et provoqué par la police, se déroule actuellement ? Est-ce la Bulgarie qui vient d'avoir une saignée de sang surpassant peut-être celle de 1905 en Russie tsariste ? Est-ce la Hongrie qui connut la sanglante répression de Horthy ? Est-ce l'Italie qui connut la répression de Mussolini ? Est-ce l'Espagne de Primo de Rivera où même les cercles ouvriers sont interdits et où l'on tient, comme otages, les meilleurs militants ? Est-ce la France

où la répression systématique frappe les militants, où plus de 400 procès entraînant des condamnations formidables, jusqu'à 7 ans de réclusion, sont prononcées, où le droit d'asile est piétiné, où le gouvernement prémédite la destruction des organisations d'avant-garde ?

Reprenons le bilan tragique de la terreur blanche, pays par pays ! Les chiffres sont concluants : ils démontrent, mieux qu'autre chose, la gravité de la lutte et le devoir qui incombe à tous les travailleurs, c'est celui de s'organiser pour défendre les victimes de la lutte de classe !

Allemagne.

Les luttes aiguës que connut le prolétariat allemand lui ont coûté, d'après les renseignements qui, naturellement, ne peuvent pas être complets :

18.000 poursuivis, 7.000 à 8.000 condamnés, détenus dans les prisons de la République; 20.000 tués au cours des événements.

Seulement, les luttes de Hambourg se traduisirent, pour 500 ouvriers, par 891 années 5 mois de forteresse, 30 années de travaux forcés et 51 années 8 mois de prison.

Nous n'allons pas parler de toute cette multitude de procès, de condamnations, d'amendes qui furent intentés et prononcées contre le prolétariat allemand. Rappelons simplement que la social-démocratie allemande ne s'arrêta devant aucun moyen pour écraser le mouvement ouvrier : perquisitions, arrestations en masse, tortures en prison, surveillance étroite des militants, interdiction des manifestations de protestation, suspension des journaux, des milliers d'années de prison et de forteresse, les amendes écrasant les organisations.

Le Secours Rouge organisa, avec d'autres organisations, une lutte acharnée pour l'amnistie. Actuellement, après des luttes, des campagnes de presse, des manifestations, après la promulgation de la loi d'amnistie, il reste encore 5.000 travailleurs emprisonnés, il y a encore 5.000 familles à soutenir.

Il reste non seulement 5.000 camarades emprisonnés, mais encore la répression continue. La justice de classe saisit toutes les occasions pour enfermer les militants. Ainsi, tout dernièrement, 36 ouvriers ont été condamnés à 38 ans de pénitencier, 6 ans et 9 mois de forteresse, 30 années et 11 mois de prison, 2.380 marks d'amende et 18 années de perte de droits civils. D'autre part, le 16 novembre, commencera, à Leipzig, le procès monstre de la Centrale du P. C. A. où 100 témoins sont cités à la barre, et qui, vu son importance, durera plus de trois mois.

Pologne.

Reprenons les faits les plus saillants de la dernière période. L'ordonnance du ministre de l'Intérieur du 31 décembre 1924, d'après laquelle la Cour martiale sera maintenue pendant encore au moins six mois.

L'attaque violente contre les organisations syndicales; interdiction, au cours des mois de février-mars, des syndicats des Coiffeurs, Alimentation, Gens de maison, Cuirs et Peaux, etc.

Les arrestations en masse dont nous avons eu l'écho au mois d'avril : 3.000, en Wolynie, 450 à Wladimir-Volinsk seulement, dans le gouvernement de Polésie, 2.000. Les arrêtés sont martyrisés, privés de nourriture, soumis à un régime terrible.

L'assassinat de Baguinski et Vetcherkovitch, qui devaient être échangés contre des contre-révolutionnaires polonais, assassinat bien machiné par le gouvernement.

Le procès de 49 Ukrainiens de Kovno, condamnés à 246 années de travaux forcés d'après les lois tsaristes, bien que se trouvant sur le territoire de la Pologne républicaine.

Le procès de Lanzutzki, inculpé de provocation tendant au renversement du régime actuel. L'accusation sombra dans le ridicule, mais le gouvernement cherche à se débarrasser d'un adversaire aussi courageux et énergique, il tente encore deux pareils procès.

L'exécution de Batwin, qui tua Cechowski, agent provocateur, auteur de nombreuses persécutions contre les communistes. Condamné le 7 août à 10 heures, il fut exécuté le même jour à 13 h. 15.

L'exécution de Hibner, Rutkovski et Kniewski, trois jeunes révolutionnaires, déjà bien éprouvés, qui furent exécutés après une détention avec tout ce qu'elle comporte sous le régime de la Pologne libre et démocratique.

Encore faut-il ajouter à ce tableau, déjà suggestif, la description du régime des prisons polonaises, des moyens mis en œuvre pour extirper les fameux « aveux », le système de prise d'otages préconisés par certains journaux (Rgetzpospolita)?

Encore faut-il ajouter à cela le régime d'oppression et de persécution exercé contre les minorités nationales. Il suffit de reproduire simplement quelques passages du dernier appel des ouvriers et paysans blancs-russes ayant échappé à l'enfer polonais:

« Il est impossible, il est au-dessus des forces humaines de décrire tout ce qui se passe actuellement à Bielsk. On arrête tous les militants syndicaux en vue, tous les paysans paraissant suspects, les ouvriers abonnés même aux journaux social-démocrates, tous ceux qui sont dénoncés par les agents provocateurs... »

Les renseignements tout récents indiquaient l'arrestation de 500 travailleurs à Kovno.

La répression continue à faire des victimes. Il faut songer à eux !

Roumanie.

Le gouvernement roumain n'a rien à envier aux autres gouvernements de terreur blanche. Il sait fort bien organiser méthodiquement la répression contre la classe ouvrière et paysanne.

Voici les faits les plus brutaux de 1925 : Toujours arrestations

en masse, perquisitions, procès monstres, le tout dûment calculé, préparé et réalisé, permettant ainsi de se débarrasser « légalement » des éléments dangereux.

Le procès monstrueux de 54 communistes, qui s'est tenu le 28 mars à Bucarest et dont M^r Fournier nous a déjà rapporté un témoignage édifiant; les procédés et la pression exercée par le gouvernement pour obtenir la condamnation des camarades malgré le vide absolu et manifeste de l'accusation; les traitements infligés aux arrêtés, leurs souffrances, la tenue du procès lui-même où la salle du Conseil de guerre se trouvait transformée en salle d'ambulance.

L'arrestation de 300 personnes à Galatz au mois d'octobre.

L'arrestation du Conseil syndical au mois de septembre.

Le procès de Kichinew, où comparaissent 283 paysans bessarabiens arrêtés à la suite du soulèvement de Tatar-Bunar, où 2.000 paysans ont trouvé la mort, soulèvement spontané, qui fut réprimé par le gouvernement avec la dernière cruauté. Ce procès se poursuit actuellement et nous ne connaissons pas encore son issue.

Et la situation des populations des provinces annexées ? Elle est tragique.

En Bessarabie, en Bucovine, dans la Dobroudja, c'est par dizaines de milliers que se comptent les victimes de la soldatesque et de la police. Plus de 15.000 paysans, ouvriers et intellectuels ont été assassinés en Bessarabie depuis 1918.

Et le régime dans les prisons ? La mort de Max Goldstein, mort au cinquantième jour de la grève de la faim à laquelle il a été obligé de recourir, en dit long. Tortures, bastonnades, humiliations, nourriture infecte, si l'on en accordait une, cachots humides, puants, « kartszers », cellule de punition, on peut affirmer sans crainte de démenti, que les bourreaux roumains savent y faire et sont dignes de leurs confrères bulgares et polonais.

Bulgarie.

Ne reproduisons que les dates et les condamnations :

Le 11 juin, procès de Sofia, 7 condamnations à mort.

Le 13 juin, exécution de Miltinov, condamnation de ses collaborateurs à 8, 10 et 12 ans de forteresse.

Le 18 juin, 32 jeunes gens et jeunes filles condamnés à 8, 12 et 15 ans de forteresse.

Procès d'Ichtiman, 4 condamnations à mort, les autres à perpétuité.

Procès de Plevna, 32 condamnations à mort.

Procès de Vratza, 3 condamnations à mort, 2 à la détention perpétuelle.

Procès de Plovdiv, 4 condamnations à mort.

Procès de Sofia, Kabaktchiev condamné à 12 ans et 6 mois.

Procès de Sofia, 2 août : 10 condamnations à mort, 5 condamnations à 12 ans de travaux forcés; 3 août : 33 condamnations

à mort (pendus); 78 condamnations aux travaux forcés, les autres de 2 à 15 ans de prison.

Procès de Samenkof, 6 accusés sont assassinés en prison avant le procès.

Procès de Chaskovo, 7 condamnations à mort.

Procès de Sliven, sur 500 accusés, 10 condamnations à mort, près de 200 aux travaux forcés.

Procès de Tirnonvo, procès de 500.

Procès de Shumla, le procureur réclame 150 condamnations à mort sur 470 inculpés.

Ensuite la répression consécutive à l'attentat de la cathédrale de Sofia dont voici le bilan approximatif : 3.194 arrestations; 1.187 poursuivis; 500 assassinés sans jugement; 300 condamnés à mort et exécutés.

Ces chiffres, bien qu'incomplets, disent plus que des milliers de volumes !

Italie.

Nous n'allons pas brosser, devant les lecteurs, le tableau de la lutte ardente menée par le prolétariat italien.

Nous n'allons pas évoquer non plus les scènes tragiques, nombreuses dans l'histoire de la répression impitoyable, froide, calculée, érigée en système par Mussolini.

Ceci nous demanderait des volumes et dépasserait les cadres de cette étude qui ne doit donner qu'une revue de la situation actuelle.

Voici l'extrait du rapport de la troisième décade du mois d'octobre de la Section italienne du Secours rouge :

« Les chiffres ci-dessous doivent être considérés comme approximatifs car il est impossible d'en donner, dans la situation actuelle, des plus précis.

Morts, 3; victimes d'agression, 10; arrêtés, 151; perquisitions, 209; séquestration des journaux, 15.

Et encore les chiffres concernant les détenus, condamnés et à l'instruction font défaut. Ce ne sont que des renseignements sommaires concernant la « terza ondata », la « troisième vague », les quelques dernières semaines de répression qui, cependant, n'a pas été dirigée spécialement contre les organisations ouvrières. C'est plutôt la franc-maçonnerie, les éléments de gauche qui en ont fait les frais.

Et cependant 3 mois, 151 arrêtés et 209 perquisitions !

Espagne.

Primo de Rivera continue sa besogne de répression.

A Madrid, les principaux militants ont été arrêtés. On en a maltraité quelques-uns, pour leur arracher des déclarations. Ils ne communiquent pas avec l'extérieur et sont soumis à la juridiction militaire.

A Biscaye, dans les Asturies, partout, les militants communistes sont systématiquement emprisonnés. A Barcelone, aucun des militants emprisonnés depuis 8, 10, 15 et même 20 mois, n'a été mis en liberté, bien qu'ils soient passés de la juridiction militaire à la juridiction civile. Beaucoup d'entre eux, tels les camarades Arlandis, Trilles, Jover, etc., ignorent pourquoi ils sont en prison.

Le camarade Oscar Perez Solis, gravement malade par suite des blessures reçues lors de l'assaut policier à la Maison du Peuple de Bilbao, reste quand même enfermé. Joachim Maurin est depuis neuf mois dans la forteresse de Monjuich. Il ne s'est jamais remis des blessures subies au moment de son arrestation et on le soumet cependant à un régime sévère qui l'accable physiquement.

A Carthagène, les emprisonnés communistes et anarchistes se sont rebellés contre les brutalités continuelles des geôliers qui les ont sauvagement châtiés ensuite.

France.

La lutte du prolétariat français contre la guerre du Maroc entraîne une répression qui, tout en n'étant pas sanglante comme en Bulgarie ou en Pologne, est bien cruelle.

Pour des motifs futiles, les camarades sont arrêtés, emprisonnés et condamnés.

Un simple fait d'avoir remis ou transporté les affiches du Comité d'action constitue un chef de l'accusation suffisant pour entraîner des condamnations de 6 à 8 mois.

On condamne sur des présomptions et non sur des faits. C'est le cas des camarades Arrighi, Lozeray et Aucouturier, condamnés, à Alger, à deux ans de prison et 100 francs d'amende chacun.

On emprisonne Youbi, coupable simplement d'avoir traduit un discours de M^e Foissin alors que l'auteur n'a jamais été inquiété.

On condamne sur des faits tombant soi-disant sous le coup des lois scélérates alors que de nombreux tribunaux se déclarent incompetents (jugements de Nîmes, St-Marcellin, Brignoles).

On gratifie les camarades de 6 à 8 mois de prison pour avoir distribué des tracts ou collé des papillons.

On a assassiné, au bagne, à l'île du Diable, le camarade hongrois Pierre Kovacks, condamné sur des présomptions, par le tribunal français, en 1919, après l'écrasement sanglant de la Révolution hongroise. Quoique ne parlant pas un seul mot de français, il fut jugé par les autorités militaires françaises et envoyé au bagne où, après six ans de souffrances, il mourut le 1^{er} juillet dernier.

On maintient toujours au bagne Bodor, Fathiol et Cheïkou Cissé dont notre camarade Marty réclame, depuis deux ans, la libération !

Malgré les promesses solennelles d'amnistie, on maintient toujours au bagne, en réclusion, aux travaux, toutes les fortes têtes dont le gouvernement s'est débarrassé, et par quels moyens, pendant la guerre et après les mutineries de 1917 !

On condamne à des peines révoltantes de 6 à 8 ans de prison les jeunes « cols bleus » du *Paris*, du *Courbet*, du *France*, pour avoir réclamé une nourriture moins infecte, un traitement moins bestial.

On condamne à 7 ans de réclusion Ricardo Caretti, ouvrier qui s'est défendu contre le fascisme provoquant alors qu'on acquitte les assassins de Douarnenez !

On abat, au cours de la grève de protestation contre la guerre du Maroc du 12 octobre, un jeune ouvrier, André Sabatier, et, comme défi à la classe ouvrière, on laisse en liberté son assassin incontesté et incontestable l'ingénieur Lafosse !

On expulse à tour de bras les ouvriers étrangers contraints par la répression sanglante, à quitter leurs pays d'origine.

On prononce chaque jour des condamnations à des peines de 2 à 18 mois d'emprisonnement contre nos camarades !

A combien peut-on évaluer le nombre de camarades détenus et poursuivis actuellement ? Voici les chiffres pour le mois d'octobre seulement :

Emprisonnés (condamnés et à l'instruction), 109; arrêtés au cours du mois, 476.

Nombre de procès : flagrants délits, 89; anciennes affaires, 47; procès en cours, 263.

Et encore ce ne sont que des chiffres recueillis par le Centre, alors que nous savons combien la province est longue à envoyer les statistiques !

*
*
*

A-t-on encore besoin d'insister, après un coup d'œil rapide sur la répression mondiale, sur la nécessité immédiate, directe du Secours rouge ?

Nous pensons que non !

Précisons encore une fois ses tâches et invitons tous les camarades à travailler activement pour son développement.

Voici les tâches et les buts du Secours rouge :

C'est de défendre les victimes de la lutte de classe devant la justice bourgeoise, c'est leur enlever le lourd poids des soucis pour leurs familles dont il assure l'existence, c'est de les soutenir moralement en prison, les entourer d'une atmosphère de solidarité de classe active, agissante, de façon à ce que les souffrances qu'ils endurent ne les abattent, ne les découragent pas, mais au contraire, les forment, les forment, les stimulent pour « les grands combats à venir ».

La Section française du Secours Rouge International.



E. MASEREEL. — Le Capitaliste.
(Gravure sur bois).

TRAINS ROUGES

Va vers l'Est.

La terre y est libre.

Des peuples innombrables se sont rués vers la mer
et, comme du sable chassé contre un mur,
se sont arrêtés là, en tas.

Tu étouffes dans cette odeur d'hommes.

Va vers l'Est.

Les maisons s'espacent,
la forêt s'étend, les tourbières gagnent.
Tu avais en toi ces plaines de l'Est
et tu ne le savais pas...

Laisse les musées aux morts.

Va dans la forêt qui ressemble à la forêt.

Va dans le marais qui ressemble au marais.

Comble-toi du rythme uniforme
des jours et des nuits des longues saisons.

Il y a là des mondes de bêtes.

Il y a là des mondes de plantes,
qui assiègent quelques hommes.

Toutes les légendes sont vraies.

Pourquoi le corbeau ne parlerait-il pas à l'homme seul?

La vie intérieure

n'est-elle pas peuplée d'ombres, d'idées et de choses
qui aiment à conserver?

Là les hommes sont moins nombreux
que les beaux loups souples.

Va vers l'Est.

Les hommes y ont une âme,
elle est inscrite sur leur visage,
sur leur beau visage grave
fait à l'image de leur Dieu.

Ne ris de rien, ne te désespères de rien.

Va vers l'Est. Des forêts y flambent.
Elles flambent sans remède.
Elles flambent par la racine...

Paul VAILLANT-COUTURIER.

Le Secours Ouvrier International

(Croix-Rouge Proletarienne)

Le Secours Ouvrier International qui s'appelait primitivement en France « Comité d'Assistance au Peuple Russe » a été créé en 1921 et avait son siège 120, rue Lafayette, dans un local que le Parti communiste français avait mis gracieusement à sa disposition.

Jusqu'en 1924, le Secours Ouvrier International (le S. O. I.) se résumait en un bureau et un comité composé des représentants de toutes les organisations ouvrières. Son président d'honneur était Anatole France.

Pour suivre tous les autres pays, le S. O. I., en France, devait devenir une grande organisation. C'est à cet effet qu'il convoqua son premier Congrès national en octobre 1924, salle des Sociétés Savantes, où étaient réunis 92 délégués venus de tous les coins de la France.

A ce congrès furent discutées et arrêtées les bases actuelles de la Section française du S. O. I., qui a maintenant ses sections locales, départementales et régionales composées d'adhérents individuels et collectifs (syndicats, coopératives, sections et fédérations de locataires, etc., etc.).

Depuis cette date les bureaux du S. O. I. et ses différents services sont définitivement installés, 114, boulevard de la Villette, dans l'immeuble appartenant à l'Union départementale des Syndicats unitaires de la Seine.

Qu'est-ce que le S. O. I. ?

Société déclarée (*Journal Officiel* du 11 décembre 1924). L'article 3 des statuts dit : « L'Association a pour objet de venir en aide aux masses de travailleurs affamés ou frappés par des cataclysmes naturels ou sociaux. Cette aide est accordée en dehors de toute considération politique ou confessionnelle et seulement dans un but humanitaire. »

Le Secours Ouvrier International (Croix-rouge prolétarienne) est donc la mobilisation de toutes les forces matérielles et morales de la classe ouvrière par dessus toutes les frontières, sans distinction d'opinions, de partis ou de tendances. Il fait appel à tous en faveur des travailleurs de tous pays, atteints de misère à la suite d'une catastrophe, de grandes grèves ou lock-outs.

Le S. O. I. contrairement à toutes les organisations bourgeoises et cléricales, ne fait ni la charité ni l'aumône. Expression internationale de la Fraternité prolétarienne, il apporte aux masses prolétariennes frappées de misère l'assistance matérielle et morale que leur doivent les prolétaires et les hommes de cœur de partout, assistance consciente, sincère et intelligente que les victimes reçoivent dignement, sans humiliation, fraternellement.

Au capitalisme et à la Finance, étroitement organisés internationalement pour le maintien et le développement de la misère et de l'esclavage des peuples, le S. O. I. répond par une vaste organisation mondiale de tous les prolétaires, solidement unis pour lutter, combattre et vaincre les méfaits de la misère et de l'esclavage.

Mais laissons la parole à notre grand ami Henri Barbusse :

« Le Secours Ouvrier International a pris un développement prodigieux, il s'est étendu sur le monde entier, a multiplié les services variés par lesquels il réalise sa grande formule *d'assistance intégrale au prolétariat universel*.

« Le S. O. I. n'a jamais sollicité d'aumônes, jamais fait appel à la *charité*, mais uniquement à la solidarité de l'homme pour l'homme, du peuple pour le peuple. Rien n'est plus magnifique que de constater, documents en mains, l'immense effort accompli par les malheureux peuples allemands et autrichiens pour la Russie affamée et, en 1924, celui du peuple russe pour le peuple allemand à son tour affamé.

« Et ce n'est pas tout encore. Le mot d'assistance prend pour le S. O. I. une signification plus haute que celle du secours matériel immédiat. Il entend que ce soit aussi un secours intellectuel, moral, artistique qui tire la foule des esclaves des ténèbres où la barbarie capitaliste la tient enfermée à dessein, lui ouvre les yeux sur ses intérêts et le sens de sa destinée, lui parle raison et vérité — c'est-à-dire révolte — élève son niveau. Le S. O. I. a ébauché et complété sans arrêt une sorte de réseau éducatif, culture, propagande, art, qui se ramifie dans tous les grands centres et s'étend sur le monde entier.

« C'est cette Internationale de la Fraternité intelligente et agissante qu'il faut que nous aimions, que nous défendions, et qu'à notre tour, chacun avec nos moyens et nos ressources, nous aidions. Placés au-dessus des partis, mais essentiellement et irréductiblement prolétarienne, cette belle et vaste institution a sa place nécessaire, désormais, dans le grand mouvement d'émancipation des masses. »

Et d'autre part, caractérisant notre organisation de solidarité prolétarienne internationale, notre grand ami Barbusse écrit dans son chef-d'œuvre *Les Enchaînements* :

« Des hommes se dressent, des simples, des raisonnables, des intelligibles. Ce sont les hommes de la Paix, de la paix naturelle, apportant la réponse de la SOUFFRANCE AU MALHEUR. »

Les actions de secours du S. O. I.

Le S. O. I., ainsi que nous le rappelons plus haut, a été créé en 1921, à l'occasion de l'horrible famine russe qui, ajoutant son horreur à celles de la guerre impérialiste et de la guerre civile, frappa plus de 40 millions d'êtres humains et ruina des régions entières dont l'étendue représente cinq ou six fois celle de la France.

Lorsque les terribles nouvelles de cette monstrueuse famine purent traverser les fils de fer barbelés et le cordon anti-bolchévik de M. Clemenceau (le Tigre), les travailleurs du monde entier, instinctivement surpris et émus, se sont dressés, unanimes, pour porter secours aux malheureuses victimes des régions affamées.

L'élan pour amasser les secours en argent, vivres, médicaments et vêtements fut sans précédent dans l'histoire. L'humanité enregistra alors des dévouements admirables personnifiés par un nom que nous voulons inoubliable : NANSEN.

Mais nous devons ajouter, parce que c'est vrai et qu'il est utile que le prolétariat mondial s'en souvienne, que la spontanéité, la sincérité, la ferveur de cet admirable et inoubliable mouvement de solidarité universelle s'expliquent par ce fait important que les secours organisés allaient à ce grand peuple russe qui venait d'accomplir la Révolution, d'instaurer dans le monde la première République des ouvriers et des paysans et que ces ouvriers et paysans russes étaient porteurs du plus bel espoir des peuples esclaves de toute la terre.

Avec une rapidité qui a beaucoup surpris le monde capitaliste, le S. O. I. réussit à recueillir plus de 5 millions de dollars (120 millions de francs) et envoya en outre aux populations affamées 40.000 tonnes de vêtements, vivres en nature, médicaments, outils de travail, etc. Par ces secours fraternels, des centaines de mille d'êtres humains furent sauvés de la mort la plus affreuse.

Et, en cette terrible année 1921, sauver les populations de la mort qui les menaçait partout sur les routes désolées de l'immense Russie, d'Astrakan à Perm en passant par Odessa et Kieff, c'était le plus pressé. Mais donner immédiatement à ceux que nous sauvions de la mort les moyens de continuer la vie et de reconstruire, c'était le plus important, selon les avis du Docteur Nansen et de Lénine.

Il fallait aux paysans des semences et des outils pour travailler la terre. Il fallait des outils pour travailler le bois, des filets pour les pêcheurs de la Volga. Il fallait aussi et surtout reconstituer un cheptel complètement anéanti, sans lequel on ne pouvait envisager le labourage et l'ensemencement des terres.

C'est à cette occasion que Lénine, sentant toute l'angoisse de la situation désespérée des paysans et pêcheurs de la Volga, écrivit sa fameuse lettre au S. O. I. dans laquelle, sobrement, selon sa manière simple mais toujours émouvante, il nous remerciait de toutes nos actions de secours en faveur des victimes de la famine, mais nous demandait de persévérer et de

redoubler nos efforts en indiquant que l'aide la plus utile et la plus urgente dont avaient alors besoin les paysans et les ouvriers des régions dévastées, c'était l'aide économique, par l'envoi immédiat, rapide, de semences, d'outils et particulièrement de machines agricoles.

L'appel des paysans, des pêcheurs de la Volga, de Nansen et de Lénine fut entendu par le Secours Ouvrier International. Des semences, du bétail, des outils, des machines agricoles furent achetées en Europe et en Amérique grâce aux gros sous des prolétaires du monde entier. Le tout fut rapidement envoyé en Russie et le Secours Ouvrier International, en créant des domaines agricoles modernes, en ouvrant des fabriques et des ateliers, en fournissant des outils et des filets de pêche, etc., etc., sans s'en douter, devenait ainsi le pionnier de la reprise et de l'aide à la reconstruction économique de la Russie des Soviets.

Depuis quatre ans le Secours Ouvrier International a multiplié et développé ses entreprises agricoles et industrielles en Russie. Il a ainsi apporté une aide précieuse, au nom de la Solidarité Proletarienne mondiale, au premier Etat Proletarien.

* *

Cette grande action de secours prolétarien en faveur de la Russie affamée, la plus grande action de solidarité dans l'histoire du mouvement ouvrier, ouvrait les destinées de notre belle organisation qui s'est imposée à l'attention des deux mondes, des deux grandes classes sociales: celle des travailleurs et celle du *Talon de Fer* dont le S. O. I. est le mortel ennemi.

Après les secours à la Russie, le Secours Ouvrier International fut appelé de nouveau à l'œuvre en faveur de plus de cent mille familles ouvrières du Japon, privées d'habitations et de tous moyens d'existence à la suite du terrible tremblement de terre qui ravagea les côtes japonaises en 1923.

Puis ce fut l'action de secours de l'hiver 1923-24 en faveur du prolétariat allemand, acculé systématiquement à une épouvantable famine, par les volontés conjuguées des capitalistes allemands et internationaux. Durant cet hiver, le S. O. I. distribua pour 10 millions de francs de secours. Pendant plusieurs mois les cuisines roulantes du S. O. I. distribuèrent plus de trois millions de repas. Et le secours original de cette campagne de solidarité c'est le secours aux enfants que ne pouvaient plus nourrir leurs parents. Le S. O. I. organisa l'exode et l'hébergement à l'étranger de 10.000 enfants choisis parmi les plus malheureux. C'était l'époque verbeuse des faux démocrates qui prononçaient à Genève, à Londres ou ailleurs, des discours enflammés sur le désarmement, la paix par le rapprochement des peuples. Le S. O. I. ne s'attardait pas à ces discours laudatifs et endormants et réalisait la fraternisation des peuples en commençant par les enfants.

Pendant toute l'année 1924, le S. O. I. vint au secours des

grévistés ou lock-outés de la Ruhr, de la Westphalie, de la Haute-Silésie, des métallurgistes de Vienne en Autriche, des mineurs du Borinage, des sardinières de Douarnenez, des victimes des catastrophes minières de Dortmund et de Merlebach.

En 1925, les grandes campagnes du S. O. I. sont accomplies en faveur de 750.000 paysans d'Irlande affamés, à la suite d'un cataclysme naturel, autour duquel le capitalisme anglais organisa le silence, chèrement payé à la presse bourgeoise de toute l'Europe, et de 4 millions d'esclaves chinois qui veulent se libérer des chaînes que leur ont forgées les impérialistes anglais, japonais, américains, français et d'autres de moindre envergure.

Cette campagne pour les travailleurs chinois se continue et nous devons redoubler d'ardeur pour leur venir en aide.

La question chinoise est certainement la plus troublante et la plus inquiétante des questions pour nos impérialistes. La bataille sociale qui se déroule en Chine actuellement, où se répète l'histoire du prolétariat russe de 1905, intéresse directement le prolétariat mondial qui sera battu ou victorieux dans ses batailles futures contre le capitalisme selon que le peuple chinois qui a avec lui les savants, les professeurs et les étudiants du pays sera battu ou victorieux.

Pour des raisons d'humanité et de solidarité prolétarienne, nous devons donc apporter rapidement et efficacement aux grévistes chinois l'aide fraternelle qu'ils nous demandent et que nous leur devons.

(Réclamer au S. O. I., 114, boulevard de la Villette, Paris (19^e), les brochures et bulletins concernant la question chinoise).

En France, en dehors des grandes campagnes de solidarité internationales, le S. O. I. a travaillé à des réalisations d'ordre national. Il a fortifié son organisation. Il a pris la gestion des *Vacances populaires enfantines*, ce qui nous a permis de faire fonctionner la colonie de vacances de Saint-Martin de Ré, où près de 600 enfants prolétariens pendant trois, six ou neuf semaines sont allés se réjouir et prendre des forces. Le S. O. I. a organisé avec le concours de *Clarté* une belle exposition artistique des œuvres du grand peintre hongrois Bela Uitz. Il a ouvert une *grande librairie* où l'on peut se procurer tous les livres de tous les auteurs de tous les pays. Et enfin le S. O. I. soucieux d'atteindre ses deux principaux buts immédiats qui sont non seulement de panser les plaies matérielles du prolétariat qui souffre et qui lutte, mais aussi de panser ses plaies intellectuelles et morales, a lancé définitivement le *Cinéma du Peuple*, qui poursuit son œuvre d'éducation et d'instruction prolétarienne à travers la France.

Le S. O. I. et la classe ouvrière organisée.

Pour conclure, nous rappelons que le S. O. I. est une organisation apolitique qui ne peut pas être l'œuvre d'un parti et qui se place, naturellement, au-dessus de tous les partis, de toutes les opinions et tendances.

Eddo Fimmen, le grand artisan de l'unité ouvrière, a déterminé définitivement le rôle du S. O. I. dans un de ses magnifiques discours qu'il prononça au Congrès de Berlin.

« Les ouvriers de tous les pays doivent comprendre qu'un prolétariat affamé, appauvri, affaibli, n'est pas capable de grande résistance et de grande lutte... »

« Il existe une certaine théorie qui soutient que la faim pousse à la révolte. Dans une certaine limite c'est sûrement vrai. Mais quand cette limite est dépassée, les effets causés par la famine sont justement le contraire... (1). »

« Des prolétaires qui ont faim, dans la première période de cet état sont peut-être prêts et capables de se révolter; un prolétariat *affamé*, dégénéré en « lumpenprolétariat », sera peut-être capable de piller, mais sûrement pas à faire la révolution. »

« Tout ouvrier en Europe, qu'il se place à gauche ou à droite, tous les syndicats et tous les syndiqués, tout individu qui veut le socialisme, tout ouvrier qui veut la révolution, ne pourront faire autrement que de s'affilier et de collaborer au Secours Ouvrier International. »

Voilà donc ce qu'est le Secours Ouvrier International. Tout ce qu'il a fait jusqu'ici n'est que le premier pas vers la solidarité ouvrière organisée internationalement. L'œuvre du S. O. I. est déjà grandiose et démontre les possibilités qui s'édifient par la solidarité ouvrière qui sera une des plus grandes forces pour renverser le régime atroce de la bourgeoisie et du capitalisme.

Mais pour cela nous devons rendre la solidarité ouvrière internationale *active, efficace, permanente*.

Il ne suffit plus à l'époque présente du brigandage fasciste mondial de prononcer de belles paroles, de porter dans les manifestations des pancartes avec de beaux mots d'ordre, de voter dans les congrès des ordres du jour de sympathie pour des frères d'autres pays aux prises avec leurs oppresseurs. Il faut maintenant des preuves *matérielles* de la fraternité et de la solidarité des peuples ouvriers en faveur de ceux qui luttent et qui souffrent.

Il ne suffit plus de secourir et de venir en aide aux ouvriers d'une seule usine, d'une seule localité, d'un seul pays. Le capitalisme et la finance choisissent bien leurs victimes et préparent bien leurs actes de brigandage et d'assassinat de la classe ouvrière (Ruhr en 1924, Chine actuellement). Il faut que, quand le capitalisme a attaqué la classe ouvrière sur un point quelconque du globe, le S. O. I. soit immédiatement prêt à porter secours et que le soin de faire les choses ne soit plus laissé au hasard.

(1) Dans une résolution de l'I. C. on peut lire : « La misère du prolétariat, quand elle ne conduit pas directement à des insurrections révolutionnaires, est exploitée par la classe capitaliste pour empirer la situation politique et économique des ouvriers. Le résultat est le même, que cette misère soit causée par des catastrophes naturelles ou par des catastrophes sociales (Russie, Japon, Irlande, Autriche, Allemagne, Chine) ».

Pour être toujours prêt et ne plus arriver en retard, il faut tout de suite organiser un grand fonds de réserve qui permettra au S. O. I., à chaque instant, d'être prêt pour tout acte de solidarité à accomplir.

Camarades ouvriers de France, organisés ou non, songez à la situation qui vous attend demain par ces temps d'inflation, de vie chère et de chômage. Peut-être demain serons-nous dans la nécessité à notre tour de faire appel à la Solidarité ouvrière des autres pays. Demain vos enfants, comme ceux de nos frères russes en 1921, allemands en 1924, auront faim. Si cette heure pénible sonne pour nous, fraternellement nos frères ouvriers du monde organisés dans le S. O. I. nous tendront leurs mains secourables. Mais, en attendant, aujourd'hui, tout de suite, un devoir impérieux s'impose à vous :

Adhérer au Secours Ouvrier International (Croix-rouge prolétarienne).

Vive la solidarité ouvrière internationale !

Vive l'unité ouvrière dans la fraternisation des peuples !

Vive le Secours Ouvrier International !

DUTILLEUL,

Secrétaire de la Section française du S. O. I.

*Il faut rendre la solidarité ouvrière
active, efficace, permanente !*

Prolétaires ! Hommes de cœur !

adhérez au

Secours Ouvrier International

7 francs par an

Adhésion : **4 franc** — Timbre mensuel : **0 fr. 50**

Syndicats ! Organisations d'avant-garde !

*envoyez l'adhésion de votre organisation,
dont vous fixez vous-même la contribution*

Adresser le montant au SECOURS OUVRIER INTERNATIONAL,
114, Boulevard de la Vilette, PARIS (19^e) — Chèque postal : Dutilleul 243-79.

SERMENT DE FIDÉLITÉ AU DRAPEAU

DES
SOLDATS ROUGES

*Moi, fils du peuple, prolétaire
et citoyen de la République des
Soviets, je m'engage comme
soldat dans l'armée des ouvriers
et des paysans.*

*Je promets aux ouvriers de
Russie et du monde entier
d'apprendre consciencieusement
le métier des armes et de défendre
comme si c'était ma chair et mon
sang, la propriété du peuple.*

*Je promets de ne jamais
commettre une action qui soit
indigne d'un citoyen de la Répu-
blique des Soviets, et d'élever
toujours ma pensée vers ce noble
but : l'émancipation du prolétariat.*

La vie de l'A. R. A. C. en 1925

Au lendemain du Conseil national de décembre 1924, l'A.R.A.C. entreprenait une campagne active en faveur des revendications matérielles des victimes de la guerre, les liant de la façon la plus étroite à la grande action de lutte contre la guerre.

Tandis que le Comité d'Entente des associations bourgeoises lançait le mot d'ordre de réajustement des pensions sur la base de l'indice 1,80 l'A.R.A.C., dont le projet se basait sur l'indice 2,50, poussait les démagogues de droite ou de gauche, et le projet de loi voté par la Chambre fut modifié au Sénat en ce qui concernait l'allocation spéciale de 5.000 francs aux tuberculeux 100 p. 100.

Une manifestation devant le Sénat.

Devant cette insolence, une manifestation fut organisée par l'A.R.A.C. devant le Luxembourg; la police, comme à l'habitude, brutalisa ceux dont les bourgeois ont dit : « *Ils ont des droits sur nous* », mais la leçon porta ses fruits et, en juillet, les vieux sénateurs revenaient sur leur décision première. Guidés par l'A.R.A.C., les « tubars » avaient gagné la bataille.

A l'occasion des élections municipales.

La bataille électorale permit à l'A.R.A.C. d'exposer son programme complet de revendications intéressantes des mutilés, les veuves, les orphelins, les ascendants, les prisonniers de guerre; certains candidats placés devant ce programme se défilèrent ou bien firent des réponses évasives, tandis que ceux du B.O.P. acceptaient intégralement l'ensemble des revendications; à cette occasion, notre Association apparut comme l'instrument le plus actif de la défense des intérêts des victimes de la guerre.

Congrès de l'I. A. C.

Le Congrès de l'Internationale des Anciens Combattants se tint, en juillet, à Paris; deux points de vue s'affrontèrent, mais la ligne générale de l'I.A.C. fut reconnue juste, et le nouveau bureau exécutif fut maintenu à Berlin avec Karl Tiedt comme secrétaire, tandis que Henri Barbusse était réélu secrétaire général de l'Internationale.

Le Congrès de Clichy.

Le Congrès national suivit de quelques jours le Congrès international; du commencement à la fin du Congrès, un souci de réalisations se manifesta parmi les délégués; les graves problèmes de la lutte contre la guerre et des revendications maté-

rielles furent sérieusement examinés, des solutions pratiques envisagées et, à l'unanimité, le nouveau Comité central fut élu.

Le Comité d'Action. Comité des Veuves et Mères.

La guerre du Maroc amena la participation de l'A.R.A.C. au Comité d'Action, tandis que les veuves et les mères, sous son impulsion, commencèrent à se grouper en un Comité qui, chaque jour, grandit et dont les efforts se conjuguent avec les efforts du Comité d'Action; des sections nouvelles de l'A.R.A.C. sont créées un peu partout et la région du Nord, plus particulièrement travaillée par notre agitation, a vu ses effectifs augmenter dans de très grandes proportions; l'année 1925 a marqué pour notre organisation un changement important tant dans les méthodes d'agitation que d'organisation, elle sort de la stagnation pour aller droit de l'avant vers un développement que les événements non seulement permettent mais exigent.

Pour 1926

La réorganisation de l'A.R.A.C. sur la base des fédérations régionales constitue l'une des tâches les plus importantes du Comité central, réorganisation qui ne peut se concevoir sans une campagne de recrutement préalable; notre vaillant organe, *l'Antiquier*, fait connaître notre action, mais avec raison la question de sa diffusion est posée devant l'Association toute entière et son influence pour mener à bien cette action est des plus appréciables.

L'A.R.A.C., groupant les éléments antiguerriers de la campagne, constitue le trait d'union indispensable entre la ville et les champs, et autour de ses mots d'ordre concrets il importe que se groupent chaque jour plus nombreux ceux qui ont fait la guerre pour les banquiers et ne sont pas disposés à se laisser tuer sans mot dire.

Dans les coins de province où nous n'avons encore rien, au cours de l'année 1926 notre parole se fera entendre, nos brochures nous feront connaître et avec l'aide de tous les militants qui sentent l'importance du mouvement des anciens combattants, de ce mouvement dont les bourgeois tentent de canaliser l'influence, l'A.R.A.C. deviendra dans l'année qui commence la plus puissante des organisations d'anciens combattants, si ce n'est par le nombre, tout au moins par l'organisation et le dévouement de ses membres. Les mots d'ordre de lutte *contre la guerre impérialiste, pour la pension basée sur le franc-or et l'échelle mobile, pour l'égalité de pension entre mutilés du Maroc, de Syrie et de la grande guerre*, sont compris, approuvés, l'action de l'A.R.A.C. pour les faire aboutir a été favorablement jugée par les intéressés, les sympathies les plus imprévues se manifestent; l'A.R.A.C. a déjà grandi, elle doit encore grandir et le concours des militants ne nous fera pas défaut pour mener à bien cette œuvre dont le plus clair des résultats sera de faire des anciens combattants un important facteur de révolution.

Jacques DUCLOS.

ADRESSES UTILES

Parti Communiste, 120, rue Lafayette, Paris (X^e). Téléph. Nord 55-93.
Fédération de la Région Parisienne (S. F. I. C.), 106, rue Lafayette.
L'Humanité, 142, rue Montmartre, Paris (II^e). Téléph. Gutenberg
02-57 — 02-69.

Cahiers du Bolchévisme, 142, rue Montmartre.

Librairie de l'Humanité, 120, rue Lafayette, Paris (X^e) Téléph. Nord
39-30.

Banque Ouvrière et Paysanne, 106, rue Lafayette.

C. G. T. U., 33, rue de la Grange-aux-Belles, Paris (X^e). Téléph. Nord
43-31 — 03-33.

Union des Syndicats de la Seine, Siège Social : Maison des Syndi-
cats, 33, rue de la Grange-aux-Belles. Téléph. Nord 03-33 — 43-31.

Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau, Paris (X^e). Téléph.
Nord 19-92 — 19-96.

Bourse du Travail (Annexe), 20, rue du Bouloi.

Maison des Syndicats (annexe), 8, Avenue Mathurin-Moreau, Paris
(XIX^e). Téléph. Combat 04-95.

S. O. I., 114, boulevard de la Villette, Paris (XIX^e). Téléph. Combat 15-12.

S. R. I., 8, avenue Mathurin-Moreau, Paris (XIX^e). Téléph. Combat 04-95.

A. R. A. C., 241, rue Lafayette, Paris (X^e). Téléph. Nord 50-47.

U. S. T. I. C. A., 23, rue de la Boétie, Paris. Téléph. Elysée 42-77.

Conseil Paysan français, 106, rue Lafayette, Paris (X^e).

Internationale de l'Enseignement, 8, avenue Mathurin-Moreau,
Paris (XIX^e).

Comité de liaison pour l'unité du mouvement locatif, 7, rue de
Tunisie, Lyon.

Fédération des Locataires de la Région Parisienne, 106, rue
Lafayette, Paris (X^e).

La Vie Ouvrière, 144, rue Pelleport, Paris (XX^e). Téléph. Roquette
47-09.

Fédération Nationale des Cercles Coopérateurs révolutionnaires,
49, rue de Bretagne, Paris (III^e). Téléph. Archives 30-47.

La Bellevilloise, 23, rue Boyer, Paris (XX^e). Téléph. Roquette 01-89.

La Famille Nouvelle, 5, rue Sauval, Paris (I^{er}). Téléph. Gutenberg
76-84.

Le Coopérateur, 49, rue de Bretagne, Paris (III^e). Téléph. Archives
30-47.

FÉDÉRATIONS D'INDUSTRIE AYANT LEUR SIÈGE A LA MAISON DES SYNDICATS
33, RUE DE LA GRANGE-AUX-BELLES, PARIS (X^e)

Agriculture. — **Alimentation.** — **Bâtiment Unitaire.** — **Bijou-
terie-Orfèvrerie-Horlogerie.** — **Cuir et Peaux.** — **Employés.**
— **Livre.** — **Papier.** — **Métaux.** — **Moyens de Transports.** —
P. T. T. — **Textile-Vêtement.** — **Sous-sol.**

FÉDÉRATIONS D'INDUSTRIE AYANT LEUR SIÈGE A L'ANNEXE DE LA MAISON
DES SYNDICATS 8, AVENUE MATHURIN-MOREAU, PARIS (XIX^e)

Eclairage-Forces Motrices. — **Services Publics.**

FÉDÉRATIONS D'INDUSTRIE AYANT LEUR SIÈGE A L'ANNEXE DE LA MAISON
3, RUE DU CHATEAU-D'EAU, PARIS (X^e)

Coiffeurs (1^{er} étage, Bureau 19). — **Transports-Manutention.** —
Ports-Docks. — **Marine Marchande.** — **Produits Chimiques et
Céramique** (4^e étage, Bureau 8). — **Spectacle** (Bureau 30, 3^e étage).
— **Industrie du Verre** (5^e étage, Bureau 6), Téléph. Nord 19-96.

FÉDÉRATIONS D'INDUSTRIE AYANT LEUR SIÈGE A L'ANNEXE DE LA BOURSE
DU TRAVAIL 20, RUE DU BOULOI, PARIS (1^{er})

Monnaies et Médailles.

FÉDÉRATIONS D'INDUSTRIE AYANT DES SIÈGES DIVERS

A Paris

Bois, Sciage, Tonneau : 2, rue Saint-Bernard, Paris (XI^e).

Etablissements militaires (Personnel Civil) : **Grégoire**, 83, rue Roche-
chouart, Paris (IX^e).

Chemins, 106, rue Lafayette.

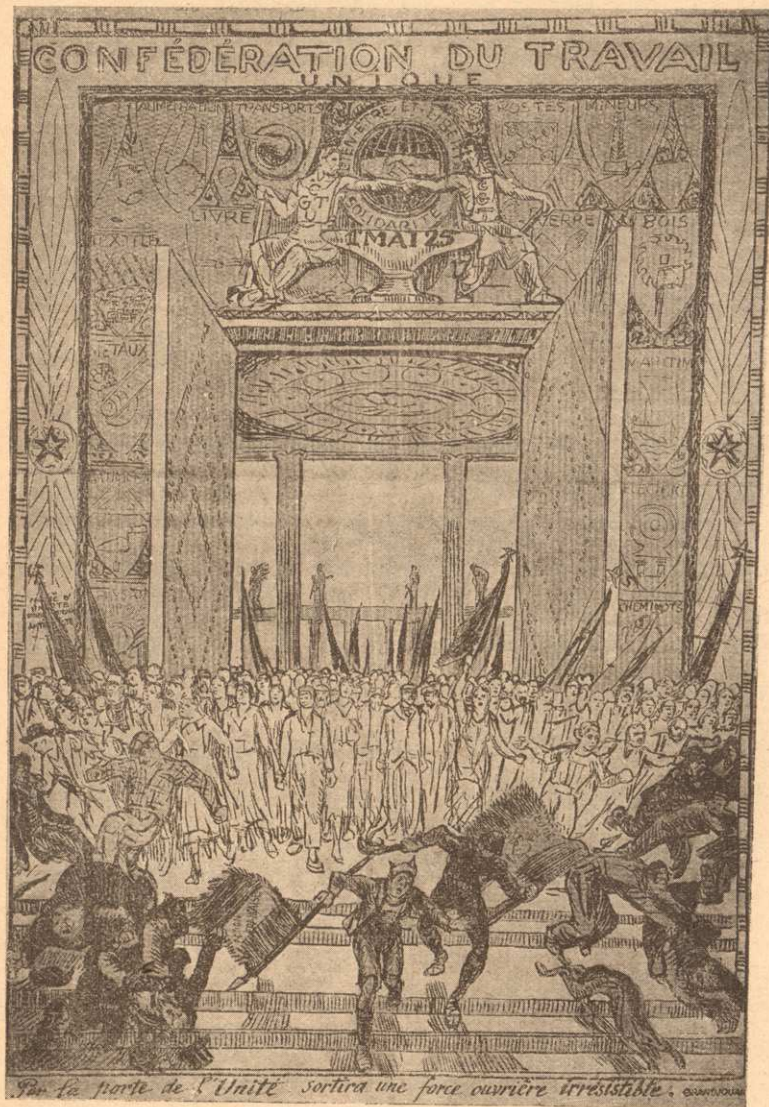
En province

Enseignement Laïque : **Rollo**, Instituteur à Bieuzy-Lanvaux, en Plu-
vigny (Morbihan).

Marine Etat : **Kerdraon**, B. du T., Place Wilson, Brest (Finistère).

Magasins Administratifs Guerre (Personnel Civil) : **Matton**, 19, rue
des Lices, Marseille (Bouches-du-Rhône).

Tabacs : **Brizec**, 33, rue Gambetta, Morlaix (Finistère).



GRANDJOUAN. — L'Unité syndicale.

L'ANNÉE SYNDICALE

De Douarnenez à Suresnes!

Douarnenez ! Suresnes ! Ces deux points du territoire français marqués d'une tache de sang par les attentats fascistes, encadrent et symbolisent dix mois du mouvement ouvrier.

Douarnenez, grève corporative, englobant la totalité des ouvriers et ouvrières surgie spontanément en l'absence du syndicat; des grévistes gavés de croyances religieuses, mais le ventre vide, que les patrons et les curés ont tellement mis à contribution (salaires de 6 francs par jour pour permettre le capitonnage des résidences des maîtres-sardiniers) que la colère fit explosion.

Faire sauter la soupape chez les Bretons, ça mène loin, si loin que les patrons désespérant de ramener pour le même prix, les moutons enrégés dans la bergerie, firent descendre des apaches spécialistes qu'ils payèrent et armèrent en leur indiquant la cible.

Nos braves amis du Comité de grève se sont mis carrément au travers du flot vengeur, qui déferlait vers l'Hôtel de France, ils ont sauvé la peau du chef assassin Raynier et des patrons payeurs; à leur place nous en aurions fait autant. La Cour d'assises a acquitté tout dernièrement les misérables, condamné leurs victimes aux dépens et tracé la route aux fascistes.

Avec un tel défi dans notre poche, il est bien entendu n'est-ce pas qu'à la prochaine occasion, Raynier et ses pareils iront donner à manger aux requins.

La grève de Douarnenez a gagné le procès des salaires, les grévistes ébranlés dans leur foi religieuse ont constitué leur syndicat.

C'est un signe des temps susceptible d'exciter la colère du policier-journaliste Camille Aymard.

Suresnes ? épilogue de notre grève de 24 heures contre la guerre du Maroc et de Syrie. Un agent du patronat, à l'allût dans une loge de concierge d'usine, tire sur notre camarade Sabatier et le tue; 100.000 travailleurs se rendent aux obsèques, mais huit jours plus tard l'assassin est en liberté provisoire.

Ainsi nous avons dans ces deux événements le point de départ et le point d'arrivée de notre mouvement ouvrier, le point de départ et le point d'arrivée du mouvement fasciste dans le délai d'un an.

L'unité syndicale.

L'année syndicale a été marquée par une très forte tension des esprits vers l'unité syndicale ; non seulement la C. G. T. U. a consacré tous ses efforts vers cet objectif, mais le caractère de plus en plus aigu de la situation politique et financière a contribué autant que notre propagande à attirer l'attention des masses organisées sur le grave problème de l'unité syndicale.

Le coût de la vie, intimement lié au développement de la crise financière, ne musarde pas le long des chemins. Le budget lourd de 23 milliards en 1924, passe à 32 milliards en 1925, l'indice du coût de la vie passe de 383 à 524.

Rien ne vient troubler cette ascension des prix, tout y concourt; le déséquilibre budgétaire, l'instabilité et l'incohérence des projets financiers, la politique d'inflation, l'échec des accords de Washington, l'échec de l'emprunt, la spéculation.

Le mouvement des salaires au contraire rencontre tous les obstacles sur sa route; plus la bourgeoisie descend la pente de la faillite avec rapidité, plus elle se montre agressive et manœuvrière envers la montée des salaires, il est évident que les ouvriers se rendent compte que pour forcer l'obstacle, l'unité syndicale est nécessaire.

Or les ouvriers en grande majorité n'ont rien compris à la scission, ils ne comprennent pas grand'chose aux difficultés qui s'opposent à la réalisation de l'unité syndicale.

La scission est venue d'en haut, les difficultés de l'unité viennent encore d'en haut, les ouvriers ne savent pas pourquoi; ils ne comprennent pas encore que la bourgeoisie a un intérêt vital à diviser les forces du prolétariat, à retarder jusqu'à l'extrême limite la réalisation de l'unité; ils ne comprennent que lentement que la défense de la démocratie bourgeoise est incompatible avec la défense de leurs intérêts de classe, que les chefs de la C. G. T. réformiste qui servent la démocratie ne peuvent servir deux maîtres à la fois, et qu'ils ne peuvent mieux faire pour servir la démocratie que de s'opposer à la réalisation de l'unité syndicale, en masquant leurs objectifs de mille prétextes et conditions.

Enfin l'avènement au pouvoir du Bloc des Gauches a retenu pour un moment la marche du mouvement ouvrier vers la lutte directe contre la bourgeoisie.

Les chefs de la C. G. T. réformiste en liant leur situation politique et leur programme au Bloc des Gauches, ont rallumé au sein des masses ouvrières la croyance dans les solutions parlementaires et, dans la même mesure, détourné l'attention des ouvriers de la grave question de l'unité syndicale.

Ce n'est qu'au fur et à mesure de l'expérience du Bloc des Gauches que la clarté se fait dans l'esprit des ouvriers et qu'ils s'orientent vers l'unité syndicale, c'est-à-dire vers la lutte directe contre la bourgeoisie.

Cette expérience marche à pas lents et les chefs socialistes,

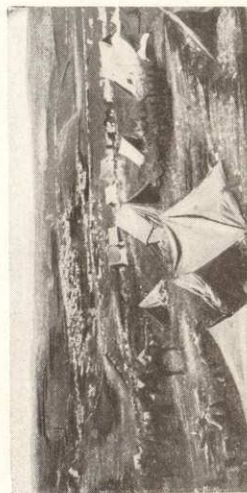
Batterie française en action.



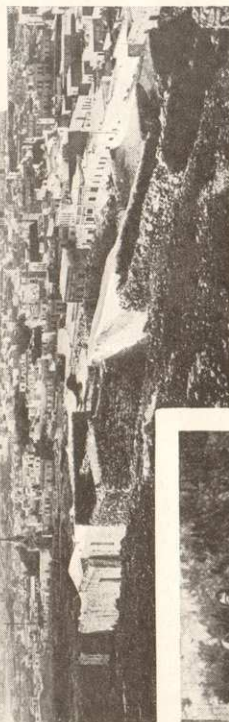
Les bienfaits de la civilisation.



AU MAROC



Campement au Maroc.



Vue de Melilla.



Pacification des colonies.

soutenus par la C. G. T., ont plus d'une corde à leur arc. Le jeu de bascule des majorités gouvernementales, les sert à merveille, mais nous approchons de l'époque où, forcés de prendre la responsabilité du pouvoir, ils se découvriront aux yeux des masses comme les fidèles défenseurs du régime.

C'est à partir de ce moment que le mouvement d'unité marchera à pas de géant et brisera sur son passage toutes les résistances de la bourgeoisie, y compris celle des chefs socialistes et réformistes.

L'année 1925, justement en raison des difficultés politiques et financières, n'en fut pas moins féconde en manifestations d'unité. Les militants de base qui jusque-là n'avaient écouté les appels de la C. G. T. U. que d'une oreille distraite et souvent hostile ont rompu le silence à maintes reprises.

Au cours d'une grande tournée de conférence au travers du pays, plus de deux cents syndicats confédérés se sont fait représenter et tous ont accepté de discuter de la question de l'unité sur un terrain de parfaite égalité; ils ont approuvé la thèse de la fusion générale des organisations en double, sous le contrôle de comités mixtes et le couronnement de la fusion par un Congrès interconfédéral.

Les deux C. G. T. devant tenir leur Congrès en 1925, vers le mois de septembre, la C. G. T. U. en a profité pour proposer à la C. G. T. la tenue d'un Congrès commun à l'aide duquel l'unité pourrait se réaliser.

Les chefs de la C. G. T. ont répondu par une vaste campagne en faveur du *statu quo*; ils ont mis les ouvriers en garde contre les manœuvres communistes, contre le piège unitaire, etc.

Que ne les ont-ils mis en garde contre les difficultés financières qui mènent le régime à la faillite, rendent les patrons féroces et sonnent le ralliement des fascistes !

Les Congrès ont eu lieu, les chefs réformistes ont dû encaisser l'audition d'une délégation unitaire à leur Congrès.

Son Excellence Léon Jouhaux a même recueilli un vote d'opposition à sa mauvaise volonté. Nos délégués ont été entendus, ils ont contribué à mettre le feu aux poudres et le Congrès réformiste a été dominé par cette question de l'unité dont les chefs réformistes ne voulaient pas entendre parler.

Une minorité s'est clairement déterminée au sein de la C.G.T.; depuis cette époque, il lui a fallu du courage pour braver les flots d'éloquence de l'état-major et les foudres de la discipline.

Cette minorité de 1925 fera son chemin, comme l'a fait celle de 1914. Elle gagnera de proche en proche les organisations réformistes à la cause de l'unité syndicale, elle déchaînera sur elle, la fureur des dieux confédéraux, elle se fera traiter elle aussi, de bolchéviste, de vendue à Moscou, etc., et puis après... !

Ni les fureurs, ni les calomnies, ni les manœuvres n'empêcheront le soleil unitaire de réchauffer les masses ouvrières et de les guider vers la route difficile de la lutte des classes, la seule praticable.

La gauche de la C. G. T. qui n'a jusqu'ici comme objectif que l'unité syndicale, élargira son programme. A chaque pas que nous ferons la crise politique et financière posera devant elle des problèmes nouveaux et pressants qu'elle examinera avec un esprit plus objectif, plus réaliste; ses solutions se rapprocheront, insensiblement mais sûrement des solutions proposées par la C. G. T. U.; elle finira par s'identifier avec notre propre mouvement, justement parce que ce dernier exprime au maximum, l'instinct et l'intérêt de classe de la grande masse des ouvriers; enfin elle propagera au sein de la C. G. T. réformiste un programme et une méthode de lutte de classe appelés à grouper la grosse majorité des ouvriers.

Certes, il ne faut pas croire que les chefs réformistes vont se croiser les bras; ils vont agir à l'égard de leur gauche, comme ils ont agi et agissent encore envers nous; agents de la démocratie bourgeoise, demeurés au sein du mouvement syndical, ils accomplissent leur mission, s'il le faut ils provoqueront une nouvelle scission. Si cette opération est trop périlleuse pour leur prestige, s'ils risquent ainsi un isolement complet, ils pourront un moment, céder au courant, participer aux mouvements grévistes, brouiller les cartes, miner l'action de l'intérieur, mais toujours, dans la scission ou dans l'unité, l'état-major réformiste restera fidèle à son rôle historique : sauver la démocratie bourgeoise, c'est-à-dire la dictature d'une minorité capitaliste contre les dangers de la dictature prolétarienne.

Nous apprendrons aux ouvriers les moyens de passer outre à ces déconvenues, à faire leurs affaires eux-mêmes. Sous la poussée des événements, ils comprendront que l'unité c'est avant tout la fusion en un seul bloc de toutes les masses ouvrières et non un banquet de réconciliation entre les collaborateurs de M. Pinot, du Comité des Forges et les défenseurs de la « Révolution Proletarienne ».

L'unité syndicale se fera, aussi vite que la banqueroute de la République troisième.

Le front unique.

Encore une formule cabalistique ! A quelle sauce n'a-t-elle pas été mise, combien d'encre n'a-t-elle point fait couler ? Front unique ! Malheur à vous mes frères, si vous écoutez encore la sirène communiste !

Oui, mais il y a toujours la vie chère, toujours la lutte pour des salaires meilleurs et à l'horizon Bloc des Gauches et socialistes, rien !

Il faut autre chose qu'une promesse de M. Pierre Renaudel, pour faire vivre la nichée, payer le boulanger, l'épicier, le boucher et le propriétaire !

Le patron peut dans le particulier être un brave type de patron, il peut devant les difficultés de ses ouvriers leur donner de bons conseils d'économie, de privations, et exprimer de sincères condoléances, il ne va jamais plus loin dans sa mansuétude.

Un patron n'occupe pas des ouvriers pour travailler pour eux, il les embauche pour qu'ils travaillent pour lui. Il les paye naturellement le moins cher possible pour le maximum de travail et il a toujours un tas de raisons à opposer aux revendications de ses ouvriers : concurrence, frais généraux, prix des matières premières, difficultés des marchés, etc., etc. C'est avec des raisons comme celles-là que les patrons de Douarnenez payaient leurs ouvrières 6 francs par jour.

Quand la mesure est pleine, les ouvriers oublient l'enseignement des chefs réformistes qui est aussi celui de leurs patrons, ils oublient que le front unique est un affreux piège communiste, enjambent le fossé artificiel qui sépare les unitaires des confédérés et bâtissant un front de combat avec des revendications communes, ils déclarent la grève aux patrons.

Toute grève est une démonstration de front unique. Nous en avons eu environ 500 depuis le commencement de l'année 1925, réparties dans toutes les corporations; la plus caractéristique est à coup sûr celle des Banques.

Qui nous aurait dit que des employés syndiqués à des organisations catholiques, aspergés hebdomadairement par des sermons du général de Castelnau et de Prévost de Launay, étaient capables de se mettre en rébellion ouverte contre ces Messieurs de la Haute Banque.

Les syndicats catholiques ont été créés pour faire échec aux syndicats tout court animés par l'esprit de la lutte des classes, mais lorsque le franc est à 4 sous et le beurre à 9 francs la livre, il ne faut jamais jouer avec le syndicat, c'est un fusil qui peut éclater entre les mains du patron qui l'a chargé.

Les employés catholiques des banques, poussés par la faim, ont lâché les guichets et ont fait le front unique avec les syndiqués de la C. G. T. U. et de la C. G. T. confédérée.

La grève a échoué, minée du dehors par ses contradictions; quand on fait la grève il faut savoir traiter le patron en ennemi et se méfier de ses alliés.

Les dirigeants réformistes et catholiques, ont, au sein du Comité de grève, fait front unique contre les unitaires, ils ont fait risette aux banquiers et introduit le défaitisme dans les masses.

C'est une expérience de plus pour les ouvriers, les grévistes malchanceux et mal-servis, n'ont pas obtenu satisfaction, mais ils ont appris à discerner entre les chefs et les méthodes.

Cette grève des banques est la plus représentative du front unique, les circonstances qui l'ont motivée motiveront demain des mouvements identiques dans d'autres corporations; même battus, les ouvriers recommenceront; le franc est un baromètre, l'aiguille y marque la tempête.

Ces expériences partielles de front unique attirent quelques réflexions; la plupart des grèves qui ont groupé, ouvriers unitaires, confédérés et sans-parti, ont été dirigées par les syndicats unitaires; à chaque fois que le Comité de grève a englobé les représentants unitaires et confédérés, ces derniers se sont dis-

crédités devant les masses et les unitaires ont renforcé leur position.

Certes, les grèves partielles offrent un grand danger; en face d'un patronat fortement centralisé, organisé en consortium, les ouvriers risquent neuf fois sur dix d'être battus s'ils engagent des batailles isolées.

La C. G. T. réformiste ne s'intéresse pas à ces questions, elle vit dans les brouillards de la collaboration gouvernementale.

Seule la C. G. T. U. a signalé le danger; seule elle a préconisé, non seulement le front unique dans l'action, mais aussi dans l'organisation de l'action, dans l'élaboration des programmes corporatifs, fédéraux et régionaux; la liaison de tous les mouvements grévistes et l'organisation de la solidarité à l'échelle nationale.

Seule la C. G. T. U. a essayé de matérialiser un plan d'action nationale en lançant dans des circonstances appropriées, des mots d'ordre de revendications immédiates: les 6 francs par jour d'augmentation de salaire, pas de salaire au-dessous de 20 francs.

Chaque pas que nous avons fait dans cette voie est un morceau d'unité syndicale que nous avons réalisé, car le front unique est le premier pas vers l'unité syndicale.

Les chefs réformistes n'acceptent pas cela, ils jettent le cri d'alarme dans leurs syndicats, répandent la calomnie, mais ne peuvent empêcher les événements. La vague du front unique passera par-dessus la tête des intransigeants et des aveugles et avec elle l'unité syndicale.

La grève de 24 heures.

La grève de 24 heures est, dans l'histoire du mouvement ouvrier français, la première démonstration effective du prolétariat contre la guerre en pleine guerre.

Avant 1914, en temps de paix, les dirigeants actuels de la C. G. T. réformiste étaient des révolutionnaires intrépides et des antipatriotes à tous crins; Léon Jouhaux avait même payé de huit jours de prison un acte illégal de la C. G. T. (collage d'affiches non timbrées) et son bureau avait eu les honneurs du cambriolage policier.

Cette fougue s'est éteinte au moment où la guerre de 1914 s'allumait sur la frontière franco-allemande.

Les antipatriotes se sont mués en avocats fervents de la défense nationale et quelques inscrits du carnet B se sont métamorphosés, qui en commissaires du peuple à la Nation, qui en délégués au secours national aux côtés du cardinal Amette.

Après la guerre, la C. G. T. a apposé sa signature au bas du traité de Versailles, et fait campagne pour la reconstitution économique de la France.

Les commissaires de police ne viennent plus cambrioler les bureaux de Léon Jouhaux comme en 1913, ils ne sont plus que des petits subordonnés au délégué du gouvernement à la Société

des Nations et au vice-président du Conseil National Economique.

Les dirigeants de la C. G. T. réformiste n'ont emporté rue Lafayette qu'une enseigne. La véritable organisation centrale des ouvriers est restée avec son contenu prolétarien au 33, rue Grange-aux-Belles.

Le programme de la C. G. T. U. n'est pas un programme de surenchère, c'est un programme de lutte de classe. A la C.G.T.U. on ne crie pas guerre à la guerre durant la paix, pour crier vive la défense nationale à la déclaration de guerre; on travaille ouvertement et fermement contre la politique impérialiste de l'Etat bourgeois, on prépare les esprits à la lutte, on relie les grands problèmes politiques aux problèmes de revendications immédiates et lorsque la guerre est déclarée, on déclenche l'offensive ouvrière, contre elle et contre le gouvernement responsable.

La C. G. T. U. en tant qu'organisme ne peut revendiquer pour elle seule le privilège de cette première grande démonstration contre la guerre en pleine guerre. Son action s'est intimement liée avec celle du Comité Central d'Action et du Parti Communiste, mais c'est surtout par l'intermédiaire des syndicats unitaires, que la classe ouvrière a fait entendre sa protestation le 12 octobre dernier.

Les chefs réformistes ont trouvé là matière à fulminer et à trahir. Placés en face d'une grève corporative, ils ne peuvent que manœuvrer en sous-main, pour la réduire le plus possible, mais ne peuvent déceimment la condamner ouvertement. Devant la grève de 24 heures contre la guerre du Maroc, ils ne se sont pas gênés; ils ont dénoncé le caractère politique de notre mouvement et ont donné l'ordre à leurs adhérents de travailler le 12 octobre.

Après quoi ils se sont mis au premier rang de la critique pour annoncer que la grève générale n'avait pas été générale et que la C. G. T. U. était trépassée.

A ce compte-là la C. G. T. d'avant-guerre aurait été enterrée plusieurs fois par la bourgeoisie.

Après le 12 octobre, la C. G. T. U. est au contraire bien vivante, elle se montre aux yeux des masses comme la seule organisation qui, fidèle à son programme et à la défense des intérêts prolétariens, soit capable de les mener à toutes les batailles de classe contre la bourgeoisie.

Perspectives.

A l'heure où j'écris ce raccourci de l'année syndicale, la France capitaliste est en proie à la première grave crise politique et financière. Le second cabinet Painlevé se débat dans un réseau de contradictions, d'impossibilités et d'oppositions qui rendent son existence éphémère. Le Bloc des Gauches brisé, voit ses troupes se décomposer. Le Parti socialiste, tirailé par ses propres contradictions est profondément divisé.

Un grand travail de clarification s'opère aux yeux des masses ouvrières, des classes moyennes et paysannes, derrière les derniers remparts de la démocratie, en faillite, se profile l'ombre du fascisme.

Le gouvernement Painlevé attiré par ses affinités bourgeoises a déjà ouvert la voie aux chemises noires; les assassins des ouvriers bénéficient de non-lieu, les royalistes du Nord pourvoyeurs d'armes des légions fascistes, ont un blanc-seing. La *Liberté* fait son appel quotidien à l'organisation de la guerre civile, les bataillons fascistes, harnachés, équipés, armés, ont droit de cité et réédition de l'histoire, ce sont les Matteotti français qui, aveuglés par leur haine du communisme, ouvrent les portes.

Des centaines d'années de prison distribuées aux militants du Parti communiste et de la C. G. T. U., couronnent la gestion du Bloc des Gauches.

Déjà les socialistes s'approchent du pouvoir, demain ils y monteront, dernière expérience de la démocratie et dernière illusion des masses hésitantes et interloquées.

Cette époque coïncidera avec celle des grandes luttes entre les forces de réaction et la classe ouvrière. Les socialistes, en bons serviteurs de la bourgeoisie, rempliront leur rôle avec fidélité, comme en Allemagne, comme en Pologne, en Yougo-Slavie, en Roumanie, comme en Russie, au moment de la Révolution d'octobre, c'est-à-dire qu'ils se feront les exécuteurs des hautes œuvres des capitalistes contre le communisme; la plus haute expression de classe du prolétariat.

En regard de ces perspectives, quelles forces avons-nous à mettre en ligne ?

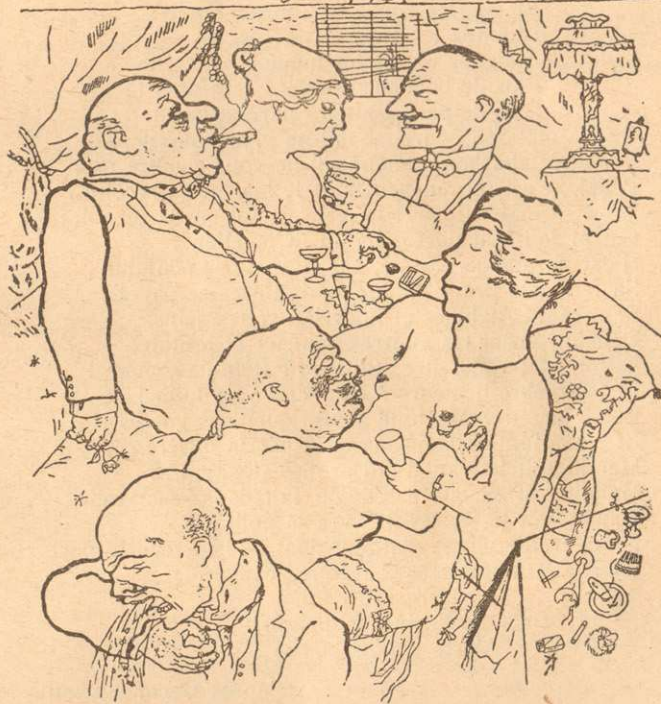
Par rapport aux dix millions d'ouvriers la force numérique de nos syndicats semble bien minime, elle l'est aussi ! Il nous faut déployer une grande activité pour pouvoir répondre de l'avenir.

Mais dans un pays comme la France où les masses évoluent avec une extrême mobilité, ce serait une lourde erreur d'opposer les syndicats de masse de l'Allemagne, de Belgique et d'Angleterre avec nos meilleures formations syndicales.

La C. G. T. U. avec ses 500.000 adhérents possède un rayonnement qui dans les grandes crises économiques lui permet d'entraîner derrière elle de grandes masses de travailleurs.

Guidés par l'esprit de Lénine, les révolutionnaires français animateurs des syndicats sauront gagner la confiance des ouvriers et leur ouvrir la voie qui conduit vers la victoire par la dictature du prolétariat !

G. MONMOUSSEAU.



G. Grosz. — 5 heures du matin dans la Capitale

PREMIER MAI

LA GRÈVE

Camarades,

Que les marteaux ne frappent plus
Et que les roues ne tournent plus;
Etouffez les feux de la forge,
Eteignez toutes les lumières !
Plus de bonheur pour les fainéants !
Plus de pain pour les paresseux !

Que la moisson pourrisse qui ne vous nourrit pas
Et que le charbon manque s'il ne vous chauffe pas.
Peuple, c'est toi qui peines et le bourgeois récolte !
Vois, sa maison est riche et c'est toi qui la meubles.
Ce roi fainéant dort dans un lit moelleux.
Il est luisant de graisse, car tu maigris pour lui.
Sa femme a des diamants, mais tu les as payés.
Ses enfants habillés et nourris par tes soins,
Demain seront tes maîtres haineux et brutaux.
Et toi, camarade, qu'es-tu donc ? Bête de somme !
Et ta sombre demeure ? on y crève de faim !
Et ta femme ? Machine à fabriquer des gosses !
Et tes enfants ? Déjà marqués par la misère.
Maudit soit le travail qui profite aux tyrans.
Maudit soit chaque pas qu'on fait dans l'esclavage.
Maudit soit le bourgeois avec sa politesse
Et les trente pièces d'argent dont ce bourreau te paye
Pour que tu trahisses ton frère, camarade,
La terre est à toi.
Sors de l'usine, ta prison !
Alerte ! dans la rue !

D'après Oscar KANEHL.

La Fédération Unitaire des Métaux

I. — Un peu d'histoire.

Notre Fédération unitaire fut constituée au début de 1922, après que les militants révolutionnaires eurent épuisé tous les moyens de conciliation contre l'intransigeance des bonzes réformistes ; ceux-ci étant d'autant plus cramponnés à leurs fonctions qu'au Congrès de Lille ils avaient été battus sur le rapport moral et n'avaient dû leur réélection qu'à la confusion qui régnait dans le Congrès et au manque de cohésion des éléments révolutionnaires.

A son premier Conseil national d'août 1922, la Fédération unitaire groupait déjà 133 syndicats, représentant plus de 26.000 adhérents ; mais à peine formée, comme l'offensive patronale battait son plein contre les salaires et les huit heures, les militants durent délaissier quelque peu le travail de recrutement et d'organisation pour faire face résolument à l'adversaire.

Cette courageuse résistance, succédant à l'apathie qui caractérisait le mouvement syndical depuis la série d'échecs de 1920, ne laissa pas de surprendre le patronat, et il est certain que la sanglante et admirable grève du Havre, en août 1922, paralysa pour quelque temps le Comité des Forges et l'incita à ajourner son plan d'asservissement.

Mais, succédant à cette première bataille contre les puissants maîtres de forges, une autre lutte, intérieure celle-là, se déroula dans les sphères dirigeantes de la Fédération. Le premier bureau fédéral, issu du Congrès de Saint-Etienne, quoique nommé par une majorité de syndicats entièrement d'accord avec la politique confédérale, ne tarda pas à prendre systématiquement position contre la tactique de la C. G. T. U.

Energiquement rappelé à l'ordre et battu dans un Conseil national, il dut démissionner. Dans un Congrès extraordinaire (juillet 1923) l'énorme majorité des syndicats adhérents, ayant renouvelé leur confiance à la C. G. T. U., nomma une Commission exécutive et un Bureau en plein accord avec l'orientation confédérale.

II. — Activité de la Fédération.

Débarrassée à peu près complètement des fastidieuses discussions de tendances, la Fédération put, au lendemain du Congrès extraordinaire, se consacrer plus complètement aux pro-

blèmes complexes posés devant le monde du travail par les crises du capitalisme d'après-guerre.

Le formidable développement du machinisme, la concentration de la production entre les mains d'une infime minorité de grands industriels, la puissance redoutable du patronat métallurgique, étroitement organisé dans le Comité des Forges et ligé avec d'autres exploités tout-puissants dans l'Union des Industries Métallurgiques et Minières, et surtout la dangereuse division du mouvement ouvrier, nécessitaient, comme bien l'on pense, une vigilance de tous les instants et un esprit de décision suffisamment clairvoyant, pour que la Fédération unitaire apparaisse bien comme la seule organisation méritant de rallier autour d'elle l'ensemble des exploités de la Métallurgie, dans tous les domaines où elle était appelée à employer son activité.

Sans entrer dans tous les détails de l'action, que jusqu'à présent la Fédération unitaire des Métaux a menée, on peut cependant, dans un bref aperçu, en donner l'essentiel.

Chacun sait que le principal argument de la minorité était que le syndicalisme suffisant à tout, il était inutile, sinon dangereux, de chercher à coordonner l'action révolutionnaire du prolétariat en créant pour des buts déterminés des Comités d'action avec tous les groupements pouvant se réclamer de la classe ouvrière.

Convaincus, au contraire, que dans la période actuelle, les véritables défenseurs du prolétariat n'ont le droit de négliger aucune arme pour hâter leur libération, la C. E. et le Bureau fédéral n'ont pas hésité à donner leur adhésion, voire même à demander la constitution de Comités d'action destinés, soit à arracher les victimes de la guerre des geôles de la troisième

Convaincus, au contraire, que, dans la période actuelle, les brigandages coloniaux.

Ce n'est d'ailleurs pas le seul point sur lequel la Fédération unitaire a heurté les vieilles traditions du syndicalisme d'avant-guerre. En 1924, au moment où la criminelle occupation de la Ruhr avait attiré les représailles des banquiers américains et anglais, quand la livre atteignait 125 francs et le dollar 27 francs, l'augmentation du coût de la vie, coïncidant avec la décision patronale de réduire les salaires, avait créé en quelques semaines un tel courant de mécontentement que, sur de nombreux points du pays, des symptômes de conflits se dessinaient nettement.

Les syndicats, impuissants la plupart du temps à influencer le courant de mécontentement pour permettre d'entreprendre, au moment opportun l'action générale, seule capable d'obtenir une victoire rapide, menaçaient d'entrer dans la bataille les uns après les autres. Mais connaissant l'habileté de l'adversaire, sachant que la bataille des « petits paquets » serait mortelle pour la cause des travailleurs, la Fédération, d'accord avec la C. G. T. U., prenait résolument la direction des opérations et, tout en dénonçant le danger des « grèves partielles », elle invi-

tait la totalité des travailleurs à se mettre d'accord sur un même programme de revendications pour pouvoir, de cette façon, dresser le bloc unique des travailleurs contre le bloc, également unique, du patronat.

Les événements n'ont pas tardé à démontrer que les militants avaient vu juste en décidant de centraliser l'action. Les quelques semaines indispensables pour préparer les esprits par une vaste campagne d'agitation furent mises à profit par le patronat et par la bourgeoisie. Le patronat fit, avant la bataille, des concessions sur différents points, et Poincaré, en faisant appel à Morgan, put améliorer le présent en engageant un peu plus l'avenir.

La grève générale fut ainsi rendue impossible, mais dans les centres où, sans tenir compte des directives de la Fédération, des actions isolées furent engagées, tel Vivier-au-Court, Citroën, Saint-Etienne, ces actions se terminèrent par un échec malgré l'admirable combativité des travailleurs en lutte.

Depuis cette période de crise aiguë, les grèves, quoique moins importantes, ont été cependant assez nombreuses. Périodiquement, en effet, le patronat, qui ne désarme pas, opère un « sondage » pour étudier l'état d'esprit des ouvriers. A Angers, entre autres, en mai 1925, ces messieurs des ateliers Bessonneau eurent l'audace d'essayer de faire accepter une diminution de salaire atteignant jusqu'à 17 p. 100. Cet impudent « sondage » avait pour auteur le sieur Frappin, un des manitous du Comité des Forges, ce qui pourtant ne l'empêcha pas de mettre les pouces après une grève énergique, qui permit à nos camarades non seulement d'éviter la diminution mais aussi de créer un syndicat puissant et d'imposer les Comités d'usine.

III. — Pour l'unité syndicale.

Parallèlement à l'action contre le patronat ainsi qu'au travail de recrutement et d'organisation, la Fédération n'a jamais négligé aucun moyen susceptible de permettre le regroupement des forces ouvrières. A chacun de ses Congrès, une délégation dûment mandatée fut chargée de porter des propositions précises à la Fédération de la rue Lafayette. Mais cette bonne volonté est, il faut le dire, loin d'être partagée par les dirigeants de la Fédération réformiste; c'est ainsi que la dernière délégation unitaire, s'étant rendue au Congrès de cette Fédération, fut informée « que le Congrès ayant pris connaissance d'une demande d'audition formulée par les « dissidents » avait décidé de passer à l'ordre du jour ».

Cette fin de non-recevoir, venant après tant d'autres, ne diminuera cependant pas le moins du monde notre volonté d'aboutir au regroupement des forces ouvrières. Nous savons trop que, sous peine de trahir ouvertement le prolétariat, il sera bientôt difficile au plus astucieux des stratèges réformistes de « passer à l'ordre du jour » et nous continuerons pour les obliger à accepter nos propositions ou à se démasquer publiquement.

IV. — Les tâches immédiates de la Fédération.

Le Congrès fédéral, tenu au lendemain du Congrès de la C. G. T. U., se différencie, sur de nombreux points, des Congrès précédents. Moins de joutes oratoires d'abord, moins d'exposés philosophiques également, mais une grande volonté de travail, facilitée d'ailleurs par les résolutions suffisamment précises adoptées au Congrès confédéral.

Il est, certes, encore quelques esprits chagrins pour regretter le « bon vieux temps » où les interminables tâtonnements et les sempiternelles répétitions donnaient aux observateurs complaisants l'illusion de la supériorité des méthodes dites fédéralistes.

Mais ceux qui, ne se payant pas de formules, savent subordonner la tradition aux nécessités de l'action, se sont vite aperçus qu'une intelligente centralisation permettait de travailler plus facilement, et c'est donc dans le cadre préalablement tracé par le Congrès confédéral que les militants des Métaux discutèrent les moyens pratiques susceptibles d'assurer une bonne application des mots d'ordre et des résolutions confédérales.

Parmi les plus importantes discussions, il faut signaler celles sur la main-d'œuvre étrangère. Cette question, dont on a peut-être négligé l'importance pendant trop longtemps, est actuellement un des problèmes les plus compliqués à résoudre. Le patronat et le gouvernement entièrement à ses ordres ont pu, dans certaines régions, introduire un si grand nombre de travailleurs étrangers qu'ils représentent incontestablement la majorité de la population. C'est le cas pour la région de Longwy, de Briey, et pour toute la région métallurgique de la Lorraine annexée.

Il est certain que, sous peine de ne pouvoir utiliser notre stratégie des grèves, la propagande et l'organisation syndicales doivent pénétrer cette région, qui est le centre le plus important de l'industrie lourde et commande toute la métallurgie française. Nous devons d'ailleurs constater que les travailleurs étrangers ne sont en général nullement réfractaires à l'organisation, mais que c'est certainement la criminelle répression gouvernementale qui est le principal obstacle à l'organisation méthodique des exploités de toutes couleurs et de toutes nationalités.

La réorganisation syndicale est également une tâche importante. Déjà effectuée dans la région parisienne, elle sera poursuivie rapidement dans l'ensemble du pays. A l'ancienne structure syndicale, un syndicat par localité, nous voulons substituer une organisation plus souple et mieux adaptée aux conditions actuelles de la bataille.

Le syndicalisme ayant à lutter continuellement contre les multiples formes de l'exploitation patronale, doit avoir sa base à l'usine : c'est la section syndicale d'usine, et, dans une même région où, depuis longtemps déjà, l'anonyme et unique syndicat patronal a remplacé les patrons X ou Y, nous rassemblons toutes les sections syndicales dans un seul mais puissant syndicat régional.

Et, pour compléter cette adaptation, des sections d'industrie reliant nationalement les travailleurs appartenant à la même branche de production, tandis que les cartels de firmes mettent en rapport les ouvriers exploités par la même association patronale.

Il va sans dire que, si, à ce Congrès, nous avons forgé notre nouvelle arme, nous avons également précisé ce à quoi cette arme devrait nous servir très prochainement. Dans la période de crise que nous traversons, la question des salaires menace de devenir le cauchemar de tous les travailleurs; les nouveaux impôts, l'inflation, la spéculation sur le change sont autant de facteurs qui réduisent chaque jour davantage la puissance d'achat du salaire. Il faut, aujourd'hui, non seulement obtenir l'augmentation de cette puissance d'achat, mais surtout la garantir contre les fluctuations du coût de la vie; c'est ce qu'a affirmé le Congrès de la C. G. T. U. et ce qu'a repris le Congrès des Métaux en l'adaptant au cadre corporatif.

Salaires minimum de 5, 6 et 7 francs, valeur 1914, pour les manœuvres, les spécialisés et les professionnels de la métallurgie, et multiplication de ce salaire de base par l'indice du coût de la vie élaboré par des commissions fonctionnant régulièrement à l'intérieur des syndicats. Tel est le programme sur lequel la Fédération a engagé une énergique campagne de propagande.

Perspectives.

Actuellement, la Fédération groupe 246 syndicats englobant 55.000 adhérents. Son influence s'étend dans tous les grands centres métallurgiques. Partout où dans la métallurgie se manifeste une activité syndicale, elle est déployée par des camarades adhérents à la Fédération Unitaire et, depuis la scission, seule, notre Fédération a mené des batailles sérieuses contre le Comité des Forges.

C'est cependant insuffisant : d'abord, parce que nous avons en face de nous un adversaire redoutable et décidé à ne négliger aucun moyen pour asservir davantage le prolétariat.

C'est le Comité des Forges qui mène la bataille contre les huit heures, qui opère, au nom de l'ensemble du patronat, des « sondages » périodiques pour déterminer la mesure dans laquelle la classe ouvrière peut se laisser enlever quelques avantages.

C'est ensuite insuffisant, parce que nous sommes certains que la combativité indiscutable des ouvriers métallurgistes et l'influence de la Fédération Unitaire rendent possible un renforcement numérique important.

La récente grève de 24 heures contre la guerre du Maroc et les impôts Caillaux a montré que des milliers de travailleurs sont capables de ne pas se laisser duper par les abjectes campagnes de la presse bourgeoise, capables de braver la répression

patronale et gouvernementale pour répondre présent quand nous leur demandons d'entrer en action.

Il n'y a aucune raison de considérer que la majeure partie de ceux qui sont avec nous dans les périodes d'action ne peuvent être avec nous dans l'organisation, pendant les périodes d'accalmie. L'erreur trop répandue, qui consiste à croire qu'on peut encore, comme avant la guerre, batailler contre le patronat sans préparation méthodique doit être énergiquement combattue. Nous devons mettre à nu devant le prolétariat le formidable appareil d'oppression créé par le patronat pendant et depuis la guerre. Nous devons démontrer clairement que, pour éviter l'esclavage, le renforcement des organisations ouvrières doit suivre, sinon précéder le renforcement du patronat.

C'est à faire comprendre cela à nos milliers de « sympathisants » qu'il convient d'accorder une sérieuse attention. Ferme-ment convaincus que l'émancipation des travailleurs ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, nous leur dirons sans aucune forfanterie : le temps n'est plus où une minorité d'organisés pouvait défendre victorieusement l'ensemble des salaires; nous avons aujourd'hui besoin du concours de tous les prolétaires conscients. L'arme que, péniblement, nous avons ébauchée et qui, quoique imparfaite, nous a déjà bien défendus, peut et doit être améliorée. Si vous voulez que la Fédération Unitaire des Métaux continue, non seulement à vous défendre, mais qu'elle devienne rapidement l'instrument de votre libération, ne restez pas plus longtemps les spectateurs de nos efforts. Sachez être nos collaborateurs des bons et des mauvais jours. C'est une des conditions de la bataille et c'est la meilleure garantie du succès final.

A. VASSART.

L'ACTIVITÉ DE LA FÉDÉRATION DES CHEMINOTS

La Fédération des Cheminots unitaire est, depuis plusieurs années, la plus importante des organisations syndicales adhérentes à la C. G. T. U., tant au point de vue des effectifs qu'au point de vue moral. Dans les milieux ouvriers on n'a pas oublié, en effet, que les Cheminots étaient, en 1920, à la tête du mouvement syndical. On considère aussi, avec raison, que toute manifestation de l'activité prolétarienne ne peut produire son plein effet que si les cheminots participent d'une façon effective à cette démonstration. La Fédération des Cheminots a donc un lourd héritage moral. Animatrice du mouvement ouvrier en 1919-1920, elle est toujours considérée comme le moteur de l'activité syndicale en France. Alors qu'avant 1918, les « Premier Mai » se faisaient en effet sans que le prolétariat s'occupe de l'attitude des employés et ouvriers des chemins de fer, que les manifestations grévistes, englobant le plus grand nombre de corporations possible, ne comptaient pas sur les cheminots, à l'heure actuelle, on se pose toujours la question : « Que vont faire les cheminots ? »

La Fédération unitaire a cherché, comme c'était son devoir, à être à la place que le prolétariat lui assigne. Sa tâche est très difficile. Il ne faut pas oublier que son recrutement se heurte à certaines difficultés parce qu'il a lieu dans une corporation où le souvenir de 1920 est encore très vivace; où il existe encore le sentiment que la bataille des classes s'est terminée, il y a cinq ans, par la défaite parce que la trahison s'est glissée dans les milieux responsables. Parmi les causes morales qui augmentent la difficulté de notre travail, on peut indiquer aussi la désillusion qu'a engendré, chez les cheminots, la non-réalisation de l'unité au mois de septembre dernier. Chez les travailleurs du rail, on se figure que tant que l'organisation syndicale n'aura pas repris sa puissance de 1920 et son unité organique, on ne pourra rien obtenir. On ne croit pas beaucoup à l'efficacité des méthodes parlementaires, mais on ne voit pas la possibilité d'en utiliser d'autres. On reste indifférent en attendant la réalisation de l'unité. De plus, les traitements des cheminots, qui, avant la guerre, étaient inférieurs à la moyenne sont actuellement au taux normal des salaires ouvriers.

Action corporative.

La Fédération des Cheminots a, cette année, dans son programme les mêmes revendications que sous le règne du Bloc national. Cependant les travailleurs qui avaient été brimés sous

le ministère de M. Le Trocquer, auraient pu penser que la nouvelle majorité gouvernementale leur aurait donné des satisfactions qui seraient venues améliorer leur situation. Il n'en a rien été. La désillusion d'une partie de ces ouvriers s'est déjà manifestée par l'afflux des adhésions, qui s'est produite au commencement de l'année et qui se continuera certainement. Ils se syndiquent parce qu'ils sentent de plus en plus que pour forcer la main à la puissance patronale il faut se grouper dans l'organisation syndicale qui se dresse contre l'hégémonie financière et industrielle. La Fédération unitaire voit affluer dans ses rangs les ouvriers cheminots de la base qui, brimés par la Compagnie, et ne rencontrant aucun concours de certains de leurs chefs directs, viennent à l'organisation qui, pour eux, représente plus exactement la lutte de la classe ouvrière contre la puissance patronale. Quelques cheminots, encore hésitants, parce qu'ils n'ont encore pas compris, vont grossir les rangs confédérés, mais alors que les cheminots du rang viennent à nous, ce sont plutôt ceux qui possèdent déjà une parcelle d'autorité, qui pourraient se considérer comme appartenant à la « classe moyenne » qui vont aux confédérés, car ils espèrent obtenir des avantages plutôt par les pourparlers, les audiences ministérielles que par la puissance syndicale.

Il faut faire une place à part pour les mécaniciens et chauffeurs. Dans ce service, l'esprit corporatif est toujours très vivace. Chez eux est encore puissamment ancrée l'idée qu'étant indispensables au bon fonctionnement des transports par voie ferrée, ils ne peuvent être remplacés, alors qu'on peut le faire dans les autres services. Leur traitement est supérieur à celui des autres cheminots; ils forment en quelque sorte l'aristocratie ouvrière dans les chemins de fer. Enfin, ils disent que ce sont eux qui ont été les plus ardents dans la grève de 1920, qu'ils ont le plus souffert, et que leurs sacrifices ont été faits non pas pour eux, mais pour les autres camarades. Ils ne veulent pas recommencer à être les animateurs sans profit d'un mouvement ouvrier chez les cheminots. Ils se syndiquent très difficilement. Il a été facile aussi à ceux qui ne pensent qu'« au mouvement corporatif », et qui pour certains se complaisent à diviser le prolétariat, de reconstituer la « Fédération des Mécaniciens et Chauffeurs ». Mais si cette dernière possède un nombre assez important d'adhérents, leurs leaders disent 10.000 (chiffre qui nous semble exagéré), il n'en est pas moins vrai qu'un assez grand nombre des agents des machines restent à l'écart du mouvement. Le reste est chez nous. Le nombre des mécaniciens et chauffeurs syndiqués chez les confédérés est très faible. Dans cette corporation, on est indifférent, par conséquent non syndiqué, ou corporatiste et adhérent à la fédération de métier, ou syndicaliste et adhérent aux unitaires.

Le recrutement s'est ralenti vers la fin de juin et c'est bien compréhensible. Comme je le disais au début, l'unité ouvrière est pour les cheminots considérée comme une nécessité absolue. Les

LE SECOURS ROUGE



De gauche à droite : Dumoulin, du « Courbet », condamné à 4 ans de prison, pour avoir protesté contre la mauvaise nourriture et contre la guerre du Maroc. — Jeunes ouvriers bulgares conduits devant le Conseil de guerre. — Mme Radet, emprisonnée pour avoir déploré le départ des troupes au Maroc. — Maison d'enfants du Secours Rouge à Elgersbourg (Thuringe). — Bagrinsky, lâchement assassiné sur l'ordre du gouvernement polonais. — Talens et Alvarez, deux militants espagnols bien connus, actuellement emprisonnés. — Paul Martinon, de Romans. — Robert Collignon, en prison à Charleville, condamné à 4 mois de prison et 100 francs d'amende. — Christesco, un des leaders du mouvement ouvrier de Roumanie, impliqué dans le procès de Bucarest. — Victor Arrighi, condamné à Alger à 2 ans de prison et 2.000 francs d'amende, actuellement à la prison de Barberousse. — Emblème du Secours Rouge. — Une victime des événements de Chine. — Ouvriers esthoniens assassinés. — Visite médicale à la Maison d'enfants du Secours Rouge à Elgersbourg. — Les résultats des exploits fascistes. — Les deux plus jeunes enfants de la Maison d'Elgersbourg. — Les camarades grecs en prison à Salonique. — Les enfants à la Maison d'Elgersbourg.

camarades attendaient beaucoup, plus peut-être que les autres corporations, du Congrès interconfédéral. Nous avons déclaré, en outre, que nous ne constituerions pas de syndicats là où il existe des syndicats confédérés, et notre propagande se confinait à indiquer aux camarades de se syndiquer à l'organisation qui leur paraissait la plus adéquate à leurs conceptions personnelles. Je ne pense pas que nous ayons apporté beaucoup d'eau au moulin confédéré, mais nous n'avons pas non plus activé la propagande en notre faveur. Puis est venue la grève générale de 24 heures, et il ne faut pas être grand clerc en psychologie ouvrière pour deviner que dans cette période, les camarades qui n'avaient pas encore regagné leur organisation de classe, parce qu'ils n'avaient pas encore compris leur devoir, ne pensaient pas à faire, à un tel moment, un effort qui dépassait certainement leur faculté de compréhension.

Il nous appartient aujourd'hui de remonter le courant et de faire comprendre aux cheminots que l'unité non réalisée n'est pas un obstacle à l'action de classe, que la situation économique qui va toujours en s'aggravant, rend plus impérieux que jamais leur devoir de se syndiquer. Nous serons, dans cette tâche, puissamment aidés par les conjonctures politiques et sociales qui se présentent.

Les revendications.

Je disais que les revendications du début de l'année étaient les mêmes que l'an dernier. Nous avons encore à notre programme l'augmentation des salaires, le respect de la loi de huit heures, la défense du droit syndical, la question des retraites, et enfin l'assimilation des cheminots des compagnies secondaires à leurs camarades des grands réseaux.

Il semble au premier abord que le Bloc des Gauches a apporté quelque chose aux cheminots; mais si on examine de près l'œuvre de Peytral ou celle de Laval, on s'aperçoit que leurs prétendues réformes sont inefficaces ou sont de simples gestes symboliques.

Si la réintégration des victimes de 1920 est presque totale sur le réseau Etat, bien qu'on n'ait pas voulu réintégrer Monmousseau, le nombre des rentrées sur les autres réseaux est faible. Le nombre des camarades révoqués qui ont fait leur demande et qui n'ont pas encore été réintégrés est encore de 6.000, pour 3.000 rentrées dont plus d'un millier sur le réseau Etat où le ministre a toute autorité. De plus, le geste ministériel s'est borné à réintégrer, mais non à remettre à leur avancement ancien les camarades, comme, en toute logique, une loi d'amnistie aurait dû permettre de le faire. Les compagnies de chemins de fer ont été plus puissantes que le gouvernement, puisque dans les Postes, l'amnistie administrative a été réalisée, alors qu'on la refuse aux cheminots, parce que les compagnies ne la veulent pas. La Fédération s'est toujours occupée des victimes de la grande grève. Malgré ses efforts, elle n'avait pas pu, au début de 1925, intéresser suffisamment les cheminots à cette grave question toute de solidarité,

parce qu'elle agissait, malgré elle presque isolément. Les révoqués, réunis dans leur Union de Tours, avaient, il faut le dire, l'espoir que le gouvernement et la majorité parlementaire obtiendraient en 1925, de nouveaux résultats du bon vouloir des Compagnies. Ils jugeaient de bonne politique de renforcer encore l'autorité du Bloc des Gauches, en l'aidant dans ses campagnes électorales de 1925, comme ils l'avaient fait en 1924. L'attitude de ces Messieurs du Bloc n'a pas répondu à leurs espoirs. La Fédération unitaire n'avait jamais refusé son concours aux révoqués, à la condition qu'ils ne fassent pas le jeu des adversaires de classe, a enregistré avec plaisir les accords de Tours qui constituent un premier pas vers l'unité d'action des cheminots, et qui serviront, j'espère, beaucoup mieux la cause des révoqués que des pourparlers, des démarches isolées ou des campagnes fragmentaires. Les confédérés, paraît-il, regrettent déjà cet accord, et cherchent à se soustraire à leurs obligations. Je souhaite qu'ils ne puissent le faire et que leurs adhérents les rappellent au respect de la parole donnée, nous les aiderons de notre mieux dans cette tâche.

Les agents de chemins de fer avaient eu au 1^{er} janvier une augmentation de salaires. Leur traitement minimum de début, qui était de 3.800 francs est passé à 5.000 francs. Mais l'augmentation de ce salaire de base n'est pas de 1.800 francs comme on pourrait le croire, car en même temps on a supprimé l'allocation de 720 francs. La majoration est donc de 480 francs seulement pour les agents dont le salaire est le plus bas, auquel vient s'ajouter de faibles augmentations, des indemnités de résidence (salaire régional), et des indemnités de charges de famille (sursalaire familial). Elle est nettement insuffisante, car elle ne correspond pas à l'augmentation du coût de la vie. D'autre part elle est même inférieure à la demande la plus modérée, (celle des camarades confédérés, qui réclamaient comme salaire de début 5.600 francs). Enfin, elle avait entraîné une nouvelle augmentation des tarifs de transports, qui allaient avoir leur répercussion sur le prix des denrées, et rendre plus pénible l'existence des cheminots comme celle des autres travailleurs.

Nous avons mené la propagande pour une augmentation de salaires sur la base de 6.500 francs, chiffre fixé par le cartel unitaire des services publics, il y a un an. La campagne que ce dernier, dont nous faisons partie, avait menée à la fin de 1924, avec la minorité de la Fédération des fonctionnaires, n'avait pas été étrangère à la fixation à 6.000 francs comme salaire de début des fonctionnaires et par répercussion à celui de 5.000 francs des agents des chemins de fer. Ceux-ci plus heureux que leurs camarades des administrations publiques, ont eu une augmentation faible il est vrai, mais réelle, et ce geste des Compagnies a amorti considérablement la volonté de lutte des travailleurs de la voie ferrée.

Notre conseil fédéral a décidé de donner un nouvel élan à cette revendication. Une commission des salaires a fixé en juillet dernier une nouvelle échelle, calculée sur le salaire-or, qui sert de base à la campagne que nous allons engager dès maintenant. Je ne veux pas indiquer ici les directives de notre travail, et montrer pourquoi nous avons choisi le dollar comme unité de salaire. L'incertitude de la valeur de l'argent et des marchandises nous permettra, je crois, de lancer dans la masse, l'idée que nous préconisons. Nous espérons aussi faire comprendre aux cheminots que dans le monde bourgeois, il est impossible d'équilibrer le salaire avec le coût de la vie, et d'amener ainsi nos camarades à cette conception qu'un changement de régime seul permettra de le faire. Le prolétariat doit s'organiser pour que le déséquilibre dans le budget familial soit effacé par un contrôle prolétarien sur la production et le commerce. Le contrôle ouvrier est la suite logique de l'idée du salaire-or et de l'échelle mobile. Bien qu'il ait une apparence essentiellement corporative et économique c'est un moyen puissant de démonstration de la carence bourgeoise dans le redressement financier et économique du pays. Nous espérons le faire comprendre rapidement aux cheminots.

La participation au travail du Comité d'Action de certains militants de la Fédération, le mouvement de découragement qui a suivi l'échec de la réalisation de l'unité en septembre, a retardé le lancement de notre mot d'ordre des salaires. Aujourd'hui, la Fédération va entreprendre la propagande pour qu'il pénètre dans les masses, et que de nouvelles augmentations de traitement soient accordées, en attendant le moment où cette masse comprendra que ce n'est pas là une solution durable, et qu'il est impossible d'obtenir des résultats positifs en régime capitaliste. La Fédération confédérée a lancé l'idée d'un acompte, en attendant que l'augmentation des salaires soit déterminée sur des bases encore inconnues, par une commission paritaire encore à créer. Nous pensons, nous, que le meilleur moyen d'obtenir soit par acomptes, soit de tout autre façon, une augmentation de salaires est encore de batailler sur un projet précis, le faire d'une façon ardente, d'y intéresser les travailleurs et non pas de compter sur la bienveillance ou la bonne volonté des parlementaires, des financiers ou des patrons. Nous essayons, à cette occasion, de faire le front unique d'action des prolétaires du rail, en conviant à une conférence les différentes organisations de cheminots pour organiser la lutte en commun. Jusqu'à ce jour, les confédérés seuls restent dans leur splendide isolement. Nous ne savons pas s'ils continueront, mais cela n'est pas fait pour nous décourager, et nous persévérons.

Nous avons aussi dans notre programme le respect de la loi de huit heures. Le terme est peut-être inexact et c'est « nouvelle conquête des huit heures » qu'il faudrait dire. Le travail des

cheminots était réglementé, jusqu'à cette année par différents décrets ou arrêtés : le décret Le Trocquer pour tous les cheminots, sauf ceux des services roulants, encore soumis à la réglementation Claveil de 1919. Le Bloc des Gauches, sous la pression de la fraction parlementaire du Parti communiste, avait promis de réformer cette législation. L'an dernier, notre Fédération, tant par des délégations que par des rapports, avait exposé son point de vue. Elle avait dit aussi aux cheminots que la réglementation dépendrait surtout de leur combativité, de leur volonté de faire respecter les résultats de la victoire de 1919. Mais nous n'avons été qu'imparfaitement entendus. Les cheminots n'ont pas su réagir ni avant, ni après la parution du décret Peytral qui constitue une régression sur le décret précédent, par ses imprécisions et ses formules de définition du travail, alors que les cheminots s'attendaient à beaucoup mieux de cette réglementation promise solennellement par la majorité gouvernementale.

Malgré nos observations et nos indications, on a attendu qu'elle ait produit les mauvais résultats que nous avions prévus pour protester, mais il était trop tard pour tenter une action efficace. Le décret Peytral a grandement profité de l'illusion démocratique du 11 mai, et pour nos camarades à qui il s'adresse, le travail est à recommencer. En sera-t-il de même pour les deux services pour qui la réglementation n'est encore pas sortie des cartons ministériels ? les services roulants et les grands ateliers. Nous avons demandé à nos camarades intéressés d'opérer autrement et de ne pas attendre la parution du décret pour organiser la résistance. Nous espérons qu'instruits par l'expérience du début de l'année, ils le feront, et sauront résister aux compagnies ou au gouvernement qui leur imposeraient une forme rétrograde de réglementation du travail.

Il existe aussi une question que la Fédération entend résoudre le plus rapidement possible, car elle touche au fonctionnement de toute l'organisation ouvrière dans les chemins de fer. C'est la défense du droit syndical. Les Compagnies, ou plutôt, leur représentation effective : le « Comité de direction des réseaux », entend limiter la représentation des organisations syndicales dans les différentes manifestations de leur activité, conseils syndicaux, congrès, etc... Elles posent en outre des conditions pour l'octroi des congés qui sont complètement inadmissibles. Depuis juin dernier, la Fédération bataille pour faire respecter les droits sacrés du syndicalisme. Elle a déjà obtenu quelques bons résultats dans la mesure où les dirigeants syndicaux travaillant sans le concours de la masse peuvent faire reculer les puissantes Compagnies de chemins de fer. Mais, à l'heure actuelle, la question est portée devant les syndiqués, et l'action va continuer sans que nous faiblissions, car de son succès

dépend l'indépendance du mouvement ouvrier ou sa tutelle, non pas comme disent certains, vis-à-vis d'un parti politique, mais vis-à-vis du patronat.

* * *

Une autre question retient l'attention des cheminots, car elle est liée avec celle des salaires. C'est celle des retraites, mais la tâche considérable de la majoration des pensions ne peut être l'œuvre unique des cheminots. Dans cette affaire, notre rôle sera surtout de préparer les projets, et de soutenir énergiquement de notre puissance les seules forces capables de la faire aboutir : les fractions parlementaires qui sont sans réserve à la disposition du prolétariat. La fraction communiste ne faillira pas. Les cheminots groupés dans notre fédération unitaire ne lui ménageront pas leur appui.

Il en sera de même pour la dernière question : celle de l'assimilation des petits cheminots à leurs camarades des grands réseaux. La complexité de leurs régimes, le nombre important des Compagnies concessionnaires ou des organismes concédants, rend impossible la réalisation de cette question sans le concours dévoué du groupe communiste au Parlement.

Les confédérés ont fait sur le dos de nos camarades des secondaires, de la démagogie. Nous n'avons pas voulu user d'un pareil procédé et nous ne commencerons la campagne pour eux que lorsque nous aurons réuni tous les éléments qui permettront de la lancer sûrement. C'est la seule question restée dans l'ombre jusqu'à ce jour, mais ce n'est pas pour longtemps.

Voilà brièvement résumée, l'action qu'a entreprise pendant le courant de cette année 1925, la Fédération unitaire des cheminots. Programme d'allure réformiste, semble-t-il, mais pour ceux qui lisent la *Tribune des Cheminots* ou qui ont eu l'occasion d'entendre des camarades qui interprètent les pensées directrices de notre mouvement savent que la Fédération lie chacune des revendications aux grosses questions sociales qui dominent l'activité du mouvement ouvrier français. Notre organe corporatif n'a négligé aucune occasion de renseigner nos adhérents sur les gros problèmes qui se posent devant le prolétariat. Il a tenu au courant les travailleurs des chemins de fer de ce qui se passe dans les pays étrangers et d'indiquer comment vivent et luttent nos frères de travail habitant hors de nos frontières.

Je crois que dans ce domaine nous n'allons pas tarder à recueillir les fruits de notre propagande. Bien que les cheminots soient au même titre que leurs camarades de l'industrie, contre les guerres, contre l'impérialisme, et contre le capitalisme, nous avions trop compté sur l'esprit de classe des militants de base dans la dernière manifestation contre la guerre. Nous nous étions peut-être un peu trop illusionnés sur leur volonté d'entraîner la masse dans une action d'application des règlements

qui dépasse le cadre ordinaire de notre propagande. Ils n'avaient pas osé réagir contre l'esprit des cheminots qui ne sentaient pas la nécessité de prouver par une manifestation que notre corporation était contre la guerre et qui craignaient un retour prématuré des événements de 1920 et des sanctions qui les ont accompagnés. Mais le travail s'il n'a pas porté tous ses fruits au moment où nous l'aurions espéré, n'est pas perdu pour autant. L'esprit des cheminots se réveille. Le changement d'équipe ministérielle est venu juste à point pour renforcer cette mentalité qui commençait à se dessiner. Comme dans toutes les corporations qui dépendent du gouvernement, soit directement, soit parce qu'ils appartiennent à des services concédés, la confiance dans les organismes gouvernementaux, dans la puissance parlementaire était grande, il y a quelque temps, chez de nombreux cheminots. Pourtant le mouvement révolutionnaire possède depuis 1921 une Fédération puissante dans les chemins de fer, tandis que les réformistes réunissent à peine la moitié de nos effectifs. Notre devoir est de terminer cette victoire précieuse remportée moins d'un an après la défaite de 1920 par nos camarades « lutte de classes », et déjà consolidée depuis, car notre Fédération constitue un bloc puissant dont nous continuons l'éducation.

Nous allons pouvoir y joindre les nombreuses volontés qui vont venir à nous. Ceux qui jusqu'à ce jour sont restés en dehors du mouvement parce qu'ils voulaient l'unité, viendront parce que nous voulons, en attendant l'unité organique, réaliser l'unité dans l'action. Ceux qui sont ou seront désillusionnés des promesses parlementaires viendront d'autant plus vite à nous qu'ils ont été leurrés plus longtemps. Il nous faudra profiter de ces conjonctures non seulement pour augmenter le nombre de nos adhérents et pouvoir dire que nous allons bientôt dépasser les 100.000 adhérents, mais pour faire de nos syndiqués les propagandistes de l'unité réelle, (celle qui met à la disposition de la lutte des classes le maximum de forces prolétariennes) et en faire des soldats disciplinés et conscients de la révolution prolétarienne. L'avenir nous dira si nous avons réussi dans nos intentions, si la lutte pour les revendications corporatives a donné des résultats positifs, et si par leur liaison inévitable avec les grosses questions sociales nous avons dans ce domaine également rempli notre tâche. Les militants qui sont à la tête de la Fédération sont décidés à réussir. Ils comptent sur les camarades, sur tous les cheminots, dont le concours ne leur fera pas défaut, j'en suis certain.

L. MIDOL.

La Vie des Travailleurs de la Mine

Lorsqu'on parle de « mineurs » on se figure communément les « gueules noires », c'est-à-dire les mineurs de la houille.

Mais il y a en France des centaines de mille d'autres mineurs qui travaillent dans les mines de fer, mines métalliques, ardoisières, carrières souterraines et à ciel ouvert.

Une même insécurité plane constamment sur tous ces travailleurs. La statistique officielle sur les accidents dans les mines et autres exploitations minières en 1922 en est la meilleure preuve.

	Nombre d'ouvriers employés	Nombre des victimes		Proportion des tués p. 10 000 des ouvriers employés
		tués	blessés	
Mines de charbons (houille, anthracite, lignite)				
Au fond	153.332	133	51.219	8.2
A la surface..	75.468	56	8.901	
Autres mines (fer et autres substances)				
Au fond	20.579	82	6.506	27.9
A la surface..	13.913	14	1.213	
Carrières souterraines				
Au fond	9.349	11	1.392	6.8
A la surface..	8.430	1	657	
Carrières à ciel ouvert				
	74.118	77	4.158	10.4
	356.199	374	74.069	10.5

Ces chiffres sont à présent au-dessous de la réalité. Il y a plus de 300.000 mineurs de charbon occupés en France, les effectifs des mines de fer approchent de 50.000 mineurs. Il y a également une forte augmentation du nombre des travailleurs occupés dans les carrières.

Les chiffres ci-dessus ne nécessitent pas de longs commentaires. Le cinquième des mineurs a subi un accident interrompant son travail de plus de quatre jours. Il est extrêmement rare qu'on rencontre un mineur qui ne porte pas la trace d'un accident : doigt arraché, main brisée, figure mutilée, etc.

Sur 1.000 mineurs occupés en 1922, un a été tué à son travail; au moins cinq frappés d'une incapacité totale. Dans les chiffres

ci-dessus nous n'avons pas compris les dizaines de mille de malades sur les 240.056 sociétaires qu'ont réunis en 1924 les caisses de secours des mines. 180.834 ont été malades, 1.652 sont morts des suites des maladies professionnelles. Nous résumons donc en disant que sur 1.000 mineurs occupés en 1922, 11 sont morts ou ont été frappés d'une incapacité totale et permanente. Ces morts allongés couvriraient une étendue de plus de 5 kilomètres; le résultat serait pour les blessés et les malades: 400 kilomètres.

C'est la meilleure illustration de la vie du mineur, dont les sacrifices de sang en 1925 ont encore dépassé de loin ceux de 1922. N'oublions pas que les chiffres ci-dessus sont de source gouvernementale et sont peut-être au-dessous de la vérité.

L'attention des masses des travailleurs des autres industries est attirée sur les mineurs par les innombrables catastrophes minières. Chaque semaine au moins, les journaux annoncent un éboulement minier occasionnant la mort de plusieurs mineurs. Mais ce sont surtout les catastrophes minières comme celle de Merlebach en France, en avril 1925, qui coûta la vie de 70 mineurs, celle de Dortmund, en février 1925, avec 140 victimes, celle de Courrières, en 1906, 1.200 tués, qui font communier l'ensemble du prolétariat dans l'horreur de la vie que mène le prolétariat minier dans la société bourgeoise.

La force patronale.

Les limites de cet article sont trop restreintes pour démontrer l'immense richesse et le pouvoir formidable que la bourgeoisie a échafaudé avec le travail et le sang du prolétariat minier. Nous chercherons à nous résumer en citant quelques exemples.

Le capital investi dans les sociétés houillères s'élève à 3 milliards de francs. Les bénéfices bruts ne sont pas inférieurs à 1 milliard et demi; les bénéfices nets s'approchent annuellement d'un demi-milliard. Un capital primitif restreint a ainsi produit, par une exploitation de la chair humaine, un capital accru de près de 3 milliards. Ce capital représente presque exclusivement un capital de jouissance, réalisé sans apport d'argent frais mais avec les bénéfices accumulés dans les caisses de réserves.

En dehors de cette augmentation gratuite, les dividendes distribués aux actionnaires s'élèvent chaque année à près d'un demi-milliard. Les compagnies minières possèdent des richesses mobilières qui ne sont pas portées sur les bilans publiés, parce que amorties, mais que les mémoires des compagnies houillères aux actionnaires évaluent à d'innombrables milliards. Il y a également les participations des compagnies houillères à des sociétés minières dans les colonies, à des sociétés industrielles non minières, aux compagnies de chemins de fer, aux banques, etc., faisant ainsi des magnats du charbon les véritables gouvernants de la France, les animateurs des guerres coloniales et impérialistes.

Les compagnies minières des mines de fer pour lesquelles le

capital investi dépasse 1 milliard de francs sont entre les mains de la grosse métallurgie. Elles ont édifié leur fortune de la même façon que les compagnies houillères. La situation est identique pour le patronat des ardoisières et des carrières. L'ensemble du capitalisme minier est étroitement lié dans sa politique de rapine.

La terreur patronale.

Le patronat de la mine n'a pu accumuler les milliards et ne continue à le faire qu'en pratiquant à l'égard des mineurs, avec une brutalité inouïe, une exploitation forcenée. Punitives, déclassement dans de mauvais travaux, congédiements, expulsions des logements, listes noires empêchant les traqués de trouver du travail et les obligeant à faire leur soumission. Rien n'est négligé par les potentats de la mine. Ces derniers pouvaient également pendant des dizaines d'années, et peuvent encore dans beaucoup de centres à l'étranger, exploiter les préjugés religieux et, de ce fait, soumettre plus facilement les mineurs. Dans le Nord et le Pas-de-Calais et autre part en France, les centres houillers étaient longtemps isolés de ceux de l'autre grande industrie et sont encore aujourd'hui assez éloignés, ce qui oblige les enfants des mineurs à rechercher du travail dans la mine. Le mineur est ainsi enraciné avec la mine et les conditions de travail sont adaptées à cette situation, que les familles entières triment pour les féodaux d'industries. Ses intérêts obligent donc souvent le mineur à se taire au lieu de se révolter. Les maisons d'habitation sont la propriété des compagnies. Le Bloc des Gauches a maintenu ce qu'a établi le Bloc National, à savoir que les mineurs congédiés peuvent être immédiatement expulsés de leurs demeures. Nous pourrions allonger à l'infini les exemples de coercition employés par le patronat. Mais ces moyens de répression ont perdu de leur efficacité. Les luttes héroïques passées des mineurs en sont la preuve.

L'écrasante majorité des mineurs s'est dégagée de l'influence du clergé et de la bourgeoisie. Elle hait ses maîtres. Elle est révolutionnaire et consciente de l'action à mener pour expropriar par la dictature du prolétariat les puissantes compagnies minières. *Celles-ci ont trouvé leur dernière planche de salut dans la protection effective des chefs réformistes.* Les syndicats réformistes, qui ont encore une réelle puissance, maintiennent démagogiquement des revendications contre le patronat, comme la socialisation des mines, mais en fait, en se basant sur des défaites antérieures, en ignorant les batailles victorieuses, renient toute action directe pour la réalisation des revendications des mineurs. Il n'y a que les menaces de l'élargissement du mouvement unitaire et communiste qui oblige les syndicats réformistes à une activité de façade et leur permet de se donner, en récoltant les fruits que la poussée des mineurs révolutionnaires fait mûrir, l'aspect d'un travail productif.

Les revendications des mineurs.

Les revendications immédiates des mineurs sont d'une grande importance. Les mineurs s'intéressent à elles. C'est pour leurs solutions que des batailles terribles se dérouleront malgré le sabotage des chefs réformistes. C'est aussi par la reconnaissance de la position traitresse des chefs réformistes dans ces luttes pour les intérêts immédiats que les mineurs reconnaîtront définitivement que seules les solutions communistes arracheront au patronat des avantages immédiats et amèneront l'avènement du gouvernement ouvrier et paysan qui sera l'émanation de la dictature prolétarienne sur la bourgeoisie.

Les principales revendications immédiates des mineurs sont les suivantes :

1° *Sécurité, Huit heures, Conseils de mines.* — La loi minière prévoit que les mineurs ont le droit d'élire un des leurs pour contrôler l'application des lois réglant le travail minier et de surveiller l'application de la journée de huit heures dans l'industrie minière; les six heures dans les mines de potasse.

Or, les délégués mineurs, comme on surnomme ces élus, n'ont que le droit de consigner leur rapport sur un registre, rapport que l'exploitant et le service d'Etat des mines n'a pas besoin de prendre en considération. Le rôle des délégués mineurs n'est donc qu'illusoire; d'ailleurs dans la plupart des carrières ne fonctionne aucun délégué mineur. L'insécurité des mineurs reste complète, la journée de huit heures est souvent violée, les accidents se multiplient, les catastrophes ont lieu, bien que les délégués mineurs les prévoient et les signalent.

Les mineurs revendiquent en conséquence de véritables moyens de sécurité.

Comment ?

En donnant des droits aux délégués mineurs ? Mais même ces droits resteraient inefficaces, parce que inapplicables, les délégués mineurs étant surchargés de travail pour surveiller l'application des lois à des milliers de mineurs qui travaillent dans des dizaines de kilomètres de galeries. Il faut de ce fait limiter les circonscriptions des délégués mineurs à 500 ouvriers au plus ou leur adjoindre un délégué par quartier de la mine. Ces camarades élus par les mineurs formeraient le Conseil de la mine. Le délégué mineur pour l'ensemble du puits serait le président. Il aurait le droit de défendre l'accès des parties menacées de la mine, il pourrait interdire le travail de plus de huit heures, etc.; il aurait enfin, ce que les mineurs réclament, le devoir d'exécution et serait leur véritable représentant dans les questions de sécurité et de travail.

2° *Retraites. Caisses de secours. Accidents du travail.* — Les mineurs blessés, mutilés, invalides par maladie revendiquent de ne pas mourir de faim et lorsqu'ils sont tués au travail ou meurent, qu'on subviennne aux besoins de leurs femmes et enfants.

Ils possèdent depuis 1914 leur caisse des retraites, paient leurs cotisations de retraites depuis 1894; ils ont leurs caisses de secours contre les maladies; ils ont les retraites d'accidents. Ils n'en tirent pas le maximum de bénéfices. Près d'un milliard de leurs cotisations sont retenues dans les caisses du gouvernement où des compagnies minières, sous le fameux principe de la capitalisation de 2 p. 100 des salaires des mineurs dans le fond d'assurance de la Caisse des retraites. Cet argent n'est pas réparti comme les mineurs le demandent. Leurs retraites sont donc insignifiantes, les ouvriers polonais, hongrois, tchécoslovaques, ne touchent aucune retraite. Les efforts des caisses de secours ne sont pas coordonnés, les retraites d'accidents de travail illusoires et destinées à être réduites à rien dans la période d'inflation.

Minimum de retraites du demi-salaire pour les vieux de 50 ans d'âge ou 25 années de travail à la mine; droits proportionnés aux veuves, aux orphelins; administration ouvrière de la Caisse autonome; statuts types nationaux pour les Caisses de secours; prestations minimum nationales; révisions des retraites d'accidentés de travail, avec garantie contre leur dépréciation; voici quelques-unes des nombreuses revendications des mineurs dans ces questions.

Salaires, vacances payées; échelle mobile des salaires basée à son point de départ sur le véritable indice prolétarien de vie, et une garantie contre sa dépréciation sont les principales revendications des mineurs pour pouvoir subvenir aux besoins physiques et culturels de leur famille et d'eux-mêmes.

Dans la lutte contre la guerre au Maroc et en Syrie, le 12 octobre, les mineurs étaient déjà à l'avant-garde. Ils y resteront. Les conditions d'exploitation qu'ils subissent, leur conscience aiguë de classe, démontrent clairement qu'il ne peut pas exister de paix sociale entre le capitalisme et la classe ouvrière. L'influence des chefs réformistes sur une partie du prolétariat minier se désagrègera fatalement et la corporation minière sera un des piliers de l'Etat de la France Ouvrière de demain.

Les mineurs auront alors la sécurité et le bien-être auxquels leur travail leur donne droit.

KIRSCH.

Dans les Cuirs et Peaux

Comme pour tous les salariés, l'année 1925 a vu s'accroître les difficultés de l'existence pour les travailleurs de l'industrie des Cuirs et Peaux. Pour eux, comme pour tous, s'est posé le grave problème de leur subsistance avec des salaires sans cesse infériorisés par l'ascension continue du prix des matières indispensables à leur minimum d'existence, c'est ce qui a motivé les grèves qui furent particulièrement nombreuses dans cette industrie.

A Alger, Châteauroux, Nice, Nîmes, Marseille, Mouy, Paris, des mouvements revendicatifs eurent lieu, au total plus de 60 grèves aboutissant généralement à des augmentations de salaires s'élevant de 10 à 18 p. 100; quelques-unes subirent un échec.

Cependant, une constatation s'impose; batailles en ordre dispersé et résultats adéquats au degré d'organisation atteint par chacune des spécialités en cause, mais en fait, conservation des différences de salaires existant entre chacune d'elles, cela en dépit des efforts des militants qui, dans les cahiers de revendications présentées, cherchaient à avantager les salaires les plus bas, mais se heurtaient à la tactique patronale de division des travailleurs et, pour déjouer cette dernière, ne possédaient pas l'outil indispensable pour vaincre, c'est-à-dire une puissante organisation syndicale.

Certes, les augmentations obtenues, justifient pleinement les efforts déployés, car si elles n'ont pas élevé le niveau de la vie des travailleurs, elles leur ont permis néanmoins de conserver leur situation de l'année précédente et cela compte dans l'état d'instabilité économique que nous vivons, mais là ne doit pas se borner l'ambition des organisations syndicales si elles veulent répondre au désir et au besoin réel des travailleurs.

C'est à la compréhension de ce besoin que s'est attachée l'attention de la Fédération.

Les revendications fédérales.

Il apparaît que les revendications purement corporatives furent par trop localisées, et qu'il ne fut pas assez tenu compte de l'injustice sociale qui divise les travailleurs.

Assurément la différence des salaires entre travailleurs d'une même industrie, ne se constate pas uniquement dans celle des Cuirs et Peaux, mais dans aucune le problème de leur unification

ne se pose avec une telle acuité, car ce n'est pas seulement entre différents centres qu'existe cette anomalie, mais dans une même ville. Si l'on prend en exemple Paris, l'on voit des salaires horaires de 5 fr. 50 à 6 francs (cordonnerie, articles de voyage), tomber à 3 fr. 25 dans la tannerie, et le salaire de la femme infériorisé de 1 franc à 1 fr. 50.

Des écarts plus importants encore existent entre les centres; pour le même travail; à rendement égal, un coupeur gagne 120 francs par semaine à Châteauroux, 90 francs dans la Nièvre et 220 francs à Paris, tandis que leur production est vendue au même prix dans les magasins; il en est de même dans les autres spécialités, c'est ce qui explique la tendance du capitalisme des Cuirs et Peaux à transférer les usines à la recherche d'une main-d'œuvre bon marché.

Cette tactique néfaste aux intérêts des travailleurs fut l'objet de nombreuses discussions dans les assises fédérales de ces dernières années, mais les décisions adoptées dans les Congrès eurent toujours le tort de n'être pas assez impératives, tenant toujours trop compte de l'esprit local ou corporatif de la masse, elles permirent l'inertie des militants responsables des organisations syndicales qui craignaient d'affronter le manque d'éducation de leurs corporants.

La Fédération, eut cette année maintes occasions de constater que si les décisions prises au cours de ses Congrès avaient été suivies et appliquées avec toutes leurs conséquences, les conditions de lutte eussent sensiblement changé de tournure au grand dam du patronat.

En effet, on ne doit pas perdre de vue que les principaux objectifs, en dehors de l'action journalière pour l'augmentation des salaires, sont :

- La journée de huit heures et les vacances payées;
- Les syndicats d'industrie;
- L'unité syndicale.

Toutes ces revendications étendues sur le domaine national.

Or, il ne fait pas de doute que toute l'action syndicale dans l'industrie des Cuirs et Peaux, s'est heurtée durant l'année, non seulement au manque de préparation des travailleurs pour la lutte à mener face aux exigences de la vie, mais aussi, dans une large mesure, à la dispersion de leurs efforts. Ce manque de préparation s'est manifesté surtout par l'impulsivité des grèves qui dénote un défaut d'autorité du syndicat sur les corporants et entrave la liaison entre les revendications particulières d'une maison ou d'un petit centre avec les revendications d'ordre national. D'autre part, le fait pour les syndicats de se cloisonner eux-mêmes par un système archaïque, en organisme de défense strictement corporatif, les met dans un état d'infériorité indiscutable.

C'est ce qu'ont compris les camarades des syndicats parisiens

de la sellerie, maroquinerie et articles de voyage, qui, sous l'impulsion de quelques-uns d'entre eux ont ouvert la voie aux syndicats d'industrie en procédant à la fusion des leurs.

Le resserrement des syndicats.

Lorsque la Fédération fit un rapport sur le resserrement des Fédérations d'industrie, rapport souvent cité par les organisations sœurs, et qui rencontra une approbation quasi-générale, elle sous-entendait également la fusion des syndicats de spécialité partout où il en existe, en un syndicat unique d'industrie. Ce fut du reste le sens de la décision de son Congrès de 1924.

C'est donc en vertu de cette décision qu'il fut procédé à la fusion citée plus haut. Dès la première année d'existence de ce nouveau syndicat, des avantages considérables sont acquis, tant matériels que moraux, les effectifs en progression constante. Au point de vue matériel, la sellerie étant jusque-là infériorisée pour les salaires par rapport à l'article de voyage, obtient une augmentation horaire de 0 fr. 60 et ce dernier 0 fr. 50; travail aux pièces, pour l'un et l'autre, 15 p. 100; le salaire égal pour travail égal est arraché pour les femmes; enfin son rayonnement inspire une telle crainte que les patrons maroquiniers ont cru devoir prendre les devants sur les revendications de leurs ouvriers.

Par leur fusion ces deux syndicats ont fait plus qu'en dix ans d'efforts séparés; création d'un journal corporatif mensuel, à la rédaction duquel collaborent un grand nombre de camarades et le rend le plus vivant des journaux syndicaux de la région parisienne, unification des revendications et acheminement vers le salaire égal entre spécialités, tels sont les principaux résultats acquis en un an. L'impression causée par le succès de cette fusion est assez forte dans les autres syndicats fédérés de Paris pour prévoir que l'exemple sera suivi par eux dès janvier 1926; de même à Lyon où le resserrement entre le syndicat de la Chaussure et celui des Cuirs et Peaux est à l'ordre du jour, et sera sous peu vraisemblablement résolu dans le sens indiqué par les Congrès fédéraux.

La journée de huit heures et les vacances payées.

L'Unité.

L'action fédérale en faveur de la journée de huit heures fut de tout temps énergiquement menée et tout porte à croire que c'est à cette action que l'on doit attribuer le respect des huit heures par la majorité des patrons de notre industrie. Cependant, cette année, l'attention de la Fédération fut particulièrement appelée sur les heures de dérogations ou de récupérations qui varient suivant qu'il s'agit d'une spécialité ou d'une autre.

Pour obvier aux inconvénients que présente l'application des

décrets réglementant la loi sur la journée de huit heures, qui permettent tous les abus et risquent de la rendre illusoire, la Fédération poursuivit leur amendement en demandant la suppression pure et simple des heures de dérogations et répartissant sur 45 jours avec un maximum de 54 heures par semaine la récupération permise des heures perdues pour cause accidentelle.

Elle a enregistré cette année plusieurs victoires relatives aux vacances payées, quelques centres ont réussi à introduire chez eux cette revendication; à Paris elle s'étend de plus en plus et fait tache d'huile, prouvant par là que les sarcasmes qui l'accueillirent à son apparition ne l'ont pas empêchée de faire son chemin, grâce à l'action de tous.

Mais pour que ces deux revendications prennent définitivement leur place dans le domaine des conquêtes ouvrières, il était indispensable que leur application et leur défense ne soient pas limitées à un seul pays, c'est pourquoi les organisations des autres pays furent informées en toute occasion par l'intermédiaire du C. I. P. qui apporta lui-même tout son appui.

Parallèlement à cette action, la Fédération unitaire tenta, à différentes reprises, d'établir un accord avec la Fédération confédérée, notamment à l'occasion du Congrès international réformiste qui se tint en septembre à Paris, mais sans succès, l'entrée du Congrès fut même refusée à sa presse.

Malgré cela, par les attestations qui lui sont parvenues de différents syndicats confédérés, elle est convaincue que son action de défense pour les huit heures et les vacances payées rencontrent auprès des travailleurs une approbation générale.

Cependant que ses tentatives pour l'unité échouaient, elle persévérait toujours vers ce but, pensant que les refus à ses avances opposés par les chefs n'auraient de valeur auprès des travailleurs qu'autant que les événements sociaux le permettraient, c'est pourquoi se rendant de plus en plus compte que le capitalisme profite seul de la division de ses salariés, que ces derniers sont, par sentiment, contre la guerre, elle appuya et aida de toutes ses forces à la constitution des Comités d'action, délégua son secrétaire au Comité central, œuvra pour appeler à elle tous les travailleurs de toute tendance, et enfin participa de près, avec la C. G. T. U., à la préparation de la grève de 24 heures de protestation contre les guerres du Maroc et de Syrie, laquelle fut suivie par une bonne proportion des travailleurs des Cuirs et Peaux unitaires, confédérés, non organisés; particulièrement à Lyon, 90 p. 100; Paris et Romans, 60 p. 100.

Que ce soit pour les revendications d'ordre corporatif, social, sur le terrain national ou international, elle ne laissa jamais échapper la moindre occasion d'affirmer son désir d'unité. Il ne dépend pas d'elle si cette unité n'est pas encore réalisée, en tout cas, elle ne regrette aucun de ses actes se rapportant à ce but.

Jusqu'à fin 1924 l'organe de la Fédération paraissait très irrégulièrement, les syndiqués étaient parfois jusqu'à quatre mois sans le recevoir, ce qui ne pouvait qu'être préjudiciable à l'œuvre d'éducation et de revendications corporatives pour lequel il est fait.

Répondait-il à ce but ? C'est un point douteux si l'on considère le temps qui s'écoulait entre l'édition d'un numéro à l'autre et si l'on tient compte qu'il était quelquefois l'émanation de quelques individualités seulement lui donnant un aspect doctrinal trop accentué. Pour ces raisons le dernier Congrès fédéral prit des mesures pour une parution régulière tous les deux mois, à dater de 1925, et fit appel aux travailleurs pour qu'ils collaborent à sa rédaction. Par la suite, une rubrique spéciale qui obtint un succès marqué, fut réservée aux « Correspondants Ouvriers ».

Par ce moyen, le *Bulletin* acquit le caractère éminemment prolétarien qui lui manquait pour être intéressant à tous, une vingtaine de correspondants participèrent cette année à la rédaction en apportant leur point de vue sur les questions d'ordre social ou corporatif d'actualité; ils permirent aux fédérés de tout le pays d'être au courant des mouvements revendicatifs se produisant un peu partout et créèrent parmi eux l'émulation indispensable au combat à mener pour la conquête des revendications fédérales.

Liaison constante entre les fédérés, entre les syndicats, entre les régions, diffusion accentuée et attachement des travailleurs à leur bulletin fédéral, tels sont les buts poursuivis cette année et, croyons-nous, atteints en partie.

Les perspectives de la Fédération.

De tout ce qui précède, se détache l'impression que le grand nombre de grèves dans l'année, n'a pas amené une amélioration sensible de la condition des travailleurs de l'industrie des Cuirs et Peaux, la hausse des salaires n'ayant fait que suivre dans une certaine mesure le coût de la vie, énorme dépense d'efforts, sacrifice des travailleurs quelquefois perdu parce qu'en ordre dispersé. Peut-il en être autrement ?

Oui, si l'on s'en rapporte aux résultats acquis par le resserrement de deux syndicats à Paris.

Peut-on lier entre elles les revendications des différentes régions ? Là encore une réponse affirmative est donnée par l'exemple de Millau et St-Junien, où une amélioration obtenue dans l'un de ces deux centres est, par contrat, obligatoirement acquise dans l'autre.

Ces deux preuves montrent que l'action fédérale répondra de plus en plus à un besoin urgent en poursuivant le resserrement de ses syndicats pour le renforcement de leurs effectifs et la centralisation de leurs cadres, étendant les revendications cor-



B. U. MARTEL. — Le serment des Luddites.
Mouvement des tisseurs anglais (1810-1820).
(Gravure sur bois).

poratives du domaine local au domaine national, pour mettre obstacle aux avantages que le patronat tire du manque d'unité de vue parmi les travailleurs des différentes régions, et entraver la transplantation des usines.

Telle est l'œuvre de l'avenir, mais là ne peut se borner son objectif. Il importe en effet que devant la situation instable que nous vivons, et dont la répercussion risque fort de se faire durement sentir aux travailleurs, ces derniers puissent avoir tout au moins une assurance approximative du lendemain.

Pour cette tâche urgente, la Fédération sort de son cadre industriel, s'allie aux autres Fédérations, associe ses efforts à ceux de la C. G. T. U. pour obtenir l'établissement du salaire or et de l'échelle mobile, pour combattre le fascisme sous toutes ses formes, pour appeler les salariés, éternelles victimes, à la lutte contre la guerre.

Il appartient aux travailleurs de l'industrie des Cuirs et Peaux que l'avenir réponde à l'ambition qui anime leur Fédération : être l'animatrice des revendications générales des fédérés, s'appuyant sur l'I. S. R. et la C. G. T. U., être le centre de ralliement qui les groupera tous pour obtenir l'amélioration immédiate de leur sort, en attendant leur libération totale par la disparition de l'exploitation de l'homme par l'homme.

L. SOULAT,

Secrétaire de la Fédération des Cuirs et Peaux.

DANS L'ALIMENTATION

La Fédération nationale des Travailleurs de l'Alimentation est fondée depuis 1902. Elle englobe maintenant les travailleurs de 23 professions différentes et groupe 129 syndicats corporatifs ou d'industrie, accusant un chiffre de 14.000 adhérents.

Elle possède son journal mensuel *l'Alimentation Ouvrière*, complété par le tirage de cinq journaux corporatifs : *le Fraternel*, des ouvriers boulangers; *le Travailleur Biscuitier*, *Pain d'Épicier*, des ouvriers biscuitiers; *l'Épicier Libre*, des employés et gérants d'alimentation; *le Réveil des Cuisiniers*, des cuisiniers; *le Travailleur des Hôtels, Cafés-Restaurants, Bouillons*, des travailleurs de l'industrie hôtelière.

La diffusion de cette presse fédérale et corporative se monte au tirage de 25.000 exemplaires mensuellement. Les ressources de nos organisations ne nous permettent malheureusement pas de faire un effort plus grand.

La Fédération a une vie régulière et ne reçoit aucune subvention, ni n'émerge aux fonds secrets à l'instar de certaines organisations. Elle se suffit par les versements réguliers des cotisations de ses syndicats sous la forme de timbres-cotisations mensuels édités par la Confédération Générale du Travail Unitaire.

La presse fut de tout temps une préoccupation de premier plan dans la Fédération et les syndicats. La diffusion de nos journaux est encore loin d'être suffisante. Notre presse devrait tirer dix fois plus pour toucher la grande masse des travailleurs de l'Alimentation et les attirer à nous.

Détruire l'influence néfaste de la grande presse dans les milieux ouvriers par l'immixtion de la presse ouvrière dans les masses laborieuses est une tâche qui ne souffre aucun retard. Disséminés dans les boutiques, dans les fournils, dans les usines, plus de un million de prolétaires travaillent chez les employeurs de l'Alimentation.

Le prolétariat de l'industrie alimentaire est une des couches les plus misérables de la classe ouvrière tant au point de vue des lois sociales, dont ils ne sont pas bénéficiaires, des salaires médiocres et des conditions d'hygiène dans les lieux de travail.

Les salaires sont d'une insuffisance manifeste. Les conditions d'hygiène dont souffrent les jeunes apprentis, les employés nourris et logés chez les patrons sont dans la plupart des cas un scandale.

Dans certaines usines une promiscuité honteuse existe; des vestiaires rudimentaires abritent en même temps les hommes et les femmes.

Une pratique détestable et déshonorante, la fouille, sévit dans les magasins et les usines sans soulever de protestation.

La main-d'œuvre féminine est abondante dans l'alimentation. Le perfectionnement de l'outillage dans les usines, l'introduction du matériel moderne incite le patronat à substituer la main-d'œuvre féminine aux ouvriers professionnels pour son plus grand profit.

Les femmes gagnent à l'usine un maximum de 2 francs de l'heure et un minimum de 1 franc de l'heure.

Les professionnels en biscuiterie, confiserie, chocolaterie, saisons, etc., touchent des salaires insignifiants en comparaison de leurs connaissances techniques.

Dans la plupart de nos corporations : pâtisserie, cuisine, charcuterie, boucherie, etc., le jeune *ouvrier* ne prend cette qualification qu'après avoir fourni un apprentissage variant entre deux et trois années.

Dans l'industrie hôtelière, le système de rémunération en pourboire fait des employés des travailleurs diminués.

Les revendications générales.

La concentration des usines en trusts et en Sociétés anonymes, la centralisation des efforts capitalistes obligent les organisations syndicales ouvrières de rechercher une plus grande perspective de succès dans leurs luttes pour les revendications en opérant le resserrement des syndicats corporatifs existants en syndicats d'industrie puissants.

C'est à quoi notre dernier Congrès fédéral, tenu à Paris le 1^{er} septembre et jours suivants de cette année, laissa une large place dans ses travaux.

Le relèvement des salaires fut étudié pour chaque corporation. Mais la plus vieille revendication inscrite dans l'ordre du jour est sans conteste la suppression du travail de nuit en boulangerie.

La bataille se livre serrée depuis plusieurs mois, depuis plusieurs années, pourrions-nous dire, entre les syndicats d'ouvriers boulangers et la Chambre des Députés et le Sénat.

Dans cette bataille finale, les patrons boulangers font un effort surhumain pour contester le droit des ouvriers de travailler le jour. La routine a fait longtemps l'objet des réticences patronales.

Mais de nos jours, la résistance des patrons se masque derrière un autre argument. Le projet de loi sur le travail de jour interdisant, non seulement aux ouvriers mais aux patrons eux-mêmes de panifier la nuit, fut voté en juillet dernier par la Chambre des Députés. Nous ne signalerons pas ici les imperfections contenues dans cette loi, nous disons seulement que son application en sera rendue très aléatoire.

Evidemment, la fine fleur de la boulange a jeté les hauts cris et entraîna à sa suite tous les petits patrons qui, sans rien y comprendre, travaillent contre leurs intérêts véritables.

Une grande réunion en octobre, tenue à l'issue de la fermeture des boulangeries, à Wagram, rassembla autour de MM. Billiet et Panancier, les protestataires.

Avec véhémence, ceux-ci s'élevèrent contre les prétentions du gouvernement. Que devient donc la liberté individuelle chère au commun des mortels ; Boulanger veut être maître chez soi, même au prix de la santé publique.

Car, hélas, la clientèle souffre de cette panification nocturne. La collectivité mange du pain fabriqué dans des conditions d'hygiène déplorables, par des ouvriers atteints de la tuberculose et autre maladies professionnelles consécutives de ce travail hors nature.

Les ouvriers boulangers de toute la France ont répondu par un affichage national traitant cette question et par de nombreux meetings.

A l'heure où ces lignes sont écrites, le Sénat n'a pas encore donné son veto au texte de loi du 13 juillet 1925. Se nourrir d'illusions sur la disparition totale du travail de nuit par le seul jeu de l'appareil de l'inspection du travail serait une profonde erreur. Les ouvriers et la Fédération y apporteront la vigilance nécessaire.

Comme il est aisé de s'en rendre compte, l'activité de la Fédération au cours de l'année 1925 a porté sur trois points essentiels : le recrutement des travailleurs pour les syndicats, la suppression du travail de nuit et le relèvement général des salaires.

Les grèves.

Un événement important est venu en fin de l'année 1924 donner un nouvel essor au syndicalisme en Bretagne.

Le syndicat des sardinières de Douarnenez, adhérent à notre Fédération, a engagé une lutte sévère contre les exploiters de la conserve.

Depuis 1905, date de la création de ce syndicat, aucune action sérieuse n'avait été faite pour relever le niveau de la vie des ouvrières et des ouvriers, contre les potentats de la côte bretonne.

Les industriels de la conserve accueillaient les revendications de ces travailleurs avec le dédain et la morgue dont ils sont coutumiers.

Seule, une bataille sans merci pouvait mettre fin à la régression sociale de ces hobereaux.

Le 21 novembre 1924, acculés à la misère, toutes les ouvrières, tous les ouvriers quittèrent les 27 usines de cette ville. Il n'est pas besoin d'ajouter que le relèvement des salaires en était le motif. Avec raison, cette grève fut dénommée grève de la misère.

La population a suivi avec passion et sympathie ce magnifique mouvement qui marque sa place, et des plus importantes, dans les annales du syndicalisme français.

Indiquons que les salaires alloués avant cette grève étaient de 0 fr. 80 l'heure pour les femmes et 1 fr. 30 pour les hommes.

Le patronat breton n'est pas rompu aux tactiques de la lutte des classes. La souplesse lui fit grandement défaut et le Comité de grève sut profiter de leur brutalité pour mieux les vaincre.

Le 6 janvier 1925, après 48 jours de privations et de ténacité, les travailleurs du port breton arrachaient la victoire.

La tentative de meurtre exercée sur les militants ouvriers par le millionnaire Béziers, loin d'abattre le sentiment de classe des ouvrières, renforça au cœur des parias leur désir d'émancipation.

Le syndicat de la Conserve de Douarnenez groupe maintenant plus de 2.000 adhérents.

Sur toute la côte de l'Atlantique, le succès de ce mouvement eut un effet magique. Le contact des militants avec les exploités des usines souleva un enthousiasme qui permit aux syndicats récemment créés d'obtenir des patrons l'application du tarif horaire conquis à Douarnenez.

Un Congrès de la Conserve, organisé en avril, permit d'établir les revendications particulières à cette industrie et par son succès de regarder l'avenir avec assurance. Ce congrès se tint à Douarnenez dans la Maison du Peuple, inaugurée en la circonstance.

En marge de l'importante grève de Douarnenez, plusieurs grèves de moindre importance furent soutenues par les syndicats fédérés et la Fédération elle-même. Nous les citons dans l'ordre :

Grève des Limonadiers de Marseille, grève des Boulangers de Biarritz, grève des Boulangers de Ruffec, grève des Boulangers de Saint-Brieuc, grève des Charcutiers de Saint-Etienne, grève des Tripiers-Boyaudiers de Paris, grève des Abattoirs de Paris, etc.

Presque tous ces conflits partiels se terminèrent par une victoire.

En dehors de ces luttes corporatives, nous n'avons rien négligé quant à notre part d'activité aux côtés du Comité central d'action pour y joindre le geste de protestation des travailleurs de notre industrie contre la guerre du Maroc, les impôts Caillaux et les menées impérialistes dans les colonies.

Tout fut mis en œuvre pour souder les deux tronçons du prolétariat groupé dans les deux Fédérations et rétablir l'équilibre des forces ouvrières en réalisant l'unité syndicale.

La Fédération réformiste fut harcelée par notre vieille organisation sur le terrain de l'unité.

La gauche unitaire de la C. G. T. prend de l'influence au milieu des vieux cadres social-démocrates.

Plusieurs syndicats confédérés votèrent au cours de l'année des ordres du jour affirmant leur désir d'unité syndicale.

Devant l'impérialisme menaçant, pour mettre fin à la guerre, pour conquérir des salaires et des conditions de travail meilleures, pour réaliser l'unité syndicale, la Fédération nationale des Travailleurs de l'Alimentation sera encore sur la brèche et à la pointe du combat dans l'année qui vient.

M. SIMONIN.

A l'Union Confédérale des Locataires de France et des Colonies

Le mouvement locatif a été arrêté dans sa progression depuis quelques années, du fait que sa direction est tombée aux mains de réformistes on ne peut plus tièdes.

Jusqu'en 1914, les locataires n'avaient guère répondu à l'appel de ceux qui voulaient les grouper pour mener la lutte contre les privilèges de la propriété immobilière. Ce n'est que les difficultés croissantes qu'ils ont rencontrées au lendemain de la guerre impérialiste qui les a amenés au groupement.

De 1915 à 1922, l'Union confédérale et surtout la Fédération de la région parisienne a vu ses effectifs augmenter constamment. A cette époque le bureau fédéral et le bureau confédéral ont été occupés par des camarades à qui l'action révolutionnaire faisait peur et qui n'ont vu l'avenir de l'organisation que dans son service juridique.

Les effectifs se sont stabilisés aux environs de 50.000 adhérents pour la région parisienne et de 90.000 pour la France. Des camarades pensant que l'organisation des locataires doit, comme toutes les organisations économiques, avoir une orientation de lutte de classe, n'ont pas abandonné la bataille.

Ils ont, tout en restant dans le cadre des statuts, cherché à faire prédominer leurs conceptions et ils devaient, cette année, reconquérir la majorité. C'est parce qu'ils ont senti le danger, que les dirigeants de l'U. C. L. n'ont pas hésité à préparer la scission.

Au moyen d'une motion de discipline antistatutaire, ils ont éloigné des Congrès fédéraux et nationaux tous les camarades membres du Parti communiste ou sympathisants au communisme. Et pour être certains de ne plus rencontrer d'opposition dans leurs rangs, ils ont étendu cette mesure à tous ceux qui voulaient faire de l'organisation une organisation révolutionnaire.

Les adhérents ne les ont pas suivis; 50.000 environ sur les 90.000 que comptait l'U. C. L., sont restés fidèles aux sections et fédérations révolutionnaires. Celles-ci, désireuses de maintenir l'unité, se sont groupées dans un Comité de regroupement, qui a déjà fait plusieurs tentatives dans ce sens auprès des dirigeants de l'U. C. L.

L'unité du mouvement locatif est d'autant plus nécessaire que

le gouvernement vient de déposer un projet de loi très dangereux pour les locataires. C'est un nouvel échelon vers le retour au droit commun. Alors que la loi de 1918 fixait une prorogation sans augmentation et que celle de 1922 accordait une prorogation avec une augmentation *maximum*, le projet Steeg fixe une augmentation *minimum*, qui pourra toujours être dépassée.

Il accorde aux propriétaires l'échelle mobile, qui est refusée aux fonctionnaires et aux employés et ouvriers de l'industrie privée. Quant aux prorogations, des milliers de locataires ne pourront en bénéficier.

Nous sommes loin des promesses faites pendant les périodes électorales de 1924 et 1925. Sur ce terrain, comme sur beaucoup d'autres, le Bloc des Gauches a fait faillite. Beaucoup de militants, qui étaient restés fidèles aux dirigeants de l'U. C. L., commencent à s'en apercevoir. Ils comprennent que l'on ne sera jamais trop nombreux et trop unis pour obtenir du Parlement la réalisation des revendications minimum des locataires.

Et puis, il ne s'agit pas d'obtenir simplement des prorogations. Les locataires ne peuvent plus trouver à se loger. Les propriétaires n'entretiennent plus leurs immeubles, ce qui entraîne des épidémies et la propagation de la tuberculose, et les pouvoirs publics ne font rien pour remédier à la crise du logement.

C'est tout le problème du logement qui reste à résoudre. Les gouvernants bourgeois, quelle que soit leur tendance, prisonniers de la grosse propriété immobilière, comme de toutes les forces capitalistes, ne peuvent y apporter de solution efficace.

Les locataires le sentent de plus en plus. Ils comprennent que ce n'est pas par une collaboration à des organismes officiels, comme le Comité consultatif cher à M. Lévassé, que l'on obtiendra une amélioration de leur sort. Le nombre de ceux qui sont restés avec les fédérations et sections révolutionnaires en est une preuve.

Pour toutes ces raisons nous pensons que l'année 1926 sera plus heureuse pour les locataires et leur organisation. Les événements amèneront les dirigeants de l'U. C. L. à une meilleure compréhension de leur devoir. Ils viendront à l'unité. S'ils n'y viennent pas d'eux-mêmes, leurs adhérents sauront les y amener.

L. DIEULLE.

N. B. — Pour tous renseignements concernant le mouvement locatif, écrire ou s'adresser à la Fédération des Locataires de la Région Parisienne, 106, rue Lafayette, Paris (10^e).

AUX LOCATAIRES !

Nous donnons ci-dessous quelques réponses à des questions que se posent très souvent les locataires et auxquelles seule la connaissance exacte des lois en vigueur permet de répondre. Il ne saurait être question d'envisager ici tous les cas qui pourraient se présenter, d'autant plus que nos lecteurs ont la facilité de s'adresser directement à la Fédération des Locataires, 106, rue Lafayette, Paris (X^e), pour tous les cas d'espèce.

Loi du 31 mars 1922. — Article 9. — Accessoire d'un contrat de travail.

Le logement consenti à un ouvrier ou à un employé peut-il être conservé par celui-ci ou par celui-là après la rupture de son contrat de travail avec son employeur ?

La question de savoir si la location d'un logement par un employeur à son employé est affectée par la résiliation de leur contrat de travail est subordonnée à l'appréciation de circonstances de fait relevant essentiellement de l'interprétation judiciaire mais dans l'hypothèse où le logement constitue un des accessoires du contrat de louage de services, l'article 9, alinéa 4, de la loi du 31 mars 1922, déclare que l'occupant n'aura pas droit au bénéfice de la prorogation prévue à l'article 7 de la même loi.

Y a-t-il une forme prescrite par la loi pour donner congé ?

La loi ne prévoit aucune forme pour donner congé, le congé peut être donné par lettre missive, et le congé étant un acte unilatéral, non subordonné à l'acceptation de la partie à qui il a été donné, il suffit, pour sa validité, que la notification en ait été faite avant le terme fixé par l'usage.

Il s'ensuit que le congé notifié par lettre recommandée est valable, dès l'instant que l'expéditeur a pris toutes dispositions utiles pour que la lettre parvienne en temps utile au domicile du destinataire, alors même que celui-ci, alors absent, ne l'a pas reçue, si, d'ailleurs, il est justifié par le bailleur du contenu de la lettre.

Un locataire peut-il être expulsé par son propriétaire sans jugement ?

Un locataire ne peut être expulsé par huissier qu'en vertu d'un titre exécutoire (jugement). Il va de soi qu'un congé donné par le propriétaire ne constitue pas par lui-même un titre exécutoire, il est indispensable qu'il soit sanctionné par justice.

Le propriétaire ne peut obtenir titre exécutoire que contre le locataire dont le contrat est expiré, qu'il s'agisse du contrat lui-même ou d'une prorogation légale ou conventionnelle de ce contrat, ou contre le locataire qui ne remplit pas ses obligations et encourt la résiliation.

Un contrat de location expire par l'arrivée du terme convenu dans les locations à durée déterminée (baux écrits) ou par l'effet d'un congé dans les locations à durée indéterminée (locations verbales).

Que doit faire un locataire lorsqu'il reçoit congé ?

Répondre dans les 20 jours, à compter de la date du congé, par une lettre recommandée, par laquelle il proteste contre ce congé et demande le bénéfice de la prorogation en conformité de la loi qui le lui confère.

Résumons : La situation est très nette.

Locataires à contrats en cours avec ou sans prorogation; jouissance assurée jusqu'à l'expiration du contrat et, éventuellement, de la prorogation.

Locataires à contrats expirés ou devant expirer au 1^{er} janvier 1926, ayant obtenu amiablement ou en justice un délai de jouissance assuré jusqu'à l'expiration du délai : sous réserve, dans l'un ou l'autre cas, de l'exécution de leurs obligations.

Locataires à contrats expirés, n'ayant droit à aucune prorogation, expulsion possible s'il y a titre exécutoire, une dernière ressource reste à ces derniers, c'est de solliciter un délai de grâce, en référé, en vertu de l'article 1244 du Code civil.

Réparation locative. — Remise en état des lieux.

(Code civil, article 1754)

I. — Il ne faut pas confondre les réparations locatives proprement dites de la compétence spéciale du Juge de Paix, avec les travaux de remise en état des lieux de la compétence du Tribunal civil.

II. — Un locataire sortant ne doit pas au bailleur une indemnité pour travaux de remise en état, alors qu'il a fait des améliorations dont le bailleur n'a pas intérêt à demander la destruction et que le preneur qui lui succède n'a pas demandé le retour à l'ancien état de choses.

Certificat de domicile. — Refus par le bailleur.

L'obligation pour un propriétaire de délivrer un certificat de domicile, c'est-à-dire un certificat constatant que son locataire habite l'immeuble lui appartenant, résulte des usages locaux de la Ville de Paris.

Par suite, le propriétaire qui refuse à son locataire un pareil certificat encourt une condamnation à des dommages-intérêts si ce refus cause préjudice au locataire.

Réparations. — Location. — Définition.

(Code civil, article 1731)

A défaut d'état des lieux, le locataire est, en principe, responsable des réparations locatives conformément à l'article 1731 du Code civil; cependant, cette responsabilité ne doit lui incomber que si elles sont, en dehors de la vétusté ou de la force majeure qui exclut sa responsabilité, le résultat d'un abus de jouissance, d'un défaut de soin ou de surveillance et non dues au seul usage normal de la chose louée, pour lequel usage le locataire paie une rémunération qui constitue le loyer. Pour les autres réparations, le locataire n'est plus présumé être en faute, et la preuve que la chose était en bon état au moment de

l'entrée en jouissance du locataire incombe au bailleur; toutefois, quand il s'agit de dégradations apparentes que le preneur a pu et a dû voir avant son entrée en jouissance, l'assimilation, quant à la preuve est complète avec les réparations locatives.

Modification par le bailleur de la chose louée.

(Code civil, article 1723)

Un propriétaire peut-il changer les lieux habités comme bon lui semble ?

Aux termes de l'article 1723 du Code civil, le bailleur ne peut, pendant la durée du bail, changer la forme de la chose louée, et si ces expressions ne doivent pas s'entendre dans le sens d'une entrave au droit qu'a le bailleur de disposer dans une mesure convenable du surplus de sa propriété, on ne saurait non plus les restreindre à l'unique interdiction de changer la forme intérieure des locaux loués; elles impliquent encore que le bailleur ne peut, par des modifications apportées dans les autres parties de sa propriété, nuire à la jouissance du preneur en détruisant, en diminuant les avantages inhérents à la location, et dont la considération a dû le déterminer à accepter le bail.

Conventions contraires.

(Loi du 31 mars 1922, articles 7 et 23)

Le locataire qui signe un engagement de location ou un bail dans lequel il déclare ne pas se prévaloir des lois ultérieures qui pourraient lui donner droit à la prorogation ou à tout autre bénéfice est-il déchu de ce droit, par la suite, pour s'en réclamer ?

Est contraire à l'ordre public et doit être considéré comme nulle, la clause insérée dans un bail et par laquelle les parties déclarent renoncer au bénéfice de toutes dispositions réglementaires ou législatives présentes ou futures qui permettraient de suspendre, contester le paiement des loyers ou de prolonger la durée de la location au delà du terme fixé.

Majoration extrême.

(Loi du 31 mars 1922, article 10)

Le locataire doit-il payer 75 p. 100 au propriétaire comme augmentation de son loyer ?

La majoration de 75 p. 100 est une majoration extrême qui peut être réduite si elle ne répond pas à la valeur du local en mauvais état et aux avantages que retire le locataire de son contrat de location.

Charges. — Locataires déjà augmentés.

(Loi du 31 mars 1922, article premier, alinéa 7)

Un locataire dont le loyer n'a été que faiblement augmenté depuis 1914, peut-il être augmenté à nouveau jusqu'à concurrence du montant réel des charges s'élevant à 40 p. 100 par exemple ?

Le texte de la loi est formel et absolu : « Ne supportent pas la double augmentation prévue à l'article premier de la loi du 31 mars

1922, les locataires dont le loyer a été augmenté en vertu d'une convention postérieure au 1^{er} avril 1914. » Il n'appartient pas à la chancellerie de l'interpréter. Il ne s'agit d'ailleurs, dans cet article premier, que des prorogations accordées par la loi du 9 mars 1918, et non des nouvelles prorogations qui seront sollicitées en exécution de la nouvelle loi, lesquelles sont réglées par les articles 7 et suivants.

Congé. — Augmentation. — Contrat nouveau.

Quelle est la situation d'un locataire qui a reçu congé et qui accepte ultérieurement une augmentation ?

L'augmentation du loyer, d'accord entre les parties, constitue un nouveau contrat ayant, pour résultat d'annuler les effets de congé, et contrat auquel il ne peut être mis fin que par la signification d'un nouveau congé.

Référé. — Expulsion. — Bail en cours.

Le juge des référés est-il compétent pour prononcer la résiliation d'un bail en cours ?

Le juge des référés est incompétent pour prononcer la résiliation d'un bail en cours, puisqu'en statuant ainsi il porterait nécessairement préjudice au principal; il suit de là qu'il ne saurait autoriser l'expulsion d'un locataire dont le bail n'est pas terminé, qu'à titre purement provisoire et exceptionnel et seulement lorsque la mesure sollicitée présente un caractère d'urgence tel qu'elle ne puisse être différée jusqu'au jour où le juge du fond sera en mesure de rendre sa décision.

Réparations locatives exigibles pendant le contrat.

Un propriétaire qui, en vertu de la loi du 28 décembre 1923, a majoré ses loyers de 75 p. 100, ne doit pas effectuer les réparations locatives jugées nécessaires :

Avant d'entrer en jouissance, il appartient au locataire de débattre et de régler avec son bailleur, comme conditions du contrat, l'opportunité de certaines réfections et les modalités de leur exécution. En cours de jouissance, les réparations locatives ou de menus entretiens sont, sauf conventions contraires et en vertu des dispositions formelles de l'article 1754 du Code civil, à la charge du locataire, lequel est, d'ailleurs, tenu, à sa sortie, de laisser et, éventuellement, de remettre les lieux en bon état sous ce rapport.

Expropriation. — Pas de prorogation.

(Loi du 31 mars 1922, article 7)

Un locataire exproprié par application des lois du 3 mai 1841 et du 17 juillet 1921, peut-il se prévaloir de la prorogation de l'article 7 de la loi du 31 mars 1922 ?

Un locataire exproprié ne peut se prévaloir de la prorogation de l'article 7 de la loi du 31 mars 1922, aucune prorogation ne pouvant mettre obstacle à l'application des lois du 3 mai 1841 et du 17 juillet 1921 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, l'intérêt général devant passer avant l'intérêt privé. Le locataire doit immédiatement le logement qu'il habite, sans préjudice des droits que, le cas échéant, il pourrait se croire autorisé à faire valoir à ce sujet.

L'U.S.T.I.C.A.

L'U.S.T.I.C.A. a été créée en 1919 par un groupe d'ingénieurs qui acceptaient la collaboration étroite avec la classe ouvrière organisée.

Un certain nombre de ces ingénieurs avaient travaillé en Russie avant la guerre et quelques-uns d'entre eux avaient même assisté à la Révolution de 1917 et collaboré à la production en Russie en 1917 et 1918.

Roger Francq, ingénieur de l'Ecole Centrale de Paris, est resté le plus représentatif de ce groupe d'hommes. A l'heure actuelle, toute son activité intellectuelle est encore orientée vers une réorganisation de la production et des échanges conforme aux directives soviétiques.

Le noyau initial de l'U.S.T.I.C.A. ne comprenait qu'une centaine d'adhérents. Mais l'organisation s'est développée depuis, et elle groupe maintenant 2.000 techniciens.

Au début l'U.S.T.I.C.A. ne comprenait qu'un seul organisme : « L'Union syndicale des techniciens de l'Industrie, du Commerce et de l'Agriculture », dont les initiales font : USTICA.

Par la suite, pour donner à son travail syndical une plus grande efficacité, l'U.S.T.I.C.A. a créé cinq syndicats, qui sont les suivants :

Syndicat professionnel des ingénieurs, directeurs et chefs de service de l'industrie;

Syndicat professionnel des directeurs et chefs de services financiers, commerciaux et administratifs;

Syndicat des agents de maîtrise et techniciens de l'industrie;

Syndicat professionnel des maîtres d'œuvre et techniciens de la construction et des travaux publics;

Syndicat professionnel des ingénieurs et chefs d'exploitation agricole.

L'U.S.T.I.C.A. est donc vraiment une Union de Syndicats. Le nombre de ces derniers pourra augmenter et augmentera certainement à mesure que l'organisation deviendra plus forte.

Tous ceux qui nous lisent comprendront les difficultés que les initiateurs du mouvement ont eu à vaincre pour grouper des techniciens dans une organisation véritablement syndicale. Les techniciens, qui sortent de la classe moyenne, de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie — et fort rarement de la classe

ouvrière — n'ont pas l'esprit syndical. Ils ne comprennent pas, comme les autres salariés, la nécessité de se grouper avec leurs camarades de travail. N'ayant aucune éducation sociale et rejetant généralement le marxisme sans l'avoir étudié, ils ne prévoient pas l'aboutissant de la concentration industrielle et commerciale : la prolétarianisation de toute la classe moyenne.

Tous les membres de l'U.S.T.I.C.A. ne sont pas marxistes, car l'unité syndicale a été conservée chez les techniciens et toutes les tendances sociales sont représentées dans les divers syndicats de l'Union. Mais tous les techniciens syndiqués admettent au moins la lutte de classe *comme un fait*. Ils sont bien obligés de constater que ce sont les plus forts, c'est-à-dire les grands banquiers et les gros industriels qui mènent les nations et le monde et que les salariés, en luttant pour défendre leurs conditions de travail, ne font que répondre à une offensive qu'ils n'ont pas provoquée.

Le premier travail de l'U.S.T.I.C.A. a donc consisté à répandre l'idée syndicale parmi les techniciens, travail qui n'avait jamais été tenté antérieurement.

En même temps, les militants du syndicalisme des techniciens ont fait comprendre à leurs camarades de travail que leur place était à côté de la classe ouvrière organisée, et non pas à côté du patronat, comme ils l'avaient pensé jusqu'à la guerre.

Enfin, l'U.S.T.I.C.A. s'est efforcée de dissiper les préventions qui existaient dans la classe ouvrière contre les ingénieurs, les chefs d'atelier, les chefs de service, etc..., qui ne sont pas tous ses ennemis et qui sont indispensables pour la production et les échanges.

Les camarades de l'U.S.T.I.C.A. estiment avoir réussi dans leur tâche. A l'heure actuelle, l'idée du syndicalisme des techniciens est solidement implantée et les différents salariés d'une même entreprise ne se considèrent plus comme appartenant à une caste à part. Sans doute, il y a encore beaucoup à faire. Mais la base est solide et si l'U.S.T.I.C.A. disparaissait, l'idée ne périrait pas et il faudrait reconstituer rapidement une organisation du même ordre.

Cependant, l'U.S.T.I.C.A. n'a pas que des tâches morales, sociales et syndicales à accomplir. Elle a également une besogne technique précise à réaliser. Et cette besogne est la constitution de Comités techniques prolétariens, qui s'opposent aux Comités des Houillères, des Forges, du Textile, des Industries chimiques, de l'Electricité, etc..., qui font la force du patronat.

Dans ce domaine, l'U.S.T.I.C.A. n'a fait que des projets, car il lui manquait le nerf de la guerre pour réaliser.

Le Comité des Forges à lui tout seul dépense plusieurs millions par an pour être renseigné sur la production nationale et internationale. Ce n'est pas avec 2.000 cotisations que l'U.S.T.I.C.A. pouvait créer même un seul bureau technique, avec un

ingénieur spécialisé à la tête du personnel et de la documentation.

L'U.S.T.I.C.A. estime que c'est l'ensemble du syndicalisme qui doit créer ces organismes techniques, en utilisant les compétences des techniciens organisés.

Dans le régime capitaliste, les conseils d'administration des sociétés anonymes ne se décident jamais pour les questions importantes sans consulter des experts, sans faire appel à leur Conseil juridique, à leurs divers Conseils techniques. La classe ouvrière doit agir de même et l'U.S.T.I.C.A. est dès à présent à son entière disposition.

On n'a pas compris assez tôt, malheureusement, l'importance de l'action technique. L'expérience russe n'a pas suffisamment servi. Pourtant, on sait qu'en Russie, par suite du manque de techniciens et du manque de bureaux spécialisés, les souffrances des travailleurs ont été beaucoup plus longues et beaucoup plus grandes.

Si l'on veut bien connaître le régime capitaliste pour le bien combattre et si l'on veut transformer totalement la production et les échanges, il faut être armé.

Sans doute, les techniciens ne sont pas tout. Mais s'ils ne forment qu'une partie de l'ensemble des forces nécessaires pour une transformation totale, ils constituent une force indispensable.

Dans une usine, on ne peut se passer d'ouvriers, mais on ne peut pas, également, se passer de compétences.

Il faut, également, craindre l'insuffisance ou les trahisons de certains techniciens. Ces derniers sont des hommes, donc faillibles. Ce n'est pas une raison pour les laisser de côté : on doit les utiliser *et les contrôler*.

L'U.S.T.I.C.A. ne deviendra une grande force que lorsque tous les salariés, tous les exploités comprendront son utilité profonde et lui demanderont de travailler pour eux, en lui fournissant les moyens matériels qui lui manquent.

Mais on peut agir tout de suite en envoyant à l'U.S.T.I.C.A. tous ceux qui ne sont pas syndiqués dans les organisations ouvrières : ingénieurs, dessinateurs, chefs d'atelier, contre-maîtres, chefs d'équipe, chefs de chantier, chefs de services commerciaux, chefs comptables, chefs de services agricoles, etc. Il n'y a qu'à écrire 28, rue de la Boétie, Paris (8^e) pour demander les statuts et les journaux, qui seront envoyés par retour du courrier et gratuitement. On peut également aider l'U.S.T.I.C.A. en s'abonnant à son journal, qui coûte 10 francs par an.

Dès 1926, l'U.S.T.I.C.A. fera paraître, en collaboration avec les organisations syndicales ouvrières et de fonctionnaires, une revue de documentation économique, destinée à renseigner les militants ouvriers sur le régime capitaliste. Cette revue donnera

tous les chiffres qui manquent à nos camarades, ou que l'on ne trouve que très difficilement épars dans diverses publications. Cette revue sera le point de départ de la constitution d'un bureau de documentation économique.

Il a été fait beaucoup de critiques contre l'U.S.T.I.C.A. D'autres l'ont louangée excessivement. La première organisation des techniciens syndicalistes ne mérite ni cet excès d'indignité, ni ces honneurs. Elle est l'expression de la conscience d'un moment de l'histoire prolétarienne. Elle se développera si les salariés comprennent et s'organisent. Si, par exemple, le syndicalisme était en pleine régression, il est évident que l'U.S.T.I.C.A. diminuerait d'importance également.

Le mouvement social, le mouvement syndical, c'est un tout. Il faut développer toutes les parties de cet ensemble. C'est quand les salariés organisés syndicalement et politiquement seront une force cohérente et consciente qu'ils pourront prendre le pouvoir et transformer à leur profit les conditions de la production et des échanges.

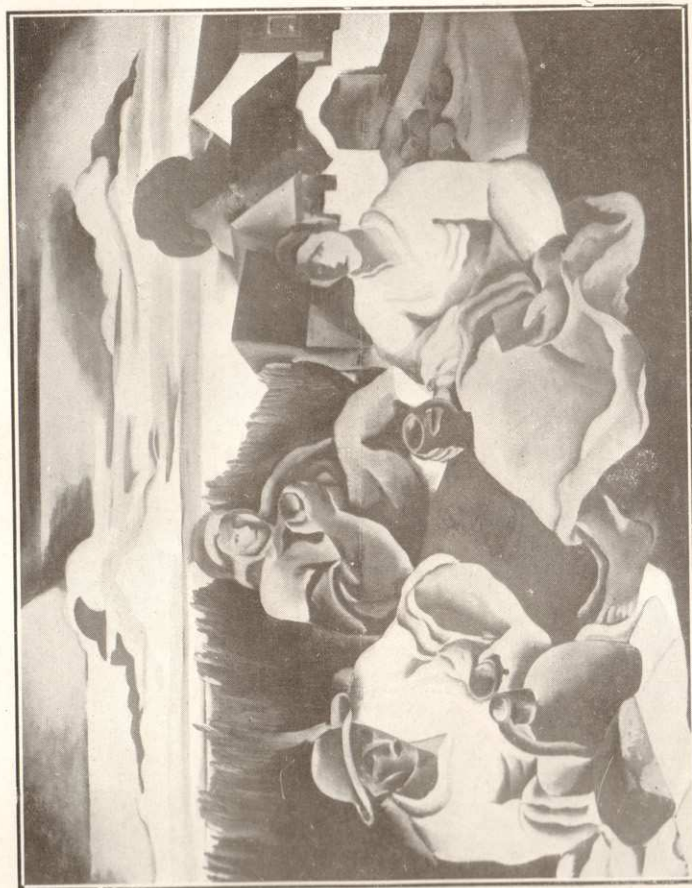
Paris, le 7 novembre 1925.



Prolétaires de tous les pays



UNISSEZ-VOUS!



FOLRYN. — Scène paysanne.

BANQUE OUVRIÈRE ET PAYSANNE

Société Anonyme en formation. — Capital 8 millions de francs.

OBJET DE LA B. O. P.

- 1° Toutes opérations de Banque ou de Bourse;
- 2° L'achat de tous immeubles utiles au développement de la Société;
- 3° L'extension de toutes Sociétés Coopératives de production et de consommation, ainsi que tous Syndicats et toutes Oeuvres sociales intéressant les travailleurs des villes et des champs;
- 4° Tous échanges internationaux en ce qui concerne les matières premières, les produits agricoles et manufacturés;
- 5° Et généralement en France, aux Colonies et à l'Etranger, toutes opérations mobilières, immobilières, commerciales, industrielles et financières ayant un rapport quelconque avec l'objet général de la Société ou pouvant contribuer à son développement.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Composé de neuf à quinze membres nommés par l'Assemblée générale et pris parmi les actionnaires. L'Assemblée générale ordinaire se réunit chaque année dans le semestre qui suit la clôture de l'exercice social.

Sur les bénéfices nets, il est prélevé :

- 1° 5 % pour constituer la réserve légale;
- 2° La somme nécessaire pour payer aux actionnaires un premier dividende de 5 % sur le capital libéré.

Sur l'excédent, l'Assemblée générale pourra effectuer, sur la proposition du Conseil, tous prélèvements qu'elle jugera convenables pour constituer tous fonds de réserve extraordinaires.

Le solde sera réparti :

- 50 % au fonds de développement de la Société;
- 25 % à la caisse de solidarité de la Société;
- 25 % à des œuvres sociales.

NOTE DES FONDATEURS. — A la demande des membres du Conseil de Gestion de la Caisse d'Economie de « l'Humanité » et de nombreux camarades désireux de souscrire un nombre important d'actions, les fondateurs s'engagent à soumettre à la première Assemblée générale constitutive, la modification suivante aux statuts :

Sur les bénéfices nets, il est prélevé : 1° 5 % pour constituer la réserve légale; 2° la somme nécessaire pour payer aux actionnaires un premier dividende de 8 % sur le capital libéré.

**C'EST DONC 8 % QUE RAPPORTERONT LES ACTIONS
DE LA B. O. P.**

BANQUE OUVRIÈRE & PAYSANNE

Société anonyme en formation

CAPITAL : 8 MILLIONS DE FRANCS

Insertion au Bulletin des Annonces légales obligatoires du 7 Septembre 1925

106, rue Lafayette PARIS (X^e)

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Je, soussigné (nom, prénoms)

profession

demeurant à

après avoir pris connaissance des Statuts de la Société et les avoir approuvés, déclare souscrire à (1)

actions de CINQ CENTS francs chacune. A l'appui de ma souscription, je verse la somme de

représentant le premier quart de ma souscription, et m'engage à verser le complément dans les conditions et aux époques qui seront fixées ultérieurement par le Conseil d'Administration.

Fait à le 192

(2)

Pour l'envoi de fonds utilisez le compte chèque postal
GEORGES MARRANE N° 786-90 PARIS

(1) Ecrire le nombre en toutes lettres.

(2) La signature doit être précédée des mots : « Lu et approuvé ».

LA BELLEVILLOISE

Coopérative ouvrière de Consommation

23, rue Boyer, PARIS

Reg. du Com. : Seine 102.202

Téléphone : Roquette 01-89

Vendre aux travailleurs, des denrées de qualité parfaite, aux conditions de prix les meilleures, voilà, entr'autres, l'un des buts important de la coopération.

Et, tous les travailleurs parisiens, doivent savoir qu'à ce titre il existe à Paris, une grande coopérative ouvrière qui répond exactement à ces exigences. En effet, toute l'année, tous les jours,

LA BELLEVILLOISE

par ses Ventes-réclames, qui comprennent généralement de trois à dix articles de première nécessité cède, dans ses quarante succursales, à des prix défiant absolument toute concurrence des produits d'alimentation générale (Epicerie, Boucherie, Charcuterie, Boulangerie, Pâtisserie, etc.), des tissus, vêtements, articles de nouveautés, de ménage, etc...

Dès lors, le devoir de ces travailleurs, de ceux qui n'habitent pas les arrondissements où rayonne LA BELLEVILLOISE et qui ne peuvent s'y approvisionner de façon permanente, le devoir impérieux, le devoir de classe de ces travailleurs est de gravir quelquefois les hauteurs de Ménilmontant et de Belleville — le Dimanche matin s'ils ne peuvent le faire en semaine — pour se rendre compte de l'aide que peut leur donner cette coopérative et de l'aide qu'ils peuvent lui donner eux-mêmes en lui réservant leurs achats.

Quelques adresses de succursales de la Bellevilloise :

EPICERIES : 21, rue Boyer ; 34, rue Ménilmontant ; 4, rue de Belleville ; 255, rue des Pyrénées ; 73, rue d'Avron ; 1, rue de la Tourtille ; 60, rue de la Mare ; 383, rue des Pyrénées ; place des Fêtes ; 32, rue Pixérécourt ; 84, avenue Gambetta ; 58, rue St-Blaise ; 27, rue de Bagnolet.

BOUCHERIES : 23, rue Boyer ; 40, rue Ménilmontant ; 255, rue des Pyrénées ; 73, rue d'Avron ; 58, Rue St-Blaise ; 31, rue de Belleville ; place des Fêtes ; 13, rue Ernest-Lefèvre ; 2, rue de la Tourtille.

CHARCUTERIES : 23, rue Boyer ; 40, rue Ménilmontant ; 31, rue de Belleville ; place des Fêtes ; 253, rue des Pyrénées ; 73, rue d'Avron ; 58, rue St-Blaise ; 84, avenue Gambetta ; 2, rue de la Tourtille.

GRAND MAGASIN DE NOUVEAUTÉS, CHAUSSURES, ARTICLES DE MÉNAGE : 28, rue Ménilmontant ; BRASSERIE-RESTAURANT : 30, rue Ménilmontant ; CAFÉ : 19, rue Boyer.

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

ORGANE OFFICIEL DU COMITÉ EXÉCUTIF
DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

GRANDE REVUE MENSUELLE
traitant de toutes les questions importantes
de la politique et de l'économie mondiales

== LE NUMÉRO : 2 FR. 50 ==

Paraît avec la collaboration des principaux militants de
l'U. R. S. S., de Finlande, de Suède, de Norvège, de Hollande,
d'Autriche, d'Allemagne, d'Angleterre, de France, d'Italie,
de Suisse, de Hongrie, de Pologne, de Bulgarie, d'Amérique,
de Tchécoslovaquie, de Yougoslavie, du Japon, de Chine,
de l'Inde, d'Irlande, etc.

Édition française - LIBRAIRIE DE L'HUMANITÉ - 120, rue Lafayette, PARIS

Les Cahiers du Bolchévisme

ORGANE THÉORIQUE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

paraissent tous les 15 jours et traitent
toutes les questions intéressant la vie
du Parti français et des Partis frères
adhérant à l'Internationale. Sa collec-
tion forme une documentation précieuse
et indispensable à tous les militants.

ABONNEMENTS :	France	Étranger	LE
Trois mois.....	7 »	9 »	NUMÉRO :
Six mois.....	13 »	17 »	1
Un an.....	25 »	33 »	FRANC

Rédaction et Administration : 142, rue Montmartre, PARIS

Le Conseil Paysan Français

Sa constitution, son but, son action

I. — L'EXPLOITATION DES PAYSANS TRAVAILLEURS

Il faut montrer aux paysans les façons diverses de l'exploit-
ation qu'ils subissent :

Ils ne sont pas capitalistes, mais exploités, moins directe-
ment, certes, mais autant que les ouvriers.

1° *Exploitation par le capitalisme.* — Le capitalisme in-
dustriel et commercial, les intermédiaires exploitent les
paysans :

a) A l'achat des engrais, des outils, instruments, semences
et, en général, de tous les produits de consommation et à
l'usage domestique ;

b) A la vente des produits de leur travail (bêtes de bouche-
rie, grains, vins, betteraves, etc.).

Ni à l'achat, ni à la vente, les paysans ne contribuent à
faire les cours établis en dehors d'eux. Ils les subissent et
en souffrent le plus souvent. Il n'est guère nécessaire de leur
exposer longuement le rôle des spéculateurs et des accapa-
reurs. Ils s'en plaignent tous. Mais il est indispensable qu'ils
ne s'arrêtent pas aux commerçants de village, ainsi qu'aux
marchands de bestiaux, au boulanger, au meunier local. Il
faut leur montrer l'armature capitaliste et les faire accéder
jusqu'aux consortiums, aux grandes sociétés qui dominent
tout, dirigent tout, sont au-dessus de l'Etat. C'est par la
conception nette du capitalisme que se forgera, au profit du
Bloc ouvrier-paysan, la conscience de classe des paysans.
Sans cela, nous resterons dans la démagogie élémentaire
chère aux social-démocrates.

2° *Exploitation par l'Etat capitaliste.* — Cette exploitation
se fait de bien des façons :

a) Par les impôts directs auxquels n'échappe rien de ce
qu'on appelle la fortune des paysans. Et le paysan est sen-
sible à l'augmentation des impôts.

Il s'aperçoit qu'il est de plus en plus le fermier de l'Etat ;

b) Par les impôts indirects ;

c) Par les impôts sur les successions, les mutations, etc.;

d) Par l'impôt du sang;

Peu de paysans ont, dans les guerres modernes, des spécialités utilisables en dehors du front.

De plus, tous ou presque ont fait la guerre ou la feront, si elle revient.

En outre, ils sont les plus nombreux, et en supportent, de ce fait, les plus grandes conséquences;

e) Par les tribunaux et les hommes d'affaires des chefs-lieux d'arrondissements et de cantons qui tondent les paysans et en vivent dans les procès judiciaires ou amiables, à propos des achats et échanges de terre, des partages entre les enfants, des usages et servitudes, des bornages et délimitations, estimations de cheptel et diverses transmissions de ferme, existence des territoires de chasse réservée et seigneuriale, etc.;

f) Par suite de l'instruction générale insuffisante et l'instruction agricole négligée.

On se contente de donner le certificat d'études aux enfants des campagnes. Cette instruction (lire, écrire et compter) ne suffit pas aux jeunes paysans en général bien portants, intelligents et espoir de la race. La Bourgeoisie, avec l'argent, a réservé pour ses enfants l'enseignement secondaire et supérieur. Les bourses sont ridiculement insuffisantes et d'ailleurs accordées au hasard du favoritisme.

Pour ce qui est de l'enseignement agricole, il suffit de remarquer que les fermes-écoles ne sont que des fermes où les élèves sont les domestiques.

Les écoles pratiques d'agriculture, trop peu nombreuses, sont, par ailleurs, peu pratiques.

Quant aux trois grandes écoles de Grignon, Rennes et Montpellier, et l'Institut agronomique, elles ne reçoivent que les fils de bourgeois et quelques rares boursiers du peuple.

g) Par la pauvreté des crédits accordés à l'agriculture. Rien de positif n'a jamais été fait pour le progrès agricole, pour améliorer la situation des paysans. Ce sont les paysans et les ouvriers sur lesquels retombent en définitive tous les impôts et les charges de l'Etat bourgeois. Mais le budget énorme est dépensé presque en entier ailleurs que pour l'agriculture. La préparation de la guerre où l'on « meurt pour des industriels », la conquête des colonies en absorbent la plus grande partie.

Remarque. — Le fermier et le métayer sont, en plus, exploités par leur patron (le propriétaire du domaine).

Le métayer partage les produits de son travail avec son propriétaire.

Ce partage s'étend parfois jusqu'aux produits du clapier et du jardin. Les formes du métayage varient beaucoup suivant les régions.

Le fermier, lui, fournit une rente au propriétaire.

Il faut faire ressortir ici que le propriétaire n'est pas toujours un bourgeois. C'est quelquefois un paysan retiré par suite de vieillesse, infirmité, départ des enfants à la ville, à l'usine, ou au fonctionariat. C'est souvent un petit commerçant ou un petit fonctionnaire qui ne s'est pas trouvé le goût de la terre et ne peut se défaire du domaine ancestral.

Nous avons vu, aussi, qu'il y a des métayers et des fermiers qui sont propriétaires et ont par suite des fermiers qu'ils exploitent.

Dans le régime actuel, la question est complexe. Nous y sommes d'ailleurs condamnés à nous exploiter les uns les autres.

C'est du désordre et de l'anarchie. Seul, le régime où sera supprimée l'exploitation de l'homme par l'homme, ne connaîtra pas ces anomalies. Mais pour en arriver là, il faut d'abord que tous les travailleurs coalisés arrachent le pouvoir au capital.

II. — LES ORGANISATIONS BOURGEOISES A LA CAMPAGNE

La Bourgeoisie comprenant l'importance du facteur paysan s'est attachée à gagner les paysans à son influence et à les grouper dans des organisations économiques.

Sous couvert de défendre les intérêts professionnels des travailleurs terriens, le syndicalisme agricole qui base son action sur le principe de l'union des classes, est la tentative entreprise par la Bourgeoisie de créer la confusion dans l'esprit des différentes catégories de paysans et les empêcher de voir et de défendre leurs intérêts de classe.

La politique des organisations syndicales agricoles est celle de la bourgeoisie réactionnaire. Il suffit de jeter un coup d'œil sur leurs dirigeants pour se convaincre qu'il n'en saurait être autrement.

Si nous prenons par exemple la plus importante, l'Union Centrale des Agriculteurs de France, nous voyons à sa tête : président d'honneur, le marquis de Vogüé, qui est en même temps administrateur de la Société d'Engrais de Saint-Gobain; le marquis de Marcillac, le comte d'Olliamson; le

comte de Dampierre; le vicomte de Guébriant, le prince de Broglie, etc.

Le Conseil syndical de la Confédération Générale Agricole est également composé de gros propriétaires fonciers et de politiciens réactionnaires.

Son président est le colonel Sadi-Carnot; son secrétaire, M. Pallu de la Barrière; les membres : Forsans, fondateur de l'Union des Intérêts Economiques; M. de Lapisse, le général Picat, le sénateur Perchot, etc.

Tout dernièrement, dans un congrès qui s'est tenu à Varsovie et dans une conférence qui a eu lieu à Berne, les associations bourgeoises de tous les pays ont essayé de fonder une Internationale Paysanne.

III. — L'INTERNATIONALE PAYSANNE

Cette tentative de constitution d'une Internationale réactionnaire n'est pas due au simple hasard; si la bourgeoisie agrarienne cherche à s'organiser internationalement, c'est pour contrecarrer l'action de l'Internationale Paysanne fondée à Moscou en 1923, par les représentants des paysans travailleurs de quarante-trois pays.

L'Internationale Paysanne groupe déjà des millions de paysans travailleurs dans le monde entier.

IV. — LE CONSEIL PAYSAN FRANÇAIS

Au cours des mois de décembre et de janvier, se réunirent, sur divers points du pays, douze conférences régionales ayant pour tâche principale de dresser les revendications locales et générales des paysans travailleurs, des petits fermiers et des métayers. Tous les délégués à ces conférences se trouvèrent d'accord pour estimer indispensable la création d'un organisme central capable de défendre les intérêts des petits paysans; les syndicats agricoles actuellement existants, à l'exception de la Fédération des Paysans travailleurs ne défendant que les intérêts des gros propriétaires fonciers ou des marchands d'engrais qui sont à leur tête. C'est en s'inspirant de ces désirs que la Conférence agraire du 18 janvier dernier mit sur pied le Conseil Paysan Français.

Sa constitution

Alors que les syndicats bourgeois préconisent les syndicats mixtes, composés de gros, moyens et petits propriétaires et

d'ouvriers agricoles et forestiers dont les intérêts sont forcément opposés, le Conseil Paysan stipule dans l'article 3 de ses statuts que « peuvent seuls faire partie du Conseil les paysans travailleurs (métayers, fermiers, petits propriétaires agricoles, viticoles, maraîchers, pépiniéristes, horticulteurs, etc., exploitant eux-mêmes avec l'aide de leur famille ou d'une main-d'œuvre occasionnelle, ainsi que les techniciens de l'agriculture (ingénieurs, agronomes, professeurs d'agriculture, etc.), à l'exclusion de tous les propriétaires fonciers non exploitants ».

Pour bien définir son programme, marquer le but final que poursuit le Conseil Paysan et pour détruire les calomnies stupides de la Bourgeoisie sur la question de l'expropriation des terres, le Conseil Paysan a établi des revendications d'ordre général stipulant que la terre des gros propriétaires fonciers non exploitants sera expropriée pour être répartie collectivement ou individuellement entre ceux qui, aujourd'hui, n'ont pas assez de terre ou n'en ont pas du tout.

Ses statuts

ARTICLE PREMIER. — Il est formé entre tous ceux qui adhèrent (ou adhéreront, individuellement ou collectivement) aux présents statuts, une Association Agricole professionnelle régie par la loi du 21 mars 1884, qui prend pour titre : « Conseil Paysan Français. »

La durée, ainsi que le nombre des adhérents, est illimitée; son siège est fixé à Paris, 142, rue Montmartre (2°). Il pourra être déplacé par décision du Comité exécutif (1).

BUT

ART. 2. — Le Conseil Paysan Français a pour but :

1° De soutenir la lutte pour l'émancipation de la classe paysanne du joug séculaire que lui imposent les grands propriétaires fonciers et les capitalistes;

2° D'établir et d'affermir les liens les plus étroits avec les organisations de la classe ouvrière qui approuvent et soutiennent son programme, pour mener en commun la lutte contre le régime bourgeois;

3° D'étudier et de défendre les intérêts des paysans travailleurs et toutes les mesures favorables à l'agriculture;

4° De faciliter la création des coopératives d'achat et de

(1) Actuellement le siège du Conseil paysan français est transféré 106, rue Lafayette, Paris (10°).

vente d'engrais et autres produits agricoles, de façon à arriver, en collaboration avec la coopération ouvrière de consommation, à la suppression des intermédiaires parasites;

5° De fournir à ses adhérents des informations sur le fonctionnement des diverses institutions agricoles, ainsi que des consultations techniques et juridiques sur les points intéressant les paysans travailleurs. A cet effet, sera créé, au siège du Conseil Paysan, un laboratoire d'analyses gratuites d'engrais et de terres.

ADHÉSIONS

ART. 3. — Peuvent seuls faire partie du Conseil Paysan Français les paysans travailleurs (métayers, fermiers, petits propriétaires agricoles, vigneron, maraîchers, pépiniéristes, horticulteurs, etc.) exploitant eux-mêmes avec l'aide de leur famille ou d'une main-d'œuvre occasionnelle, ainsi que les techniciens de l'agriculture (ingénieurs, agronomes, professeurs, etc.), spécialistes de questions agricoles, à l'exclusion de tous les propriétaires fonciers non exploitants.

ART. 4. — Le Conseil Paysan Français accepte dans son sein : les syndicats, sociétés de coopération, de mutualité et de crédit agricole locaux et régionaux, ainsi que les Unions et Fédérations agricoles qui acceptent les présents statuts.

Les adhésions individuelles sont également acceptées. Toutefois, lorsque dans une localité ou dans une région, le nombre des adhérents atteindra dix, le Conseil Paysan Français pourra provoquer la constitution d'un groupement local ou régional.

ADMINISTRATION

ART. 5. — Le Conseil Paysan Français est administré par :

- 1° Un Comité exécutif;
- 2° Un Bureau fédéral.

Le Comité exécutif est composé des secrétaires des grandes régions agricoles élus dans les congrès de région. Il se réunit tous les trois mois et exceptionnellement toutes les fois que les circonstances l'exigent, sur convocation du Bureau. Il a pour tâche d'assurer l'administration du Conseil Paysan dans l'intervalle d'un congrès à l'autre; d'en appliquer les décisions et de pourvoir à la propagande.

Il choisit dans son sein un Bureau fédéral composé d'un président, d'un secrétaire général, d'un secrétaire à la propagande, d'un conseiller technique, d'un conseiller juridique

et d'un conseiller coopératif. Le Bureau se réunit toutes les semaines et expédie les affaires courantes.

ART. 6. — Les congrès auront lieu tous les deux ans, dans la localité désignée par le Comité exécutif. Avant la tenue du congrès, les organisations adhérentes recevront, trois mois à l'avance, l'ordre du jour, et un mois à l'avance les rapports des questions inscrites à l'ordre du jour.

ART. 7. — La cotisation annuelle des membres isolés et des syndicats adhérents est de 3 francs; pour les comités de paysans elle est de 1 franc.

Une carte annuelle sera délivrée à chaque adhérent. Tout adhérent qui n'aura pas acquitté sa cotisation annuelle sera considéré comme démissionnaire, et perdra de ce fait tout droit au patrimoine commun.

ART. 8. — Les présents statuts pourront être modifiés par les congrès nationaux du Conseil Paysan Français.

Ses revendications

1° REVENDICATIONS IMMÉDIATES

1° *Garantie de la propriété familiale.* — Constitution pour le cultivateur d'une réserve insaisissable comprenant : les instruments aratoires, les quantités de récoltes, têtes de bétail, etc., indispensables à la bonne marche de son exploitation.

2° *Exonération d'impôts.* — Suppression de tous les impôts indirects et transformation des impôts directs en un impôt progressif sur les revenus nets dépassant 12.000 fr.

3° *Terres incultes.* — Expropriation par l'Etat pour cause d'utilité publique et mise à la disposition des paysans pauvres ou des ouvriers agricoles dépourvus de terre des surfaces cultivables laissées en friche par la volonté ou la négligence des gros propriétaires fonciers non exploitants.

4° *Chasse et gibier malfaisant.* — Entourage sérieux de tout territoire de chasse entretenue et, en cas de dégâts systématiques, destruction du gibier surabondant par battues communales et cantonales obligatoires, en toutes saisons, en tous lieux et par tous les moyens.

Responsabilité complète des propriétaires de chasses entretenues en ce qui concerne les dégâts causés aux récoltes par le gibier.

5° *Répression de la spéculation.* — Lutte énergique pour la suppression des intermédiaires, en particulier par le déve-

loppement des coopératives de production, de vente et de consommation.

Déclaration et taxation des blés. — Etablissement des prix par des commissions composées de représentants des organisations d'ouvriers et de paysans travailleurs en tenant compte du prix de revient.

6° *Engrais.* — Nationalisation de l'achat, de la fabrication ou extraction, de la vente des engrais, sous le contrôle des organisations ouvrières et paysannes.

7° *Electrification des campagnes.* — Monopolisation des forces hydrauliques et ouverture de crédits suffisants pour permettre l'électrification rapide et rationnelle des campagnes. Exploitation directe par l'Etat des réseaux ruraux sous le contrôle des collectivités rurales.

8° *Transports.* — Abaissement des tarifs de transport pour les engrais, les machines et les produits agricoles.

9° *Assurances.* — Nationalisation de l'industrie des assurances.

10° *Crédit.* — Mise à la disposition de l'agriculture d'un crédit initial d'au moins 1 milliard, qui devra être employé :

a) A subventionner les caisses de crédit agricole, les coopératives et autres organisations de paysans travailleurs;

b) A permettre aux communes l'achat d'outillage et de machines à usage collectif;

c) A favoriser l'emploi intensif et rationnel des engrais et autres produits nécessaires à la terre;

d) A l'achat de reproducteurs sélectionnés;

e) Au développement de l'enseignement agricole par la création de fermes-écoles nombreuses, de bureaux agronomiques et de stations diverses;

f) A l'amélioration et à la multiplication des chemins ruraux et tous autres travaux de nature à améliorer les conditions générales de culture, permettant d'obtenir de meilleurs rendements et une somme de travail moindre de la part du paysan.

11° *Fermage.* — Application à toutes les locations et baux ruraux de la législation limitant l'augmentation du taux des loyers pour les locaux commerciaux ou à usage d'habitation.

Remise obligatoire d'une indemnité pour toutes les améliorations foncières et culturelles apportées par le fermier au cours d'un contrat de fermage.

Suppression des redevances supplémentaires qui ne sont que des survivances du moyen âge.

Interdiction du paiement par avance du prix du fermage.
Paiement par moitié des frais des contrats de fermage.

12° *Métayage.* — Abrogation de la loi du 18 juillet 1889, instituant le bail à colonat partiaire et remplacement par le fermage intégral.

En attendant sa suppression, amélioration des conditions de métayage sur les points et par les moyens suivants :

a) Prélèvement par le métayer, avant tout partage, d'une part de récolte suffisante pour assurer la nourriture des personnes contribuant à l'exploitation de la propriété;

b) Partage du reste des récoltes par moitié ou dans les conditions stipulées entre les parties (variables suivant le rendement du sol) sans que, dans aucun cas, cette part puisse être inférieure à la moitié;

c) Paiement par moitié des frais afférents à la culture (engrais et produits agricoles pour les animaux);

d) Impôts de toute nature, entretien des bâtiments de la ferme et de ses dépendances à la charge du propriétaire ainsi que toutes les plantations nouvelles effectuées en cours du bail. En cas d'amélioration de la propriété, estimation de la plus-value et indemnité correspondante au métayer à sa sortie;

e) Main-d'œuvre payée en entier par le propriétaire, nourriture à la charge du métayer;

f) Suppression de toutes les corvées et redevances en nature en usage dans la plupart des régions;

g) Etablissement de baux à données générales qui devront obligatoirement servir de base à tout contrat;

h) Etablissement de baux à longue durée (9 ans au minimum) renouvelables au gré du preneur.

2° REVENDICATIONS GÉNÉRALES

« La Terre aux Paysans »

1° *La terre aux paysans.* — Confiscation sans indemnité de la terre des propriétaires fonciers non exploitants, qui sera attribuée collectivement à des coopératives de production agricole dans les régions où la culture industrialisée ne permet pas le morcellement de la propriété ou répartie entre les familles de paysans pauvres souffrant d'une pénurie de terre ou des travailleurs agricoles qui en sont totalement dépourvus (journaliers et domestiques agricoles, petits fermiers, métayers). Des fermes modèles d'expérimentation

seront créées dans toutes les régions pour démontrer les avantages de la culture collective du sol.

2° *Nationalisation des forêts.* — Exploitation des forêts d'intérêt général par les syndicats ou les coopératives d'ouvriers forestiers.

Attribution des bois d'intérêt local aux communes pour assurer les besoins de leur population.

*
*
*

Le Conseil Paysan est ainsi constitué :

BUREAU

Président : Renaud JEAN, député paysan du Lot-et-Garonne.

Secrétaire général : CASTEL Jean.

Secrétaire à la propagande : VAZEILLES Marius, secrétaire de la Fédération des Paysans Travailleurs.

Conseil technique : GIRAUT Ernest, ingénieur agronome.

Conseil juridique : FOURNIER Albert, avocat.

Coopération : HENRIET, député de la Seine.

DÉLÉGUÉS RÉGIONAUX

Ile-de-France : VILLATTE.

Nord : SALENGROS.

Bordelais : CHAUVIGNAT.

Languedoc : BERTRAND.

Provence : MONNIER.

Limousin : BLANCHOU.

Bourgogne : SABRE.

Auvergne : VAZEILLES.

Champagne : FOURNY.

Touraine : MARTEAU.

Berry : BAILLY.

La Voix Paysanne

Depuis juillet dernier, *La Voix Paysanne* est l'organe officiel du Conseil Paysan Français.

Paraissant chaque semaine, elle donne en dehors des informations politiques et économiques, une page de renseignements pratiques et une page de marchés.

Son développement des plus rapides la classera sous peu parmi les meilleurs organes agricoles et les plus répandus. Son abonnement est de 12 francs par an.

Comment on constitue un syndicat agricole

Les desseins et les buts réactionnaires des associations agricoles bourgeoises apparaissant clairement à bon nombre de paysans travailleurs, qui supportent mal la domination parfois insolente des gros propriétaires terriens, le légitime désir de ces humbles possédants a été de s'organiser entre eux et de replacer ainsi le syndicalisme agricole sur son véritable terrain de classe. Mais dès que dans une commune ou une circonscription plus étendue, quelques camarades de bonne volonté tentent de constituer un syndicat, ils se heurtent à deux difficultés qui leur apparaissent de prime abord insurmontables :

1° La difficulté de trouver un des leurs susceptibles de diriger dans de bonnes conditions la nouvelle organisation et de consacrer à la gestion tout le temps nécessaire ;

2° La méconnaissance du cadre dans lequel doit évoluer le syndicat et des principes qui doivent le régir.

La première difficulté est certainement la plus sérieuse, c'est grâce à elle que les gros et moyens propriétaires ayant souvent des loisirs, ont pu facilement s'emparer de la direction des syndicats et les faire fonctionner à leurs profits, matériels ou politiques. Malgré tout, il ne faut pas exagérer l'importance, l'exemple de la Fédération des paysans travailleurs qui a réussi à constituer de nombreux syndicats, tous dirigés à la satisfaction générale par des petits exploitants, prouve qu'avec de la bonne volonté et de l'initiative, on peut aisément la surmonter. Quant au deuxième écueil, un coup d'œil jeté sur l'évolution de la question syndicale avant et après la loi de 1884 permettra d'éclairer bien des horizons.

Ce n'est pas sans lutte et sans que la bourgeoisie ne s'y soit parfois brutalement opposée, que les travailleurs ont acquis le droit de se grouper pour la défense de leurs intérêts matériels et sociaux. La liberté d'association que la Révolution de 1789 avait octroyé aux ouvriers en supprimant les corporations de métier, cercle étroit et despotique sur

lequel reposait jusque-là l'organisation du travail, leur fut vite enlevée par les bourgeois de la Constituante, effrayés par l'agitation ouvrière qui se manifestait un peu partout et notamment à Paris. Le 14 juin 1791 fut votée la loi Le Chapelier qui défendait « à tous citoyens de même état et profession de se nommer des présidents, secrétaires ou syndics, de tenir des registres, de prendre des arrêtés, de former des règlements sur leurs prétendus intérêts communs ».

Si, pendant un certain temps, la loi fut respectée, le développement du machinisme, la concentration industrielle provoquant par répercussion la concentration ouvrière et l'antagonisme de plus en plus violent entre le travailleur salarié et son employeur, ne devaient pas tarder à forcer ses cadres trop étroits; c'est ainsi que se constituèrent sous le nom de sociétés de résistance de nombreuses organisations ouvrières; on en comptait 500 en 1881, dont 150 à Paris, groupant 60.000 membres. Le mouvement ouvrier prenait un tel développement en marge de la loi, qu'il parut préférable aux pouvoirs publics de le reconnaître légalement que de s'exposer de le voir conquérir ses droits par la force. C'est dans ces conditions que fut votée la loi du 21 mars 1884 qui régit actuellement les organisations ouvrières et agricoles.

La loi de 1884 permet toutes les modalités en ce qui concerne la fonction économique, la composition et la circonscription des syndicats. Au point de vue agricole, des syndicats peuvent se créer pour la défense des intérêts d'une branche quelconque de l'agriculture (syndicats horticoles, d'élevage, viticoles, forestiers, etc.).

Les syndicats peuvent se former soit entre toutes les personnes exerçant la profession agricole, soit entre propriétaires fermiers, métayers, ouvriers agricoles, ou entre une ou plusieurs de ces catégories de travailleurs ruraux.

Il va sans dire que contrairement aux syndicats bourgeois qui admettent dans leur sein les gros propriétaires fonciers, les petits paysans, les salariés agricoles et quelques-uns jusqu'aux marchands d'engrais et de matériel agricole, les syndicats de paysans cultivateurs doivent répudier la formule de syndicat mixte et n'accepter que les petits propriétaires, les fermiers et les métayers, les gros propriétaires non exploitants restant en dehors du syndicat et les salariés agricoles et forestiers trouvant leur place dans leurs syndicats spéciaux rattachés à la C. G. T. U.

Les syndicats peuvent exercer leur influence sur une circonscription qui n'est limitée que par leur volonté. Ils peu-

vent être communaux, cantonaux, départementaux, régionaux et même nationaux. Malgré la grosse difficulté du recrutement des administrateurs, il est de beaucoup préférable que le syndicat soit communal; le contact entre les adhérents est ainsi constant, les liens qui les unissent plus solides que pour un syndicat départemental par exemple, dont les membres ne se rencontrent que très rarement.

La constitution légale d'un syndicat est des plus faciles, il suffit de rédiger des statuts (1) et d'en déposer trois exemplaires à la mairie accompagnés des noms, adresses et fonctions des administrateurs qui doivent être Français.

L'action des syndicats peut se manifester dans les divers domaines de l'activité agricole. Jouissant de la personnalité civile, ils ont le droit d'ester en justice et d'acquérir sans autorisation des biens, meubles et immeubles. Ils ont le droit de se porter partie civile dans tous les cas où un préjudice direct ou indirect est porté à l'intérêt collectif de la profession agricole. Ils peuvent constituer entre leurs membres des caisses de secours mutuels ou de retraites, ils peuvent créer ou subventionner des œuvres professionnelles telles que laboratoires, œuvres d'éducation, etc., ils peuvent, s'ils y sont autorisés par leurs statuts et à condition de ne pas distribuer de bénéfices: acheter pour les louer, prêter ou répartir entre leurs membres, tous les objets nécessaires à l'exercice de la profession agricole, matières premières, outils, machines, engrais, semences, plants, animaux et matières alimentaires pour le bétail, prêter leur entremise gratuite pour la vente des produits provenant des exploitations des syndiqués, faciliter cette vente par expositions, annonces, groupement de commandes et d'expéditions à condition de ne pas l'opérer sous leur nom et sur leur responsabilité.

D'autre part, la loi spécifie que les immeubles et objets mobiliers nécessaires à leurs réunions, les fonds des caisses de secours mutuel et de retraites seront insaisissables.

Le syndicat constituant la cellule initiale, la cellule-mère de toute organisation, c'est vers sa constitution que doivent être tout d'abord apportés tous les efforts; une fois constituée, ses membres pourront envisager la création soit de caisses de crédit, soit de coopératives, soit de mutuelles sous toutes ses formes.

(1) Des modèles de statuts à l'usage des syndicats sont à la disposition des camarades qui en feront la demande au siège du Conseil Paysan Français, 106, rue Lafayette, Paris (10^e).

Conseils aux Agriculteurs

Que faire d'un vin piqué

Lorsqu'on a laissé un vin se piquer, pour éviter que le goût s'accroisse, maintenir les tonneaux parfaitement pleins, le ferment de la piqure ne se multipliant qu'au contact de l'air.

Le « dépiquage » n'est pas autorisé pour les vins destinés à la vente. Un vin piqué ne peut aller qu'à la vinaigrerie ou à la distillerie si la piqure est très accentuée. S'il s'agit d'un vin destiné à la consommation personnelle, on peut essayer de le désacidifier en l'additionnant de carbonate de chaux pur en poudre, que l'on trouve chez n'importe quel marchand de produits chimiques. Faire des essais dans des litres de vin auxquels on ajoute des doses croissantes de carbonate de chaux (0 gr. 5, 1 gr. 5, 2 gr.). La dégustation, après quarante-huit heures de repos, renseignera sur la dose à utiliser.

* *

Valeur alimentaire comparative des denrées fourragères

Voici dans quelles proportions 100 kilogrammes de foin de bonne qualité moyenne peuvent être remplacés par les diverses denrées végétales utilisées dans la nourriture des animaux domestiques :

1° *Pailles et feuilles* : 170 kilos paille de céréales d'été (avoines, etc.); 237 kilos paille de céréales d'hiver (blé, etc.); 149 kilos paille de légumineuses; 150 kilos paille de colza; 150 kilos de balles d'avoine; 192 kilos de balles de blé; 150 kilos feuilles fraîches (feuilles d'arbres d'essences feuillues, orme ou peuplier, frêne, acacia, mûrier, chêne, charme, tilleul, etc.); 80 kilos feuilles sèches cueillies à l'état vert (feuilles d'arbres des mêmes essences feuillues); 275 kilos aiguilles de pin vertes (pin sylvestre de préférence).

2° *Tubéreuses et racines* : 145 kilos pommes de terre; 300 kilos betteraves fourragères.

3° *Grains de céréales* : 51 kilos avoine; 48 kilos orge; 43 kilos maïs; 43 kilos seigle; 43 kilos blé.

4° *Graines de légumineuses, sons et tourteaux* : 46 kilos fèves; 45 kilos pois; 52 kilos son de blé; 37 kilos tourteau de coton décortiqué; 40 kilos tourteau d'arachides décortiquées; 45 kilos tourteau d'œillette ou de pavot; 44 kilos tourteau de palme; 51 kilos de colza; 43 kilos tourteau de sésame.

* *

Les dégâts occasionnés par les volailles

L'article 4 de la loi du 4 avril 1889 concerne les dégâts causés par les volailles entrant sur une propriété voisine. Par le terme pro-

priété voisine, on doit entendre la terre où la volaille est rencontrée en délit.

Celui qui a souffert d'un dégât causé à ses récoltes par les volailles d'autrui a le droit de tuer lui-même ces volailles.

Mais ce droit ne doit s'exercer que sur le lieu du dégât et au moment du dégât.

Le propriétaire lésé n'a aucun droit de s'approprier les volailles tuées. Celles-ci doivent être laissées sur place vingt-quatre heures pendant lesquelles leur propriétaire aura eu la faculté de venir les enlever. A l'expiration de ces vingt-quatre heures, les volailles tuées devront être enfouies sur place.

On ne doit pas tuer les volailles maraudeuses lorsqu'elles sont en train de s'enfuir et il est interdit d'employer le poison pour leur destruction, même avec avertissement préalable sous forme d'écriteaux. Le propriétaire lésé qui userait du poison pour détruire les volailles maraudeuses s'exposerait à être condamné lui-même.

* *

Fabriquez vous-mêmes le mastic pour cacheter les bouteilles

Cette mixture, de fabrication très facile, a l'avantage de ne pas se fendiller, se briser et se détacher aussi facilement que la cire ordinairement employée pour donner aux bouteilles un bouchage hermétique; cela tient à ce qu'elle est plus maléable, plus souple que l'autre cire, tout en restant aussi imperméable.

On l'obtient en mélangeant sur feu doux, dix parties de résine et une de cire, auxquelles on ajoute un peu d'ocre jaune ou rouge, selon la couleur que l'on désire. On remue pour opérer un bon mélange et quand celui-ci est complet, on plonge dedans la partie supérieure de la bouteille, assez profondément pour qu'un centimètre au moins du goulot soit enrobé. En retirant la bouteille on lui fait bien faire un mouvement circulaire pour que tout le tour du goulot soit bien garni de cire.

* *

La diarrhée des génisses

Pour traiter cette affection, tenir la malade couverte avec des couvertures chaudes et la bouchonner de temps à autre; la mettre de suite à la demi-ration. Faire cuire du riz, de l'avoine, de l'orge ensemble; mélanger à une poignée de grains de lin. Du tout, faire une pâte chaude, à laquelle on ajoute un peu de son et de farine d'orge. Donner en petite quantité le foin le plus fin et le meilleur.

* *

Le droit de chasse sur sa propriété

Beaucoup de cultivateurs, propriétaires ou fermiers, croient avoir le droit de tirer le gibier sur leur propriété, du moment qu'elle est enclose. Il en était ainsi précédemment, mais une loi nouvelle a changé cette disposition. En vertu de cette loi, tout propriétaire ou possesseur peut chasser ou faire chasser en tout temps sans permis dans les possessions appartenant à son habitation, mais à condition qu'elles soient entourées d'une clôture continue faisant obstacle à toute communi-

tion avec les héritages voisins et empêchant complètement le passage de l'homme et du gibier à poil. Aucune clôture ne répondant à cette condition, il est en fait impossible de chasser sur sa propriété, comme auparavant, et de nombreuses contraventions ont été ainsi dressées à des personnes qui ignoraient complètement cette disposition nouvelle.

* *

Ne donnez pas au bétail des pommes de terre germées

La pomme de terre germée contient un principe toxique : la « solanine », qui abonde dans les germes que donnent, au printemps ou en hiver, les tubercules enfermés en cave. Ce principe existe aussi dans les vieux et les très jeunes tubercules et dans la tige encore peu développée, en mai ou en juin.

Lorsqu'on soumet les tubercules à la cuisson, la solanine n'est pas détruite; elle passe dans l'eau de cuisson. Entrée dans l'organisme, elle n'en est éliminée que très lentement.

On a constaté, plusieurs fois, le danger qu'il y a à donner des pommes germées aux porcs.

* *

Le sel dans l'alimentation des animaux

Le sel est aussi nécessaire à l'alimentation des animaux qu'à celle de l'homme; c'est pour eux, à la fois, un condiment et un aliment, et ils ne sauraient s'en passer sans que leur santé en souffre.

LE SEL AGIT :

Sur la *digestion* des animaux en excitant leur appétit, en fortifiant et en stimulant l'estomac.

Sur le *bon état* des animaux et leur procurant une meilleure nutrition, une plus grande vigueur, une plus grande résistance.

Sur la *production laitière* qu'il augmente d'abord parce qu'il provoque une plus grande absorption d'eau, ensuite parce qu'il permet à l'animal de compenser dans son alimentation le sel exporté par le lait. Celui-ci contenant environ 2 gr. 5 à 3 grammes de sel par litre, c'est 30 à 40 grammes environ que l'animal doit en absorber tous les jours, sinon il doit prélever sur son organisme et sa production laitière diminue.

Sur l'*engraissement* des animaux qu'il rend plus rapide et plus complet par une meilleure alimentation et une meilleure santé; la chair est de meilleure qualité et le rendement de l'animal est augmenté.

Sur la *résistance aux maladies*; le sel est conseillé contre les maladies contagieuses en général et notamment contre la cachexie aqueuse ou maladie de la douve du foie. Pour toutes, il diminue la sensibilité de l'animal et l'effet des maladies.

Sur l'*énergie* et la *vigueur* des animaux, des chevaux, en particulier, qu'il rend plus robustes.

Les *doses de sel* à utiliser pour l'alimentation des animaux sont les suivantes :

Bœuf à l'engrais, environ 100 grammes par jour; bœuf de travail, 50 à 60 grammes; vache laitière, 60 à 70 grammes; cheval, 40 à 50 grammes; porc, 5 à 15 grammes.

MODE D'EMPLOI

On en saupoudre les aliments, on sale les buvées, ainsi que les barbotages, mais il est essentiel que l'eau de boisson soit toujours donnée

Que faudrait-il penser d'un salarié, politiquement organisé, qui ne se préoccuperait pas de soustraire sa force de consommation à l'emprise du commerce capitaliste ?

Rien de flatteur, en vérité.

Prenez donc la résolution de vous approvisionner à

L'UNION DES COOPÉRATEURS

375 Succursales

Siège : 29, Boul^d du Temple, à PARIS

qui vend à ses sociétaires et au public, des produits constamment renouvelés, sains et choisis, selon la devise coopérative :

QUALITÉ PREMIÈRE

POIDS EXACT

JUSTE PRIX

Demander la liste de nos succursales au siège

AVANTAGES SPÉCIAUX AUX SOCIÉTAIRES

Colonies de vacances. — Cliniques médicales, dentaires, chirurgicales. — Allocation à la naissance et au décès. — Pharmacies mutualistes, etc. — Action, 100 fr. — Premier versement, 10 fr. — Action libérée, 6. p. 100 — Ristourne de fin d'année au prorata des achats.

Reg. du Com. Seine 33.582

QUEL LIVRE DÉSIREZ-VOUS LIRE ?

Quels que soient l'auteur, le titre et l'éditeur de l'ouvrage que vous voulez avoir, la

Librairie de l'Humanité

peut vous le procurer rapidement avec un minimum de frais

Vous trouverez à la **LIBRAIRIE DE L'HUMANITÉ** tous les ouvrages de :

Sociologie — Syndicalisme — Economie politique
Sciences diverses — Mouvement féminin — Manuels
pour professionnels — Arts — Voyages — Littérature
Fournitures classiques, etc.

Travaux de reliure en tous genres
sur demande

INSIGNES, MÉDAILLES, EMBLÈMES, PORTRAITS, etc.

Correspondance avec l'Etranger : RUSSIE, ALLEMAGNE,
ITALIE, ESPAGNE, ANGLETERRE, AUTRICHE.

Adresser lettres et mandats à Pierre FERRAND,
directeur de la Librairie, 120, Rue Lafayette, PARIS (X^e)

Chèque-Postal : 255-17.

Téléphone : Nord 39-30.

Reg. du Com. : Seine 211-493.

ÉDITIONS DE LA LIBRAIRIE DE L'HUMANITÉ

PUBLICATIONS PARUES EN 1925

Bibliothèque Communiste.

N. BOUKHARINE. ABC du Communisme (réédition).....	4 »
N. LÉNINE. Que faire ?.....	7 »
N. LÉNINE. L'Etat et la Révolution (réédition).....	5 »
N. LÉNINE. La Révolution prolétarienne (réédition).....	4 »
N. LÉNINE. L'Impérialisme, dernière étape du Capitalisme (rééd.).....	4 50
N. BOUKHARINE. La Bourgeoisie internationale et son apôtre Karl Kautsky	5 »

Petite Bibliothèque Communiste.

STALINE. Le Léninisme théorique et pratique.....	2 50
N. BOUKHARINE. Lénine marxiste.....	1 25
STALINE. Questions et réponses.....	1 50
G. ZINOVIEV. Les traits essentiels de la période actuelle.....	1 50
N. BOUKHARINE. Le Chemin du Socialisme et le B. O. P.....	2 »
N. LENTZNER. La Révolution de 1905.....	1 50

Bibliothèque des Jeunesses Communistes.

M. MARTY. Fraternalisation.....	1 »
A. FERRAT. Faisons vivre nos Cellules.....	1 »

Cahiers du Militant.

DUPLEIX et GAYMANN. La Vérité sur le budget du Bloc des gau- ches et la situation financière.....	0 50
J. BERLIOZ. La lutte pour l'Unité syndicale.....	0 50
J. CASTEL. Le Proletariat et les Paysans.....	0 60

A. R. A. C.

J. DUCLOS. Souviens-toi !.....	1 »
--------------------------------	-----

Publications diverses.

B. VOLINE. 12 militants russes.....	1 75
N. LÉNINE. Le Pouvoir des Soviets et la femme.....	0 15
M. CACHIN. Réponse aux insulteurs de la République des Soviets.....	0 25
A. BERNARD. ABC de la politique communiste.....	1 75
A. BERNARD. Rôle et méthode de l'enseignement léniniste.....	1 75
L. COLLIARD. Une belle grève de femmes. Douarnenez.....	0 60
K. MARX et ENGELS. Manifeste Communiste (réimpression).....	1 25

V. CAT. Le B. O. P. aux élections municipales.....	1 50
V. CAT. Le Programme du B. O. P. (Législation et finances municipales).....	2 50
V. CAT. Le Programme du B. O. P. (Services publics et logement).....	1 50
V. CAT. Le Programme du B. O. P. (Hygiène et assistance sociales).....	2 25
D. RENOULT. La Grève de Douarnenez.....	1 50
K. MARX. La Guerre civile en France en 1871.....	5 »
J. DORIOT. Les Impérialistes et le Maroc.....	2 »
J. DORIOT. Le Militarisme français à l'œuvre au Maroc.....	0 50
DORIOT, CACHIN, BERTHON. Contre la guerre du Maroc (trois discours).....	1 50
N. LÉNINE. La Commune de Paris (Deux articles et un discours de Lénine).....	0 40
L. IVANOVA. Le Château blanc de Crimée.....	0 60
M.-Th. GOURDEAUX. Debout les femmes ! A bas la Guerre !.....	0 50
N. BOUKHARINE. La question paysanne.....	1 »
S. DEVDARIANI. Comment furent préparées les journées d'août en Géorgie.....	1 50
G. ZINOVIEV. Les perspectives internationales et la bolchévisation.....	2 50
VICTORINE. Comment doit travailler une cellule communiste.....	0 50
G. MARRANE. La Coopération révolutionnaire.....	0 60
N. BYKHOVSKI. Les Assurances sociales dans l'U. R. S. S.....	1 25
IAROSLAVSKI. Lénine, sa vie, son œuvre.....	1 50
V. SARABIANOV. Pourquoi la Nep ?.....	1 50
S. KAPLOUN. La protection du travail dans l'U. R. S. S.....	1 50
L. SELIER. Les Finances de la Bourgeoisie à l'Hôtel de Ville.....	0 40
L'I. C. et les questions d'organisation. Questions d'organisation au V ^e Congrès.....	2 25
La réorganisation des Partis Communistes.....	7 50
Lénine et la France.....	1 75
Compte rendu du V ^e Congrès.....	12 »
Résolutions du V ^e Congrès.....	2 »
La Commune de Paris (Documents).....	1 25
Adhère au P. C. !.....	0 25
Huit ans de Pouvoir soviétiste en Russie.....	2 50
Exécutif élargi (mars-avril 1925. Compte rendu analytique).....	10 »
Thèses et résolutions de l'Exécutif élargi (mars-avril 1925).....	1 25

Collections diverses.

<i>La Varsoviennne</i> . Chant révolutionnaire.....	0 60
<i>Marche des Jeunes Pionniers</i> . Chant révolutionnaire.....	0 60

pure. Dans les barbotages, le sel peut rendre de gros avantages en facilitant la consommation des tourteaux. Il permet de les faire accepter plus facilement par les animaux et, par suite, de faire bénéficier ceux-ci à la fois des avantages des tourteaux et de ceux du sel. Il suffit, dans ce cas, de leur distribuer chaque jour et par tête de gros bétail 1 kilo de tourteau délayé dans 10 litres d'eau et additionné de 40 à 50 grammes de sel.

Quant aux fourrages, on peut les asperger d'eau salée, mais il est préférable de les saler dès leur rentrée au fenil.

Guérison des chevaux tiqueurs

Un propriétaire de chevaux de la région du Nebraska aux Etats-Unis a prétendu que l'on pouvait guérir les chevaux tiqueurs. Comme les moyens qu'il indique sont faciles à faire, on pourra toujours les essayer, car tel moyen qui ne réussit pas avec un cheval peut très bien réussir avec un autre. Il consiste à recouvrir de peau de mouton ou de cuir le bord de la mangeoire où ils ont l'habitude de manger. Pour les jeunes chevaux, il suffit de les mettre dans une écurie où ils n'aient pas de bois à manger, de mettre le foin à terre devant eux et de placer l'avoine qu'on leur donnera dans un seau en zinc qu'on enlèvera dès qu'elle sera mangée; ils perdront vite la mauvaise habitude de tiquer.

Distribution des tourteaux au bétail

Les tourteaux donnés aux bestiaux sous la forme sèche sont fragmentés à l'aide d'un marteau ou mieux encore, passés dans un brise-tourteaux qui les réduit en morceaux dont la grosseur varie de celle d'un pois à celle d'une grosse noisette. C'est ce mode de distribution qu'on adopte généralement pour les chevaux et les moutons, et le tourteau est distribué soit seul, soit mélangé à d'autres aliments tels que foin haché, paille hachée, balles de céréales.

On peut également donner les tourteaux à l'état de farine. En ce cas, on les mélange à des tubercules ou à des racines divisées (betteraves, topinambours, carottes, navets, etc.), afin d'éviter la perte du produit sous forme de poussière. Cette farine absorbe une partie de l'humidité que renferment les légumes fourragers, et le mélange peut être manipulé sans perte.

Pour les bêtes d'engraissement et les jeunes bêtes d'élevage, les porcs et les vaches laitières, il est préférable d'additionner d'eau les tourteaux et de les donner sous forme humide soit en soupes, soit en pâtes, soit en buvées.

La soupe est une excellente préparation pour les animaux à l'engrais. Voici en quoi elle consiste. On délaye le tourteau dans de l'eau tiède, puis on ajoute des aliments hachés ou divisés : balles de blé et d'avoine, gousse de pois et de haricots, betteraves hachées, paille hachée et une petite quantité de sel. On brasse vigoureusement, puis on verse dans la mangeoire.

La pâte ne renferme pas d'autre aliment solide que le tourteau. Pour obtenir une consistance convenable, il faut compter environ 4 litres d'eau pour 1 kilogramme de tourteau. Avec la farine et l'eau

tiède la pâte est faite tout de suite. Le tourteau concassé nécessite un trempage à l'eau froide de cinq à six heures et plus s'il s'agit d'arachide.

La buvée est une préparation suffisamment délayée pour qu'elle puisse être bue par les animaux. Elle contient du tourteau broyé ou en farine, mélangé à du son, des drèches, etc.

Le barbotage est obtenu en délayant le tourteau dans une forte quantité d'eau : 500 grammes de tourteau pour 6 à 7 litres d'eau sont les proportions convenables. Avec la farine, la préparation est immédiate. Il suffit d'agiter fortement au moment de faire boire. Quand on opère avec le tourteau en galettes, on le soumet à un concassage grossier et à un trempage de six heures dans l'eau froide. Le barbotage est indiqué particulièrement pour les chevaux.

Diarrhée des veaux

Dans l'élevage des bovins, la mort rapide d'un jeune veau avec signes de diarrhée doit attirer l'attention de l'éleveur, car c'est assez fréquemment le cas d'une infection microbienne due à la souillure du cordon ombilical au moment de la naissance.

A la suite de ce premier cas, d'autres peuvent se produire, car l'étable se trouve contaminée par le premier malade. Voici quelles sont les mesures qu'il faut prendre pour éviter le retour de tels accidents. Désinfecter à fond le sol de l'étable et les murs jusqu'à deux mètres de hauteur; placer les bêtes prêtes à véler sur des litières propres et sèches; faire aux jeunes veaux, aussitôt la naissance, dès qu'ils sont séchés, un pansement du nombril enveloppant le cordon, à l'aide d'une plaque de coton hydrophile et d'une petite sangle fixée sur le dos. Au bout de huit à dix jours, lorsque le coton s'est détaché et que le nombril est cicatrisé, il n'y a plus de danger d'infection. A défaut de pansement, badigeonner le coton tous les jours à l'eau iodée ou même à la glycérine iodée. Si la mortalité des veaux prend une allure épidémique, il faut faire véler les vaches dans un local autre que l'étable commune et ne rentrer les veaux à l'étable qu'au bout d'une dizaine de jours.

Peut-on utiliser le blé carié dans l'alimentation des animaux ?

D'une façon générale, on considère que l'alimentation par le blé carié peut déterminer des intoxications graves chez les animaux. Il semble cependant que la nocivité du blé carié a été exagérée, tout au moins pour certaines espèces animales.

C'est ainsi qu'à l'école vétérinaire de Dresde, des essais d'alimentation avec le blé envahi par le *Tilletia caries*, agent de la carie, ont été entrepris sur des porcs. Des porcs adultes, des truies portières ou nourrices, des porcelets sitôt le sevrage, reçurent journellement des quantités assez considérables de blé fortement carié (jusqu'à 1 kilo par jour pour les adultes), ou de farine provenant de ce même blé (1.500 grammes par jour). Aucun des sujets ne présenta, au cours de l'expérience, aucun trouble attribuable au mode d'alimentation et ne subit aucun arrêt dans la croissance, bien que, pour augmenter les chances d'accident, on

ait entretenu chez certains d'entre eux un certain degré d'irritation du tube digestif, par l'administration répétée de purgatifs.

On peut conclure de ces expériences rigoureusement contrôlées que l'alimentation par le blé carié ou la farine cariée ne provoque aucun trouble sérieux chez le porc, même chez les jeunes sujets ou sur les truies nourrices ou en état de gestation.

Les cultivateurs peuvent donc sans inconvénients utiliser le blé carié pour l'alimentation des animaux de l'espèce porcine. Pour plus de sécurité, il convient néanmoins de ne faire entrer cette denrée qu'en quantité assez limitée dans la ration journalière.

L'He des Tomates.

Nous avons nommé Guernesey.

Les îles anglo-normandes sont, pour ainsi dire, les jardins potagers de l'Angleterre. Une température douce y favorise la culture des primeurs, en particulier des tomates.

L'an passé, l'Angleterre a reçu de Guernesey, plus de trois millions de colis de « pommes d'amour ». La récolte se poursuit sans arrêt de janvier à décembre, grâce à la culture en serre pendant la saison froide.

Le port de Saint-Pierre charge journellement un nombre incalculable de paniers de tomates : un seul vapeur en a embarqué soixante-dix mille pour Londres!

Pour la guérison des chevaux qui mordent.

Pour guérir les chevaux qui mordent et qui peuvent causer de très graves accidents, étant donnée la force de leurs mâchoires, voici un procédé très simple qui rappelle celui employé pour guérir les chiens ayant l'habitude de gober les œufs. Faites cuire une grosse betterave et, alors qu'elle est encore fumante et bouillante pour ainsi dire, fixez-là à l'extrémité d'un long bâton que vous présentez brusquement au cheval pour l'irriter. Il saisit la betterave en répondant à son habitude, mais il se brûle la langue, le palais et les lèvres, et il en garde le souvenir. Quand vous aurez répété, si cela est nécessaire, deux ou trois fois l'opération, le cheval sera guéri de sa mauvaise habitude et ne se risquera plus à mordre.

Mastics pour futailles.

Pour boucher les fissures des futailles et éviter les fuites on peut employer un des mastics suivants :

1° *Mastic au soufre*. — Verser dans la fissure du soufre fondu auquel on a eu soin d'ajouter un peu de cire;

° *Mastic au fromage blanc*. — Mélanger intimement cinq parties de fromage blanc et une partie d'eau. Comprimer ce mastic dans les cavités à boucher, préalablement humectées avec de l'eau;

3° *Mastic aux cendres.* — Mêler et incorporer au feu, dans un vase en terre, les cendres fines et du suif. Ce mastic s'emploie à chaud; durcissant rapidement, il ne faut en préparer que la quantité nécessaire;

5° *Mastic au fer.* — Limaille de fer, 98 parties; fleur de soufre, 1 partie; chlorhydrate d'ammoniaque, 1 partie.

Délayer dans la quantité d'eau suffisante pour avoir la consistance du mortier.

Conservation des pommes de terre pour la consommation.

La période de consommation des pommes de terre est toujours écourtée par suite du développement intense des bourgeons, dès le printemps. On se trouve alors dans l'obligation d'utiliser des tubercules durcis et ridés, ayant perdu presque toutes leurs précieuses qualités alimentaires ou d'acheter des pommes de terre nouvelles à prix très élevés.

Pour éviter ces inconvénients, M. Cadoret, directeur des services agricoles de la Savoie, préconise des méthodes simples et rapides de stérilisation, capables de supprimer toute germination, sans porter atteinte, tant à la conservation des pommes de terre qu'à leurs qualités alimentaires.

Il résulte de ses essais que deux méthodes sont à la disposition des agriculteurs et des consommateurs :

1° Immersion des tubercules dans l'eau à 80 degrés pendant trente secondes. On ébouillantera, en utilisant marmites, chaudières ou lessiveuses. Les tubercules seront ensuite étalés sur le sol et poudrés à la chaux ou aux cendres de bois;

2° Immersion pendant sept ou huit heures dans l'eau froide salée à 20 p. 100.

Ces deux procédés permettraient l'utilisation, jusqu'en juillet, de milliers de tonnes de tubercules qui pourrissent en cave ou qui sont jetés à la rue ou au fumier.

La plaie des arbres et leur traitement.

On sait qu'une plaie faite à un arbre peut être dangereuse par suite d'une cicatrisation difficile ou incomplète. Une telle cicatrisation permet l'introduction dans le bois d'une foule d'organismes parasitaires ou destructeurs. Une large plaie d'élagage entraîne chez le pommier, le noyer, etc., la décomposition du bois où les *arbres creux*.

Des savants qui se sont particulièrement occupés de cette question, ont indiqué le moyen d'obtenir une cicatrisation complète et la conservation du bois mis à nu jusqu'à la formation du bourrelet. Il faut après l'élagage procéder immédiatement à un badigeonnage au pinceau avec une solution de bichromate de cuivre obtenue par le mélange des solutions faites à chaud, mais refroidies, de bichromate de potassium à 6 p. 100 et de sulfate de cuivre à 6 p. 100. Le mélange ainsi obtenu renferme du sulfate de cuivre non décomposé, du sulfate de potassium et du bichromate de cuivre. Ce mélange doit être préparé dans des récipients en bois ou en terre vernissée. Les plaies des arbres fruitiers ainsi traitées ont toujours réalisé une cicatrisation absolue.

Le rendement en viande des animaux.

A titre de documentation, voici les bases d'application généralement adoptées :

Un bœuf de première qualité moyenne est estimé pour un rendement en viande de 60 p. 100 de son poids vif, à l'arrivée à Paris;

Un bœuf de deuxième qualité pour un rendement de 55 p. 100;

Un bœuf de troisième qualité pour un rendement de 50 p. 100.

Le rendement des vaches est généralement inférieur à celui des bœufs, et si l'on considérait le poids vif au sortir de l'étable, le rendement des animaux serait de 2 à 4 p. 100 plus faible.

En ce qui concerne les autres animaux, le rendement pour un veau de première qualité est de 62 p. 100.

Pour un veau de deuxième qualité, il est de 58 p. 100.

Pour un veau de troisième qualité, il est de 55 p. 100.

Pour un mouton de première qualité, le rendement est de 52 p. 100.

Pour un mouton de deuxième qualité, le rendement est de 47 p. 100.

Pour un mouton de troisième qualité, le rendement est de 42 p. 100.

Le rendement des brebis est inférieur à celui des moutons.

Les porcs donnent en général un rendement en viande de 68 à 72 p. 100 de leur poids vif, tête et pieds coupés à la mode de Paris.

Des soins à donner à vos chiens de chasse.

Trop de chasseurs sont portés à considérer leur compagnon de chasse, le chien, comme un être inférieur auquel ils ne doivent que la nourriture; c'est là une erreur. Le chien, pour bien se porter, et, par suite, pour pouvoir donner à son maître la somme de travail que ce dernier est en droit d'attendre de lui, a besoin d'être soigné. Dans l'intérêt de sa santé, des précautions hygiéniques sont indispensables. Tenez votre chien très propre, brossez-le tous les jours, lavez-le de temps en temps.

Le local où vous le tenez pendant la nuit, doit être autant que possible, clos, spacieux et toujours nettoyé avec soin. L'été, dans ce local, faites coucher le chien sur un banc garni de rebords et couvert de paille. L'hiver, le chien doit coucher dans une niche également garnie de paille, où il peut dormir à l'abri du froid, ce qui n'a pas lieu quand l'animal en hiver couche sur de la paille étendue sur un banc ou dans un coin du local. De temps en temps, purger le chien. Si l'animal est sujet à quelques poussées d'eczéma, ce qui arrive fréquemment, s'il a mal aux yeux, s'il manque d'appétit, vous pouvez, avec succès, lui faire prendre à jeun cinq ou six gouttes de liqueur de Fowler, à base d'arsenic, pendant une dizaine de jours. Le chien doit manger de préférence deux fois par jour, le matin et le soir. Il est quelquefois mauvais de ne lui donner qu'une soupe trop copieuse par jour. Il vaut mieux lui donner sa nourriture en deux fois et en quantité moyenne. Pendant le jour, laissez errer le chien libre dans une cour, dans un jardin. Si vous avez un chenil bien aéré, le chien peut y rester enfermé; mais il faut le sortir de temps en temps dans la campagne et, tous les jours, lui faire faire une promenade.

Le cidre amer.

C'est sous l'influence d'un ferment qui se propage surtout dans les cidres pauvres en tannin et en alcool que cette maladie se développe. Les cidres additionnés de sirop de fécule, dans le but de relever leur richesse en alcool, sont aussi sujets à devenir amers. On peut traiter le cidre amer en le rajeunissant, en le mélangeant avec du cidre nouveau et en le laissant traverser sur du marc frais; ce procédé n'est pas très sûr et, ainsi traité, le cidre se conserve mal. Il vaut mieux verser dans chaque hectolitre de cidre 200 à 250 grammes de sucre et 10 grammes de tannin. Après l'avoir collé, on le soutire dans un tonneau bien nettoyé et méché.

*
*
*

Les herbes qu'il faut condamner dans la nourriture du bétail bovin.

Les bovins évitent d'instinct, la plupart des herbes toxiques. Mais il est quand même bon de citer les plus dangereuses.

Les colchiques, le pavot, le millepertuis, la bryone, les renoncules vertes, la jusquiame, le laurier rose, l'if commun, le cerfeuil sauvage, la ciguë, peuvent être très toxiques pour les animaux qui en auraient trop consommé. Aussi est-ce de bonne précaution d'enlever ces plantes des prairies naturelles où elles peuvent se trouver. Heureusement que ni l'if, ni le laurier rose n'abondent dans les haies.

D'autres végétaux peuvent donner des gastro-entérites aux bêtes qui les mangeraient : les pommes de terre vertes ou avariées, les germées surtout, la nielle des blés, les gesses, le lupin et le seigle ergoté. Des avortements sont parfois la conséquence de pareilles ingestions par des génisses ou vaches pleines.

*
*
*

Les engrais. Leur propriété et leur mode d'emploi.

Le fumier de ferme est un engrais naturel parfait, mais il est malheureusement très peu riche en matières fertilisantes et les quantités dont on dispose sont absolument insuffisantes. Il doit donc être complété par une fumure chimique rationnelle, constituée par un mélange d'engrais potassiques, phosphatés et azotés.

L'action des engrais chimiques est favorisée par des chaulages ou des marnages périodiques.

Principaux engrais potassiques. — La sylvinite à 12-16 p. 100 de potasse pure et la sylvinite riche à 20-22 p. 100 de potasse pure, engrais par excellence des terres franches, des terres légères et des terres tourbeuses.

Le chlorure de potassium à 50 p. 100 de potasse pure; il convient partout et surtout aux terres fortes, battantes, froides ou pauvres en chaux.

Le sulfate de potasse à 48 p. 100 de potasse pure; à réserver à certaines cultures particulières (ex. tabac).

Principaux engrais phosphatés. — Les superphosphates et les scories de déphosphoration (scories Thomas).

Principaux engrais azotés. — Le nitrate de soude, le nitrate de chaux, le sulfate d'ammoniaque, la cyanamide.

Mode d'emploi. — En général, les engrais phosphatés et potassiques doivent être appliqués en automne ou au plus tard tout au début du printemps.

Les engrais azotés sont surtout utilisés au printemps.

Employer toujours au moins autant de sacs de sylvinite riche 20 p. 100 que de sacs de superphosphate ou de scories.

Formule de fumures moyennes. — La fumure d'un hectare de prairie comporte généralement, en automne ou en hiver, 400 kilos de sylvinite riche et autant de scories Thomas ou de superphosphate.

La même fumure doit être appliquée aux céréales qui réclament en outre de 100 à 200 kilos d'un engrais azoté actif.

Les betteraves, les pommes de terre et les autres plantes à racines ou à tubercules demandent de fortes fumures, 600 kilos de sylvinite riche, autant de superphosphate ou de scories et 150 à 300 kilos d'un bon engrais azoté.

Sur vigne et arbres fruitiers, il y a lieu d'utiliser par hectare 600 kilos de sylvinite riche, 500 kilos d'un engrais phosphaté et 200 kilos de nitrate de soude ou de sulfate d'ammoniaque.

Dans les cultures maraîchères il y a lieu d'employer par are, 3 kilos de chlorure de potassium ou de sulfate de potasse, 6 à 7 kilos d'un engrais azoté approprié.

Remarque : 100 kilos de sylvinite riche 20-22 p. 100 peuvent être remplacés par 150 kilos de sylvinite 12-16 p. 100 ou 40 kilos de chlorure de potassium 50 p. 100.

*
*
*

Arbres fruitiers.

Les plantations d'automne, novembre, sont les meilleures. Faites préparer les trous nécessaires que vous souhaitez et les engrais.

Dès que la cueillette des fruits est achevée, on retire les tuteurs ou les étais qui soutenaient les arbres augmentés du poids des fruits.

En octobre aussi, il faut soigner les ceps de vigne qui sont atteints de chlorose.

On doit les tailler fortement et tamponner ensuite chaque taille avec un petit tampon imbibé d'une solution de sulfate de fer à 30 p. 100 environ.

Cela donne presque toujours un bon résultat qui se manifeste par l'atténuation de la coloration jaune du feuillage.

*
*
*

La cueillette des champignons.

Voici venue l'époque où on trouve et où l'on cueille des champignons en abondance. Ne commettons pas d'imprudence en ramassant sans discernement tous les champignons rencontrés.

Il faut rejeter tous les champignons ayant en même temps les feuillets blancs, un anneau (ou bague) blanc, le pied blanc et une gaine (ou volve) blanche, à la base du pied. Beaucoup d'accidents graves seront ainsi évités, mais personne ne devrait se mêler de cueillir des champignons sans avoir, au préalable, consulté un service de contrôle compétent.

LA RUSSIE NOUVELLE

Ce que l'ouvrier et le paysan doivent savoir sur la Russie des Soviets

AVANT-PROPOS

« Les Français ne connaissent pas la Russie actuelle. » C'est par ces mots que, l'année dernière, au procès Sadoul, un témoin commença sa déposition.

Un flot de mensonges et de calomnies qui, par la parole et par l'écrit, ont été répandus systématiquement depuis huit ans dans le monde entier par des agents vendus à la contre-révolution, ont complètement défigurés la véritable physionomie de la Russie actuelle. Ce n'est que lentement que la vérité sur la situation exacte de l'Union des Républiques soviétiques se fraye un chemin.

Les indications suivantes, qui sont un peu schématiques, sur la vie sociale, politique et économique de la Russie des Soviets, constituent un essai destiné à mettre devant la vue des lecteurs de cet Almanach un tableau aussi fidèle que possible de la Russie des Soviets, sur la base de faits indéniables et de chiffres indiscutables puisés aux sources officielles, afin de les délivrer des préjugés qui leur ont été inoculés et d'éveiller en eux la sympathie pour l'Etat ouvrier et paysan qui, le premier, a secoué le joug du capitalisme et a érigé la dictature du prolétariat.

I. — LA VIE SOCIALE

Le pays et ses habitants

Apprenons d'abord à connaître le pays et les habitants de la Russie nouvelle.

La Russie des Soviets (l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, U. R. S. S.) comprend, d'après les données statistiques de 1921, un territoire global de 21.200.000 kilomètres carrés (c'est-à-dire un sixième de la terre ferme de la surface du globe, 40 fois aussi grand que la France), avec 136.600.000 habitants. Sur ces chiffres, la partie européenne a 5.500.000 kilomètres carrés, avec 105.400.000 habitants, et la partie asiatique, 15.700.000 kilomètres carrés, avec 30.200.000 habitants.

Ce territoire gigantesque s'étend, de l'Ouest à l'Est, sur une

longueur de 7.000 kilomètres et, du Nord au Sud, sur une largeur de 4.500 kilomètres. (La longueur de la France est de 900 kilomètres et sa largeur de 1.000 kilomètres.) De *Leningrad*, sur le golfe de Finlande, à *Vladivostok*, sur la mer du Japon, un piéton mettrait, en marchant huit heures par jour (avec un jour de repos par semaine), 204 jours, un rapide, faisant 70 kilomètres à l'heure et marchant sans arrêt nuit et jour, mettrait 100 heures, et un avion, avec une vitesse horaire de 210 kilomètres, mettrait 33 heures 1/3. Les neuf dixièmes de ce territoire sont situés dans la zone septentrionale tempérée, et l'autre dixième dans la zone septentrionale glacée.

La densité de la population est de 6,4 habitants au kilomètre carré : dans la partie européenne, 19; dans la partie asiatique, 1,9 habitants au kilomètre carré (pour la France elle est de 70,9). Le gouvernement de Moscou, qui est le plus peuplé, compte 88,8 habitants au kilomètre carré.

Au point de vue *ethnique*, l'Union des Soviets se compose d'environ 130 peuples, qui sont très différents comme race, langue, culture, vie nationale et développement économique.

Les peuples les plus importants sont :

Grands-Russes	65.500.000	habitants.
Ukranien	26.000.000	—
Russes Blancs	1.600.000	—
Finnois (Caréliens, Zyriens, Votiaks, Mari, Tchouvaches	1.900.000	—
Turco-Tatares (Tatares, Bachkirs, Kirghiz, Kalmouks, Turkestanais)	16.500.000	—
Turkmènes, Ouzbeks	5.100.000	—
Dagesthanais (cinq peuples)	800.000	—
Montagnards (Tcherkesses, Ossètes, etc.)	800.000	—
Azerbeïdjanais	2.000.000	—
Arméniens	1.200.000	—
Géorgiens	2.400.000	—
Allemands du Volga	500.000	—
Divers (Bulgares, Lettons, Esthoniens, Polonais, Bouriates, Iakoutes, Juifs, etc.)	12.100.000	—
TOTAL.....	136.600.000	habitants.

Si l'on exclut de la population qui n'est pas celle des Grands-Russes, les Ukranien, les Russes Blancs, une partie des Azerbeïdjanais et des Arméniens, qui sont arrivés à un degré plus ou moins grand à la période du *capitalisme industriel*, il reste environ 30 millions de la population, en majorité turco-tatare (Turkestan, une grande partie de l'Azerbeïdjan, Dagesthan, les Montagnards, Tatares, Kirghiz, Bachkirs, etc.), qui n'ont pas encore de *prolétariat industriel proprement dit* ou qui n'en ont presque pas, qui vivent pour la plupart d'élevage, à la façon

patriarcale (Kirghiz, Bachkirs, Caucase septentrional), qui n'ont pas encore dépassé tout à fait le régime à demi-patriarcal, à demi-féodal (Azerbeïdjan, Crimée, etc.), et qui, en partie, mènent encore une vie nomade.

Sur la population totale de la Russie des Soviets, 21.500.000 habitent les villes, 115.100.000 dans la campagne.

La Russie des Soviets possède deux villes ayant plus d'un million d'habitants :

Moscou, avec 1.811.000 habitants au 1^{er} janvier 1925 (en 1901, 989.000, et, en 1912, 1.617.700);

Leningrad, avec 1.320.600 habitants au 1^{er} juin 1925 (en 1901, 1.439.000).

Il y a, en outre, 21 villes de plus de 100.000 habitants.

Ajoutons-y 166 villes de plus de 20.000 habitants.

D'après les classes de la population, il y a 9.200.000 ouvriers (7 p. 100), 5.500.000 employés (4,4 p. 100), 12.000.000 de bourgeois (8,6 p. 100), 110.000.000 de paysans (80 p. 100); 4.800.000 ouvriers habitent dans les villes, 4.400.000 à la campagne; 4.600.000 employés habitent dans les villes et 900.000 à la campagne. Les 12.000.000 de bourgeois appartiennent pour la plus grande partie à la petite bourgeoisie, qui fait un petit commerce; et la minorité comprend de grands et moyens bourgeois. L'ancienne aristocratie et les grands propriétaires fonciers ont complètement disparu.

Sur le nombre des ouvriers et des employés, en 1921, 4.500.000 travaillaient dans les institutions soviétiques; 3.000.000 dans les transports; 1.000.000 dans l'agriculture et les forêts; 4.500.000 dans la grande industrie et le grand commerce; 1.500.000 dans la petite industrie et le petit commerce, et on comptait 200.000 employés privés et gens de maison.

Depuis 1921, la situation a changé; avant tout, le nombre des employés des institutions soviétiques a diminué sensiblement (jusqu'à 50 p. 100), au profit du nombre des ouvriers de l'industrie, qui a augmenté. De même le nombre des commerçants, par suite de la « Nep », a considérablement augmenté, comme on le verra plus loin.

Après ces indications générales sur le pays et les habitants de la Russie des Soviets, observons la situation sociale des diverses couches de la population, de la classe ouvrière et paysanne et du « Nepman ».

L'OUVRIER

La classe ouvrière forme dans la Russie des Soviets la classe dominante; le travail obligatoire a été introduit par la Constitution de 1918. Seul l'ouvrier, celui qui travaille de la main ou du cerveau, possède des droits politiques.

Les ouvriers de la Russie des Soviets sont, aujourd'hui déjà, à maints égards, dans une situation supérieure à celle des ou-

vriers des autres pays capitalistes de l'Europe, et leur condition dépasse de beaucoup celle qu'ils avaient sous le régime tsariste.

Examinons en détail leur condition sociale.

Conditions de travail. — Toutes les grandes entreprises et les exploitations qui, avant la révolution d'Octobre, se trouvaient dans les mains des capitalistes, ont été nationalisées. Par conséquent, les ouvriers devinrent dans une certaine mesure co-propriétaires de leurs ateliers, ce qui fait qu'ils se trouvèrent directement intéressés au perfectionnement des conditions du travail et à l'accroissement de la production.

A la tête de chaque entreprise se trouve le directeur « rouge », qui est un ancien ouvrier ayant conquis tous ses grades à la force du poignet et qui jouit de la confiance de tous les ouvriers qui sont sous ses ordres. Les ouvriers travaillent en camarades avec le directeur et les autres surveillants, la main dans la main. Le nombre des surveillants est très restreint : un surveillant pour 150 ouvriers dans une fabrique de draps de l'Etat.

Les conditions de travail sont exactement réglées d'après des lois déterminées, qui sont contenues dans le *Code du Travail*. En voici les caractéristiques les plus importantes :

Durée du travail. — Elle est de 46 heures par semaine, et elle est répartie de façon différente suivant la nature de l'entreprise. La durée quotidienne du travail est de 6, 7 ou 8 heures, suivant la fatigue et le danger de la profession. Le travail de nuit ne doit pas dépasser 7 heures.

Les heures supplémentaires ne sont permises que dans des cas exceptionnels. Les jeunes gens jusqu'à 18 ans ne travaillent que de 4 à 6 heures par jour. Le temps de liberté qu'ont les ouvriers est employé à acquérir une plus grande instruction, à suivre des cours, à visiter les théâtres, les réunions publiques et à faire du sport.

Congés. — Chaque ouvrier a droit à un congé annuel de 15 jours avec salaire complet. Les jeunes gens ont un congé d'un mois, de même les mineurs qui travaillent sous terre. Les femmes enceintes bénéficient d'un congé de 4 mois, avec plein salaire : deux mois avant et deux mois après l'accouchement. Pendant les sept mois qui suivent on leur accorde des allocations particulières pour leur enfant, sous forme de lait, linge, etc.

Prévoyance sociale (1). — L'assurance sociale est réglée par le décret du 31 octobre 1918, sur la prévoyance sociale pour les travailleurs, dont la pensée fondamentale est d'aider matériellement, sous forme d'allocations en argent et en nature, les travailleurs ayant perdu leurs moyens d'existence, eux et leur famille, ou bien de prendre des mesures pour ramener à la vie laborieuse ceux qui en ont été arrachés.

(1) Lire aussi sur ce sujet : *Les assurances sociales*, par N. BYKHOVSKI. Librairie de « l'Humanité », Paris, 1 fr. 25.

L'assistance s'applique à tous les cas d'arrêt du travail *passager*, par suite de maladie ou d'accident, comme aussi à tous les cas d'incapacité *permanente* de travail (invalidité), qui sont la suite de la maladie, d'un accident, de l'âge, etc. Elle s'applique aussi au chômage qui ne provient pas de la faute des sans-travail.

Dans le cas d'incapacité *passagère* de travail, due à une maladie ou à une blessure, il est accordée une allocation égale au salaire de l'ouvrier, jusqu'au jour où sa santé est rétablie.

En cas de *chômage*, le secours est accordé jusqu'au jour de la reprise du travail, sur la base du tarif minimum de la contrée dont il s'agit. Les chômeurs ont, en outre, les facilités suivantes : gratuité de la lumière et de l'eau, réduction du loyer, prix réduits pour les vivres et les repas.

Dans le cas d'une incapacité de travail *complète*, par suite de maladie, de blessure ou de vieillesse, il est accordé une rente, rente maximum pour 60 p. 100 d'invalidité, rente correspondant au tarif moyen; pour une invalidité de 45 à 60 p. 100, la rente est des trois quarts de la rente maximum, et pour une invalidité de 30 à 45 p. 100, elle est de la moitié; au-dessous de 30 p. 100 d'invalidité, il n'est pas accordé de rente. Au cas où l'invalidité a besoin d'être soigné par une tierce personne, sa rente est augmentée de moitié. Les ouvriers masculins ont leur pension de retraite à 60 ans, et les femmes à 45 ans.

De même les membres de la famille des ouvriers, lorsqu'ils sont incapables de travailler, reçoivent des secours correspondants.

Les *ressources* pour la prévoyance sociale sont fournies par les entreprises de l'Etat et les entreprises particulières; à cet effet elles versent 16 p. 100 des salaires aux offices de prévoyance sociale, qui sont des organes soviétiques de l'Etat et qui dépendent du Commissariat de l'Assurance sociale. Les ouvriers sont exemptés de toute cotisation obligatoire. Cependant, la plupart des syndicats ont fondé leurs propres caisses de secours, auxquelles leurs membres versent 1/2 p. 100 de leur salaire.

Contrat de travail. — Les relations de travail sont fondées sur un libre contrat, qui est conclu individuellement ou collectivement, pour 3, 6, 9 ou 12 mois. Le placement des ouvriers est facilité par les Bourses du Travail. Des contrats collectifs sont conclus par l'intermédiaire des syndicats. Ces contrats sont au préalable soumis à l'acceptation des ouvriers, et doivent être confirmés par le Commissariat du peuple au Travail.

Inspection du Travail. — Cette inspection est strictement assurée, d'une part, par des inspecteurs qui sont nommés par les syndicats, et, d'autre part, par des directeurs techniques et sanitaires nommés par l'Etat. En outre, il y a des inspecteurs particuliers pour la protection des enfants. Leur fonction est au premier chef une fonction d'éducation, au point de vue de l'hygiène aussi bien que de la morale. Ils veillent, en outre, en

particulier, à la stricte observation de la durée du travail, à l'établissement et à la conservation de dispositifs de sûreté, etc. Tous les inspecteurs se recrutent parmi les ouvriers et reçoivent une formation professionnelle spéciale.

Conflits de travail. — Ils sont rares; en 1923, il n'y a eu dans les entreprises de l'Etat que onze grèves, et dans les exploitations particulières 535. Les conflits sont réglés par des commissions de conciliation et des tribunaux d'arbitrage. Et le plus souvent les syndicats réussissent à apaiser ces conflits par la voie amiable (75 p. 100 en 1923).

La défense des ouvriers dans les exploitations est l'affaire du Conseil d'exploitation (Fabkom), qui se compose de trois à cinq membres élus pour six mois par l'équipe, et qui examine les réclamations des ouvriers qu'il soumet à la Commission des conflits, composée d'un nombre égal d'ouvriers et de membres de l'administration.

Salaire. — Les ouvriers reçoivent depuis la fin du « communisme de guerre », c'est-à-dire depuis 1922, régime sous lequel ils étaient pour la plus grande partie payés en nature (aliments, vêtements, combustible, etc.) leur salaire en argent, calculé sur la valeur de l'or.

Le tableau suivant indique les modifications qui se sont produites dans le montant des salaires (les chiffres se rapportent à l'année 1924 et donnent des pourcentages par rapport à 1913) :

	Juillet-Sept.	Oct.-Décembre
Mines	48,6 p.100	53,8 p. 100
Industrie métallurgique	55,5 —	64,6 —
— textile	86,5 —	96,2 —
— chimique	90,8 —	100,9 —
— typographique	93 —	106,1 —
— du papier	100,3 —	111,5 —
— du cuir	73,6 —	112,7 —
— de l'alimentation.....	124,8 —	143,8 —

Les salaires sont plus élevés dans les grands centres industriels.

A Leningrad, par exemple, au début de 1925, le salaire réel moyen des ouvriers représentait 94 p. 100 de celui d'avant-guerre (en 1913, le salaire hebdomadaire moyen dans l'industrie de Saint-Petersbourg était de 35 roubles 35; il est actuellement de 33 roubles 65). Dans quelques branches industrielles de Leningrad, le salaire a dépassé le taux de l'avant-guerre : de 35 p. 100 dans l'industrie de l'alimentation et dans celle des tabacs, de 20 p. 100 pour les ouvriers de l'industrie chimique, de 10 p. 100 dans l'industrie du papier, de 16 p. 100 dans l'industrie du cuir, de 8 p. 100 dans l'industrie textile. Le salaire des métallurgistes de Leningrad a atteint 80 p. 100 de celui d'avant-guerre, et celui des ouvriers qui travaillent le bois 85 p. 100.

A Moscou, la situation est encore plus favorable; dans toutes les branches industrielles les salaires réels actuels ont dépassé ceux d'avant-guerre.

D'après les indications des statistiques de l'Office du travail de cette ville, le budget d'une famille ouvrière ordinaire (comprenant en moyenne 4,17 personnes ou 3,85 adultes) était, en novembre 1924, le suivant :

Recettes : 112 roubles or (1.030 francs).

Dépenses : 107 roubles or (d'où un excédent de recettes de 5 roubles or).

La dépense pour la nourriture était de 47 roubles, c'est-à-dire 42 p. 100 des dépenses totales; pour les vêtements et le nettoyage 22 roubles 91, c'est-à-dire 21,4 p. 100; pour le logement, y compris l'éclairage, 7,6 p. 100, et pour le chauffage, 4,6 p. 100.

LE PAYSAN

« Toute la terre aux paysans ! » telle fut la devise qui, aussitôt après la révolution d'Octobre, fut mise en pratique par le gouvernement des Soviets. Toutes les propriétés rurales furent déclarées biens de l'Etat, et elles furent remises aux paysans, pour qu'ils les cultivent et en jouissent.

Avant la révolution, un tiers seulement du sol, et encore le plus mauvais, appartenait aux paysans. La couronne, la noblesse, le clergé, les grands propriétaires fonciers, les gros agriculteurs disposaient des deux tiers du sol. Ils exploitaient les paysans, qui cultivaient leurs terres en qualité de fermiers ou d'ouvriers agricoles, d'une manière extraordinaire, à la façon des serfs.

En 1917-1918, tout cela changea brusquement. Un décret du gouvernement abolit la propriété privée de la terre, détermina la grandeur des exploitations dont la jouissance était cédée aux paysans pauvres et supprima le fermage et le travail salarié. La conséquence en fut que, dès 1919, 95 1/2 p. 100 du sol se trouvaient dans les mains des paysans, et 4 1/2 p. 100 dans celles des communes.

Les grandes propriétés foncières et les biens du clergé disparurent complètement et, avec eux, le fermage et la servitude. 60.000.000 d'hectares de terrain passèrent aux fermiers et aux ouvriers agricoles et ainsi ceux-ci jouirent directement de la terre qu'ils cultivaient. Il n'y eut plus que des paysans gros, moyens et petits.

La répartition du sol entre ces diverses classes, avant et après la révolution, est indiquée par le tableau suivant :

	1905	1922	1924
Biens des petits cultivateurs.	22,6 p. 100	66,2 p. 100	74 p. 100
Biens des cultivateurs moyens	41,8 p. 100	21,4 p. 100	18 p. 100
Biens des grands cultivateurs	35,6 p. 100	12,4 p. 100	8 p. 100

La surface cultivée et la quantité de bétail appartenant à ces trois classes étaient, en 1924, les suivantes :

	Surface cultivée	Quantité de bétail
Petits cultivateurs	40 p. 100	50 p. 100
Cultivateurs moyens	25 p. 100	25 p. 100
Gros cultivateurs	35 p. 100	25 p. 100

Quarante pour cent des paysans n'ont pas encore de chevaux.

Tout l'effort du gouvernement des Soviets tend à supprimer ces différences de classe en favorisant de toute manière les petits et les moyens paysans, et en leur procurant des chevaux, afin qu'ils puissent être à égalité avec les gros cultivateurs (*koulaks*). Le mot d'ordre du gouvernement est aujourd'hui : « Occupons-nous du village ».

Il a été créé à cet effet une banque paysanne, qui accorde des crédits aux petits et moyens cultivateurs à des conditions favorables. Son capital était, en 1925, de 175 millions de roubles. Ces crédits servent à l'achat de semences, de bétail pour travailler, d'instruments agricoles, d'engrais ainsi qu'à l'irrigation, à l'assèchement des marais, etc.

Au 1^{er} janvier 1924, il y avait déjà dans l'Union des Soviets (à l'exception de l'Ukraine), 1.150 coopératives de crédit avec 164.630 membres, et 2.580 coopératives mixtes (avec participation de l'Etat), dont le nombre des membres était de 286.430. Ainsi presque un demi-million de paysans étaient groupés dans ces coopératives ; leur nombre s'est, depuis, considérablement accru.

Le gouvernement favorise la formation d'exploitations collectives mutuelles, de coopératives de production rurales, de coopératives pour travailler le sol en commun et pour combattre l'influence des koulaks.

Il exempte d'impôts les petits paysans, leur facilite la vente de leurs produits et de toute manière s'occupe de leur éducation intellectuelle, morale et culturelle, par la création d'écoles et de salles de lecture et en combattant l'analphabétisme au village.

Il s'efforce, avant tout, de réaliser la liaison des masses des paysans pauvres avec le parti communiste, afin de les éduquer pour la lutte de classe contre les koulaks. A cet effet, des cellules rurales ont été fondées.

L'alliance de l'ouvrier industriel avec le petit et le moyen paysan est le but que le gouvernement des Soviets s'est proposé pour fortifier et consolider la Dictature du Proletariat, qui prendra fin lorsque les koulaks et le « nepman » auront été complètement éliminés.

LE « NEPMAN »

A côté de l'ouvrier et du paysan s'est constituée depuis 1921, depuis l'introduction du nouveau régime économique qu'on appelle la « Nep », une nouvelle classe, la classe des « nepmans »,

c'est-à-dire des « gens de la Nep », une nouvelle bourgeoisie qui est née principalement dans les villes. Le gouvernement des Soviets a rendu la liberté au commerce, ce qui a de nouveau fait apparaître le commerçant à titre privé, surtout le petit marchand. Le « nepman » ne possède aucun droit politique, il n'a aucun des avantages accordés à l'ouvrier et au paysan, et il est obligé de payer des impôts plus forts.

Comme il est sans droits politiques et qu'il est fortement combattu par la concurrence de l'Etat et celle des coopératives, il ne constitue aucun danger pour le régime des Soviets. *Tôt ou tard il est condamné à disparaître.*

LA FEMME

Dans la Russie des Soviets l'égalité des sexes est réalisée dans tous les domaines. La femme possède les mêmes droits que l'homme.

En matière *coopérative*, avant tout, un riche champ d'activité s'est ouvert pour les femmes. Le nombre des femmes qui font partie des coopératives augmente journallement, et leur participation aux organes d'administration et de contrôle s'accroît d'année en année.

Au 1^{er} octobre 1924, 986.992 femmes faisaient partie des coopératives de consommation; le 1^{er} janvier 1925, ce nombre s'élevait à 1.082.141 et, au 1^{er} février, à 1.154.800, ce qui fait 15 p. 100 du nombre total des membres de ces coopératives. Le nombre des ouvrières et des paysannes faisant partie des *organes de l'administration et du contrôle* est passé de 3.447, en 1924, à 4.350, en 1925.

Les femmes qui font un travail manuel sont dispensées de travailler, tout en recevant leur salaire, pendant huit semaines avant et huit semaines après l'accouchement, et celles qui font un travail intellectuel ou un travail de bureau, pendant six semaines avant et six semaines après.

En outre, les professions suivantes ont droit, lors de l'accouchement, au même congé que les travailleuses manuelles : dactylographes, téléphonistes des stations téléphoniques, télégraphistes, accoucheuses, gardes-malades, masseuses, médecins, infirmières et surveillantes dans les asiles d'aliénés, médecins et infirmières obligés de visiter les malades dans les villages, ou qui donnent leurs soins à domicile, qui appartiennent à des sections ambulantes et qui travaillent dans les hôpitaux et sections de chirurgie et de maladies contagieuses ainsi que dans les maternités, dentistes des services ambulants soviétiques, directrices et institutrices dans les asiles, jardins et colonies d'enfants, dans les établissements pour enfants arriérés et dans les maisons de correction, institutrices dans les écoles rurales, maîtresses dans les internats du premier et du second degré, monitrices pour l'éducation physique, actrices, cantatrices, danseuses et artistes de cirque, qui paraissent réellement sur la scène, toutes les femmes qui font un travail de nuit, les per-

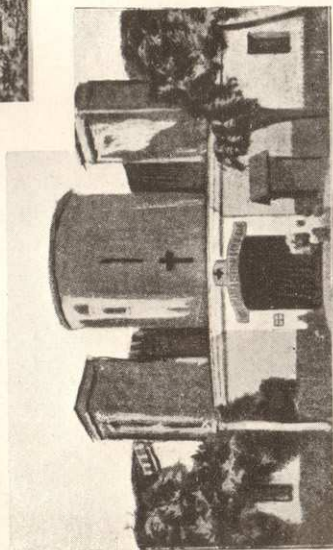
Aux mains des
bourreaux de
Tsankof.



Friedmann,
Zagorski et
Koeff quelques
minutes avant
le supplice.



La prison de
Kichinev.



Paysan bessarabien torturé.

sonnes qui travaillent comme instructeurs et inspecteurs du travail, lorsque ces travaux sont liés à des voyages permanents.

Toutes les femmes qui font marcher des machines à coudre sans propulsion mécanique et les repasseuses qui travaillent dans des ateliers de l'industrie du vêtement, qu'il s'agisse d'entreprises privées ou d'entreprises de l'Etat, sont périodiquement exemptes de travail pour deux jours pendant la menstruation. Entre chaque congé il doit y avoir au moins 21 jours. Au cas où des phénomènes maladiques se produisent à propos de la menstruation, de telle façon qu'il soit nécessaire de modifier les époques indiquées pour les congés périodiques, les ouvrières reçoivent l'autorisation de cesser le travail en produisant un certificat d'un établissement médical ou du médecin du district.

Les femmes qui se trouvent au cinquième mois de leur grossesse ne peuvent pas, sans leur consentement, être commandées pour un travail à un endroit autre que celui où elles travaillent d'une manière permanente. L'inspection du travail est autorisée à donner un travail plus facile aux ouvrières en état de grossesse.

En dehors des congés généraux, les mères qui nourrissent sont encore momentanément exemptes de travail, de façon à pouvoir allaiter leurs enfants. Les moments exacts de la cessation du travail sont fixés par l'ordre de service, mais ces interruptions doivent durer au moins une demi-heure et se renouveler au moins toutes les trois heures et demie. Ces interruptions sont comptées dans la journée de travail.

Ces prescriptions sont affichées dans les ateliers. D'une manière générale on peut dire que les ouvrières en sont instruites d'une façon très approfondie. Dans la commission de protection ouvrière du conseil d'entreprise, il y a le plus souvent, dans les ateliers où travaillent des femmes, au moins une femme, qui est chargée de veiller à ce que ces prescriptions soient observées.

L'éducation du peuple

Dans aucun Etat du monde, une aussi grande attention n'est sans doute accordée à la formation intellectuelle du peuple des travailleurs et à l'éducation de la jeunesse ouvrière et paysanne, que dans l'Etat ouvrier et paysan qu'est la Russie des Soviets.

Dans les Etats capitalistes, l'effort de la classe dirigeante a pour objet de créer une élite intellectuelle qui puise ses forces surtout dans la bourgeoisie, et seulement dans une faible mesure dans les rangs de la population laborieuse. Le gouvernement des Soviets, au contraire, fait son possible pour développer le niveau de la population ouvrière et lui donner accès aux biens intellectuels.

Pendant des siècles le gouvernement des tsars a laissé intentionnellement le peuple russe dans l'obscurité intellectuelle, afin de pouvoir mieux le tenir sous le knout. Nulle part l'analphabète

bétisme et la superstition ne sévissaient autant que dans la Russie tsariste.

Le gouvernement des Soviets a entrepris la lutte la plus énergique contre ces deux fléaux. Aussitôt après la révolution d'Octobre 1917, le commissariat de l'Instruction publique a pris en mains cette lourde tâche et aujourd'hui, malgré de grandes difficultés financières et d'organisation, il a enregistré des succès remarquables.

Le commissariat de l'Instruction publique, dont le siège est à Moscou, a sous son autorité tout ce qui concerne la formation intellectuelle : l'école, l'art, la presse, le théâtre, les sports, etc. Les diverses branches de l'éducation sont confiées à différents conseils; il y a notamment un conseil pour l'administration et l'organisation, un conseil pour l'Instruction en général, pour l'éducation technique et politique, un conseil pour la formation scientifique, un conseil artistique, un conseil pour la censure littéraire, un conseil pour la censure des films, un conseil pour l'acquisition de matériel d'enseignement et d'Instruction, etc...

L'ÉCOLE

L'État soviétique a proclamé la révolution de l'Instruction publique et l'émancipation de l'enfant, en posant ce principe que l'Instruction de la jeunesse est un droit et un devoir pour la Société, et non pas une simple affaire privée qui ne regarde que les parents.

Conformément à l'essence du nouvel ordre social dont la République des Soviets a commencé l'élaboration, *l'école unique et fondamentale* devait devenir, non pas seulement un établissement d'Instruction, mais un établissement d'éducation. Cela veut dire qu'elle est devenue *l'école du travail*. C'est dans le travail, par le travail et pour le travail que toutes les forces et valeurs corporelles et intellectuelles de la jeunesse devaient dès la première heure se déployer librement, sous une direction et une surveillance faites d'amour et d'intelligence.

L'œuvre de l'école unique est poursuivie par le moyen d'écoles supérieures, d'établissements et de cours supérieurs, cours de la nature la plus diverse, qui le plus souvent ont pour objet, une *formation professionnelle spéciale*, mais qui en même temps doivent donner une bonne et ample *culture générale*.

Il y a ensuite les écoles d'enseignement supérieur, les universités, les écoles supérieures d'art et les écoles supérieures d'enseignement agricole, industriel et technique.

La fréquentation de l'école est obligatoire pour tous les enfants de sept à seize ans. L'enseignement est gratuit.

Comme universités il y avait, en 1924, 27 universités agricoles, avec 19.047 étudiants, 20 universités industrielles et scientifiques, avec 31.062 étudiants, et, comme instituts d'enseignement supérieur, 123 instituts agricoles, avec 9.622 étudiants et 68 instituts industriels et techniques, avec 10.114 étudiants. Les écoles supé-

rieures d'art étaient au nombre de 75, avec 16.059 étudiants. Au total, en chiffres ronds, 85.000 étudiants.

En 1924, on a appris à lire et à écrire à 4.000.000 d'analphabètes. D'ici à 1927, l'analphabétisme sera presque complètement liquidé.

Les membres de l'enseignement sont aujourd'hui entièrement acquis à la cause du gouvernement des Soviets. Ils sont tous groupés dans le syndicat de l'enseignement, qui, au 1^{er} janvier 1925, comprenait 550.983 membres. Le nombre des maîtres communistes augmente à vue d'œil. Au comité central, 37 membres, sur 50, sont communistes.

Du 12 au 17 janvier 1925 a eu lieu, à Moscou, le premier Congrès panrusse des membres de l'enseignement, qui a compté 1.682 participants représentant 49 nationalités. Des régions les plus éloignées de la Russie des Soviets étaient venus les membres de l'enseignement, pour attester qu'ils faisaient partie de « l'armée Rouge sur le front de la culture ».

LA SCIENCE.

Les savants, qui sous le régime tsariste se recrutaient exclusivement dans la bourgeoisie, furent, au début, hostiles au gouvernement des Soviets. Ce n'est que sous la loi de la nécessité qu'ils se mirent à son service. Mais, depuis la fin de la guerre civile, la situation s'est complètement modifiée. Aujourd'hui ils ont accepté comme un fait accompli la prise de possession du pouvoir par la classe ouvrière et paysanne et ils soutiennent le nouveau régime selon leurs forces.

Une nouvelle génération de savants est en train de mûrir, qui provient du sein même des ouvriers et des paysans, et qui ainsi apporte à la science une nouvelle force.

Le plus célèbre institut scientifique de la Russie des Soviets est l'Académie des Sciences de Leningrad. Elle comprend 46 sections scientifiques et compte 462 collaborateurs scientifiques, 144 correspondants russes et 169 correspondants étrangers. Ces instituts ont été considérablement agrandis depuis la révolution; l'institut de mathématiques et physique a été doublé. Cette Académie possède une bibliothèque de 4.000.000 de livres et de manuscrits. En automne 1925, elle a célébré son 200^e anniversaire, en présence d'un grand nombre de savants étrangers.

L'ART.

Un des mensonges qui, après la révolution d'Octobre, furent répandus avec le plus de fréquence dans le monde entier, fut que les « barbares » russes avaient détruit toutes les œuvres d'art, et brûlé les musées. Plus tard on prétendit que le gouvernement des Soviets voulait vendre à l'étranger ces œuvres d'art, soi-disant détruites. Toutes les œuvres d'art qui se trouvaient dans les palais des tsars, dans les églises et les musées, sont restées absolument intactes; bien au contraire, elles sont aujourd'hui,

depuis qu'elles sont devenues bien national, accessibles à tous, ce qui n'était pas le cas autrefois, et les ouvriers et les paysans viennent les admirer avec empressement.

Les anciens musées ont été réorganisés; leurs trésors ont été considérablement enrichis et de nouveaux musées ont été fondés.

Le plus célèbre musée de la Russie, l'*Ermitage* de Leningrad, a reçu plus de 100.000 nouvelles œuvres d'art, qui étaient dispersées dans les maisons de la noblesse, les églises, les couvents, etc. C'est ainsi que notamment 3.000 tableaux sont devenus la possession de l'*Ermitage* et, parmi ceux-là, beaucoup ont une grande valeur et sont dus à des artistes de premier ordre. Une partie a été distribuée aux musées des villes de province, afin d'éveiller dans tout le pays le sens artistique.

Une nouvelle génération d'artistes est en train de se former, qui vient des profondeurs de la population laborieuse, et qui crée de nouvelles formes d'art, nées de la révolution. L'éclosion d'un nouvel art prolétarien se montre dans tous les domaines, dans la peinture, l'architecture, la sculpture, etc. Le gouvernement des Soviets soutient ces tentatives de toutes ses forces.

LE THÉÂTRE.

Plus encore que l'art, le théâtre est devenu un bien public. La fréquentation des théâtres n'est plus comme autrefois un privilège des classes possédantes; l'ouvrier va aujourd'hui, — le plus souvent gratuitement, dans les villes, — au théâtre, comme autrefois le bourgeois. Le choix des pièces a changé aussi. Les pièces d'héroïsme patriotique et les plats drames d'adultère bourgeois font place à des scènes populaires et révolutionnaires, qui transforment en même temps les spectateurs en acteurs.

Les acteurs professionnels des grandes villes entreprennent fréquemment des tournées en province, pour faire connaître aux ouvriers et aux paysans l'art nouveau.

Le théâtre professionnel a vu naître un rival dans le théâtre des ouvriers et des paysans, qui a été fondé dans chaque fabrique, dans chaque corps de troupes, dans chaque village. Les acteurs sont les ouvriers et les paysans eux-mêmes.

Le théâtre est aujourd'hui, dans la Russie des Soviets, un foyer d'instruction populaire et d'éducation révolutionnaire, au même titre que le film, qui a trouvé une énorme diffusion. Plusieurs sociétés de films, le « Sookino », le « Goskino », etc., produisent des films artistiques sur la révolution, qui sont accueillis avec enthousiasme par les ouvriers et les paysans et dont quelques-uns sont déjà connus à l'étranger.

LE SPORT.

Avant la révolution, le sport n'était pratiqué en Russie que par une minime fraction de la bourgeoisie. A peine y avait-il 4.000 personnes faisant du sport, dans les quelques sociétés sportives des villes. Aujourd'hui la vie sportive est devenue partie

intégrante de la grande vie prolétarienne de l'ensemble des ouvriers et des paysans. En 1924, le nombre des amateurs de sport, pratiquant la « Culture du Prolétaire », était déjà monté à 5.000.000. Rien qu'à Moscou leur nombre est de 20.000, pour les deux sexes.

Chaque section de syndicat, chaque entreprise, chaque village a sa société sportive. Tous les genres de sports sont pratiqués. La préférence va au football, au tennis, à la gymnastique, à l'athlétisme léger, au cyclisme et au patinage. Le sport professionnel n'existe pas.

Dans l'armée rouge, le sport est cultivé avec un zèle parfait. Il existe une centralisation de tous les sports, avec un comité central à la tête, et avec des commissions spéciales pour les divers genres de sports.

Le but principal du sport, en Russie, est le suivant : donner à tous les enfants sans exception un maximum de culture physique, afin que demain ils puissent être au plus haut degré utiles à la Société.

LA PRESSE.

Dans la Russie des Soviets la presse est uniquement au service du peuple des travailleurs, de l'ouvrier et du paysan, qu'elle a pour objet d'informer tout en les éduquant et en formant leur esprit.

Le nombre des journaux paraissant au commencement de 1925 était inférieur de 31 p. 100 à celui de 1913 (586 contre 859); mais leur tirage total dépasse de 110 p. 100 le tirage d'avant-guerre. Le 1^{er} janvier 1925, le nombre des exemplaires paraissant dans l'ensemble du territoire de l'U.R.S.S. était de 7.356.263. Le tirage le plus fort des journaux d'avant-guerre était de 700.000 exemplaires. Les journaux suivants *Pravda*, *Izvestia* et *Krestianskié Viedomosti* (Gazette paysanne) ont aujourd'hui un tirage de 1.500.000 exemplaires. Depuis 1922, le tirage a sextuplé.

90 p. 100 des journaux (531) paraissent en province, 41 à Moscou et 14 à Leningrad. Les journaux ouvriers occupent la première place comme importance du tirage : 85 journaux, avec un tirage de 2.814.087 exemplaires. Le nombre des journaux de paysans était, en 1915, de 140 (4 seulement avant la révolution). Il y a, en outre, des journaux économiques, syndicalistes, pour la jeunesse, pour les enfants, les soldats, etc. Les journaux nationaux (c'est-à-dire les journaux composés dans la langue nationale des diverses républiques) étaient au nombre de 139 (6 seulement avant la révolution).

La révolution a fait naître dans la Russie des Soviets une nouvelle forme de journal : le *journal mural*, écrit à la main ou à la machine à écrire, et affiché à des endroits bien visibles, sur les murs extérieurs ou intérieurs. Chaque entreprise, chaque club, chaque école, chaque corps d'armée, presque chaque village en a un. Il y avait au début de 1925 près de 30.000 journaux

de ce genre. Les correspondants de ces journaux sont des ouvriers et des paysans, des soldats, etc.; on compte plus de 150.000 de ces correspondants.

Les caractéristiques principales de la presse russe sont, d'après nombre de correspondants de la presse étrangère bourgeoise, la sincérité et l'honnêteté, l'effort qu'elle fait pour amener le rapprochement de tous les peuples, et la franchise qu'elle met à découvrir les erreurs... des autorités soviétiques ! Preuve que, malgré la dictature du prolétariat, une certaine liberté de la presse existe dans la Russie des Soviets !

Le bien-être populaire

Sous le tsarisme, la Russie était, au point de vue de la santé et de l'habitation, le pays le plus arriéré de l'Europe. Le gouvernement du tsar n'avait, à cet égard, pas d'argent pour les ouvriers et les paysans. Des millions de personnes étaient emportées tous les ans par des épidémies, par la peste, le typhus, le choléra, la malaria et autres maladies contagieuses, qui, par suite du manque de soins médicaux, de précautions hygiéniques suffisantes et d'habitations saines, sévissaient comme nulle part ailleurs en Europe.

Lorsque la guerre civile fut achevée, un des premiers soucis du gouvernement soviétique fut d'améliorer la santé du peuple, en luttant énergiquement contre les maladies contagieuses, par la création d'hôpitaux, de maisons de convalescence, de sanatoriums, d'asiles d'enfants et par la construction d'habitations.

LES INSTITUTIONS HYGIÉNIQUES.

Un commissariat spécial a été créé, auquel ressortissent toutes les branches de l'hygiène. La plus importante est la section pour la protection des mères et des nourrissons, qui est chargée de combattre la mortalité infantile. Avant la guerre, celle-ci était trois fois plus forte que dans les autres pays européens (sur 100 enfants, 26 mouraient dans la première année de leur vie). Des lois spéciales ont été établies à cet effet.

Chaque enfant jusqu'à trois ans et chaque femme enceinte dépendent de la section de protection des mères et des nourrissons. Les femmes qui travaillent confient leurs enfants, pendant leur travail, aux crèches d'enfants, où ils sont soignés et éduqués. Après leur troisième année les enfants passent dans les jardins d'enfants et les écoles. La mortalité infantile a considérablement diminué depuis 1922 et elle est maintenant inférieure de moitié à la mortalité d'avant-guerre.

La première chose que le gouvernement des Soviets fit pour la protection de la santé publique fut de centraliser toute l'activité médicale dans le commissariat de l'Hygiène publique. Dans le commissariat lui-même fut réalisée l'union complète de

toutes les organisations médicales, aussi bien civiles que militaires.

Le deuxième grand principe des autorités soviétiques, en ce qui concerne l'hygiène, est d'amener la population elle-même, représentée par les masses laborieuses, à coopérer activement à la cause de l'hygiène publique. La santé des travailleurs est l'affaire des travailleurs eux-mêmes. Ce principe n'a pas resté seulement une directive générale de l'activité du commissariat, il a été appliqué avec énergie et esprit de suite.

Pour amener les masses laborieuses à prendre part à un travail d'organisation, les mesures suivantes furent prises : partout furent créés des soviets sanitaires, auxquels participaient des représentants des syndicats. Dans les villes et les villages, furent créées des commissions ouvrières chargées de veiller à l'état sanitaire de la ville ou du village, de faire observer les mesures d'hygiène, de maintenir la pureté des sources, la propreté des bains, etc. On s'est efforcé aussi d'amener des femmes, ouvrières et paysannes, à prendre part au travail de ces commissions.

Des efforts considérables ont été faits pour loger et soigner les malades dans les hôpitaux, les sanatoriums, les maisons de convalescence. En 1924, il y avait en Russie d'Europe 3.937 hôpitaux, avec 198.471 lits. Dans les villes de cure du Caucase, de la mer Noire et de la Crimée, où autrefois la famille du tsar, les grands-ducs, la noblesse, la grande bourgeoisie et les grands propriétaires terriens menaient joyeuse vie et se pavanaient, aujourd'hui les ouvriers et les paysans se reposent. En 1924, 700.000 personnes ayant besoin de soins y ont trouvé le logement et le traitement qu'il leur fallait. Les palais, châteaux et maisons de campagne des riches sont transformés partout en établissements de repos pour les enfants et les adultes.

L'HABITATION.

Avant la guerre, les ouvriers étaient logés dans les conditions les plus détestables. Ils étaient souvent parqués dans des caves insalubres et dans de misérables huttes. Aussitôt après la révolution, un décret déclara propriétés de l'Etat toutes les habitations des classes possédantes, et il y eut un déménagement général de la population ouvrière des villes, sortant de ses trous, pour aller occuper les appartements des riches. Il fut formé des « comités de maison », chargés d'administrer et d'entretenir les maisons. Pendant les premières années, le gouvernement des Soviets ne put faire que peu de chose pour la question de l'habitation, car tous ses efforts furent accaparés, au début, par la lutte contre les ennemis du dedans et du dehors et, ensuite, par la reconstruction économique. Ce n'est qu'en 1923 et 1924 qu'il s'occupa du problème de l'habitation. Au début de 1924, une loi règle à nouveau la question des loyers; les prix des loyers furent fixés (de 10 kopeks à 5 roubles par mois, suivant les revenus);

le nombre des pièces fut déterminé d'après les locaux disponibles (de 80 à 100 mètres carrés comme logement global).

Dans les villes on s'occupa avec zèle de réparer les maisons, qui depuis des années avaient été négligées, mais particulièrement de construire de nouveaux logements pour les ouvriers, ce qu'on appelle des cités-jardins.

II. — LA VIE POLITIQUE

La fondation de l'U.R.S.S.

Jetons d'abord un bref regard en arrière, sur la façon dont s'est constituée l'Union soviétique depuis la chute du tsarisme en 1917, en passant par la révolution d'Octobre, les interventions militaires des Alliés, la guerre civile à l'intérieur, l'écrasement des ennemis du dedans et du dehors et la reconnaissance par les puissances européennes et non européennes.

Voici les dates des événements historiques les plus importants :

1917

- 13 mars..... Abdication du tsar. Le prince Lvov forme un cabinet « modéré ».
- 18 mars..... Prise du pouvoir par le social-démocrate Kérenski.
- 16 juillet Kérenski prend l'offensive en Galicie.
- 7 novembre . (25 octobre, d'après le calendrier julien). Prise du pouvoir par les bolchéviks.

1918

- 17 février ... Les Allemands occupent la Russie Blanche (Minsk).
- 3 mars Traité de Brest-Litovsk.
- 7 mars Moscou devient la capitale de la Russie.
- Avril Les Japonais occupent Vladivostok, et les Allemands l'Ukraine.
- Juin Des troupes anglo-françaises débarquent sur la côte de Mourman.
- 29 juillet Trotsky lance un appel pour la formation de l'armée rouge.
- 2 août Les Alliés occupent Archangelsk.
- 6 août Les Tchécoslovaques occupent Kazan, que l'armée rouge délivre le 10 août.
- 10 septembre.. Attentat contre Lénine.
- 11 novembre . Armistice en Occident.
- 13 novembre . Rejet du traité de Brest-Litovsk. Commencement de la retraite des troupes austro-allemandes.
- 1^{er} décembre . Introduction du régime soviétiste en Ukraine et dans la Russie Blanche.

1919

- 18 janvier ... Les Français débarquent à Odessa.
- 6 mars Koltchak prend l'offensive à l'Ouest.
- 4 mai Dénikine s'empare de la Crimée, du Caucase, de l'Ukraine, du bassin du Donetz et d'Odessa, que les Français évacuent après la mutinerie des marins de la mer Noire.
- 9 juin Retraite de Koltchak.
- Juillet à septembre Guerre sur tous les fronts; la Russie Blanche est conquise par les Polonais.
- 11 octobre ... Youdénitch s'avance sur Pétrograd, est battu le 26 par l'armée rouge et ses troupes sont désarmées le 5 novembre.
- 14 novembre . Koltchak perd Omsk, et le 20 décembre Tomsk; le 27 décembre, il est fait prisonnier à Irkoutsk et il est fusillé le 7 février 1920.
- 31 décembre .. Dénikine perd le bassin du Donetz et l'Ukraine.

1920

- 2 février ... Paix avec l'Esthonie.
- Avril à juillet. Wrangel prend l'offensive au Sud; l'armée polonaise, conduite par Pilsudski, prend l'offensive en Ukraine et s'empare de Kiev, où le pouvoir est donné à Péliura.
- 12 juillet Paix avec la Lithuanie.
- 23 juillet Contre-offensive de l'armée rouge contre Varsovie; reprise de la Russie Blanche.
- 11 août Paix avec la Lettonie.
- 10 octobre ... Paix avec la Finlande.
- 12 octobre ... Paix avec la Pologne, ratifiée en mars 1921.
- Août à nov.... Wrangel est rejeté dans la mer Noire.
- 14 novembre . Contre-offensive contre Wrangel.
Fin de la guerre civile.

1921

- Février ... Mutinerie à Cronstadt.
- Mai Evacuation de la côte mourmane et d'Archangelsk.

1922

Les Républiques du Caucase proclament le régime des Soviets. Les Japonais évacuent Vladivostok. Fondation de la République soviétiste d'Extrême-Orient. La Russie des Soviets est délivrée de tous ennemis intérieurs et extérieurs.

RECONNAISSANCE DE L'U. R. S. S.

L'U. R. S. S. a été officiellement reconnue *de jure* et *de facto*, après la fin des interventions militaires des puissances occidentales, par les 19 Etats suivants :

1920	5 décembre, Mongolie.
2 février, Esthonie.	7 décembre, Autriche (Reconnaissance <i>de jure</i> le 25 février 1924).
12 juillet, Lithuanie.	
11 août, Lettonie.	1922
14 octobre, Finlande.	16 avril, Allemagne.
	5 juillet, Tchécoslovaquie.
1921	1923
26 février, Perse.	23 avril, Danemark.
28 février, Afghanistan.	
16 mars, Grande-Bretagne. (Reconnaissance <i>de jure</i> , le 2 février 1924.)	1924
16 mars, Turquie.	7 février, Italie.
18 mars, Pologne.	15 mars, Suède.
21 septembre, Norvège (Reconnaissance <i>de jure</i> le 13 février 1924).	15 mars, Grèce.
	28 octobre, France.

Comme l'on voit, la France est venue la dernière de toutes les grandes puissances européennes. Tandis que tous les autres Etats ont déjà conclu des traités de commerce avec la Russie des Soviets, les pourparlers qui sont depuis longtemps envisagés entre la France et la Russie sont différés, et à l'heure où ces lignes sont écrites ils n'ont pas encore commencé.

Comment est composée l'U. R. S. S.

L'U.R.S.S., c'est-à-dire l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (en russe S.S.S.R., c'est-à-dire *Soyouz Sotsialistitcheskaïa Sovietskaïa Respoublika*), constituée en décembre 1922, se compose de quatre républiques, deux fédératives et deux unitaires.

Ce sont :

1° La R.S.F.S.R. c'est-à-dire la République Socialiste Fédérative des Soviets de Russie (capitale Moscou).

2° La R.S.S.U., c'est-à-dire la République Socialiste des Soviets de l'Ukraine (capitale Kharkov).

3° La R.S.F.S.S., c'est-à-dire la République Socialiste Fédérative des Soviets de Transcaucasie (en russe la Transcaucasie est appelée *Sovkazkaïa*) (capitale Tiflis).

4° La R.S.S.B., c'est-à-dire la République Socialiste des Soviets de la Russie Blanche (en russe *Biélorossia*) (capitale Minsk).

Il faut y ajouter les R.S.S., nouvellement fondées, du Turkménistan (capitale Boukhara) et des Ouzbeks (capitale Ouzbek).

La République Socialiste Fédérative des Soviets de Russie comprend la plus grande partie de la Russie d'Europe, la Sibérie, l'Extrême-Orient et une série de républiques autonomes.

La partie européenne est divisée en 41 gouvernements, deux régions et 9 gouvernements autonomes.

L'armée rouge, instrument de protection de l'U. R. S. S.

La Russie des Soviets n'a pu résister, de 1917 à 1921, à une multitude d'ennemis intérieurs et extérieurs et travailler, de 1922 à aujourd'hui, à la reconstruction de son économie anéantie par la guerre, que grâce à son héroïque Armée Rouge, que l'« antimilitariste » Trotsky a fait surgir instantanément du sol et qui est une véritable armée populaire, constituée par des ouvriers et des paysans qui, pendant les années critiques, ont quitté la fabrique et la ferme pour défendre la révolution.

Suivant la Constitution, faire partie de l'Armée Rouge est un « droit d'honneur » pour les ouvriers :

« Le « droit d'honneur » de défendre la révolution les armes à la main n'est conféré qu'aux travailleurs; les éléments qui ne travaillent pas subiront d'autres charges militaires. »

L'Armée Rouge est ainsi, véritablement, une armée de défense de l'Etat ouvrier et paysan, afin de protéger les conquêtes de la classe ouvrière. Elle n'est pas une armée de conquête destinée à servir les fins du « militarisme rouge ». Il n'y a pas « de militarisme rouge », comme le montrent les chiffres suivants relatifs à l'Armée Rouge.

Les effectifs de l'Armée Rouge sont actuellement de 563.000 hommes, c'est-à-dire qu'il y a un soldat rouge pour 231 habitants de l'U.R.S.S. Comparons à cela les effectifs des deux Etats frontières de la Russie, c'est-à-dire la Pologne et la Roumanie, et ceux de la grande puissance européenne qui possède la plus grande armée permanente et qui est la France.

En Pologne (effectifs militaires : 263.000 hommes) il y a un soldat pour 197 habitants, en Roumanie (169.929), un pour 103, et en France un pour 57.

Cela signifie que la tension militaire de la Pologne et de la Russie est plus de deux fois supérieure à celle de la France des Soviets et que la tension militaire de la France est presque 5 fois supérieure à cette dernière.

Dans le budget militaire de ces Etats, une différence bien plus accusée se montre par rapport à celui de la Russie des Soviets. Dans le budget de l'Union soviétique pour 1924-1925, 412.000.000 de roubles étaient affectés à l'armée, la marine et les industries de guerre, c'est-à-dire un sixième du budget total, soit 3,16 roubles par habitant.

La Pologne a dépensé en 1924 pour son armement 608.500.000

zloty, c'est-à-dire 225.000.000 de roubles, soit un tiers du budget total, ce qui fait 9 rbl. 10 par tête d'habitant. En France, cette dépense est douze fois plus élevée que dans la Russie des Soviets.

La marine rouge

Pour défendre son littoral, l'Union des Soviets possède aussi une *marine rouge*, qui, à vrai dire, ne peut pas se comparer aux marines des grandes puissances européennes, pour le nombre de ses unités navales et de ses équipages. La flotte rouge de la Baltique, qui est sa force navale principale, se compose de deux vaisseaux de ligne, d'un croiseur, de 6 torpilleurs, de 8 sous-marins et d'autres petits navires auxiliaires.

L'armée rouge, facteur d'éducation

Tandis que les armées bourgeoises sont, pour les fils d'ouvriers et de paysans que l'on oblige à endosser l'uniforme militaire, une école de démolition où on ne leur enseigne que l'obéissance passive, l'Armée Rouge constitue une *école d'éducation*, au meilleur sens du mot. À côté de la formation purement militaire, la plus grande attention est apportée à la formation intellectuelle, morale et politique des jeunes fils d'ouvriers et de paysans, qui possèdent le « droit d'honneur » de servir dans l'Armée Rouge; les hommes de troupe, comme les cadres qui exercent le commandement, jouissent de cette formation au même degré.

L'extrait suivant d'une lettre d'un soldat rouge de l'Ukraine, illustre de la meilleure façon l'activité éducative de l'Armée Rouge :

« Chez nous il y a une *discipline sévère*, mais elle résulte du fait que toujours, chaque fois que le moment est favorable, le soldat rouge se voit expliquer ses droits et ses devoirs de défenseur de l'Union soviétique. À cet effet, deux heures par jour sont consacrées chez nous à l'instruction politique, en dehors des exercices militaires. Dans le *cours d'éducation politique* le soldat rouge apprend la constitution des Soviets et l'histoire du gouvernement des Soviets, l'histoire de l'Armée Rouge et de la guerre civile. En outre, le soldat rouge apprend la *géographie*, la *lecture* et l'*écriture*, le *calcul* et l'*agriculture*. Dans notre régiment d'artillerie, il n'y a pas d'analphabètes, mais dans les régiments d'infanterie il y en a encore quelques-uns. On les répartit en divers groupes, en pelotons spéciaux, où ils apprennent à lire et à écrire et, à cet effet, on les exempte d'autres travaux. Tout le travail politique et éducatif est dirigé par le parti communiste.

« Comme dans notre régiment, la moitié des soldats sont des Ukrainiens, on a formé dans les batteries divers groupes où ces soldats reçoivent l'instruction militaire dans leur langue maternelle, l'ukranien.

« Les exercices militaires se font par groupes de cinq à neuf soldats. Chaque groupe est constitué par des soldats ayant à peu près le même niveau de développement. Cet enseignement par groupe permet de mieux apprendre les choses militaires.

« Un temps déterminé est consacré aux *exercices physiques* en général, à l'*instruction sanitaire* et *physique*.

« Au total, six heures par jour sont consacrées à l'instruction, après quoi le soldat rouge est *exempt de service* et utilise son temps à son gré, après avoir mis au courant de ce qu'il fait son plus proche supérieur.

« À cet effet, il existe un club avec toute une série de cercles, une école politique, un cercle dramatique, un cercle de culture générale, etc. Dans le club il y a une *bibliothèque* avec une *salle de lecture*; en outre, on publie un *journal mural*, dans lequel on ne craint pas même parfois de critiquer le commandant du régiment et, d'une manière générale, tous ceux qui ont commis quelque faute. En outre, il y a un cercle pour les *correspondants militaires*, cercle groupant tous les soldats qui écrivent dans le journal. Dans ce cercle ils apprennent comment il faut rédiger, etc.

« Mais notre travail d'éducation militaire ne s'arrête pas encore là. Dans chaque batterie de notre régiment, il y a un *Coin Lénine*, avec différentes sections. Dans ces « Coins » il y a de petites bibliothèques, des journaux (jusqu'à huit catégories différentes). Dans ces « Coins » on fait des conférences et on discute. C'est là qu'ont lieu aussi les réunions des membres du Parti, de la Jeunesse communiste et, d'une manière générale, des soldats rouges. Une fois par mois, une réunion de ce genre a lieu pour tout le régiment.

« Souvent, toutes les semaines, on nous conduit au *cinéma* ou au *théâtre*. Parfois nous allons voir les ouvriers et nos chefs à l'atelier; nous visitons les musées et les aquariums (à Nicolaïef il y en a un très bon).

« Je veux encore citer un fait. Il n'y a pas longtemps, dans un régiment on eut à juger un chef de peloton; il était accusé d'avoir puni un soldat rouge, en le faisant courir pendant quinze minutes avec un masque à gaz. Et le *Conseil de guerre révolutionnaire* condamna ce chef, pour avoir abusé de son autorité, à une année de prison, avec isolement complet. Est-ce que chez vous, dans l'armée, les chefs sont jugés de la même façon ? »

J. KOTEN,

Soldat rouge au 15^e régiment d'artillerie,
à Nicolaïef (République socialiste soviétique Ukrainienne).

Pour la formation des chefs, trois facteurs sont déterminés : le principe de classe, dans le choix de ceux qui prennent part aux cours de formation des chefs, le degré d'instruction et les besoins des cadres déjà existants.

Les ouvriers et les paysans ont la priorité pour l'admission à ces cours. En 1923, ces cours étaient suivis par 35,5 p. 100

d'ouvriers, 61 p. 100 de paysans et 1,5 p. 100 d'autres élèves, tandis qu'en 1919 les proportions étaient : 37,7 p. 100 d'ouvriers, 24,7 p. 100 de paysans et 37,6 p. 100 d'autre provenance. Dans ces cours, la plus grande importance est attribuée à l'éducation politique, à côté de la diffusion des connaissances militaires. Chaque commandant doit devenir en même temps un chef politique. Le même but est poursuivi par les cours de courte durée qui sont suivis obligatoirement par les commandants se trouvant déjà en service.

L'organisation judiciaire

Depuis la fin de la guerre contre la bourgeoisie, pendant laquelle il y eut des tribunaux révolutionnaires, le pouvoir judiciaire instaura en Russie les tribunaux du peuple. Il existe un tribunal du peuple dans chaque circonscription et chaque ville, ils ont un juge de métier nommé pour un an et secondé par deux assesseurs pris dans le peuple. Il y a, au-dessus, des tribunaux de provinces et la Cour suprême de justice. Il existe aussi des tribunaux spéciaux, tels que ceux du travail, qui règlent les conflits ouvriers et les tribunaux militaires qui jugent les délits militaires.

La procédure judiciaire est très simple, les accusés se défendent eux-mêmes, sans l'assistance d'avocats. Les condamnations pour les fautes de droit commun sont très douces. La peine de mort est très rarement infligée et le plus souvent commuée en 10 ans d'emprisonnement. On a supprimé la guillotine et la pendaison, les condamnés sont fusillés. L'ordre public et la sécurité sont assurés par la police G. P. U.

La Tchéka, cette commission extraordinaire nécessaire pendant la révolution, qui fut calomniée, car on raconta sur elle les choses les plus épouvantables, sans en avoir aucune preuve, cette Tchéka n'existe plus depuis 1922.

A l'étranger, on imagine encore les prisons de l'Union des Soviets, telles qu'au moyen âge, munies d'appareils de torture.

Nous opposons à ces affirmations insensées un passage d'un article paru dernièrement dans un journal berlinois l'*Abendblatt de 8 heures*. Cet article n'est pas sorti d'une plume communiste, mais d'une plume bourgeoise.

Dans les prisons russes.

« L'emprisonnement ne doit pas être un châtiment mais un essai d'amélioration et de préparation au travail par le travail. Tel est le but des prisons russes qui s'efforcent de se transformer en s'inspirant des principes américains sur ces questions.

« Le gouvernement soviétique déplore la nécessité d'avoir des prisons sous un régime communiste. S'il est indispensable au point de vue politique, tant que l'on se trouve encore sur un pied de lutte, l'emprisonnement pour délits de droit commun, pour meurtres en particulier, devrait pouvoir être supprimé par la suppression des délits !

« Dans toute prison existe un conseil prisonnier, qui examine les

plaintes des détenus et cherche à y porter remède. Comme son nom l'indique, il est formé de prisonniers. Dans toute prison, si petite qu'elle soit, il y a une bibliothèque. La littérature communiste y domine naturellement, mais on y trouve aussi les œuvres les plus importantes des grands écrivains russes et d'autres encore, en particulier celles de Charles Dickens, de Wells, etc...

« Il y a aussi dans toute prison, des terrains de sport et de jeux, chose totalement inconnue au temps du tsarisme. Il y a encore une école d'enseignement élémentaire pour les illettrés, des écoles professionnelles de tous genres; des forges, des ateliers de menuiserie, de boulangerie, etc. Tous ceux qui sont désireux d'apprendre quelque chose sont instruits par des professionnels, prisonniers eux aussi en général.

« Presque toute prison possède un chœur, une section théâtrale et n'oublions pas l'orchestre (balalaïka). La virtuosité bien connue des Russes est considérée comme un facteur important dans l'amélioration des prisonniers. Il y a deux concerts par semaine, et de plus le soir les musiciens forment de petits groupes qui jouent dans les corridors. Les églises qui se trouvaient dans les prisons ont été aménagées en salles de clubs. Les aumôniers ont été supprimés, mais si les prisonniers le désirent ils peuvent, de temps en temps, avoir en leur prison, la visite d'un ecclésiastique. Les chaînes, considérées comme indispensables autrefois n'existent plus dans les prisons russes, les meurtriers, les condamnés à mort eux-mêmes ne sont pas attachés.

« Aucun Russe appréhendé ne cherche à fuir pendant son transport en prison, donc les menottes sont devenues inutiles, et il n'y a pas lieu de tirer sur les fugitifs. »

LA VIE ECONOMIQUE

La loi fondamentale du gouvernement des Soviets dans le domaine économique, publiée en octobre 1917 comme le premier acte révolutionnaire, promulguée en juillet 1918, par le V^e Congrès des Soviets de toute la Russie, confirmée, avec quelques petites transformations, en mai 1925 par le XII^e Congrès de toute la Russie est ainsi conçue :

« Le sol dans toute son étendue et sa profondeur; ses forêts, ses richesses minières, ses eaux ainsi que toutes les exploitations, les chemins de fer, les transports par mer, dans les airs où sur la terre sont la propriété du prolétariat ouvrier et paysan, d'après les principes établis par les lois de la République des Soviets. »

La socialisation est donc le fondement de la vie économique russe. La réalisation fut faite avec une grande énergie pendant les quatre premières années de la Révolution. On déposséda les grands propriétaires fonciers, les grands industriels, les grands commerçants; la terre fut confiée aux pauvres paysans, afin qu'ils la mettent en valeur. Les richesses du sous-sol, les transports réunis, les exploitations industrielles et commerciales furent centralisés et exploités par les organes du gouvernement.

Ces mesures s'appliquèrent à toutes les industries qui comprenaient plus de cinq ouvriers pourvus de machines, ou plus de

dix ouvriers sans machines et toutes les entreprises de commerce et transports.

On désigne sous le nom de « communisme de guerre » la période qui commence avec la fondation de la Nep ou « Nouvelle politique économique », créée pour relever la production en l'année 1921.

Considérons maintenant la vie économique sous ses faces différentes : industrie, commerce intérieur et extérieur, transports, agriculture. Un chapitre spécial sera consacré à la « Nep ».

Industrie

La Russie soviétique est un pays agricole avant tout, l'industrie ne saurait donc y occuper la place qu'elle a en France ou en Allemagne. Le début du développement industriel russe n'eut lieu que dans la deuxième moitié du siècle dernier. A la suite de la guerre mondiale, puis de la guerre contre la bourgeoisie et du blocus par l'étranger, l'industrie était tombée dans un marasme qui menaçait l'avenir du pays. Le gouvernement le comprit et sut conjurer la crise par des mesures énergiques et depuis 1921 la production industrielle a suivi une progression ascendante qui atteindra en l'année 1926, la production d'avant-guerre.

Le tableau suivant montre les progrès réalisés depuis 1920 :

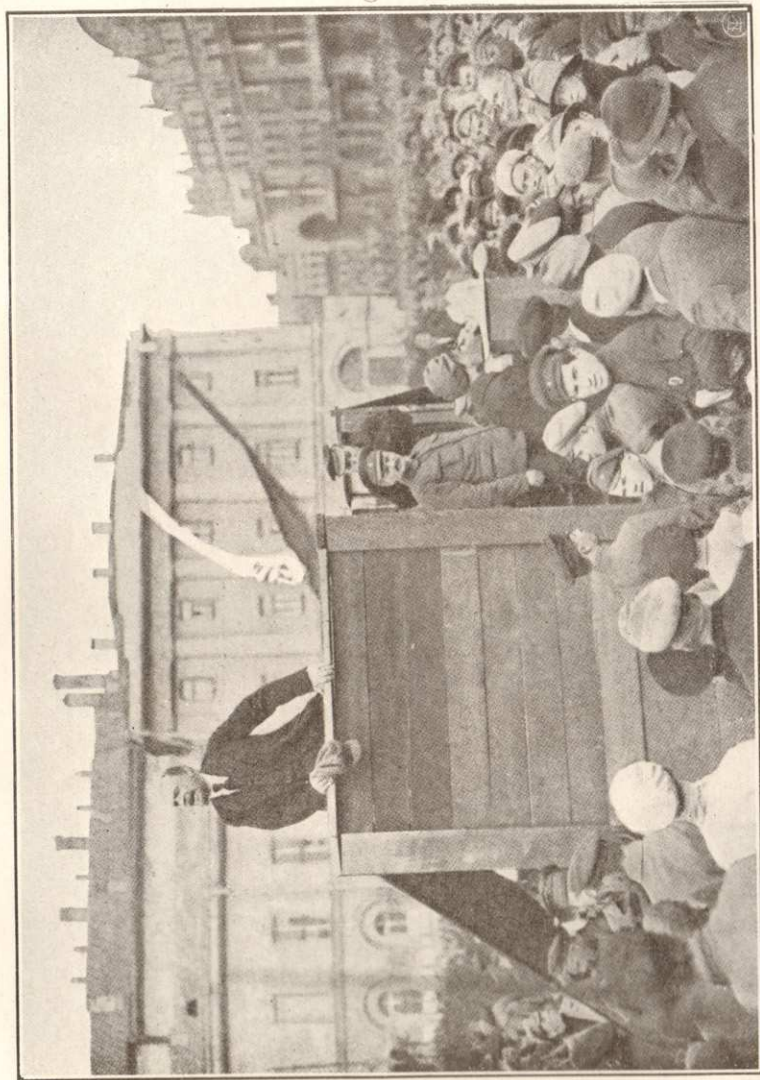
	Production annuelle (en millions de roubles)	Pourcentage du temps d'avant guerre
1912	3.489.892	100
1920	511.109	14,5
1921	527.904	15
1921-1922	753.633	21,5
1922-1923	1.127.381	32,3
1923-1924	1.450.400	42

Le nombre des entreprises de l'Etat était de 2.837 en l'année 1923 à 1924, comptant 1.460.000 ouvriers; l'année précédente, elle comptait 3.438 entreprises et 1.312.000 ouvriers; le nombre des entreprises avait donc diminué tandis que le nombre des ouvriers augmentait. Cela s'explique par le fait de la suppression de petites entreprises rapportant peu, ce qui permit d'exploiter davantage d'autres entreprises capables de plus grands développements.

Cette mesure a eu pour conséquence une augmentation importante allant jusqu'à 60 p. 100 dans la production.

En l'année 1922-1923, la production moyenne industrielle est de 347.000 roubles. En 1923-1924, elle est de 556.000 roubles. Le nombre des ouvriers s'est élevé en moyenne de 382 à 515. Toutes les branches de l'industrie sont réunies en trusts et ceux-ci en syndicats. Les syndicats sont des organisations d'Etat qui s'administrent elles-mêmes et se subventionnent.

Le décret de fondation des trusts est du 14 août 1921. La première année, 47 trusts déjà furent ratifiés par le Conseil écono-



Lénine harangue la foule, place du Théâtre, à Moscou (1920).

mique supérieur. A la fin de 1922, leur nombre s'élève à 426 qui, en partie, ont été réunis en 26 syndicats. Les syndicats ont pour but de chercher le plus grand profit des trusts dans les opérations commerciales et financières, dans la vente des produits manufacturés et l'achat des matières premières.

Commerce

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

La reprise des relations commerciales avec l'étranger date du printemps 1920, après la levée du blocus par les puissances de l'Entente et par la conclusion du premier traité commercial avec l'Esthonie.

Jusqu'alors, depuis la fin de 1919, il n'existait en fait de commerce extérieur rien d'organisé. On achetait des produits qui arrivaient en Russie après avoir traversé en contrebande les frontières voisines.

L'importation régulière commença le 18 avril 1920. Elle comprit d'abord les choses les plus indispensables à la population affamée et à l'industrie ruinée. Ce furent des pommes de terre pour la semence venues d'Esthonie; des outils et des machines agricoles demandés à la Suède, des semences du Danemark.

En mai 1920, une délégation commerciale, ayant Krassine à sa tête, partit pour l'étranger. Elle réussit à passer une commande d'outils agricoles et de locomotives dans les Etats du Nord et en Angleterre. La brèche était faite.

Dans les années suivantes, le commerce extérieur se développa assez rapidement et atteignit en l'année 1923-1924 presque le cinquième du marché d'avant-guerre.

Cette dernière année il y eut pour la première fois, au 1^{er} mai, un excédent des sorties sur les entrées, c'est bien une preuve de l'accroissement de la production russe.

LE COMMERCE INTÉRIEUR

Le commerce intérieur a pris une extension considérable depuis la fin de la guerre contre la bourgeoisie et la création de la « Nep », en 1921. Le chiffre d'affaires des échanges s'éleva de 1923-1924 à 5 milliards 350 millions de roubles, tandis qu'il n'atteignait, l'année précédente, que le chiffre de 3 milliards 770 millions. Le centre commercial russe est Moscou, où se trouve le siège de la plupart des sociétés et entreprises commerciales. Après Moscou, les villes les plus importantes sont Kiew et Leningrad. Les soixante-dix centièmes des entreprises commerciales sont dans la Russie d'Europe.

Le grand commerce intérieur est aussi en grande partie entre les mains de l'Etat et des coopératives.

Le commerce privé ne représente que les douze centièmes du capital commercial, et les soixante-dix centièmes du capital de ce commerce privé appartient au petit commerce.

Les fonds nécessaires au commerce intérieur sont fournis par des sociétés d'actionnaires. A la fin de 1922, il y en avait 21. Le 1^{er} janvier 1925 il y en avait 75, dont 28 appartenant à l'Etat, 30 en partie à l'Etat, mais comprenant aussi des capitaux particuliers, et 27 sociétés privées. Il y avait de plus, 17 banques commerciales possédant un capital de 131 millions de roubles.

Le commerce privé est étouffé peu à peu par l'accroissement du commerce national et le développement des sociétés coopératives. Son chiffre d'affaires tomba, en 1922, de soixante-dix-sept centièmes à soixante-six centièmes.

Il se borne au commerce de détail des produits alimentaires et des objets d'usage journalier, et les soixante-dix centièmes de son chiffre d'affaires sont produits par les marchands forains qui vendent des objets de cuir, de papier, des bijoux, des ustensiles de cuisine qui sont fournis par l'industrie privée.

Les coopératives

Les sociétés coopératives jouent un rôle prépondérant dans la vie économique russe. Elles sont l'organisation qui veille à l'échange des marchandises pour le commerce extérieur et intérieur; elles sont l'intermédiaire indispensable entre les producteurs et les consommateurs. Leur tâche principale est l'organisation du petit commerce en ville et à la campagne.

Leur nombre était, en 1914, de 10.785, comprenant 1.400.000 membres. En avril 1924, on en comptait 32.508, avec 6.265.000 membres, et à la fin de 1924 il y avait 8.000.000 de membres.

Il y avait 25.012 coopératives de consommation et 5.587 coopératives de production.

Certaines coopératives sont réunies dans de grandes sociétés. La société des villes appelée « Centrosyouz », réunit toutes les coopératives des Etats ou circonscriptions et toutes les grandes coopératives ouvrières de consommation. La société de campagne, appelée « Selskosyouz », réunit les coopératives de la campagne, qui comprennent 2 millions de coopératives paysannes.

La grande importance des sociétés coopératives est prouvée par leur chiffre d'affaires, qui fut de 1.100 millions dans le premier semestre de 1924. De 1923-1924, l'Etat a mis à leur disposition 20 millions de roubles. On cherche à les rendre autonomes à cet égard en leur constituant un capital fourni par des avances des membres de la coopérative et au moyen de différentes mesures économiques.

La « Nep » ou nouvelle politique économique

La « Nep » fut fondée au moment où la guerre contre la bourgeoisie et l'intervention étrangère obligèrent le gouvernement à ce qu'on appela le « communisme de guerre ». Les ennemis des Soviets prétendirent que c'était la banqueroute du communisme.

C'est une erreur. Une banqueroute du communisme, n'eut

jamais lieu en Russie. Seulement, la pleine réalisation des idées communistes ne peut avoir lieu que lorsqu'on aura réalisé la parfaite égalité des classes; jusqu'à ce que les difficultés aient été vaincues, il était nécessaire, au point de vue économique, de faire des concessions provisoires pour parer à la terrible situation économique de la Russie par la guerre.

Le principe fondamental de la Nep était d'augmenter la productivité ouvrière et agricole, et pour y arriver on dut recourir aux méthodes capitalistes, parce que les circonstances les rendaient indispensables.

L'Etat cessa d'exiger qu'on lui abandonne le produit du travail ouvrier et agricole et permit aux travailleurs d'en disposer librement jusqu'à une certaine mesure, afin de développer davantage la productivité.

Le paysan dut seulement payer un impôt en nature et au lieu d'être payé lui-même en objets, il fut payé en argent; l'achat et la vente furent de nouveau permis. Les entreprises industrielles de petite et moyenne importance furent de nouveau entre les mains de leurs propriétaires.

Le principe fondamental du socialisme ne subit aucune atteinte, puisque l'Etat demeura le propriétaire du sol, des forêts, des richesses minières, des grandes entreprises et des transports. La grande industrie et le grand commerce restèrent entre ses mains ainsi un retour du capitalisme n'était pas à craindre.

Ce que les adversaires des Soviets appellent un retour au capitalisme n'est donc qu'une mesure de concession provisoire. Voici du reste ce qu'en dit Lénine :

« Comment une mesure de concession économique provisoire serait-elle un retour au capitalisme ?

« Le gouvernement des Soviets a conclu un pacte avec un capitaliste. Ce pacte lui assure une certaine quantité de marchandises, matières brutes, de métaux. L'Etat socialiste remet au capitaliste les produits qui lui appartiennent, les fabriques, le matériel, les mines. Le capitaliste fait valoir les productions de l'Etat comme un fermier et, en échange de son capital, il obtient un profit sur lequel il paye à l'Etat une partie de ses produits. Nous avons dû agir ainsi, parce qu'il ne nous était pas possible d'accroître nous-mêmes notre production et que nous en avions cependant un besoin urgent. Cette mesure ne peut en aucune manière nous ramener au capitalisme, puisque nous restons maîtres de fixer les limites de nos concessions. Supposons qu'il s'agisse d'une concession de pétrole; nous obtiendrons immédiatement par notre concession plusieurs millions de pouds de pétrole de plus que si nous avions assuré nous-mêmes l'exploitation. Et ce fait était très important pour nous. Car le paysan nous donnera du pain en échange de ce pétrole et il ne nous en donnerait pas pour du papier-monnaie, et nous aurons tout de suite la possibilité d'améliorer la situation du pays.

« Tels sont les motifs pour lesquels nous ne craignons pas le capitalisme insignifiant que pourra faire naître la liberté du

commerce. Ce capitalisme sera un résultat du développement des échanges des produits du sol et de l'industrie même s'il ne s'agit que de la petite industrie transformant seulement les produits agricoles.»

Les concessions sont faites par une organisation nationale spéciale : le Comité des concessions, qui les fait soit à des particuliers, soit à des sociétés nationales ou étrangères, à certaines conditions. Si ces conditions ne sont pas remplies, la concession est retirée.

Les transports

A la fin de la guerre, les transports par eau et sur terre étaient anéantis. Un travail formidable dut être réalisé par le gouvernement des Soviets pour rétablir ce service et remettre sur pied les chemins de fer, la navigation et la circulation générale.

LES CHEMINS DE FER

Un effort magnifique fut réalisé par les ouvriers russes pour établir la circulation par voies ferrées; on acheta des locomotives à l'étranger et, dans le pays, on travailla fiévreusement à tout remettre en ordre. A la fin de 1923, il y avait même une réserve de 2.734 locomotives et 60.724 wagons de marchandises. Aujourd'hui, la remise sur pied est terminée, de nouvelles lignes sont en construction et d'autres en projets. Les chemins de fer se suffisent à eux-mêmes, sans le secours de l'Etat, et ils n'ont pas de déficit. Les recettes s'élevaient dans les mois d'octobre, novembre, décembre 1924 à 203 millions de roubles; 10 millions de plus que ce que le budget avait prévu.

La circulation à l'intérieur est régulière; les communications avec les pays étrangers sont rétablies à toutes les frontières. Le chemin de fer transibérien circule comme avant la guerre. Un express régulier établit, depuis janvier 1925, les communications entre Moscou et Vladivostok.

L'électrification des voies a été commencée en 1925 sur une longueur de 3.000 kilomètres, dont 1.700 dans les contrées montagneuses du Caucase, 1.300 dans la banlieue de Moscou.

Les services de la Poste et du Télégraphe sont tout à fait rétablis à l'intérieur et avec l'extérieur.

La télégraphie sans fil est établie avec la France (Lyon), l'Angleterre, la Suisse (Berne) et la Tchéco-Slovaquie (Prague). Le 1^{er} janvier 1925 il y avait 43 postes d'émission (le plus grand à Moscou) et 282 postes de réception qui sont répartis dans toute la Russie, jusqu'en Sibérie, dans les possessions asiatiques, jusqu'aux confins de l'Est.

LA NAVIGATION

La navigation souffrit autant de la guerre que les chemins de fer. 900 vapeurs de la navigation fluviale, 12.500 bateaux à voiles, barques, canots, etc. furent détruits; 60 bateaux à vapeur anéan-

tis, 300 confisqués par les Français et les Anglais. Plus de la moitié de la flotte fut perdue; dans la mer Noire, il n'y eut plus aucun navire. On travailla avec une énergie farouche à réparer ces pertes. A la fin de 1921 on possédait de nouveau 1.360 bateaux à vapeur et 1.719 voiliers.

Au commencement de 1925, on avait 8 Compagnies nationales de navigation fluviale, comptant 2.252 bateaux à vapeur de la contenance totale de 515.542 tonnes, et 4.052 barques et canots. La plus importante de ces compagnies est celle du Volga, qui possède à elle seule 54,8 centièmes de la flotte. En 1924 elle a transporté 21 millions de tonnes de marchandises et 12 millions de voyageurs. On prévoit la construction de 231 nouveaux bateaux d'ici cinq ans.

La longueur des voies navigables (rivières et canaux) est de 226.404 kilomètres. Elle dépasse de plus des quatre cinquièmes celle des Etats européens, qui n'en ont que 50.138.

La navigation maritime est entre les mains de la flotte commerciale de l'Etat appelée « Gostorgflotte », qui comprend trois compagnies autonomes: celle de la mer Glaciale du Nord; celle de la Baltique, et celle de la mer Noire; puis « le Caspiar », qui s'occupe de la mer Caspienne; il y a, de plus, quelques compagnies privées moins importantes.

L'ensemble de la flotte est de 272 bateaux à vapeur d'un tonnage de 362.016 tonnes; 365 voiliers d'un tonnage de 85.126 tonnes; 925 remorqueurs; 207 bateaux sont en construction depuis trois ans.

Le transport des marchandises s'est élevé à plus de 12 millions de tonnes en 1924. Les ports de mer de Leningrad, Odessa, Kerson, Batoum, Nikolaïw, Féodosia, Noverossisk avaient été fort négligés, ils sont restaurés maintenant et pourvus des chargeurs les plus perfectionnés.

L'agriculture

L'agriculture est le fondement de la vie économique russe. Plus de la moitié des ressources nationales sont fournies par le travail des paysans, qui composent les quatre-vingts centièmes de la population; ils exploitent 22 millions de fermes.

Pendant la guerre de 1914 et les premières années de la guerre contre la bourgeoisie, les espaces cultivés, le rendement du sol et les récoltes descendirent à la moitié de ce qu'ils étaient auparavant, il en était de même pour l'élevage. Mais depuis 1922 ils remontèrent constamment ainsi que le prouve ce tableau :

	ESPACES CULTIVÉS			ESPACES CULTIVÉS	
	en millions d'hectares	Pourcentage		en millions d'hectares	Pourcentage
1913.....	106	100 %	1922.....	51,6	48,7%
1916.....	82,4	77 %	1923.....	59,9	56,5%
1920.....	63,4	59,9%	1924.....	70,5	66,5%
1921.....	62,9	58,4%	1925.....	99,6	93,4%

La progression des terrains cultivés est différente suivant les contrées. C'est au Sud-Est qu'elle s'est le plus étendue, cette région est le grenier de la Russie, l'étendue cultivée y est presque plus grande qu'en 1913. Les régions les plus en progrès sont, ensuite, l'Ukraine, puis le Nord-Est, le Nord-Ouest, la Sibérie. Les contrées les plus retardées sont le pays des Koïgiz, le nord du Caucase, la région de l'Oural.

L'ÉLEVAGE

	Chevaux	Race bovine	Moutons et Chèvres	Porcs
	millions	millions	millions	millions
1916	28	50	83	19
1923	19	30	56	9
1924	24	45	65	17

En 1924, l'élevage des chevaux était donc les 82 centièmes de ce qu'il était en 1916; celui des vaches était des 90 centièmes; celui des bœufs des 69 centièmes; des veaux jusqu'à un an des 91 centièmes; des moutons des 83 centièmes; des porcs jusqu'à un an des 100 centièmes et, au-dessus d'un an, des 58 centièmes.

LA CULTURE

La culture des plantes industrielles s'est considérablement accrue. Ce tableau le prouve. L'unité est le millier d'hectares :

	Colza	Lin	Chanvre	Coton
1913	893	1.199	708	872
1922	1.907	458	130	43
1923	1.962	545	425	218
1924	2.098	708	572	457

La culture de la betterave à sucre qui était de 760.000 hectares en 1913, était redescendue à 163.000, mais en 1924 elle s'étendait de nouveau sur 327.000 hectares.

L'effort principal des Soviets tend à augmenter la production dans la culture proprement dite. Dans ce but, ils déploient toutes leurs forces pour augmenter le rendement du sol en améliorant les méthodes de travail, en pourvoyant les paysans de machines et d'outils agricoles et en établissant des coopératives à la campagne. Le Commissariat national de l'agriculture donne des primes aux paysans qui améliorent leur culture.

En 1924, dans les 30 gouvernements, 170 volosten (cercles) et 5.339 sociétés agricoles, 610 communes et artels (sociétés), 440 coopératives furent ainsi récompensées. Les sociétés récompensées ne possèdent que 118.731 fermes.

L'OUTILLAGE

On a pu répondre aux besoins d'outillage agricole dans la proportion de 90 p. 100.

Voici ce qui fut livré aux paysans en septembre et octobre

	Septembre	Octobre
Charrues	23.321	27.839
Herses	10.424	12.709
Faucheuses	1.291	1.571
Faux	74.925	89.229

La Centrale commerciale de Gostorg fournit 1.500 tracteurs pour les travaux du printemps, et l'on en commanda 650 pour les travaux d'été. Les fabriques de l'Etat livraient tous les mois 200 tracteurs au nord du Caucase; on a reçu ce printemps 400 tracteurs.

Dans vingt gouvernements on installa des établissements de blutage au nombre de 2.200 et ils furent mis à la disposition des paysans. Les 85 centièmes des semences purent ainsi être blutées. On acheta de plus, à l'étranger, pour 3 millions de semence de choix et on les donna aux paysans.

L'IMPÔT

L'impôt payé par les cultivateurs, qui était sous le régime tsariste des 30 centièmes de leur revenu, a été abaissé aux 10 centièmes.

En 1924, 20 millions de petits cultivateurs furent exemptés d'impôts. Dans l'Azerbeïdjan, le Conseil financier a réduit l'impôt des paysans des 25 centièmes; ou l'a supprimé tout à fait.

En Ukraine, l'impôt des agriculteurs avait produit, en 1924, 114 millions de roubles, en 1925, il ne donna que 74 millions.

Pour développer l'agriculture, le gouvernement des Soviets dépensa, de 1923 à 1924, 40 millions de roubles; de 1924 à 1925, il dépensa 61.700.000 roubles.

Cette étude est tirée de la relation écrite par un ancien directeur d'usine métallurgique lorrain, qui visita la Russie au retour d'un voyage au Japon. Tous ceux qui l'auront suivie sérieusement auront pu se convaincre que si la Russie n'est pas un paradis, comme quelques-uns l'ont écrit, elle n'est pas non plus l'enfer que d'autres ont cherché à dépeindre.

Non, la Russie n'est pas un paradis, mais elle est sur la bonne voie pour y arriver si le gouvernement des Soviets n'est pas dérangé dans son œuvre de restauration et de progrès par les ennemis du dedans et du dehors. Ce qui est certain, c'est que la condition des ouvriers et des cultivateurs y est bien meilleure que du temps des tsars et qu'elle surpassera bientôt celle des ouvriers et paysans des Etats capitalistes.

OCTOBRE ROUGE

L'automne pluvieux inspirait l'ennui et augmentait l'impatience. Tout le monde attendait le signal : quand viendrait-il ? Les jours semblaient des années. On aurait aimé courir au combat tout de suite, avant qu'il fût trop tard, avant l'arrivée du froid dans la nature et du découragement peut-être dans l'âme des matelots. Sur les bateaux on demandait d'une manière de plus en plus pressante pourquoi on hésitait à agir, quand viendrait le signal, et la réponse était toujours la même : « Nous attendons l'ordre ; aussitôt qu'il sera là, nous agirons. »

Le général Smilga partit pour Petrograd et remit au Comité central un rapport disant que la flotte attendait le signal, qu'on ne pouvait plus retarder l'action, car sans cela la flotte agirait toute seule. C'était la décision de la Conférence de la Flotte. Sur ces entrefaites nos représentants revinrent de la conférence régionale du nord. Les visages s'éclairèrent peu à peu. La chose était décidée. Tous les ordres étaient donnés, les signaux convenus. Le nôtre serait un télégramme de Petrograd portant la signature d'Antonov Ovsienko et conçu en ces termes : « Envoyez les règlements », ce qui voudrait dire « Envoyez les torpilleurs et au moins 5.000 hommes de troupes de débarquement ». Le même télégramme arriva une deuxième fois demanderait l'envoi d'une partie des vaisseaux de ligne et des cuirassés. Je tins la chose secrète. Les préparatifs furent exécutés méthodiquement. Le temps était limité. Les uns après les autres les bateaux étaient envoyés à Petrograd, soi-disant pour causes de réparations. Le naïf amiral Verderevsky, sans en rien dire à Kérensky, ne pouvait pas comprendre pourquoi tous les bateaux étaient envoyés ainsi à Petrograd.

Le croiseur *Aurore* nous causait une grande inquiétude. Ses réparations devaient être terminées, il pouvait chaque jour être renvoyé à Helsingfors. Il fallait à tout prix le retenir à Petrograd. Au nom du *Centrobalt*, j'écrivis au Comité de direction de l'*Aurore* : « Si vous recevez l'ordre de quitter Pétrograd, n'obéissez pas avant que cet ordre n'ait été ratifié par le *Centrobalt* dans un message à votre adresse. » On convint de chiffres spéciaux pour correspondre avec les bateaux. Il n'y avait que la flotte de la garde et la flotte centrale, restée très militariste, qui fussent encore pour Kérensky. Nous envoyâmes nos hommes les plus sûrs.

Deux jours avant le moment choisi, tout fut encore une fois examiné. Tout était-il prévu ? Une seule chose nous préoccupait encore : celle des réparations des torpilleurs ; seraient-elles terminées à temps pour que les bateaux puissent partir ? Les bateaux capables de combattre ne devaient pas quitter leur poste, afin de

veiller à l'ennemi du dehors. Les Allemands semblaient inquiétants. Ce fut un moment fiévreux, angoissant. Cependant, quelques jours plus tard, le silence et la tranquillité étaient revenus.

Dans la nuit du 21 au 22 octobre, il arriva un télégramme de l'*Aurore* disant : « Nous avons reçu l'ordre de faire une reconnaissance en pleine mer et de retourner après à Helsingfors. Que devons-nous faire ? » Le *Centrobalt* répondit : « Vous ferez cette reconnaissance le 25 octobre. » Malgré les menaces et l'arrivée d'autos blindées, remplies d'élèves officiers armés, l'*Aurore* refusa catégoriquement d'obéir aux ordres du gouvernement. Elle resta au poste qui lui avait été assigné.

Le 23 octobre de bon matin, les discussions commencèrent avec les socialistes-révolutionnaires de gauche au sujet de la révolution.

Prochiane et Oustinov répondaient mollement. Ils n'étaient pas convaincus du succès et souhaitaient des pourparlers avec les menchéviks ; le président du soviet d'Helsingfors était de leur avis.

La réunion émit le vœu d'éloignement immédiat du gouvernement de coalition. Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires de droite essayèrent de protester, d'apporter d'autres propositions et conseillèrent d'éviter l'anarchie et les pogromes. Les socialistes-révolutionnaires de gauche assurèrent qu'ils avaient l'appui de la moitié de la flotte et de l'armée finlandaise et ils présentèrent des solutions de compromis. Le camarade Smilga s'éleva violemment contre tous les compromis. A la fin de la séance, on lut la résolution du *Centrobalt* disant que la flotte ne supporterait aucun compromis et aucun écart des décisions prises par la flotte de la Baltique. Dans le cas où la réunion, serait d'un avis contraire, les bolchéviks et le *Centrobalt* revendiqueraient la responsabilité des actes. Chaque membre du *Centrobalt* appartenant à la gauche des s.-r. se rallia à la décision du *Centrobalt*. La réunion accepta la décision du *Centrobalt*.

Nous entrâmes en pourparlers avec les communistes finlandais pour organiser la révolution en Finlande et prendre le pouvoir.

Les camarades finlandais hésitaient encore : « Si vous refusez de nous seconder, nous ferons la révolution seuls et alors vous serez bien forcés de prendre le pouvoir en mains ». Après de longs pourparlers, les Finlandais dirent qu'ils étaient prêts à agir.

La nuit, nous fîmes arrêter les représentants du gouvernement de coalition. En arrêtant Nabokov, nous saisîmes sa correspondance avec le prince Lvov, qui lui écrivait que l'anarchie commençait à Petrograd ; que les bolchéviks se préparaient à renverser le gouvernement à main armée. En conséquence, on rappelait des troupes du front, et l'on avait résolu d'envoyer Kérensky au Japon pour en ramener des troupes japonaises qui aideraient à étouffer la révolution.

Cette conversation fut immédiatement communiquée au comité révolutionnaire de Petrograd. Les communications avec Petrograd étaient entre nos mains. Le calme régnait à Helsingfors. Il n'y avait personne qui pût opposer une résistance. Pour éviter tout incident, des patrouilles de marins parcouraient la ville.

24 octobre. — Le matin, tout est tranquille. Vers midi, il arriva de Petrograd plusieurs télégrammes donnant des nouvelles du mouvement. Ces télégrammes étaient envoyés plus loin, au nord du front occidental. Tous les télégrammes du gouvernement étaient interceptés. La direction du mouvement au Centrobalt était confiée à trois hommes : Avérichkine, Ovrine et Dybenko. On mit des postes de surveillance sur tous les bateaux et dans tous les régiments d'infanterie. Il y avait sur chaque bateau, à côté des hommes nécessaires au service, une compagnie armée prête au combat. Les munitions nécessaires sont prêtes à partir pour Petrograd. Les trains nécessaires au transport des hommes sont rassemblés. Les réparations des torpilleurs se font avec la plus grande rapidité, elles seront terminées au matin. A 8 heures du soir, arrive un télégramme de Petrograd : « Centrobalt, Dybenko, envoyez les règlements. — Signé : Antonov-Ovsiéenko. »

L'ordre fut donné à la flotte. Les compagnies désignées pour le transport devaient être à la gare à 24 heures. On avait installé à la gare un service de commandement, et il en fut de même à toutes les stations jusqu'à Pétrograd. Les commandants et leurs assistants devaient assurer le transport des troupes.

Mais les torpilleurs ne sont pas prêts. Je fais venir le commandant de la flotte Razvozov et le chef-mécanicien. Je me tourne vers Razvozov :

— Les torpilleurs seront-ils prêts demain matin ?

— Non, dit le mécanicien, il faut deux fois 24 heures pour qu'ils puissent être prêts au combat.

— Pourquoi ? l'ordre n'a-t-il donc pas été exécuté ? »

Je fis venir les mécaniciens et les chefs machinistes des torpilleurs et quand je leur demandai si les torpilleurs seraient prêts au matin, ils me répondirent : « A 8 heures exactement, les torpilleurs quitteront le port d'Helsingfors. » Les servants des torpilleurs n'ont pas dormi depuis trois jours; ils travaillent jour et nuit. Ils brûlent du désir de réaliser l'ordre qui leur a été transmis et dont ils comprennent la grandeur et la portée historique. Et ils réussirent à terminer ce travail irréalisable, semblait-il.

Quand les mécaniciens furent sortis, l'amiral Razvozov et le chef mécanicien secouèrent la tête. « C'est impossible, dirent-ils, nous ne croyons pas que les torpilleurs soient prêts au matin.

— Vous n'avez pas besoin d'y croire, vous n'avez qu'à assurer le service de commandement.

23 heures. — C'est un appel téléphonique du camarade Baranov à Petrograd. Il m'annonce que tout est prêt pour l'action. Il demande si l'on peut espérer que les forces que nous envoyons arriveront à temps ? La flotte Centro est entre nos mains; le gouvernement n'a plus de chef. La révolution peut commencer à chaque instant. Nos forces arriveront-elles à temps ?

Je réponds que les torpilleurs partiront tous au matin et que les transports sont en route.

25 octobre, 2 heures du matin. — Dans les rues d'Helsingfors règne un silence de mort. Sans bruit, sans appel de sirène, les remor-

queurs abordent à la place de rassemblement. Les compagnies se rangent, les commandements retentissent et les colonnes se dirigent vers la gare. Les trains partent à un intervalle d'une heure et demie, sans arrêt. La musique joue la *Marseillaise*. Des wagons s'échappent de joyeux hurrahs. A 8 heures du matin, j'accompagne le dernier convoi et rentre vite au Centrobalt. Au même instant, les torpilleurs passent majestueusement l'un derrière l'autre. Des drapeaux rouges portant l'inscription : « Tout le pouvoir aux Soviets ! se déroulent sur les mâts. L'équipage des torpilleurs partant et ceux qui restent sont fixés. La musique et les cris de joie accompagnent ceux qui partent pour Petrograd. Le parc de Brun, illuminé par les rayons du matin, est plein de spectateurs. Des milliers de regards ouvriers, enthousiasmés, suivent les torpilleurs. Dans les yeux des marins qui sont restés, on peut lire cette question : « Et nous, ne partirons-nous pas bientôt pour prendre part au combat ? »

Les torpilleurs *République* et *Pétropavlovsk* demandèrent par téléphone s'ils n'allaient pas partir, disant que tout était prêt, qu'ils attendaient l'ordre du départ avec impatience.

On leur répondit : « Vous partirez aussitôt que ce sera nécessaire. Soyez prêts. »

A bord de l'*Etoile Polaire*, sur laquelle se trouve le Centrobalt, je vois l'amiral Razvozov.

— Eh bien, lui dis-je, croyez-vous encore qu'il est impossible que les torpilleurs soient prêts ?

— C'est un miracle. L'impossible arrive. Quand on trouve une bonne volonté et une énergie pareilles, on est sûr de vaincre. Dans ces circonstances, le service est une joie.

Enfin, toutes les choses demandées sont accomplies; on pourrait se reposer un instant, mais les questions et les dispositions à prendre n'en laissent pas le loisir.

Minuit. — Le général Baranov est de nouveau au téléphone.

— Le gouvernement est renversé, la forteresse de Pierre-et-Paul est entre nos mains. Nous cherchons à nous emparer du Palais d'Hiver. L'*Aurore* combat héroïquement. Jusqu'ici, aucune force venant d'Helsingfors ne nous est parvenue. Lénine a été nommé chef du gouvernement. Le collège de guerre comprend Antonov-Ovsiéenko, Krylenko et toi. Tu dois partir immédiatement pour Petrograd.

— Tout cela est très beau et très bon, général Baranov, répondis-je, mais je ne peux pas partir, ce serait une faute de m'éloigner de la flotte. Vous êtes assez nombreux à Petrograd. Aussitôt que vous serez sûrs du succès et que vous n'aurez plus besoin du secours de la flotte, je viendrai. Les forces que nous avons envoyées doivent arriver incessamment.

Le lendemain, le général Baranov téléphona de nouveau et transmit l'ordre d'Antonov-Ovsiéenko d'envoyer de nouvelles troupes et de l'artillerie. Il demandait de nouveau mon départ pour Petrograd.

La nuit même, les batteries et les compagnies demandées furent prêtes et les transports partaient au matin.

Le 27 octobre, je fis revenir au Centrobalt le général Ismaïlov, afin qu'il me remplaçât et je partis pour Petrograd. En chemin, je dépassai les convois de marins et d'artillerie. Leur entrain était magnifique.

Le 28 octobre, le train approche de la gare finlandaise. Il y a à la gare une patrouille de gardes rouges et de marins. Les rues sont désertes. J'essaie en vain de trouver une voiture. Après bien des peines, on parvient à prévenir par téléphone la Centroflotte; enfin, on nous envoie une auto. Je me dirige vers l'institut Smolny. En route, je rencontre quelques gardes rouges et des groupes d'ouvriers et de soldats. Devant Smolny, il y a des autos blindées, des motocyclistes et quelques détachements d'infanterie. Je montai au deuxième étage, dans la chambre du général Podvoïski.

— Vous voilà, enfin, me dit-il. Bon ! Amenez-vous des marins, de l'artillerie ? Les torpilleurs et les bateaux de ligne sont-ils arrivés ? » Il m'assaille de questions.

— Pardon, général Podvoïski, nous n'avons pas du tout songé à vous envoyer des vaisseaux de ligne. Je pense que l'on n'en manque pas ici. Vous avez déjà 3.000 marins : 1.500 marins et 2 batteries sont en route. Ils seront là ce soir.

— Mais il les faut tout de suite, dit le général. Nos troupes ont abandonné Gatchina. Kérénsky a quitté le front et s'avance avec des troupes; il est déjà à Tsarskoïé-Sélo et approche de Petrograd. Allez immédiatement à Tsarskoïé-Sélo et dites-nous ce qui s'y passe.

Le ton du général permettait de sentir combien l'ignorance de la situation était angoissante.

Je quittai Podvoïski pour me rendre à Tsarskoïé et rencontrai Antonov-Ovsiéenko. Il allait dans la direction de Poulkovo. Nous décidâmes de partir ensemble. Après bien des peines, nous trouvâmes une auto. Nous étions déjà hors de la ville quand elle eut une panne. C'était irritant. Une automobile particulière venait à notre rencontre. Nous l'arrêtâmes. Il y avait dans l'auto un monsieur en civil. Nous lui dîmes :

Nous sommes obligés, malheureusement, d'utiliser votre auto pour continuer notre route jusqu'à Tsarskoïé-Sélo. Nous allons prendre votre adresse et vous renvoyer votre voiture. La nôtre vous conduira en ville en quelques minutes.

— Pardon ! je suis le consul d'Italie, dit le monsieur en civil.

— Malheureusement, nous ne pouvons agir autrement, c'est la révolution.

Le monsieur fit la grimace et descendit de l'auto. Nous y montâmes et poursuivîmes notre route. Sur la route de Tsarskoïé, il y avait une file interminable d'ouvriers armés de fusils.

Nous approchons de Grand-Poulkovo, mais on n'entend pas un coup de fusil. Tout est-il déjà terminé ? Nous demandons des nouvelles. Un soldat nous raconte que Kérénsky occupe déjà Tsarskoïé. Les nôtres se sont retirés vers Poulkovo. L'état-major est à Poulkovo. Nous le cherchons. L'ancien colonel Vadine lève les bras en l'air, fixe la carte et murmure, perplexe : « Il faut, hélas, que je vous

dise que nous n'avons plus de troupes. Les hommes ont fui pêle-mêle, se sauvant à la maison de nuit; les régiments de la garde, sans essayer de résister, abandonnèrent Tsarskoïé. Nous avons appris qu'une partie d'entre eux se sont rendus et ont passé au parti de Kérénsky. Nous n'avons aucun moyen de retenir les hommes. »

Un militaire, qui semblait un ancien officier, s'avança et annonça que Tsarskoïé avait été pris par Kérénsky; une troupe de cosaques, de l'artillerie et des tanks étaient entrés à Tsarskoïé. Nos tronçons de troupes étaient en fuite et Poulkovo était sans défense. Il fallait arrêter les fuyards, rétablir l'ordre parmi eux et organiser, du moins, un service d'avant-postes et de patrouilles pour la nuit. Nous quittâmes la maison et, au même moment, on entendit le canon; on commençait à assaillir Poulkovo. Un obus atteignit la maison où avait été l'état-major. Nous réussîmes à grand-peine à retenir un groupe d'ouvriers armés et de soldats. Ils nous assaillaient de questions : où étaient les marins; quand viendraient-ils ? Je leur affirmai que les marins étaient en route et qu'ils amenaient l'artillerie. Antonov-Ovsiéenko resta là pour organiser la défense. Pour moi, je retournai à Smolny pour donner des nouvelles au général Podvoïski qui me donna l'ordre d'aller chercher immédiatement l'artillerie qui se trouvait aux chantiers de l'usine Poutilov.

— Pardon, général Podvoïski, mais il n'y a pas de chevaux, et les hommes de service manquent aussi.

— Chargez les canons sur des wagons de chemin de fer, vous prendrez des ouvriers comme artilleurs, dit le général. »

Je rencontrai Vladimir Ilitch à Smolny. Il était très calme et me demanda des nouvelles du front. Je lui exposai la situation et lui dis : « Je vais à la Centroflotte et mets immédiatement en mouvement des divisions de marins; sans cela, Kérénsky viendra à Petrograd. »

Valdimir Ilitch approuva mon projet d'un muet hochement de tête. Je partis.

Nous réussîmes, au cours de la nuit, à diriger deux divisions de marins vers Poulkovo. L'artillerie, arrivée de Finlande, fut déchargée et, le 29 au soir, elle était à Poulkovo. Pendant tout le jour, les troupes de Kérénsky restèrent inactives, ce qui permit au Comité révolutionnaire non seulement de ravitailler Poulkovo, mais encore Krasny et Kolpino, où l'on envoya des détachements de marins et d'infanterie.

Le 30 octobre, l'assaut des cosaques échoua devant la résistance énergique des marins; ceux-ci passèrent alors à l'attaque et assaillirent les tanks à coups de baïonnettes. Les troupes de Kérénsky subirent des pertes importantes et se retirèrent précipitamment sur Gatchina sans nous avoir opposé une réelle résistance.

P. E. DYBENKO.

Extrait d'un ouvrage de P. E. Dybenko, les Rebelles, recueil de souvenirs faisant revivre de la façon la plus captivante les principaux épisodes des deux révolutions russes de 1917 et 1918.

Lénine, comme homme

Cet article de Semachko (Commissaire du Peuple à la Santé), a été écrit à l'occasion du 25^e anniversaire du Parti bolchévique. Nous le mettons sous les yeux de nos lecteurs pour bien montrer la grande simplicité du génial réalisateur de la révolution russe.

Je me rends parfaitement compte de la difficulté de la tâche que j'assume. Evidemment, pour une foule de raisons, ce ne serait pas à moi de dépeindre la personnalité de Vladimir Ilitch. Elle trouvera dans l'avenir d'innombrables historiens et biographes. Mais je sais combien les ouvriers s'intéressent aux traits particuliers et aux détails de la vie de Lénine, et j'estime qu'au 25^e anniversaire de notre Parti, on ne saurait leur faire plus grand plaisir que leur raconter quelque chose sur leur chef. Voilà pourquoi j'ai résolu de relater ici quelques souvenirs, non pas sur la personnalité de Lénine, mais sur sa vie, ses habitudes, ses penchants.

Cette tâche m'intéresse également sous un autre rapport. J'appartiens au nombre de ces marxistes « rectilignes » qui considèrent la vie de l'homme (et du peuple) comme le « fond » même de son être, ce qui le caractérise essentiellement. Il est impossible que la vie journalière, les habitudes de l'homme, et ses idées soient pour ainsi dire dans deux compartiments nettement séparés, sans communication aucune. Tôt ou tard, les coutumes, les habitudes, les sympathies ou les antipathies entrent en collision avec les convictions sociales et, dans ce cas, il est presque impossible de prévoir de quel côté sera la victoire. Au contraire, l'harmonie des convictions, des penchants et des goûts est le gage de l'intégrité d'une personnalité et de son activité.

Ces pensées me viennent invinciblement à l'esprit lorsque je songe à Vladimir Ilitch. Lénine a toujours été par ses habitudes et ses goûts un prolétaire pur. Dans l'émigration, il eut fréquemment à subir des privations qui minèrent son robuste organisme. Mais même dans les périodes de bien-être matériel, il conservait ses habitudes et ses goûts prolétariens. Une petite chambre avec une table pour travailler et un mauvais lit pour se reposer, tel était son ameublement; les divertissements les plus modestes, parfois la bicyclette, tels étaient ses plaisirs. Il n'a pas changé. Il faut voir l'expression de souffrance et même l'irritation qui se peint sur son visage lorsqu'on lui propose de se soumettre, comme chef du gouvernement, à tel ou tel rite ou étiquette:

Vladimir Ilitch est une personnalité entière où la parole est tou-

jours en parfait accord avec l'action et ce sera, longtemps encore, un objet d'étude pour ses futurs historiens. Ce sujet est loin d'être facile à traiter, car la vie prolétarienne de Vladimir Ilitch, ce n'est pas la modestie, la vertu, la modération, la régularité petites-bourgeoises. La dure école de la vie a influé sur son idéologie. Il n'est pas douteux que, parmi les nombreuses causes qui ont fait de lui un chef révolutionnaire d'une volonté de fer, étranger à tout compromis dans la tactique, sa vie prolétarienne remplie par le labeur a été l'une des principales.

Il est encore un trait que je voudrais signaler ici et qui est à la base de toute l'activité de Lénine: sa fougue, sa hardiesse, la fertilité de son esprit. Quelques menchéviks, qui avaient été autrefois avec moi dans le Parti social-démocrate, me disaient plus tard que les menchéviks et les bolchéviks se distinguaient par le tempérament. A mon avis, c'est là une observation psychologique profondément juste. Le menchévik est essentiellement un homme agissant par réflexe. La combativité est à la base du tempérament bolchévique. Je ne saurais me représenter un bolchévique avec un tempérament menchéviste.

Je me souviens avoir lu à l'étranger, dans un journal, la description d'une intervention de Vladimir Ilitch au Congrès des Soviets. Le correspondant disait que Lénine communiquait à tous son tempérament. C'est la vérité. Tel il a toujours été dans sa vie.

Lorsqu'il s'agissait, par exemple, d'organiser dans un modeste café de la banlieue parisienne une petite soirée, consacrée à un événement quelconque, Vladimir Ilitch était le boute-en-train de toute la compagnie. Son humour, sa vivacité, son esprit se donnaient libre cours; on se tordait de rire, littéralement. (Ainsi, à une soirée chez Maxime Gorki, voyant Maria Féodorovna qui était aux petits soins pour son mari et les visiteurs, il lança: *Maxime L'Amer a une femme sucrée* (1). Lorsque, entre camarades, on organisait des excursions à bicyclette, c'était lui qui trouvait toujours les endroits les plus intéressants. Un jour, pendant une de ses promenades, il faillit perdre la vie et seuls, sa hardiesse et son à-propos le sauvèrent. C'était vers la fin de 1907 ou au début de 1908, aux environs de Genève. Un jour de fête, Lénine rentrait chez lui par les rues étroites d'un faubourg de la ville. La rue était encombrée de voitures, de bicyclettes et d'automobiles. Soudain, une automobile, dont le conducteur était quelque peu ivre, fonça droit sur lui. Un instant d'hésitation et Ilitch était perdu. Mais il ne se troubla pas, sauta rapidement sur le trottoir parmi les promeneurs et laissa aller son vélo qui fut broyé par l'automobile. La foule s'attroupa et le félicita de s'en être si bien tiré.

Les grands hommes ont souvent un trait commun: l'amour des enfants. C'est là une particularité extrêmement intéressante. Pourquoi les grands hommes aiment-ils la société des enfants? Marx, dit-on, aimait à se reposer parmi ses enfants et ses petits-enfants;

(1) Gorki est un pseudonyme qui signifie: *Amer*. La boutade est intraduisible en français, sinon dans sa lettre, du moins dans son esprit. — N. D. L. R.

c'est également parmi les enfants que Tolstoï se sentait le plus à son aise. Vladimir Ilitch est également un ami des enfants.

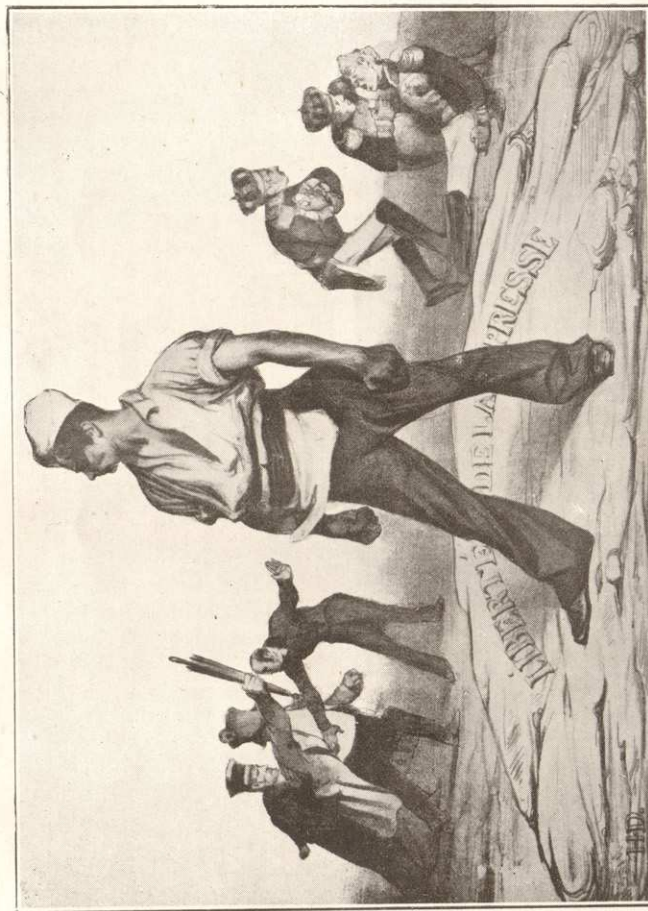
Tout le monde a vu sa récente photographie parmi les enfants d'un village des environs de Moscou. Il est assis au milieu d'eux, tranquille, souriant, et les rides de son front semblent avoir disparu. Lorsque je demeurais près de Paris, Lénine venait souvent s'amuser avec mes enfants. Il avait un talent pédagogique inné : les enfants l'adoraient, l'attendaient avec impatience ; il savait leur parler d'une façon si sérieuse et en même temps si intéressante, et toujours il trouvait pour eux un nouvel amusement.

En 1911, nous fîmes un jour tous deux une promenade à bicyclette dans un endroit situé à une douzaine de kilomètres de Paris. Ma fillette, alors âgée de onze ans, nous implorait, les larmes aux yeux, de l'emmener. Vladimir Ilitch prit son parti et voulut qu'elle vînt aussi avec nous. La route était pénible, montueuse. Il fallait voir quelle sollicitude il témoignait à l'enfant. A chaque montée, il la remorquait ; à chaque endroit dangereux, il se tenait tout près d'elle et l'aidait. Je lui dis que ce n'était pas la peine de prendre tant de soin : ce n'était pas un malheur si une fillette vigoureuse se fatiguait quelque peu. Il se mit à m'accabler d'injures pour ma « conduite indigne » envers ma fille. « A des parents comme ça, disait-il, il faudrait enlever leurs enfants. »

La personnalité de Vladimir Ilitch est très complexe. Si le mot n'était pas devenu banal, je dirais qu'elle est multiple. C'est à ses historiens et à ses biographes futurs qu'il appartiendra de l'étudier sous toutes ses faces.

(14 mars 1923.)

N. SEMACHKO.



DAUMIER. — Qu'ils y viennent !

Vers l'avenir !

Tout droit, solide et fier, notre navire
Poursuit sa longue route vers le port.
Le pilote peut-être sera mort
Avant le terme ? Qu'importe son sort,
Pourvu que le vaisseau, lui, jamais ne chavire.
Il porte dans ses flancs la liberté du monde
Qui règnera demain sur la terre féconde.
Aujourd'hui, peuple las, tu dors dans ta prison,
Mais demain sonnera la terrible trompette
Du jugement dernier. Peuple, alors d'un seul bond,
Tu sortiras de ta longue torpeur muette.
Déjà ton lourd sommeil est moins lourd, et tu bouges.
Tu sens monter en toi les laves d'un volcan.
Mais demain, surgissant des fanges de tes bouges,
Ton âme s'ouvrira comme un cratère rouge
Pour vomir les flots clairs du feu purifiant
Sur l'orgueil criminel des loups et des serpents.

D'après LIEBKNECHT.



LES CHIMÈRES

ou

l'étrange aventure de deux gosses parisiens

Raconté par Paul SANS-PATRIE
Illustré par François SANS-CRAYON

I

Pierre Vanupied était un vrai gamin de la belle ville de Paris; né dans la partie la plus affreuse de l'affreux Belleville; élevé au sein de la bienfaisance anonyme; vêtu de loques aux couleurs passées et nourri par ses propres petites mains d'enfant.

Car Pierre Vanupied n'avait plus de parents et c'était un zélé petit apprenti maçon qui travaillait avec tout le zèle de ses onze printemps...

Ce fut un triste épisode de la morte-saison de 1914-1918, lorsque le père de Pierre fut charrié à la mort sur la charrette de guerre par les marchands des quatre-saisons sanglantes et que mourut la mère du petit enfant, des restes de la générosité pratiquée avec ostentation, par les dames de la haute.

Avant de mourir et d'abandonner son petit Pierre dans le désert de la vie, la pauvre femme lui dit:

— Mon petit garçon, tu es un enfant intelligent, car dans ta courte vie tu as déjà beaucoup vu et beaucoup entendu... Sois brave, adieu...

Alors la tristesse logea dans la sombre demeure et dans le petit cœur du vrai gamin de la belle ville de Paris. Pierre Vanupied se souvint des derniers mots de sa mère jusqu'à sa onzième année de misère, jusqu'à ce qu'il commençât à penser...

Les pensées sont quelque chose de merveilleux...

Réfléchir était pour lui un événement profond, comme pour tout enfant qui commence à penser sérieusement.

Par un terne après-midi de samedi, de lourdes pensées se réveillèrent dans le jeune être de Pierre Vanupied.

« Où ?... Pourquoi ?... Comment ?... »

Ces mots brefs firent naître en lui des milliers et des milliers de questions. Et Pierre Vanupied cherchait en vain les nombreuses

réponses que réclament ordinairement les enfants... Il était orphelin; où aurait-il pu obtenir une réponse maternelle?

Où...?

Il était sans argent...

Seulement il avait un ami. Un bon petit ami qui s'appelait Jean Sanspain; c'était un pauvre petit gosse de paysan originaire du Nord et comme lui un orphelin de la triste Morte-Saison... Ils étaient comme des frères, car ils se trouvaient si semblables dans le monde, tels deux brins d'herbe comme on en cueille dans le pré.



Et maintenant, venant de la rue Sainte-Ordure, du haut de Belleville, Pierre et Jean descendaient tous deux vers la ville, la main dans la main... Ils projetaient quelque chose de tout à fait important... Aux nombreuses questions aussi belles que variées qu'ils posaient si curieusement, ils voulaient obtenir de souriantes et caressantes réponses... Car ils étaient de vrais gosses de la belle ville de Paris...

Et ils allaient...

II

Dans une ville comme Paris, le bruit est grand...

Il est si grand, le bruit, que de petits enfants peuvent à peine s'entendre...

La voix des gosses se perd dans le tohu-bohu des boulevards; c'est ainsi qu'un agent que questionnaient les deux voyageurs leur dit brusquement:

— Que voulez-vous donc?

Et Pierre demanda encore une fois:

— Pardon, monsieur, voudriez-vous nous dire où habite le Cardinal de Paris?

Leur but était d'aller chez le Cardinal de Paris chercher la réponse à leurs questions. Car il devait être l'homme le plus intelligent de la ville... Ainsi pensent les enfants, mais l'agent croyait que les gosses voulaient se moquer de lui et les chassa.

Après de nombreux tâtonnements, Pierre Vanupied et Jean Sanspain se trouvèrent finalement devant le

magnifique Palais du Cardinal de la belle ville de Paris. Ils sonnèrent et on les fit entrer — peut-être par mégarde, peut-être parce qu'on les prenait pour des enfants de couvent, peut-être aussi parce que



l'huissier était saoul, car c'était un miracle qu'on eût introduit deux pauvres enfants dans le grand salon de l'archevêque. C'était justement l'heure d'audience du Grand-Machin de Paris.

Mais quelle belle demeure est celle d'un Grand-Machin !

Les enfants étaient anxieux ; ils se blottirent dans un coin et regardèrent autour d'eux avec de grands yeux. Ils virent assises sur un vaste canapé six religieuses serrées les unes contre les autres, sous les yeux des illustres princes de l'Eglise dont les portraits ornaient les murs... Ils virent encore des prélats... un père jésuite... quelques laïcs... Les uns et les autres allaient entretenir l'archevêque des graves questions du ciel...

Enfin, Pierre Vanupied et Jean Sanspain se trouvèrent devant le Cardinal au visage souriant, et un peu mystérieux, — pourquoi mystérieux, cela, nos deux gosses ne le savaient pas encore... Car, dans leur embarras, ils n'avaient pas remarqué que l'Eminentissime prélat suçait un bonbon fin. Alors, Pierre questionne timidement :

— Pardon, monsieur, voudriez-vous nous dire où sont nos parents ?

Une bouche d'enfant fait entendre un plus beau son que toutes les cloches du monde... Une bouche d'enfant tinte tristement quand elle parle de parents morts qui doivent être au ciel. Ainsi tintait également la voix de Pierre ; le sage Cardinal était embarrassé et il toussota parce que la sucrerie lui chatouillait la gorge, ou parce qu'il voulait montrer aux enfants le royaume du ciel... Et l'homme le plus sage de Paris les entretint de l'au-delà magnifique où il n'y a que de bonnes âmes qui vivent sans souci, sans besoin, sans souffrance, dans la joie et la gaieté éternelles, au milieu de la musique des troupes célestes. Et il parlait et parlait de la sorte, faisant de larges gestes, cependant que ses yeux rusés allaient de la terre au ciel... et il avala le gros bonbon qu'il tenait derrière la joue.

C'était terrible à voir...

Le volumineux bonbon restait dans la gorge du saint Cardinal qui commençait à crier au secours, à râler et à devenir violacé...

Cela ne dura pas longtemps. Pierre Vanupied et Jean Sanspain furent mis à la rue ; pendant un moment ils allèrent silencieux, la main dans la main, puis enfin ils s'arrêtèrent et se regardèrent avec des yeux étonnés :

— Il nous a menti, dit Pierre à Jean, car si c'est si beau que cela un ciel, pourquoi était-il tellement effrayé ?

— Ah ! oui, il ne voulait pas mourir, expliqua Jean ; il a eu peur...

Nos gosses n'étaient donc pas du tout satisfaits de la réponse du Cardinal ; au contraire une nouvelle question rendait leur petit cœur plus gros. *Pourquoi* donc avait-il menti ? Car les enfants savaient que quand quelqu'un ment il a une raison, parce qu'eux aussi avaient quelquefois menti à leur patron pour qu'il ne les batte pas — et il les battait souvent...

Ils continuaient à marcher et se demandaient intérieurement qui maintenant ils pourraient encore questionner, car ils sentaient bien qu'on pouvait répondre à leurs questions, qu'on devait y répondre...

Pierre Vanupied était un enfant intelligent et il pensa au marchand de journaux qu'ils avaient entendu crier sur les grands boule-

vards : « Le nouveau ministère !... Le président du Conseil chez le président de la République !... Présentation aux Chambres ! ! !... »

Ils atteignirent ainsi le palais de l'Elysée ; ils voulurent y entrer, mais la sentinelle, qui n'était pas ivre, ici, les arrêta :

— Où allez-vous ?...

— Nous voulons aller chez le Président de la République.

— Que voulez-vous donc ?... Laissez la paix à M. le Président !

— Il doit nous dire pourquoi le Cardinal de Paris nous a menti, quand nous l'avons questionné au sujet de nos parents.

Là-dessus les enfants ne reçurent plus de réponse, mais ils furent chassés par la garde de la gloire, qui les prenait pour de dangereux communistes.

Dans la rue, alors qu'ils couraient encore la main dans la main, Pierre dit :

— Dépêche-toi, nous allons à la Chambre... Les ministres nous donneront une réponse...

Et ils y filèrent...

Ils couraient au milieu des autos, de la foule et des dangers...

Ils couraient à la Chambre des Députés, car la curiosité d'un enfant est sacrée... et ses questions sont des phares rouges qui projettent leur lumière dans l'avenir...

Et ils couraient...

III

Dans une ville comme Paris il y a de nombreuses et grandes maisons. Elles sont si grandes, les maisons, que les petits enfants pour en apercevoir le sommet doivent lever la tête aussi haut que pour regarder le soleil... Les petites tailles des gosses ne se voient plus à côté des puissantes colonnes de la maison sur laquelle éclate en lettres d'or : « Chambre des Députés ». Et les deux questionneurs, qui avaient déjà de l'expérience, ne s'adressèrent plus à personne, mais se glissèrent avec ruse par la grande porte.

Enfin, grâce au propre pouvoir de leur forte volonté, ils sont dans le vaste temple de la sagesse de notre France.

De longs, tsès longs corridors avec d'innombrables portes... Derrière les portes, d'innombrables sagesse. Pour chacune d'elles une pièce. Plus de pièces peut-être qu'il n'y a de sagesse dans le monde entier... Puis encore beaucoup d'autres cabinets pour les messieurs qui doivent écrire tant et si vite que quelquefois ils sont obligés de mentir, et qui parfois même mentent de telle façon que le contraire de ne qu'ils écrivirent n'est plus vrai.

Et c'est une bonne affaire.

Pierre et Jean ne savaient ni bien lire ni bien écrire ; seulement



ils comprenaient autant qu'il leur fallait. Déjà ils se trouvaient devant une porte et s'apprêtaient à frapper, quand par-dessus leurs têtes un de ces hommes d'affaires ayant à la main un stylo prostitué fit le geste avant eux.

Une tête se montra dans la porte et dit d'une voix faisant penser au bruit de la presse à billets de banque :



— Je regrette, M. Painlevé, le président du Conseil et des Finances, ne reçoit pas. Il travaille au projet relatif à la dévalorisation de l'argent...

Pierre et Jean n'avaient pas compris un mot de ce qui s'était dit. Ils regardaient à l'intérieur et apercevaient bien loin au fond de la salle un visage rond comme un zéro — oui, un gros zéro...

Toutes les têtes de la salle représentaient de gros zéros.

Et cela, c'était un signe annonciateur de la dévalorisation. Ils allèrent une porte plus loin :

— M. Briand, ministre des Affaires étrangères ne reçoit pas. Il est en conférence avec le monde entier.

Ils allèrent plus loin :

— Que voulez-vous, les gosses?... M. Caillaux est en colère. Il est en train de casser la dure noix de coco de la côte d'or.

Ils allèrent plus loin :

— M. Herriot est malade... Il souffre toujours de l'empoisonnement par la nicotine résultant des pipes qu'il a fumées à Londres.

Ils allèrent plus loin :

— M. Blum socialise ses propres idées révolutionnaires. Avec l'aide du génie de la Bastille, il prépare la révolution pour 1926... Il ne veut rien avoir à faire avec les enfants d'ouvriers...

Ils allèrent plus loin encore :

— M. le ministre de la Guerre veut qu'on lui fiche la paix. Il vient d'être convaincu par M. le Maréchal Lyautey de la victoire de la culture française au Maroc.

A la porte suivante, il se produisit un miracle. Tout au moins il le sembla aux enfants. On les fit entrer poliment et ils ne savaient pas comment cela leur était arrivé... Ils se trouvaient là devant un



homme souriant et racontaient leur étrange histoire. L'homme au sourire les prit sur ses genoux et leur dit :

— Je suis le camarade Marcel et je suis ici au nom des ouvriers et des paysans. Ma situation, comme la vôtre, est également difficile, car moi non plus je ne reçois aucune réponse à mes questions, qui sont les questions de l'humanité. C'est en vain que vous attendriez une réponse de ces hommes-là, car le mensonge est leur métier. La réponse, il faut que nous la fassions sortir nous-mêmes. Vos parents, vous les retrouverez ici sur terre. Et si le Cardinal de la jolie ville de Paris vous a parlé du ciel, c'est parce qu'il est un hypocrite, qui dit à son Dieu dans ses prières : « Donnez-nous nos offenses quotidiennes et pardonnez-nous notre pain... » Et si le Cardinal de la belle ville de Paris lui-même, prie ainsi à l'envers, comment alors le cœur des autres doit-il être ? Donc, mon petit Pierre et mon petit Jean, soyez tranquilles, vous recevrez une réponse à tout.



« Allez maintenant gentiment chez vous et venez me voir un jour dans la maison qui ne porte pas de lettres dorées mais qu'orne l'insigne du marteau et de la faucille... Car ce sont là les symboles du travail. Avec le marteau, nous forçons la vie et avec la faucille nous faisons la moisson... »

Et alors les questions des enfants tombèrent.

Le brave homme les caressa et les reconduisit à la porte.

Et ils n'allèrent pas plus loin dans le long, très long corridor, car la porte la plus proche s'ouvrit avec rapidité et le ministre de l'Intérieur, M. Schrameck, apparut. Saisissant les enfants, il les jeta lui-même hors du temple de la sagesse de notre France...



Pierre Vanupied et Jean Sanspain descendaient les escaliers en trébuchant lorsqu'ils butèrent contre un monsieur ventripotent qui avait une grosse moustache et ressemblait à un crapaud dégoûtant... C'était un très riche usinier, si riche qu'il eût pu payer toutes les dettes de l'humanité s'il l'avait voulu... Mais il ne voulait pas, bien au con-

traire, sont désir était d'accroître encore sa fortune... Et son gros ventre faillit éclater quand les enfants vinrent buter contre, et il devint très méchant, car il était très riche. Et le crapaud les eût frappés avec sa canne, mais ils s'enfuirent et lui tirèrent la langue en se moquant de lui...

Et les enfants couraient

Ils se retournèrent encore une fois pour regarder la vaste maison.



Leurs yeux souriaient et les grandes lettres dorées dansaient devant eux. Elles dansaient, se confondaient et se reflétaient dans les yeux des enfants, devenaient quelque chose comme « Chambre des Bêtises ».

La main dans la main ils couraient et sautillaient, car ils étaient



joyeux... Ils avaient trouvé un homme qui répondrait à toutes leurs questions...

Pierre et Jean étaient tranquilles en leur petit cœur, dans la grande et belle vie de Paris sans cœur...

Et ils couraient...

Le véritable cœur d'une ville comme Paris est le travail... Le travail des masses, c'est aussi le pouls qui bat... Et si un jour le travail s'arrête, la ville est morte... et les riches sont perdus...

Tout cela Pierre et Jean étaient à même de le saisir avec leur clair jugement, maintenant qu'ils avaient entendu les paroles de l'homme souriant, lorsqu'ils voyaient comment le travail pouvait s'arrêter et le cœur de la ville cesser de battre.

Ils allaient en sautant joyeusement le long de la Seine, qui, comme une artère, traverse le corps de la jolie ville de Paris; ils arrivèrent à la plus belle église du Cardinal menteur, — à Notre-Dame de Paris, célèbre à travers les temps et les mondes... Ils virent les puissantes tours, créée par la joie du travail et de la beauté; ils voulurent aussi que leur joie s'élevât aussi haut que les tours, la joie que l'homme au sourire avait éveillée en eux...

Ils grimperent les trois cent quatre-vingt-dix-sept marches. Ils étaient maintenant tout en haut; ils dominaient la vaste cité, contemplant, admirant et se taisant.

Ils restaient silencieux, sentant que la hauteur et la profondeur se complètent.

Ils restaient silencieux, sentant que la voix et l'écho se complétaient en eux.

Ils devinrent muets, sentant que leur poids et leur souffle ne faisaient qu'un.

Ils devinrent muets, sachant que l'avant et l'après se suivent, comme la réponse suit la question.

Et ils suivirent leur instinct...

Ils faisaient le tour de la terrasse en se promenant... Soudain ils furent un peu effrayés, car dans le clair-obscur ils avaient heurté une figure en pierre, une chimère avec des cornes et des ailes. L'image de pierre regardait fixement la ville au-dessous d'elle et tirait la langue... C'était une caricature dans la forme et le caractère, mi-homme mi-bête, à laquelle on donnait le nom de chimère parce qu'elle inspirait l'effroi; mais l'image de pierre était aussi effrayante parce qu'elle ressemblait au cardinal de la belle ville de Paris. Les enfants eurent peur...

La peur ravit la liberté...

Et ils sentirent que le Cardinal-chimère pouvait ravir la liberté des temps et des mondes... mais il était pétrifié.

Ils continuèrent à se promener et virent un taureau avec des yeux à fleur de tête, qui voulait piétiner toutes les richesses de la vie... et ce taureau ressemblait à Tête-de-zéro.

Là-bas, plus loin, était assis un éléphant au corps massif et aux

yeux rusés qui eût pu écraser tous les pays s'il n'avait pas eu une peur tremblante devant une pauvre souris.

C'est une chose étrange...

Et, se promenant toujours, ils virent un troisième animal, pétrifié de rage, avec la gueule grande ouverte et un corps couvert d'écailles... et décharnées...

Est-ce que cela représentait aussi un homme?...

Dans un autre coin se trouvait un animal dans la pose d'un orateur, avec la gueule grande ouverte et un corps couvert d'écailles... Sa gueule était si profonde qu'il était capable d'avaler le sens de tous les mots et d'en cracher seulement le non-sens.

Et là-bas était perché un corbeau...

Oiseau de mort de la social-démocratie!...

Des corbeaux il y en a dans le monde entier...

Des corbeaux ne peuvent que croasser...

Et là-bas!...

Horreur et abomination! Un chien et une hyène à forme humaine...

La guerre... La guerre... La guerre...

Et les enfants pensaient à l'histoire de leurs pères.

Ils allaient toujours et ils arrivèrent près d'un vautour au regard fatigué... Evidemment il ressemblait à l'homme qui les avait jetés hors du temple de la sagesse, car ils n'étaient que des gosses étourdis de la belle ville de Paris... Et ils se mirent à rire tout haut...

Et ils riaient comme seuls peuvent rire des enfants...

Ils riaient d'un bon cœur, car il y avait encore beaucoup, beaucoup d'autres bêtes taillées dans la pierre: des colombes et des corbeaux, des dragons et des perroquets qui ressemblaient à des nonnes en prières et à des dames de charité; et d'autres encore rappelant les gens riches dont la vie, dans les palais, s'écoule sans souci, sans chagrin, sans souffrance dans une gaieté constante.

Et toutes ces chimères de pierre que des mains d'artistes avaient taillées il y avait des siècles et des siècles, elles apparaissaient aujourd'hui à Pierre Vanupied et à Jean Sanspain comme les chimères vivantes de leur étrange aventure de la journée qui devait apporter une réponse à leurs questions.

« Où?... Pourquoi?... Comment?... »

Ils n'avaient pas rencontré ici seulement l'homme souriant, car lui ne mentait pas... Au contraire il leur avait montré avec amour la Connaissance... Et cette Connaissance, ils la voyaient taillée dans la pierre, comme un ouvrage d'art, comme la réplique de l'église du Cardinal menteur de Paris et de tout son monde trompeur, le monde de l'or...

Oh! miracle!... Oh! miracle! Oh miracle!!!

La Connaissance, c'est la Liberté!!!

La Liberté?...

Comment?...

Nos enfants étaient redescendus.

Ils se trouvaient sur le sol, pourtant il leur semblait qu'ils portaient la terre sur les ailes du vent...

Et sur la ville planait un chant...

Un chant, — des accents d'un cœur enfantin qui flottaient et voguaient avec la brise, jusqu'à ce qu'ils fussent devenus l'écho de toutes les âmes enfantines du travail.

Et, au milieu des accents protecteurs, abritée sous les drapeaux rouges qui flottaient au vent, la foule défilait à travers les rues sous le signe du marteau et de la faucille...

— Une manifestation!...

Oh! Pierre Vanupied! Oh! Jean Sanspain!...

Qu'est-ce qui importe le plus à l'homme: son nom ou son « moi »? Ils sont dans la foule, ils sont la foule!

Et le chant les entraîne...

Debout les damnés de la terre!

Debout! les forçats de la faim!

Et ils aperçurent l'homme au sourire s'avancant droit sous le signe qui est une réponse à toutes les questions...

Ici ils virent des mères et des pères, ils virent leurs parents dans des milliers et des milliers de visages, dans des milliers et des milliers d'êtres humains n'ayant qu'un cœur et qu'une pensée... Ils virent qu'ici tous les visages se ressemblaient comme des frères, comme des brins d'herbe sur le vaste pré...

Et le chant monta:

La raison tonne en son cratère,

C'est l'éruption de la fin.

Et Pierre Vanupied et Jean Sanspain se souvinrent de ces formes animales vues à l'église du cardinal menteur de Paris, et de tout son monde trompeur, le monde de l'or.

Et le chant s'élevait toujours:

Du passé faisons table rase,

Foule esclave, debout! debout!

Le monde va changer de base:

Nous ne sommes rien, soyons tout!

A ce moment l'homme souriant prit les enfants par la main et les conduisit fièrement en avant.

Et puis eux aussi savaient, à présent, pourquoi ils devaient marcher.

Car ce défilé avait lieu pour un troisième enfant, dont le père était tombé dans la lutte qui devait résoudre les questions de l'humanité, tombé dans la lutte sacrée pour venger les pères, les frères et les fils des mortes-saisons...

Alors se cachèrent en rampant toutes les silhouettes des ministres, généraux, prêtres et riches de la belle ville de Paris...

Et Pierre Vanupied et Jean Sanspain étaient heureux comme jamais ils ne l'avaient été au cours de leur onze minuscules années.



La Révolution est morte, Vive la Révolution!

A propos de la chute de la dictature prolétarienne hongroise

Regarde camarade, regarde cette bourgeoisie qui se croit éternelle, regarde-là bien, il y a de quoi rire!

Regarde ces faux socialistes! Leur bouche bave les paroles mielleuses, mais sur leurs mains il y a du sang, notre sang! Je te le dis, il y a de quoi rire!

Regarde celui-là! Hier il n'y avait pas de communiste plus rouge que lui; aujourd'hui, tu vois, il est de l'autre côté de la barricade.

Regarde celui-ci. Aujourd'hui il est plus communiste que toi, mais demain il tirera sur nous. Ah! vraiment il y a de quoi rire!

Regarde ces purs, ces vertueux, ces élégants: ils ont tous un poil dans la main!

Camarade, éclate de rire, ris de tout ton cœur, ris de toute ta voix comme seul le peuple sait rire.

Oui, tu ris avec confiance parce que tu sais que l'éternité de la bourgeoisie est plus courte que la queue du lapin, tu ris parce que tu sais que le traître sera pendu par son propre patron, tu ris parce que tu n'es plus la dupe des faux communistes, ni des vertueux, ni des beaux petits messieurs, ni de tous ces blagueurs qui vivent de ta misère!

Ton ventre est creux, tes veines sont encrassées de suie, tes poumons sont pleins de toutes les puanteurs du monde, pauvre prolétaire esquinté par le boulot et rossé par les maîtres.

Mais le règne du mensonge est fini. Tu ne veux plus t'abaisser: plus d'hésitation, plus de pitié, plus de poésie!

Non, tu ne veux plus de leurs éternels mensonges, de leur morale bourgeoise, de leur démocratie pour rire.

Pour eux, les maîtres, tu n'es qu'un esclave, un serf, un prolétaire. Tu fus misérable tant que tu rampas sous le fouet des chefs, mais aujourd'hui, vive la Révolution aux cent mille bras! l'heure de justice a sonné!

Aladar KOMJAT.

La Chanson du soldat

par Henri BARBUSSE

— Parce que je n'ai jamais eu de chance, expliqua le pauvre permissionnaire à la jolie fille.

Et cela le résumait visiblement. Une longue pratique du malheur l'avait resserré et rapetissé, avait tassé ses regards dans leurs trous, et rogné ses gestes comme des plumes. Seuls les yeux étaient quelque peu brillants sur l'ensemble terne, ses yeux, menues taches trop noires posées au petit bonheur par un peintre malhabile en haut d'un rond triste et bis de figure. Sa peau et l'étoffe de sa grande capote étaient aussi déteintes l'une que l'autre. On eût dit que des mains d'enfant avaient fabriqué le pauvre soldat avec des cubes, des ronds et des pyramides décolorés et mal ajustés.

« Il y en a qui sont nés pour pas réussir ! » C'est tout ce qu'avait trouvé jadis à lui donner, comme dernières paroles, sa mère étendue sur son lit de mort et ayant déjà un œil fermé.

Rien n'aboutissait à rien, de ce qui sortait de lui. Il gâchait les jours et les saisons. Il avait perdu le peu que ses parents n'avaient pas perdu avant lui. Tous ses projets s'emmanchaient mal, comme l'échafaudage de son corps, s'entassaient de travers et dégringolaient. Il vivait, timide, distant, dans une dure coque de silence. Les femmes ne faisaient pas attention à lui ; à peine quelques-unes, plus charitables, se moquaient de lui. Quant aux hommes, ils regardaient toujours autre chose à travers lui.

Cet homme qui n'avait jamais été heureux était — naturellement — parti pour la guerre, mais parti sans gloire — naturellement —. Il quitta le village non pas avec le groupe enthousiaste et arrosé de vin des autres, mais tout seul un soir, pour boucher un trou, sans tambour ni trompette, comme dans un livre.

Effacé dans la file marchante et rampante, il fut le plus anonyme des soldats. Il lui arriva bien de sauver héroïquement la vie de ses camarades, mais cet exploit passa inaperçu, comme tout ce qu'il faisait. Toutefois, il avait échappé aux balles ennemies et aux conseils de guerre.

Et voilà qu'il était revenu du pays des sacrifices humains — pour six jours tout au moins.

Or, pendant ce petit laps de temps, la face des choses changea, de par la volonté et la douceur de Clairine : hasardeuse combinaison de circonstances où entraient une déconvenue qu'elle venait d'avoir, la dévastation de toute la région en jeunes hommes, et tout

de même, le soleil et la jeunesse. On la vit dans les sentiers verdoyants, baissant gentiment le nez, comme une Vierge Marie tenue en laisse, près du grand soldat aux couleurs maladroitement.

Quand il repartit pour le front, et qu'ayant serré pour la dernière fois la main qui restait, il fut seul, loin, dans l'assombrissement et le froid crépusculaire, sa figure brillait comme une flamme, et son cœur était chaud pour longtemps, peut-être même pour toujours.

Il rit tout haut, comme un ivrogne qu'il n'était pas : — C'est drôle, les changements qu'il y a ! — Son départ triomphant, six jours (mettons sept) après ce retour fatigué et vaincu ! Maintenant, il était le premier à se moquer de l'autre — celui qu'il avait été jusque là — et de l'in vraisemblable multiplication de déveines qui s'acharnaient sur cet autre.

L'ancien malchanceux voyagea, pour regagner son secteur, toute une nuit, puis tout un jour. Les péripéties interminables du voyage ne l'arrachaient guère à son idée fixe et souriante. Il la retrouvait comme on retrouve son nom ; et même dans l'entassement du fourgon, ou bien, immobile dans une patience de paquet, au coin de la salle d'attente, il s'y absorbait avec sa pipe, sa petite tête entourée de fumée comme une marmite. L'éloignement exaltait son souvenir. Il se formait en lui, d'heure en heure, une Clairine de plus en plus divine, de plus en plus humaine — adorable et palpable — de plus en plus Clairine.

Il débarqua sur un quai mouillé de brume comme celui d'un port, et se mit en marche, tressautant et plein de vives lumières et de fanfares, le cœur comme un coq. Il avivait tout, en commençant par le soir immense qui l'entourait, et même, au seuil de ce soir qui cache les secrets, il allait jusqu'à comprendre et à éprouver les amours des autres.

On approchait de la limite des espaces habitables. Le monde était devenu lugubre et noir et plein de mauvais signes. Il se faufila le long de longues platitudes, et de reliefs rectangulaires : le grand parc de munitions que charbonnait le soir, — ville faite en pile d'obus rouges et jaunes et de torpilles noires, que les chaînes tonitruantes des camions venus de l'Ouest avaient déversées pendant les heures sans soleil et sans lune. Et le sous-sol était également bondé, pendant des hectares, de cette mort vivante.

Un peu plus loin, dans le crépuscule de houille, seul de son espèce, le grand canon regardait, par dessus le dos de l'étendue visible, un point précis avec son œil crevé.

Ce spectacle désobligea l'homme qui était heureux pour la première fois ; mais il reprit bientôt son élan.

Puis une cité fantastique : celle des services d'arrière. Des files, des rues, des places, des baraques. Les bureaux, les officines des vaguemestres, des magasins d'habillement que cent mille uniformes neufs, repliés et pressés comme des gerbes d'uniformes, remplissaient dans l'ombre : les ambulances basses, immenses, semblables à des cerceaux d'armées, le cimetière militaire avec ses squelettes d'arbres en croix. Une agitation incessante, des jurons, des grondements, des bruits de roues, de tombereaux, et des camions ; des patrouilles... Sans nul doute, quelque chose se préparait, cela sentait

l'offensive. Mais l'homme qui allait petitement à travers tout cela, était solide de joie, et il faisait un bloc que rien ne pouvait démolir.

Et déjà, il traversait les restes du village, un fouillis plâtreux et trituré. Dans les enclos aux alvéoles de murs bas, quelques jardins peints en blanc par l'émiettement des maisons. L'église, dont la croix fut coupée à la hauteur de la racine, était transformée en poste de secours, et portait une croix rouge tailladée à vif, jusqu'au sang, sur son corps.

Des éclatements et des lueurs, une canonnade intensive au loin et tout autour. Sur une butte qui surplombait là et formait promontoire au-dessus du tremblement de terre et sous les flammes du ciel, étaient des officiers d'Etat-Major, venus pour voir les tirs de harcèlement, de peignage et d'encagement. L'un d'eux disait :

— C'est beau !

Un autre dit :

— Ça va être encore plus beau !

Puis, ils s'en allèrent vers l'arrière, chez eux.

L'ex-permissionnaire, qui retournait dans le coin énorme des choses de la guerre, sentait se former une menace autour de lui et au-dessus de lui. Mais rien ne tenait devant la grande caresse qu'il contenait, et la laide impression s'effaça toute. Et même, il se mit à marcher vite, comme s'il était pressé, et à chantonner !

Il parcourut, d'un pas élastique, une route hérissée de petits arbres rompus. A cet endroit, quelque chose qui ressemblait trop à un coin de son village, — un bout de mur, vieilli en quelques secondes par une rafale, et une moitié de portail —, le força à chanter plus haut dans la brume du soir.

Un soldat qui habitait là, dans une caverne, le voyant marcher avec tant d'entrain, en gesticulant un peu, se méprit sur son état et se fit un devoir de le prévenir :

— Attention, mon pauvre vieux. Y a des marches. N' t' casse pas le porte-pipe.

Il franchit les tranchées de repli, de belles tranchées fraîches, bien rabotées et sentant le neuf. Elles étaient pleines de Sénégalais féroces et rieurs, et pleines de gendarmes, — ces soldats de profession qui sont, de toutes les catégories de citoyens valides, ceux qui ont le moins combattu pendant la guerre. Ces uniformes, toutes armes dehors, étaient destinés à barrer l'arrière aux soldats combattants, à empêcher la fuite du matériel humain. On appelait ces tranchées les tranchées de repli, mais c'était une façon ironique de parler.

Au reste, afin qu'il n'en ignorât, lorsque le revenant enjamba le long fossé grouillant, un nègre se mit à rire, — un collier de dents lui poussa autour de la tête, — et fit le geste d'embrocher avec sa baïonnette, en montrant l'avant, et en disant : « Soldat français ! »

L'homme ne put pas ne pas faire la grimace, le temps de traverser cette sale zone, puis, délivré, — et s'étant écouté un instant — il se dérida, s'épanouit.

Un peu plus loin, ce furent les vraies tranchées, le long terrier, dont les confortables gendarmes et les pauvres noirs domestiqués *guettaient*, *l'affût*, l'orifice. Dans l'interminable bas-fond, on est



DAUMIER. — L'avaluse de sabres.

tout d'un coup séparé du monde, plongé dans un soir qui sent épaissément la terre, et, cependant, trainé au milieu du mystère terrible. On va, de tournant en tournant, râclant le double mur, prisonnier de la longueur, enchâssé par les grandes formes informes de la terre, et foulé par les parois jusqu'à en perdre haleine.

Et lui, se voyant seul dans ce mince enfer désert, continua de plus belle à chanter.

Cependant, quelque chose se déchainait dans les étendues. Les fulgurations et les fracas se multipliaient. Des fusées appelaient de tous côtés les regards, en sifflant, et balançaient leurs lustres rouges et verts. Dans un tronçon de boyau défait, que l'équipe des bâtisseurs de sable n'avait pas réparé de longtemps, les talus étaient si échancrés que, par moments, la tête affleurait au bord du monde. Les yeux étaient remplis par l'amas de clartés qui se déversaient.

Plus loin, un arbre fut foudroyé, qu'on voyait dépasser à un carrefour rond où le cratère de talus était aplati : il y eut, tout près, le cinglement métallique d'un fusant, et on aperçut le grand poing de lumière qui secouait, cassait et arrachait.

Grâce à ce fracas, lui qui avait tant de bruit à récupérer, il chanta tout haut.

Et il chantait toujours, montant et descendant le long de cette sorte de plaine montagneuse qu'il parcourait. Parfois, le plein jour semblait se suspendre dans le ciel pendant quelques secondes. Il y avait des moments où on eût dit que toutes les étoiles éclataient. On entrevoyait, sur la plaine, les points de chute en groupe, comme des constellations, et des trous d'obus qui étaient des nids d'hommes tués.

Mais, bien qu'éclairé jusqu'à l'âme par les grandes aubes saccadées, et tout résonnant et murmurant de canon, il était, encore plus, heureux de Clairine.

Le soir avait fait place à la nuit lorsqu'il atteignit l'agglomération souterraine, aux abords de cendre et de silence, où gîtait son unité. De méandre en méandre, il gagna les trous de sa compagnie.

— Tu tombes à pic pour la corvée, dit l'adjudant en guise de bienvenue. Il en manquait un. Prends une bêche. Et puis, tu sais, motus ! Tu m'as l'air d'avoir un petit coup dans les oreilles. Faudrait voir à la boucler.

Un peu honteux, lui qui n'était ivre que de bonheur, il se tut. Mais il n'était pas le plus fort. Ce qui était, était, et rien ne pouvait détruire ça. Sa joie, sans arrêt, lui allait du ventre à la tête, et sa chanson, qu'il n'avait pas plus quittée que son âme depuis son départ, lui sortait de la gorge.

La petite troupe de bêcheurs s'était engagée sur des noirceurs molles, étendues sous des noirceurs froides, et lui, déjà, se reprenait à ronronner, comme un chat près d'un bon feu.

Se taira-t-il, ç' fumier, ce nom de Dieu ! dit l'adjudant.

Plus Clairine est loin, plus elle est déchirante, émouvante — et plus c'est une grande affaire de s'être entendu avec elle. Il enjambe avec entrain les blocs noirs et rugueux de la nuit. L'illumination tombe des étoiles filantes. C'est une fête, un feu d'artifice, en l'honneur de l'immense métamorphose de son malheur en bonheur. Rien

n'empêche que ce qui est beau lui apparaisse plus que beau, et que sa chanson ne tremble de bas en haut.

— Ferme ! soufflent et grondent les camarades.

Ce qui subsistait en lui, du soldat dressé au travail nocturne, lui permettait de supputer qu'il n'y avait pas de danger immédiat : on était encore bien loin des premières lignes, et, du reste, l'officier continuait à commander en personne le détachement, ce qu'il cessait toujours de faire à un moment donné. Mais aussi, comme je l'ai dit, c'était plus fort que lui. Il ne pouvait plus rester désormais collé au silence comme un écolier puni. Il était en proie à la simplicité de son cœur, et sa voix chantait toute seule, sans daigner se rendre compte du lieu et de l'heure.

Alors, tous ceux qui étaient là, eurent peur de cet homme étrange à la voix inextinguible. On était trop loin pour le renvoyer. Les ombres s'arrêtèrent en désordre, en proie à la panique.

— Faites-le taire, n'importe comment ! dit l'officier en tremblant, sans doute de fureur — à l'adjutant.

L'adjutant rentra le cou, grogna et s'enfonça furieusement dans le noir, — et bientôt un grand silence, un silence universel, retomba sur la plaine.

A l'aube, l'adjutant ramena la corvée dans la tranchée et se trouvant face à face avec le capitaine, lui dit :

— Il en manque un.

— C'est embêtant, dit le capitaine qui tenait à ses hommes.

Il remarqua du sang sur le galon du sous-officier.

— Vous êtes blessé ?

— Non, mon capitaine, au contraire, c'est mon couteau.

— Ah, très bien ! dit le capitaine, pressentant quelque prouesse.



A GAUCHE

Aux marins russes

En avant, marche ! assez parlé !

Le temps des diseurs est passé

Et le camarade Mauser,

Aujourd'hui, prend la parole !

Il n'est pas d'autre loi que la loi de nature.

Seuls, Eve et Adam sont dans la vérité.

A bas les lois, à bas les chaînes !

Traquons la rosse de l'histoire.

A gauche, à gauche, à gauche !

En avant, à la conquête

Des Océans !

Vous avez des canons sur vos vaisseaux d'acier ;

Auriez-vous désappris de les faire parler ?

Que la couronne ouvre une gueule

Quadrangulaire ;

Que le lion britannique hurle ;

Qu'importe :

La commune est en marche,

Elle tient sa victoire !

A gauche, à gauche, à gauche !

Ici, c'est l'ombre et la mort, mais là-bas,

De l'autre côté des montagnes,

Le soleil s'est levé sur un monde nouveau.

Par delà les plaines,

Le sol frémit sous les pas innombrables

Des hommes fiers et libres.

Camarades, nous sommes un rocher de granit ;

Les bandits de l'Entente déferlent contre lui ;

Mais rien ne l'abattra, la Russie soviétique.

A gauche, à gauche, à gauche !

Ils n'ont pas pu crever les yeux perçants de l'aigle

Qui regarde et comprend les leçons du passé.

En avant donc, mon peuple, et puisque tu le tiens,

Etrangle ton bourreau !

La trompette des braves a sonné l'alarme.

Nos drapeaux par milliers rougeoient dans le ciel.

La route des traîtres seule conduit à droite.

A gauche, camarades, à gauche, à gauche !

D'après Vladimir MAYAKOVSKY.

LETTRE

par MAURICE

Maintenant que nous savons où tu te trouves. Afanassi, nous t'écrivons, et c'est avec plaisir que nous t'écrivons, pour que tu saches tout ce qui s'est passé chez nous depuis ton départ, et que nous ne t'oublions point, et que tout va bien, et que tout marche comme autrefois. Et tout le monde te salue. Et Vassia, le forgeron, te salue et te fait dire qu'on ne l'a pas pris, on ne sait pas pourquoi, puisqu'il est aussi fort que toi, soit dit sans t'offenser. Et ta mère te salue, et nous la nourrissons chez nous, sans savoir quand elle mourra, car elle ne travaille plus. Et le fils du barine, Sergueï Arca-diévitch, te salue aussi, et on ne l'a pas pris parce qu'on dit ici que ceux qui ont plus de mille *dessiatines* [hectares], on ne les prend pas. Et il chasse en hiver, et il se baigne cet été; et j'ai travaillé chez eux. On dit aussi que le peuple est mécontent, et qu'on partagera la terre quand vous reviendrez. Dieu le veuille ! Mais ce sont des menteurs qui ont dit ça et je n'y crois pas. Et je te salue aussi, toi ta servante et ton ancienne épouse, Akoulina Karpova.

Et celle qui tient la plume ne te salue pas parce qu'elle ne te connaît pas; c'est la femme du nouveau pape que tu n'as pas vu, Matrena Féofilovna; elle est très bonne et je lui ai donné deux œufs pour qu'elle t'écrive, et ça m'amuse de voir qu'elle écrit tout ce que je dis. — Les poules ne donnent rien cette année et nous avons perdu quinze poussins que le furet a étranglés. — Et l'ancien pape, Pavel Nikitytch, nous a quittés pour toujours, étant parti pour le Royaume des Cieux comme bien d'autres, en ce moment, qui sont ou ne sont pas à la guerre.

Il faut que je te dise, Afanassi Egorévitch, que j'ai acheté au petit le craquelin que tu m'avais commandé de lui acheter, quand tu étais déjà dans le wagon et que le train allait partir, et qu'on nous chassait. Et je ne sais pas comment j'ai pu entendre ce que tu criais, parce que tout le monde criait, et la grosse Arina plus fort que tout le monde, et que vous chantiez. Et le diable vous prenne, vous autres, moujiks, de chanter toutes vos vilaines choses quand on se quitte pour la guerre et qu'on ne reviendra, pour ainsi dire, plus jamais ! Et Arina criait si fort et donnait si fort de la voix qu'on croyait entendre la trompette du Jugement dernier. Dieu nous en garde ! Et je n'ai pas même pu voir si tu me regrettais, parce qu'il faisait nuit et que vous n'étiez pas éclairés, si ce n'est par la lumière des cigarettes qui n'éclaire rien. Et il m'a semblé que tu pleurais, mais qu'y faire ? Pleurer, n'avance à rien. Et j'ai crié

comme les autres et j'ai donné de la voix comme les autres, si bien même que j'en étais enrôlée encore à la moisson, — tu vois que je ne mens pas ! Et je serais restée près de toi, mais tu sais que le gendarme nous a fait sortir de la gare, parce que les femmes ne savent pas se tenir et qu'elles se fourrent jusque sous les roues du train. Et donc, en sortant de la gare, j'ai acheté chez Titov le craquelin que tu m'avais dit, et le petit l'a sucé en ouvrant de grands yeux. Et la grosse Arina s'est roulée, comme une vache dans le pré, sur le perron de la station, et les autres femmes se penchaient sur elle, et la vieille Dachka s'est penchée sur elle et lui a craché dans la bouche en marmonnant quelque chose, et les moujiks l'ont mise dans la télégue. Nous avons attendu, en criant toujours devant la porte de la gare, mais sans faire des bêtises, parce qu'on voit bien celles qui le font exprès, jusqu'au moment où la machine a sifflé. Et vous chantiez tous comme des imbéciles, et Ivachka jouait de l'accordéon. Et j'ai cherché à te voir à la barrière, Afanassi Egorévitch, toi qui m'avais battue le jour d'avant, si tu te rappelles, mais je n'ai rien vu que les wagons noirs qui fourmillaient comme une fourmilière. Nous regardions toutes la lanterne rouge qui s'en allait vers le bois de Pacomovo, et l'on n'a plus rien vu ni entendu. Et il y a la mère d'Ivachka qui est tombée comme une bûche. On a continué à crier et à donner de la voix comme on fait toujours aux enterrements. Et moi, Afanassi Egorévitch, je t'enterrais bien chaudement dans mon cœur.

Le petit a mangé son craquelin et nous sommes parties. Il n'y avait pas de lune, mais toutes les routes étaient couvertes de télégues qui grinçaient. Il était difficile de se perdre et, pourtant, après la dixième verste, en quittant la chaussée, Petr Pérovitch s'est trompé et nous a conduites par le cimetière de Popofka, au lieu de prendre le bois d'Olénikovo, qui est plus court. Quand j'ai vu les croix, j'ai pensé à toi, qui parlais pour la guerre, Afanassi, et j'ai eu froid dans le dos. Mais je me suis tranquilisée en regardant le petit qui mangeait son craquelin et dormait. Et il est mort, l'hiver dernier, après la Circoncision, d'une mauvaise maladie du ventre qui ne serait pas arrivée si tu avais été là.

La vache a vélé deux fois depuis ton départ et nous avons gardé la génisse et vendu le veau comme tu voulais. Le seigle a été beau l'année de ton départ, et c'est Kir Kirillovitch qui a fait chez nous les semailles d'automne, parce que l'assemblée du village avait dit que les hommes qui restaient aideraient les femmes, et le seigle a encore été beau, et Kir Kirillovitch a pris la moitié de la récolte pour son travail, et j'ai travaillé aux foins comme toujours. Et tout le village a fait une perquisition chez la vieille Dachka, la voleuse, parce que je ne trouvais plus la poule noire, et on n'a pas trouvé la poule noire chez elle, mais le harnais et la corde que Petr Pérovitch ne trouvait plus depuis l'année d'avant. Et tout le monde braillait. Et Kir Kirillovitch m'a aidée à couper du bois.

Et j'ai pleuré beaucoup et crié comme toujours quand le petit est mort, notre Vassili, le Royaume des Cieux est à lui. Et Kir Kirillytch a fait le cercueil bien proprement, et je l'ai porté sous le bras, et j'ai pleuré. Et Kir Kirillytch a dit qu'il avait bien fait de

mourir, parce qu'il était sourd et muet, et ce n'était pas un homme, mais le fils d'un ivrogne. Et Kir Kirillovitch a raison et c'est ta faute, Afanassi Egorévitch, Dieu te pardonne !

Et je t'envoie cette lettre pour te dire qu'on te croyait mort depuis longtemps et j'avais même reçu un papier et on m'avait payé sept roubles cinquante copecs. C'est ta faute que tu n'écrivais pas, et personne ne pouvait savoir que tu avais si bien arrangé tes affaires et que tu vivais dans un camp. Il y a ici deux Autrichiens qui ont fait comme toi; ils sont très contents et ils travaillent pour le village. Ce sont des hommes très entendus et qui connaissent les machines et qui réparent tout, mais ils parlent comme s'ils ne parlaient pas, on ne les entend pas. Et ils mangent beaucoup, et tout le monde leur donne parce qu'on a besoin d'eux, et j'espère que tu fais de même. Sergueï Arcadiévitch a pris aussi un Allemand chez lui, et il est très content. L'Autrichien de Petr Péetrovitch vit avec Paracha, la soldate, mais l'Allemand ne vit avec personne, il est triste, il a un bonnet à ruban rouge et fume sa pipe.

Tout le monde vend à Kachira les pommes, les œufs, le beurre, et on gagne beaucoup. Les gens de la ville donnent maintenant les prix qu'on veut, et il y a tant de papier qu'on l'emporte dans des sacs et on le garde. Kir Kirillytch met son argent et son papier dans des marmites qu'il pend aux solives du plafond, pour que les voleurs ne les trouvent point; et tout le monde fait comme lui. Il dit maintenant que, si la guerre continue, il achètera un moulin ou une tannerie, parce qu'on gagne bien sur la farine et sur les cuirs, et il veut être riche. Et il y a des gens qui l'appellent *koulak* [homme à poigne, profiteur], et ce sont des imbéciles. Je t'envoie un paquet et le pope mettra l'adresse, parce que nous ne comprenons pas ce que tu as écrit; on voit bien que tu n'es pas chez les orthodoxes. Garde le paquet et ne le dépense que petit à petit: je te plains, mais je me fais conscience de prendre à Kir Kirillytch le bien qu'il amasse pour notre bonheur futur. Et toi, je pense, tu nous oublies là-bas avec des *madames*: votre fidélité à vous, moujiks, est écrite avec des rames sur l'eau de la rivière.

Si tu reviens, tu ne trouveras plus notre isba qui a brûlé l'an dernier, à l'Ascension, avec la moitié du village. Mais tu trouveras la terre qu'on te donnera. Ta mère est vivante, la vieille, et ne bouge plus, mais te demande, et Kir Kirillytch a beaucoup de peine à la faire taire; nous la nourrissons parce que l'assemblée l'a mise chez nous.

Sergueï Arcadiévitch voulait me prendre avant qu'on sache que tu étais mort. Mais je ne suis pas une traînée, et je ne voulais pas vivre comme une soldate qui appartient aux uns et aux autres, et j'ai refusé. Et il te salue.

Et j'ai bien pleuré, et donné de la voix quand on m'a appris que tu étais mort. Mais j'aimais mieux te savoir mort que de te voir revenir comme Ivachka qui n'a plus de jambes et ne peut plus travailler: sa femme ne sait ou le mettre et est obligée de le battre parce qu'il fait des saletés partout. Et il y en a d'autres qui se sont noyés ou pendus dans les granges.

Kir Kirillytch n'est pas un bel homme et tu sais qu'il a perdu un

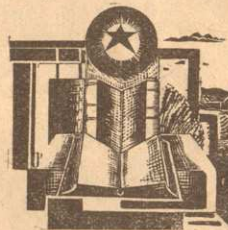
œil, étant jeune gars, en se battant avec ses pareils. Mais il est entendu et économe, il travaille bien et il nous a reçues, moi et ta mère, après l'incendie. Et, bien qu'il nous batte quelquefois, ce n'est pas par méchanceté, mais à cause de notre bêtise à nous, les femmes.

Et je t'envoie cette lettre pour te dire que l'on te croyait mort, et qu'on avait le papier, et que j'ai attendu un an, et que j'ai épousé Kir Kirillytch qui est un honnête moujik. Et maintenant que tu n'es pas mort, et que tu vis dans un camp de prisonniers, nous ne savions plus comment faire ni à qui j'étais. Kir Kirillytch a interrogé l'*pouriadnik* [brigadier de police] qui a répondu que le mariage est bon avec Kir, et qu'il faut seulement avoir un papier du consistoire; et nous l'aurons bientôt, et ce sera le divorce avec toi. Kir Kirillytch a donné un *papier rouge* [dix roubles] à l'*pouriadnik*, Nicolas Efimovitch, qui te salue. Et nous ne sommes plus ta femme, Afanassi Egorévitch, et nous te prions humblement de nous pardonner. Et quand tu reviendras, tu trouveras la terre, et nous irons du côté de Toula dans un moulin ou dans une tannerie. Et Kir te salue. Il est inutile de te fâcher et je pense que tu ne t'es pas ennuyé sans moi. Et nous te saluons très bas, Afanassi Egorévitch, et nous te prions de ne pas nous oublier, nous, ta servante et ton épouse divorcée, l'épouse de Kir Kirillytch,

Akoulina Karpova.

+

Et si tu te sens fâché, il vaut mieux ne pas répondre.



DANS LA GÉHENNE

Aujourd'hui comme hier, et pour longtemps, nous sommes
Les esclaves que le plomb mord et qu'on assomme.
Et pourtant, nous, les chiens,
Nous jetons vers le ciel un fier appel humain.

Car malgré tout, malgré les prisons et la haine,
Malgré les lourds mépris et malgré les espions,
Malgré les traquenards, malgré les trahisons,
Nous gardons le cœur libre et hardi sous les chaînes !

Libres, quand même encore on donnerait du plomb
A ceux qui demandaient leur pain quotidien,
Et s'ils nous envoyaient mille et cent mille assassins,
Même devant la mort, libres nous resterions.

Car de l'humanité future et triomphante,
Monte jusqu'aux jours froids de notre âge de fer
La rumeur qui salue, héroïque et puissante,
L'écroulement final des portes de l'enfer !

D'après MAX HÆLZ.



Un " Copain " de Lénine

La foule se portait vers la salle des Colonnes (1), encerclant les quartiers de la ville de ses interminables anneaux.

Un moujik coiffé d'un bonnet de peau de mouton suivait le défilé, s'arrêtant de temps à autre pour demander :

— Camarades, est-ce que vous ne pourriez pas me prendre avec vous ?

Mais les différentes organisations continuaient à avancer sans s'occuper de lui ; à un moment donné, le cheval d'un impitoyable milicien le fit reculer et, se résignant avec un gros soupir, le moujik s'écarta et s'approcha d'un brasier à moitié éteint. Il enleva ses énormes gants de feutre et se mit à chauffer ses mains gourdes que la chaleur faisait fumer.

Un des soldats rouges qui formaient la chaîne accourut pour un instant près du foyer et s'assit sur ses talons en promenant ses regards sur les gens qui se chauffaient.

— Petit père, dit-il en souriant, il me semble que je t'ai déjà vu hier ?

— Pour sûr, répondit le moujik, je suis venu hier et je reviendrai demain, tant qu'on laissera approcher le peuple...

— Pourquoi ? Est-ce qu'on ne t'aurait pas laissé entrer ?

— On m'a laissé entrer, bien sûr, mais voilà, on n'a pas le droit de rester plus d'une minute et ce n'est pas assez...

Il s'arrêta un instant, remuant les lèvres, puis il ajouta d'un ton sévère :

— C'est que je suis un copain du cher défunt.

Le soldat rouge lui lança un regard interrogateur, et tous ceux qui se chauffaient sourirent à la vue de l'étrange « copain » du chef de l'Etat russe, maître génial des destinées mondiales ; quant au « copain », il narra ce qui suit.

Trois ans auparavant il était venu à Moscou du fond des forêts de Briansk pour tâcher d'obtenir la jouissance d'un moulin pour sa commune. Il avait parcouru la capitale dans tous les sens, on l'avait envoyé partout : et au Conseil supérieur de l'Economie nationale, et au Commissariat du Peuple au Ravitaillement, et à celui de l'Agriculture ; il avait couru de-ci de-là, sans pouvoir faire avancer son affaire. Ayant usé deux paires de chaussons d'écorce de bouleau, notre moujik continua à s'occuper de son moulin, mais en réclamant

(1) Salle de la Maison des Syndicats, à Moscou, où le corps de Lénine fut exposé pendant trois jours.

des chaussures par-dessus le marché — car on ne va pas loin nu-pieds quand il gèle à pierre fendre. Et de nouveau on lui conseilla d'aller à l'Assistance publique; de là on l'expédia à la Centrale des Cuir et Peaux, où on lui dit: « Cela ne nous regarde pas, allez à l'Assistance publique » — ou à un autre endroit dont il ne se rappelait plus le nom. A force d'aller et venir, il avait épuisé ses maigres provisions et ne tenait plus guère debout.

Ce que voyant, son gars, qui travaillait à l'usine Bromley, lui dit: « Nous allons avoir une assemblée de rayon, le camarade Lénine va venir en personne; tâchez donc, père, de lui causer de vos affaires paysannes. C'est un homme à nous, il se débrouillera ». Le vieux hésita un moment: l'affaire était bien petite pour déranger un homme si important. Des moulins, il devait y en avoir des millions dans le pays, et il n'y avait qu'un Lénine.

Cependant le moujik attendit patiemment la sortie du Président du Conseil des Commissaires du Peuple: « Soyez-nous propice à nous, pauvres paysans, dans nos besoins! »

Et le Président du Conseil des Commissaires du Peuple s'attarda longuement dans la salle enfumée du club de l'usine à lire les « papiers » du moujik, surchargés des nombreuses résolutions apposées par les diverses institutions auxquelles le bon vieux s'était adressé. A son tour, Lénine y fit une annotation en hochant la tête: « On les reconnaît bien là, nos fonctionnaires! »

Puis le Président du Conseil des Commissaires du Peuple s'entre-tint avec le moujik de ses affaires et lui posa diverses questions: Le villageois n'était-il pas trop appauvri? où en étaient les semailles d'automne? combien de blé restait-il après le versement de l'impôt en nature? les paysans étaient-ils pieux? de quoi avaient-ils le plus besoin? — Il rit beaucoup de l'histoire des chaussures et se mit aussitôt à griffonner un petit papier à ce sujet.

Le papier portait ces mots: « A l'Administration. Camarades, faites-lui donner des bottes. N. Lénine ».

Et comme, en prenant congé, le moujik se confondait en excuses, le Président du Conseil des Commissaires du Peuple l'arrêta en disant:

— Ne vous excusez pas, nous devons nous occuper de toutes les affaires, grandes ou petites. Votre cause est juste.

Lénine eut beaucoup de « copains » du même genre.



L'Ouvrier et le Paysan ⁽¹⁾

Qui tire l'or, qui tire le charbon ?
Qui bat le fer, l'acier ?
Qui tisse le drap et la soie ?
Qui sème et récolte le blé ?
Qui comble les riches de tous les biens
Et vit lui-même dans le besoin ?
C'est l'ouvrier, le paysan :
Le prolétariat !

Qui trime toujours de bon matin
Jusque tard dans la nuit ?
Qui crée pour d'autres les richesses,
Le confort, les produits ?
Qui pousse tout seul la roue du monde
Sans avoir aucun droit, par contre ?
C'est l'ouvrier, le paysan :
Le prolétariat !

Qui fut, de tout temps, asservi
Par l'engeance des tyrans ?
Qui dut toujours tuer pour eux
Et sacrifier son sang ?
C'est toi, ô peuple opprimé,
Qui a toujours été trompé.
Debout, ouvriers, paysans :
Le prolétariat !

Rassemblez donc toutes vos forces
Autour du drapeau rouge.
Combattez pour la liberté,
Pour le bien-être de tous.
A terre, hardi, tous les despotes.
La paix attend pour tout le monde.
En avant ! ouvriers, paysans :
Le prolétariat !

A vous sera le pouvoir.
En serrant bien vos rangs,
Luttez ensemble pour l'unité.
La délivrance attend !
Copains, marchons au pas de charge,
Quand même les boulets ennemis crachent.
Vous vaincrez, ouvriers, paysans :
Le prolétariat.

J. Most.

(1) Cette marche paraîtra bientôt en édition musicale.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Préface	3
Agenda	5
Au tombeau de Lénine (par Joh-R. Becher).....	77
L'opinion du Parti communiste sur les graves problèmes de l'année. L'Hégémonie des Banques (Intervention de Marcel Cachin)	79
Le projet communiste d'assainissement financier (Intervention de Garchery)	87
Texte de projet communiste, déposé à la Chambre des Députés (Intervention de Renaud Jean).....	100
Le sens et la portée de la révolution russe.....	102
La dette de l'Etat en 1913 et 1925 (J. Dupleix).....	108
L'activité du Parti communiste parmi les masses féminines (M. Faussecave).....	111
L'année coloniale (El. Djazairi).....	115
Secours rouge international (Foltyn).....	121
La terreur blanche	122
Trains rouges (P. Vaillant-Couturier).....	129
Le secours ouvrier international (Croix rouge prolétarienne) (Dutilleul)	130
Serment de fidélité au drapeau des soldats rouges.....	137
La vie de l'A. R. A. G. en 1925 (Jacques Duclos).....	138
Adresses utiles	140
L'Unité syndicale (Grandjouan).....	142
L'année syndicale. De Douarnenez à Suresnes (G. Monmousseau).	143
5 heures du matin dans la capitale (G. Grosz).....	151
Premier mai (d'après Oscar Kanelh).....	152
La fédération unitaire des métaux (A. Vassart).....	153
L'activité de la fédération des cheminots (L. Midol).....	159
La vie des travailleurs de la mine (Kirsch).....	167
Dans les Cuirs et Peaux (L. Soulat).....	172
Dans l'Alimentation (M. Simonin).....	178
A l'Union confédérale des locataires de France et des Colonies (L. Dieulle)	182
Aux locataires !	184
L'U. S. T. I. C. A.	188
Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous ! (Foltyn).....	192
Le Conseil paysan français.....	193
Comment on constitue un syndicat agricole.....	203
Conseils aux agriculteurs.....	206
La Russie nouvelle.....	216
Octobre rouge (Dybenko).....	248
Lénine, comme homme (N. Sémachko).....	254
Vers l'avenir ! (d'après Liebknecht).....	257
Les chimères ou l'aventure de deux gosses parisiens.....	258
La révolution est morte, Vive la révolution (Aladar Komjat)....	269
La chanson du soldat (H. Barbusse).....	270
A gauche ! (d'après Wladimir Mayakowski).....	275
Lettre (par Maurice).....	276
La presse bourgeoise.....	280
La presse communiste.....	281
Dans la géhenne (d'après Max Hoelz).....	282
Un copain de Lénine.....	283
L'ouvrier et le paysan (J. Most).....	285
Table des matières.....	286
Assurances	287 et 288

ASSURANCE OUVRIÈRE CONTRE L'INCENDIE

Fondée à Nantes en 1900

Siège social : 3, Bd Beaumarchais PARIS (4^e) — Téléph. Archives 07-89

Capitaux assurés..	1.250 millions	Réserves et provisions	
Portefeuille de cotisations à recevoir	3.500.000	diverses.....	330.000
		Sociétaires.....	39.000

Est administrée par des organisations ouvrières, coopératives et syndicales. Assure les risques ordinaires d'incendie à des prix modérés.

Pour tous renseignements s'adresser ou écrire au Siège social.

PHONOGRAPHES

avec et sans pavillon

CLASSEURS A DISQUES

Disques de toutes marques



Demandez catalogue N° 5 « Le POPULAIRE »
79, Faubourg Saint-Denis, PARIS

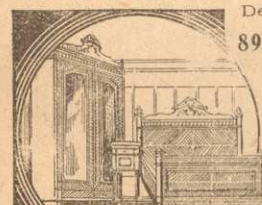
o o o FACILITÉS DE PAIEMENT o o o

FACILITÉS DE PAIEMENT

au gré de l'acheteur

150 FRANCS A LA COMMANDE

et le solde 100 FRANCS par MOIS



CH. à Coucher Louis XVI
en noyer finisé
Les trois pièces **1550^f**

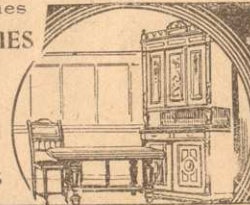
Dépôt de fabriques
89, rue des PRAIRIES

PARIS

Métro Gambetta

OUVERT

TOUS LES JOURS



Salle à Manger Renaissance
en Chêne
Table 3 allonges
6 chaises cuir **1550^f**

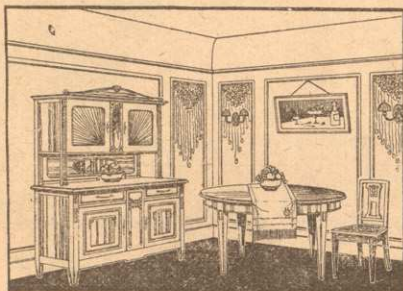
Les Meubles à Crédit
HENRI DESSENT

76, Faubourg St-Antoine, PARIS (12^e)
Métro Bastille

Grand choix de mobiliers vendus avec **13 MOIS DE CRÉDIT**

Demander l'envoi gratuit du catalogue n° 1

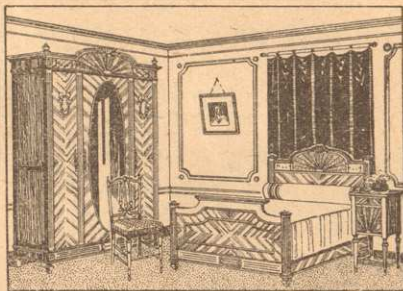
NOS MODÈLES "CONFORTABLES"



SALLE A MANGER
moderne,
chêne sculpté patiné,
buffet 1^m40
table ovale a allonges
6 chaises cannées
(8 pièces)

CHAMBRE A COUCHER

Louis XVI,
acajou frisé ciré,
bronzes dorés,
avec literie bonne
qualité et 2 chaises
garnies velours
(10 pièces)



La Salle à manger ou la Chambre à coucher

1^{er} Versement: 400 fr. } Le Solde en 12
mensualités
de 150 francs

1926

ALMANACH OUVRIER ET PAYSAN



IMP. L'UNION TYPOGRAPHIQUE
VILLENEUVE - SAINT - GEORGES

5 fr.